

CONSEIL COMMUNAL DU 28 JUIN 2021
GEMEENTERAAD VAN 28 JUNI 2021NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 31.05.2021**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 31.05.2021

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

2 Conseil communal - Démission d'un échevin - Rik Jellema - Prise d'acte.

Le Conseil communal,

Vu la lettre datée du 14 juin 2021 de Monsieur Rik Jellema, échevin;

Considérant que Monsieur Rik Jellema fait part, dans ce courrier, de son intention de quitter ses fonctions d'échevin;

PREND ACTE

de la démission de Monsieur Rik Jellema.

Gemeenteraad - Ontslag van een schepen - Rik Jellema - Akteneming

De gemeenteraad,

gelet op de brief van 14 juni 2021 van de heer Rik Jellema, schepen;

overwegende dat de heer Rik Jellema in zijn brief mededeelt dat hij van plan is om zijn functie van schepen neer te leggen;

NEEMT AKTE

van het ontslag van de heer Rik Jellema.

3 **Délégations et mandats - asbl " Maison des jeunes La clé" - remplacement**

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 23.11.2021 désignant Madame Ilona Swenne en tant que représentant de la commune à l'Assemblée Générale de l'asbl "Maison des jeunes La clé" ;

Considérant qu'il convient de remplacer Madame Ilona Swenne, suite à sa démission, en sa qualité de représentante de la commune à l'Assemblée Générale de l'asbl "Maison des jeunes La clé" ;

Considérant que Monsieur Samuel De Hertog est proposé pour la remplacer ;

DESIGNE Monsieur Samuel De Hertog comme représentant de la commune à l'Assemblée Générale de l'ASBL «Maison des jeunes La clé» en remplacement de Ilona Swenne;

Cette désignation vaut jusqu'à son remplacement par le conseil communal issu de la prochaine législature.

Delegaties en mandaten – Vzw “Maison des Jeunes La Clé” - Vervanging

De gemeenteraad,

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 23.11.2021 tot benoeming van Ilona Swenne als vertegenwoordigster van de gemeente in de algemene vergadering van de vzw “Maison des Jeunes La Clé”;

overwegende dat mevrouw Ilona Swenne moet worden vervangen als vertegenwoordigster van de gemeente in de algemene vergadering van de vzw “Maison des Jeunes La Clé” na haar ontslag ;

overwegende dat de heer Samuel De Hertog wordt voorgesteld om haar te vervangen ;

BENOEMT Mijnheer Samuel De Hertog als vertegenwoordiger van de Gemeente in de algemene vergadering van de vzw “Maison des Jeunes La Clé” ter vervanging van Ilona Swenne.

Deze aanstelling geldt tot zijn vervanging door de gemeenteraad van de volgende legislatuur.

Affaires générales - Algemene Zaken

4 **Accord-cadre en vue de l'acquisition éventuelle d'afficheur de vitesse**

Le Conseil,

Vu que la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles-Mobilité) a décidé de faire un appel d'offre pluriannuel pour la fourniture d'afficheur de vitesses, et a proposé aux communes de faire partie d'un accord-cadre leur permettant d'utiliser leur marché pour commander directement leur propre matériel ;

Considérant que la Commune d'Etterbeek utilise actuellement le matériel de la zone de police, que cette collaboration donne entière satisfaction, et qu'elle n'a donc pas prévu d'acheter des afficheurs de vitesse additionnels ;

Considérant toutefois que le marché-cadre passé par la Région vaut pour plusieurs années, et qu'il est dans l'intérêt de la Commune de pouvoir en profiter si des besoins nouveaux apparaissaient dans les années à venir

Vu que la participation de la commune n'implique aucun engagement ferme d'achat, et que l'adhésion à l'accord cadre joint en annexe constitue donc une mesure de prévention pour pouvoir aisément faire face à d'éventuels nouveaux besoins ;

DECIDE d'approuver le projet d'accord-cadre :

CONVENTION DE MARCHE CONJOINT

Fourniture d'afficheurs de vitesse et accessoires

CAHIER DES CHARGES N° BMB/DE-DO/E20.078

ENTRE :

1. la **Région de Bruxelles Capitale**, Service public régional de Bruxelles Capitale, Bruxelles Mobilité – Direction entretien ;

Représentée par ir Dimitri STROBBE, Directeur-Chef de Services, Service MAINTAIN

Ci-après « *Bruxelles Mobilité* » ou « *BM* »

2. Commune d'Etterbeek

Représentée par M. DE WOLF Vincent, Bourgmestre, Mme PETIT Annick, Secrétaire communal f.f.

Ci-après « *Bénéficiaire de l'Accord-cadre* »

Ci-après appelées séparément « Partie », ou conjointement « Parties ».

PREAMBULE

1.- Bruxelles Mobilité est seule compétente pour les panneaux afficheurs de vitesses le long des voiries régionales. Elle est seule apte à (faire) installer, déplacer, remplacer ou replacer ces installations. Le Bénéficiaire de l'Accord-cadre est seule compétent pour les panneaux afficheurs de vitesses le long des voiries communales sur son territoire.

2.- Bruxelles Mobilité a lancé un marché de fournitures de panneaux afficheurs de vitesses sous la forme d'un accord-cadre avec un seul participant.

3.- Aux termes du cahier des charges régissant la passation et l'exécution de cet accord-cadre, les «*bénéficiaires de l'accord-cadre* » sont «*les pouvoirs adjudicateurs qui peuvent conclure des marchés en exécution de l'accord-cadre, à savoir : le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre (la Région Bruxelles-Capitale /Bruxelles Mobilité) et les pouvoirs adjudicateurs suivants : les communes d'Anderlecht, d'Auderghem, d'Etterbeek, d'Evere, de Ganshoren, d'Ixelles, de Jette, de Molenbeek-Saint-Jean (Service Mobilité), de Saint-Gilles, de Saint-Josse-ten-Noode, de Schaerbeek et de Woluwe Saint-Lambert.* ».

4.- Le cahier des charges précité précise par ailleurs que dans le cadre de ces marchés subséquents:

- *les bénéficiaires passeront commandes en fonction de leurs besoins et assureront la direction, le contrôle et le suivi de l'exécution de ces commandes (réceptions, paiements, application d'amendes, cautionnement, garantie etc.).*
- *Les bénéficiaires assument toutes les responsabilités relatives à l'exécution de leurs marchés / commandes ;*
- *le bon de commande, les déclarations de créance et factures sont établis au nom des bénéficiaires et sont uniquement adressés au pouvoir adjudicateur bénéficiaire ;*
- *Les bénéficiaires sont responsables du respect de leur montant maximal des commandes.*

5- En vertu de l'article 43 §1 de la *loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics*, tel que confirmé par la jurisprudence de la Cour de justice (CJUE C-216/17 du 19 décembre 2018), les pouvoirs adjudicateurs identifiés dans le cahier des charges peuvent donc passer des marchés subséquents au bénéfice de celui-ci sans publicité ni mise en concurrence, dès lors que l'accord-cadre est conclu avec un seul participant, mais dans le respect des dispositions du cahier des charges telles que reprises ci-avant.

6.- Les marchés fondés sur l'accord-cadre (dits «*marchés subséquents*») seront attribués exclusivement au soumissionnaire qui aura été désigné adjudicataire de l'accord-cadre. Ces marchés seront notifiés par des bons de commande. Ils seront conclus avec l'adjudicataire de l'accord-cadre dès la réception du bon de commande émanant du pouvoir adjudicateur bénéficiaire de l'accord-cadre.

7.- Aux fins de valider les décisions qui seront prises par les parties dans le cadre de la conclusion et l'exécution des marchés subséquents en vertu de l'accord-cadre BMB/DE-DO/E20.078 que Bruxelles Mobilité a lancé et va attribuer, les parties entendent conclure la présente convention d'organisation des marchés subséquents.

8.- La présente convention définit les droits et obligations des parties dans la passation, conclusion et exécution des marchés subséquents sous couvert de l'accord cadre précité ;

9.- Sans préjudice des définitions particulières de la présente convention (ou du cahier des charges BMB/DE-DO/E20.078), les termes utilisés dans la présente convention ont le sens défini dans la réglementation des marchés publics, càd :

- la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
- ses arrêtés d'exécution relatifs à la passation des marchés publics (arrêté royal du 18 avril 2017 et du 18 juin 2017) et à l'exécution des marchés publics (arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics) ;

- la loi du 17 juin 2013 relative à l'information, la motivation et les recours en matière de marchés publics et de concessions.

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET ET DEFINITIONS PARTICULIERES

1.1 La Convention a pour objet de déterminer les responsabilités des Parties dans la passation et l'exécution des Marchés subséquents prévus dans l'Accord-cadre que Bruxelles Mobilité a lancé pour la fourniture de panneaux afficheurs de vitesses et accessoires, conformément au cahier des charges BMB/DE-DO/E20.078, dont copie est jointe en annexe 1.

1.2 Aux fins de l'exécution de la Convention, les termes avec majuscule ont la signification suivante :

Accord-cadre : le marché BMB/DE-DO/E20.078 passé sous la forme d'accord-cadre par Bruxelles Mobilité pour la fourniture de panneaux afficheurs de vitesses et accessoires ;

Adjudicataire : l'adjudicataire de l'Accord-cadre ;

Bénéficiaires (de l'Accord-cadre) : les pouvoirs adjudicateurs qui peuvent conclure des marchés en exécution de l'accord-cadre, à savoir : le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre (la Région Bruxelles-Capitale /Bruxelles Mobilité) et les pouvoirs adjudicateurs suivants, :

- Commune d'Anderlecht
- Commune d'Auderghem
- Commune d'Etterbeek
- Commune d'Evere
- Commune de Ganshoren
- Commune d'Ixelles
- Commune de Jette
- Commune de Molenbeek-Saint-Jean (Service Mobilité)
- Commune de Saint-Gilles
- Commune de Saint-Josse-ten-Noode
- Commune de Schaerbeek

Cahier des charges : le cahier des charges BMB/DE-DO/E20.078 établi par Bruxelles Mobilité en sa qualité de pouvoir adjudicateur de l'Accord-cadre et régissant la passation, la conclusion et l'exécution de l'Accord-cadre ;

Convention : la présente convention d'organisation des Marchés subséquents en exécution de l'Accord-cadre ;

Marchés subséquents: les marchés que les Bénéficiaires de l'accord-cadre peuvent conclure avec l'Adjudicataire suivant les modalités prévues dans le Cahier des charges et précisées dans la présente convention.

Partie(s) : Bruxelles Mobilité (la Région Bruxelles-Capitale) et les Bénéficiaires de l'Accord-Cadre.

Pouvoir Adjudicateur : Bruxelles Mobilité au nom de la Région Bruxelles-Capitale, le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre ;

ARTICLE 2 : REGLES GENERALES

2.1 Bruxelles Mobilité est seule responsable de la passation de l'Accord-cadre. A la première demande des Bénéficiaires de l'accord-cadre, Bruxelles Mobilité les informe des résultats de l'attribution/conclusion de l'Accord-cadre.

2.2 Bruxelles Mobilité est seule responsable de l'exécution de l'Accord-cadre, à l'exception des marchés subséquents et du plafond de l'Accord-cadre.

2.3 Chaque Bénéficiaire est seule responsable de l'exécution des marchés subséquents qu'il a conclus avec l'Adjudicataire dans son nom et à son titre. Dans cet égard, et à titre de cette Convention, il est seule responsable de respecter le seuil dans l'Accord-Cadre qui lui est applicable.

2.4 A la première demande de l'une des Parties, l'autre Partie transmet toute information relative à l'exécution ou à la résiliation de l'Accord cadre ainsi qu'à tout litige relatif à l'exécution ou la résiliation de l'Accord-cadre.

2.5 Les Bénéficiaires prennent contact direct avec l'Adjudicataire de l'Accord-cadre. Toute communication avec/ de l'Adjudicataire aux fins de la passation ou de l'exécution des Marchés subséquents est faite par/au Bénéficiaire.

2.6 La décision d'attribution du Marché subséquent à l'Adjudicataire relève du Bénéficiaire de l'Accord-cadre ; elle se concrétise par l'approbation du bon de commande, établi par l'Adjudicataire, et sera prise par l'organe compétent à cet effet au sein du Bénéficiaire de l'Accord- cadre.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DES PARTIES DANS LE CADRE DES MARCHES SUBSEQUENTS

3.1 Les marchés subséquents seront attribués exclusivement au soumissionnaire qui aura été désigné adjudicataire de l'accord-cadre. Ces marchés seront conclus avec l'adjudicataire de l'accord-cadre dès la réception du bon de commande émanant du pouvoir adjudicateur.

3.2 Le Bénéficiaire de l'Accord-cadre assure le respect du Cahier des charges et de la réglementation en ce qui concerne les Marchés subséquents. A ce titre, il transmettra toutes les informations nécessaires et utiles à l'Adjudicataire; au minimum :

- Les coordonnées de contact du service/de la personne qui, pour le Bénéficiaire, réceptionne valablement les déclarations de créance et les factures de l'Adjudicataire et les modalités de leur communication (email, courrier, etc) ;
- Les coordonnées pour l'envoi du cautionnement

3.3 Le Bénéficiaire établit le bon de commande contenant les mentions suivantes :

- L'identité du bénéficiaire et ses coordonnées de facturation ;
- Le numéro de référence de l'installation / des installations,
- La description des fournitures à réaliser, les quantités,
- La lieu de livraison,

- Le numéro d'ordre du bon de commande.

3.4 Le Bénéficiaire de l'Accord-cadre fait approuver le bon de commande par ses organes compétents (pour l'attribution d'un marché de la valeur correspondant au prix du bon de commande hors TVA) et notifie le bon de commande approuvé à l'Adjudicataire. Cette notification vaut conclusion du Marché subséquent conjoint.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour toute la durée de l'Accord-cadre. Elle entre en vigueur à la date de conclusion de l'Accord-cadre et prend fin à l'expiration de la durée de l'Accord-cadre sans préjudice de l'exécution d'un Marché subséquent conclu avant l'expiration de la durée de l'Accord-cadre et de ses délais d'exécution propres.

La résiliation par le Bénéficiaire d'un Marché subséquent est sans effet sur l'Accord-cadre.

ARTICLE 5 – DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

La Convention est régie et interprétée conformément au droit belge et, en particulier, à la réglementation des marchés publics sans préjudice des précisions, compléments ou dérogations contenus dans le Cahier des charges.

Toute contestation relative à la conclusion, à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la Convention sera soumise à la compétence exclusive des tribunaux compétents pour l'exécution du Marché conjoint et de l'Accord-cadre en vertu du Cahier des charges.

ARTICLE 6 – NULLITE

Si l'une quelconque des dispositions de la Convention ou de ses annexes est déclarée, en tout ou en partie, nulle, inapplicable, ou inopposable, la (partie) de cette disposition sera privée d'effet dans la mesure de son inapplicabilité, nullité ou inopposabilité, mais sans que la validité de la partie éventuellement subsistante de cette disposition ainsi que des autres dispositions de la Convention (ou de ses annexes) n'en soient affectées, sauf si la nullité vise un élément essentiel de la Convention.

Les Parties sont tenues dans la mesure du possible de veiller au remplacement de la disposition nulle, sauf si elle est constitutive d'un élément essentiel de la Convention et ne peut être remplacée pour servir l'objectif visé par l'Accord-cadre et les Marchés subséquents conjoints.

ARTICLE 7 – NOTIFICATIONS

Toute communication en exécution de la Convention est valablement faite par email sauf lorsque la Convention, le Cahier des charges ou la réglementation des marchés publics requiert un envoi recommandé, pour autant qu'elle soit faite :

- A Bruxelles Mobilité : au Fonctionnaire dirigeant de l'Accord-cadre : Mr Raphaël Gérard à rgerard@sprb.brussels et à l'adresse postale : Silver Tower, SPRB, Bruxelles Mobilité, Direction

entretien, Place Saint-Lazare 2 à 1035 Bruxelles ;

- Au Bénéficiaire : à M. DE VADDER Vincent, vincent.devadder@etterbeek.brussels, avenue des Casernes 31/1 à 1040 Etterbeek ;

Toute modification dans les noms ou coordonnées des représentants précités des Parties doit être adressée par email et par courrier recommandé par une Partie à l'autre Partie, au moins 5 jours ouvrables avant la date effective de changement/remplacement.

Pour Bruxelles Mobilité

Pour le Bénéficiaire

Mr Dimitri STROBBE

DE WOLF Vincent

Directeur-chef de Services

Bourgmestre

Annexe : Cahier des charges

Kaderakkoord voor de eventuele aankoop van een snelheidsdisplay

De gemeenteraad,

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit) heeft beslist om een meerjarige offerteoproep te doen voor de levering van snelheidsdisplays en aan de gemeenten heeft aangeboden om deel uit te maken van een kaderakkoord dat hen de mogelijkheid geeft om gebruik te maken van de aanbesteding om rechtstreeks hun eigen materiaal te bestellen;

overwegende dat de gemeente Etterbeek momenteel het materiaal van de politiezone gebruikt, dat die samenwerking tot volle tevredenheid stemt en dat zij dus niet van plan is om extra snelheidsdisplays aan te kopen;

overwegende dat de kaderopdracht van het Gewest echter geldig is voor meerdere jaren en dat het in het belang van de gemeente is om er gebruik van te kunnen maken als er de komende jaren toch nieuwe noden zouden zijn;

overwegende dat de deelname van de gemeente geen enkele aankoopverbintenis inhoudt en dat de aansluiting bij het bijgevoegde kaderakkoord dus een preventieve maatregel is om gemakkelijk te kunnen voorzien in eventuele nieuwe behoeften;

BESLIST om het ontwerp van het kaderakkoord goed te keuren.

OVEREENKOMST VOOR EEN GEZAMENLIJKE OPDRACHT

Levering van snelheidsinformatieborden en toebehoren

BESTEK nr. BMB/DE-DO/E20.078

TUSSEN:

1. het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest**, - Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Mobiliteit - Directie Onderhoud;

Vertegenwoordigd door ir. Dimitri STROBBE, directeur-diensthooft van de dienst MAINTENANCE

Hierna "**Brussel Mobiliteit**" of "**BM**" genoemd

2. ****

Vertegenwoordigd door ****

Hierna "**begunstigde van de kaderovereenkomst**" genoemd

Hierna afzonderlijk "partij" of samen "partijen" genoemd.

INLEIDING

1.- Brussel Mobiliteit is als enige bevoegd voor de snelheidsinformatieborden langs de gewestwegen. Enkel Brussel Mobiliteit mag deze installaties (doen) plaatsen, verplaatsen, vervangen of herplaatsen. De begunstigde van de kaderovereenkomst is als enige bevoegd voor de snelheidsinformatieborden langs de gemeentewegen op zijn grondgebied.

2.- Brussel Mobiliteit heeft een opdracht voor de levering van snelheidsinformatieborden uitgeschreven in de vorm van een kaderovereenkomst met één deelnemer.

3.- Volgens de bepalingen van het bestek dat de gunning en uitvoering van deze kaderovereenkomst regelt, zijn de "**begunstigden van de kaderovereenkomst**" "*de aanbestedende overheden die opdrachten kunnen sluiten ter uitvoering van de kaderovereenkomst, namelijk: de aanbestedende overheid van de kaderovereenkomst (het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/Brussel Mobiliteit) en de volgende aanbestedende overheden: de gemeentes Anderlecht, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Oudergem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek (Dienst Mobiliteit), Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Joost-ten-Node en Schaarbeek*".

4.- Het voornoemde bestek verduidelijkt overigens dat in het kader van de hieruit voortvloeiende opdrachten:

- *de begunstigden bestellingen zullen plaatsen op basis van hun behoeften en deze bestellingen zullen beheren, controleren en de uitvoering ervan opvolgen (opleveringen, betalingen, toepassing van boetes, borgtocht, waarborg, enz.).*
- *De begunstigden nemen alle verantwoordelijkheden voor de uitvoering van hun opdrachten/bestellingen op zich;*
- *de bestelbon, schuldvorderingen en facturen worden opgesteld op naam van de begunstigden en enkel aan de begunstigde aanbestedende overheid worden gericht;*
- *De begunstigden zijn verantwoordelijk voor de naleving van hun maximaantal bestellingen.*

5.- Op grond van artikel 43 § 1 van de *wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten*, zoals bevestigd door de rechtspraak van het Hof van Justitie (CJUE C-216/17 van 19 december 2018), mogen de aanbestedende overheden vermeld in het bestek, als de kaderovereenkomst gesloten wordt met één deelnemer, dus hieruit voortvloeiende opdrachten sluiten in het voordeel van deze deelnemer, zonder bekendmaking noch mededinging maar met naleving van de hierboven vermelde bepalingen van het bestek.

6.- De opdrachten gebaseerd op de kaderovereenkomst (de zogenaamde "hieruit voortvloeiende opdrachten") zullen uitsluitend worden toegewezen aan de inschrijver die aangewezen wordt als opdrachtnemer van de kaderovereenkomst. Deze opdrachten worden betekend via bestelbonnen. Ze worden gesloten met de opdrachtnemer van de kaderovereenkomst na ontvangst van de bestelbon van de aanbestedende overheid die de begunstigde is van de kaderovereenkomst.

7.- Om de beslissingen te bekrachtigen die de partijen zullen nemen in het kader van de sluiting en uitvoering van de opdrachten die voortvloeien uit kaderovereenkomst BMB/DE-DO/E20.078 die Brussel Mobiliteit heeft uitgeschreven en zal toekennen, willen de partijen deze overeenkomst sluiten voor de organisatie van de hieruit voortvloeiende opdrachten.

8.- Deze overeenkomst bepaalt de rechten en plichten van de partijen bij de gunning, sluiting en uitvoering van de opdrachten die voortvloeien uit de voornoemde kaderovereenkomst;

9.- Onverminderd de specifieke definities van deze overeenkomst (of van het bestek BMB/DE-DO/E20.078) hebben de termen gebruikt in deze overeenkomst de betekenis omschreven in de regelgeving inzake overheidsopdrachten, namelijk:

- de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;
- de bijhorende uitvoeringsbesluiten met betrekking tot de plaatsing van overheidsopdrachten (koninklijk besluit van 18 april 2017 en van 18 juni 2017) en met betrekking tot de uitvoering van overheidsopdrachten (koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken);
- de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies.

BIJGEVOLG WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1: ONDERWERP EN SPECIFIEKE DEFINITIES

1.1 De overeenkomst heeft als doel de verantwoordelijkheden van de partijen te bepalen bij de plaatsing en uitvoering van de opdrachten die voortvloeien uit de kaderovereenkomst die Brussel Mobiliteit heeft uitgeschreven voor de levering van snelheidsinformatieborden en toebehoren, in overeenstemming met het bestek BMB/DE-DO/E20.078, waarvan een kopie als bijlage 1 hierbij is gevoegd.

1.2 Met het oog op de uitvoering van de overeenkomst hebben deze termen de volgende betekenis:

Kaderovereenkomst: de opdracht BMB/DE-DO/E20.078, geplaatst in de vorm van een kaderovereenkomst door Brussel Mobiliteit voor de levering van snelheidsinformatieborden en toebehoren;

Opdrachtnemer: de opdrachtnemer van de kaderovereenkomst;

Begunstigden (van de kaderovereenkomst): de aanbestedende overheden die opdrachten mogen sluiten in uitvoering van de kaderovereenkomst, namelijk: de aanbestedende overheid van de kaderovereenkomst (het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/Brussel Mobiliteit) en de volgende aanbestedende overheden:

- Gemeente Anderlecht
- Gemeente Oudergem
- Gemeente Etterbeek
- Gemeente Evere
- Gemeente Ganshoren
- Gemeente Elsene
- Gemeente Jette
- Gemeente Sint-Jans-Molenbeek (Dienst Mobiliteit)
- Gemeente Sint-Gillis
- Gemeente Sint-Joost-ten-Node
- Gemeente Schaarbeek

Bestek: het bestek BMB/DE-DO/E20.078, opgesteld door Brussel Mobiliteit in zijn hoedanigheid van aanbestedende overheid van de kaderovereenkomst, dat de plaatsing, sluiting en uitvoering van de kaderovereenkomst regelt;

Overeenkomst: deze overeenkomst voor de organisatie van de opdrachten die voortvloeien uit de kaderovereenkomst;

Hieruit voortvloeiende opdrachten: de opdrachten die de begunstigden van de kaderovereenkomst mogen sluiten met de opdrachtnemer volgens de nadere regels van het bestek, verduidelijkt in deze overeenkomst.

Partij(en): Brussel Mobiliteit (het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en de begunstigden van de kaderovereenkomst.

Aanbestedende overheid: Brussel Mobiliteit, in naam van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de aanbestedende overheid van de kaderovereenkomst;

ARTIKEL 2: ALGEMENE REGELS

2.1 Brussel Mobiliteit is als enige verantwoordelijk voor de plaatsing van de kaderovereenkomst. Zodra de begunstigden van de kaderovereenkomst erom vragen, brengt Brussel Mobiliteit hen op de hoogte van de resultaten van de toekenning/sluiting van de kaderovereenkomst.

2.2 Brussel Mobiliteit is als enige verantwoordelijk voor de uitvoering van de kaderovereenkomst, met uitzondering van de hieruit voortvloeiende opdrachten en het maximumbedrag van de kaderovereenkomst.

2.3 Elke begunstigde is als enige verantwoordelijk voor de uitvoering van de hieruit voortvloeiende opdrachten die hij gesloten heeft met de opdrachtnemer in zijn naam en in zijn hoedanigheid. In dit opzicht, en op grond van deze overeenkomst, is hij als enige verantwoordelijk voor het naleven van de drempel in de kaderovereenkomst die op hem van toepassing is.

2.4 Zodra een van de partijen erom vraagt, bezorgt de andere partij haar alle informatie over de uitvoering of ontbinding van de kaderovereenkomst alsook over elk geschil inzake de uitvoering of de ontbinding van de kaderovereenkomst.

2.5 De begunstigen nemen rechtstreeks contact op met de opdrachtnemer van de kaderovereenkomst. Elke communicatie met/ van de opdrachtnemer met als doel de plaatsing of uitvoering van hieruit voortvloeiende opdrachten gebeurt door/met de begunstigde.

2.6 De beslissing tot toewijzing van de hieruit voortvloeiende opdracht aan de opdrachtnemer hangt af van de begunstigde van de kaderovereenkomst; ze krijgt concreet vorm via de goedkeuring van de bestelbon opgesteld door de opdrachtnemer, en zal genomen worden door het orgaan dat daartoe bevoegd is bij de begunstigde van de kaderovereenkomst.

ARTIKEL 3 - VERPLICHTINGEN VAN DE PARTIJEN IN HET KADER VAN DE HIERUIT VOORTVLOEIENDE OPDRACHTEN

3.1 De hieruit voortvloeiende opdrachten zullen uitsluitend worden toegewezen aan de inschrijver die aangewezen wordt als opdrachtnemer van de kaderovereenkomst. Deze opdrachten worden gesloten met de opdrachtnemer van de kaderovereenkomst na ontvangst van de bestelbon van de aanbestedende overheid.

3.2 De begunstigde van de kaderovereenkomst dwingt voor de hieruit voortvloeiende opdrachten de naleving af van het bestek en van de regelgeving. In dit opzicht bezorgt hij aan de opdrachtnemer alle noodzakelijke en nuttige informatie; op zijn minst:

- De contactgegevens van de dienst/van de persoon die, voor de begunstigde, geldig de schuldvorderingen en facturen van de opdrachtnemer ontvangt, en hoe die bezorgd moeten worden (e-mail, post, enz.);
- De contactgegevens voor de verzending van de borgtocht.

3.3 De begunstigde stelt de bestelbon op, die het volgende moet vermelden:

- De identiteit van de bestelbonbegunstigde en zijn facturatiegegevens,
- Het referentienummer van de installatie(s),
- De beschrijving van de te verwezenlijken leveringen, de hoeveelheden,
- De plaats van levering,
- Het ordernummer van de bestelbon.

3.4 De begunstigde van de kaderovereenkomst laat zijn bevoegde organen de bestelbon goedkeuren (voor de toekenning van een opdracht met een waarde die overeenstemt met de prijs van de bestelbon zonder btw) en betekent de goedgekeurde bestelbon aan de opdrachtnemer. Deze kennisgeving geldt als sluiting van de gezamenlijke hieruit voortvloeiende opdracht.

ARTIKEL 4 – DUUR VAN DE OVEREENKOMST

De overeenkomst wordt gesloten voor de volledige duur van de kaderovereenkomst. Ze wordt van kracht op de datum waarop de kaderovereenkomst gesloten wordt en loopt af wanneer de duur van de kaderovereenkomst verstrijkt, onverminderd de uitvoering van een hieruit voortvloeiende opdracht gesloten voorafgaand aan het verstrijken van de duur van de kaderovereenkomst en de eigen uitvoeringstermijnen van die opdracht.

De ontbinding door de begunstigde van een hieruit voortvloeiende opdracht heeft geen gevolgen voor de kaderovereenkomst.

ARTIKEL 5 - RECHT VAN TOEPASSING OP DE OPDRACHT ALSOOK DE BEVOEGDE RECHTBANKEN

De overeenkomst wordt geregeld en geïnterpreteerd in overeenstemming met het Belgische recht, en in het bijzonder de regelgeving inzake overheidsopdrachten, onverminderd de verduidelijkingen, aanvullingen of afwijkingen vervat in het bestek.

Elke betwisting met betrekking tot de sluiting, geldigheid, interpretatie of uitvoering van de overeenkomst zal onderworpen worden aan de uitsluitende bevoegdheid van de rechtbanken bevoegd voor de uitvoering van de gezamenlijke opdracht en de kaderovereenkomst, op grond van het bestek.

ARTIKEL 6 - NIETIGHEID

Als om het even welke bepaling van de overeenkomst of van de bijhorende bijlagen volledig of gedeeltelijk nietig, niet van toepassing of niet-tegenstelbaar wordt verklaard, zal (dit deel van) de bepaling alle effect verliezen in de mate van de niet-toepasbaarheid, nietigheid of niet-tegenstelbaarheid ervan, maar zonder dat de geldigheid van het eventueel behouden deel van deze bepaling of van de andere bepalingen van de overeenkomst (of de bijhorende bijlagen) daaronder te lijden heeft, behalve als de nietigheid een essentieel element van de overeenkomst beoogt.

De partijen moeten in de mate van het mogelijke de nietige bepaling vervangen, behalve als ze een essentieel element van de overeenkomst vormt en niet vervangen kan worden om het doel te dienen dat de kaderovereenkomst en de hieruit voortvloeiende opdrachten beogen.

ARTIKEL 7 - KENNISGEVINGEN

Elke communicatie in uitvoering van de overeenkomst gebeurt geldig via e-mail, behalve als de overeenkomst, het bestek of de regelgeving inzake overheidsopdrachten een aangetekende zending vereist, voor zover ze gericht wordt:

- Bij Brussel Mobiliteit: aan de leidende ambtenaar van de kaderovereenkomst: Dhr. Raphaël Gérard op rgerard@gob.brussels en op het postadres: Silver Tower, GOB, Brussel Mobiliteit, Directie Onderhoud, Sint-Lazarusplein 2, 1035 Brussel;
- Aan de begunstigde: aan *****, [e-mailadres en postadres]

Elke wijziging van de namen of contactgegevens van de voornoemde vertegenwoordigers van de partijen moet via e-mail en per aangetekende zending verstuurd worden van de ene partij naar de andere, minstens vijf werkdagen voor de effectieve wijzigings-/vervangingsdatum.

Voor Brussel Mobiliteit

Voor de begunstigde

Ir. Dimitri Strobbe

Naam

Directeur-diensthoofd

Functie

Bijlage: Bestek

1 annexe / 1 bijlage

E20-078_CSC_BB_fourniture afficheurs vitesses.pdf

5 Convention d'occupation précaire pour Saint-Vincent de Paul.

Le Conseil communal,

Considérant que la crise sanitaire et ses conséquences sociales ont provoqué un afflux important des ménages faisant appel à l'aide alimentaire d'urgence, les catégories de personnes concernées habituellement par cette aide s'étant considérablement élargies (étudiants, artistes, personnes sans-papier ou présentes sur le territoire à titre précaire, familles nombreuses confrontées à une diminution importante de leurs ressources, etc) ;

Considérant que le CPAS d'Etterbeek a maintenu en activité l'épicerie sociale de l'Espace libellule et a élargi les catégories de personnes qui peuvent s'y présenter afin de bénéficier de colis alimentaires ou d'y acquérir, à prix symbolique, des produits de première nécessité ;

Considérant que la Société de Saint-Vincent de Paul est le principal partenaire privé et associatif du CPAS, distribuant l'aide alimentaire provenant du *Fonds européen d'aide aux plus démunis* (FEAD) ;

Considérant que cette association a reçu un renon relatif à l'immeuble dans lequel elle recevait ses bénéficiaires, la contraignant à interrompre ses activités au bénéfice des familles précarisées ;

Considérant qu'il est important d'aider cette association à trouver un nouveau local pour reprendre ses activités ; qu'au vu de la localisation de l'épicerie sociale du CPAS au cœur du quartier de *La Chasse*, il était judicieux de trouver un local de préférence dans les quartiers *Jourdan* ou *Saint-Pierre*, de sorte à assurer la meilleure couverture possible des épiceries sociales sur le territoire etterbeekois ; que le CPAS a, en vain, cherché une solution au sein du marché locatif privé ;

Considérant que cette collaboration avec la Société de Saint-Vincent de Paul sera bénéfique pour toutes les parties, permettant une meilleure prise en charge pluridisciplinaire des bénéficiaires ;

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment son article 117 ;

Décide d'approuver la convention de prêt à usage (Commodat) ci-après :

Convention de prêt à usage (commodat)

ENTRE, d'une part :

La Régie foncière d'Etterbeek (0364.966.062), dont le siège est sis avenue des Casernes 31/1 à 1040 Etterbeek, représentée par M. Vincent DE WOLF et Mme Annick PETIT, respectivement Bourgmestre et Secrétaire communale f.f.,

Ci-après désignée « la Régie foncière » ;

ET, d'autre part :

L'association sans but lucratif SOCIETE SAINT-VINCENT DE PAUL - CONSEIL REGIONAL DE BRUXELLES (0410.914.071), dont le siège social est établi avenue Albert Giraud 21/b à 1030 Schaerbeek, représentée par M. Olivier LENDO et M. Olivier de BEAUFFORT, respectivement Président et Administrateur, laquelle agit pour compte de son association locale « SAINTE-GERTRUDE » à Etterbeek ;

Ci-après désignée « l'Occupant » ;

Ci-après, ensemble, « les Parties » ;

En présence du CPAS D'ETTERBEEK (0212.347.252), dont le siège est sis rue Beckers 4 à 1040 Etterbeek, représenté par M. Arnaud VAN PRAET et M. Gino ROOSENDANS, respectivement Président et Secrétaire général ;

Et de M. Jean DE SPOT, responsable de l'association locale « SAINT-VINCENT DE PAUL - SAINTE-GERTRUDE », lequel est domicilié avenue de Tervuren, 31 à 1040 Bruxelles (Etterbeek), ainsi que M. Cédric Droyers, gérant de la distribution alimentaire, domicilié Avenue Giraud, 21b à 1030 Bruxelles (Schaerbeek) ;

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La présente convention est consentie dans le contexte où l'association « Saint-Vincent De Paul – Sainte-Gertrude » ne dispose plus, depuis le 1^{er} janvier 2021, d'un local utile à poursuivre ses activités de distribution d'une aide alimentaire en faveur des personnes les plus démunies.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet

Conformément aux articles 1875 et suivants du Code civil, la Régie foncière concède à l'Occupant, qui l'accepte, un prêt à usage (commodat), essentiellement révocable, portant sur le bien situé au rez-de-chaussée de la Chaussée de Wavre 295 à 1040 Etterbeek.

Le bien dont question est composé d'un local de 66 m² tel qu'indiqué au plan ci-annexé.

Article 2 : Destination

Le bien est mise à disposition aux fins de :

- Distribuer une aide alimentaire en faveur des personnes défavorisées ;
- Distribuer des produits de première nécessité de sorte à permettre aux personnes de mener une vie

conforme à la dignité humaine ;

- Stocker les vivres et produits nécessaires aux distributions précitées ;
- Organiser des permanences sociales.

La destination ne pourra être modifiée sans l'accord écrit et préalable de la Régie foncière, laquelle se réserve la faculté de résilier la présente convention si l'Occupant emploie le bien à un autre usage que celui auquel il a été destiné.

Article 3 : État du bien

L'Occupant déclare connaître le bien mis à sa disposition. Il prend celui-ci dans l'état où il se trouve lors de l'entrée en jouissance, sans recours contre la Régie foncière.

Un état des lieux pourra être dressé à la simple demande de la Régie foncière.

Article 4 : Réparations et Entretien.

L'Occupant sera tenu d'entretenir les lieux loués en bon état de réparations de toutes espèces.

La Régie foncière peut exiger de l'Occupant, par lettre recommandée, d'effectuer tous les travaux de réparations qui lui incombent et de les terminer endéans les deux mois de l'envoi de cette lettre recommandée.

L'Occupant devra permettre l'accès à la Régie foncière ou à ses préposés, ou à toute autre personne désignée par la Régie foncière, aux fins de procéder aux inspections et réparations rendues nécessaires, et de vérifier l'état des lieux général.

Lorsqu'une interruption des services du bâtiment est due à une cause échappant au contrôle de la Régie foncière, l'Occupant ne pourra réclamer d'indemnité en raison des inconvénients qui en résulteraient pour elle.

Article 5 : Travaux.

L'Occupant signalera immédiatement à la Régie foncière tout accident dont cette dernière pourrait être rendue responsable.

Il en fera autant des dégâts au gros œuvre de l'immeuble, dont la réparation incombe à la Régie foncière ; à défaut de le faire, l'Occupant engagera sa responsabilité.

L'Occupant devra tolérer les travaux de grosses réparations mis à charge du propriétaire, même si ces derniers durent plus de quarante jours. Il devra préserver les installations des effets du gel et veiller à ce que les appareils sanitaires, tuyaux et égouts ne soient pas obstrués du fait des occupants. Il n'utilisera pas les conduites comme prises de terre.

L'Occupant ne pourra faire usage ni du toit de l'immeuble, ni de la façade pour y installer une antenne et d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que ce soit, sauf autorisation expresse et écrite du propriétaire.

La Régie foncière ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions d'eau, de gaz et d'électricité.

Article 6 : Transformations, Modifications.

L'Occupant ne pourra apporter aucun changement, modification, construction ou démolition dans les lieux sans le consentement préalable, spécial et écrit de la Régie foncière. En outre, si la Régie foncière donne son consentement, les travaux ne pourront être exécutés qu'aux frais de l'Occupant et sous sa seule responsabilité, à l'exclusion de celle de la Régie foncière.

Article 7 : Durée et fin de la convention

La mise à disposition prend cours le 1^{er} juin 2021, sous réserve de la signature par les parties.

La présente convention est conclue pour une période déterminée se terminant le 30 juin 2022. Elle pourra être reconduite tacitement pour des périodes successibles de 1 an.

La convention, vu sa nature précaire, pourra être révoquée en tout temps avant la date convenue par l'une ou par l'autre des Parties, sans que la Régie foncière ou l'Occupant ne doive justifier d'un quelconque motif et sans que l'Occupant ne puisse prétendre à une indemnité. En ce cas, la Régie foncière ou l'Occupant résiliera la convention moyennant le respect d'un préavis de 1 mois adressé par lettre recommandée.

Si l'Occupant manque gravement à ses obligations, la Régie foncière pourra, sans préavis ni indemnité, mettre un terme à la présente convention.

Article 8 : Prix et Charges

L'occupation est cédée à titre gratuit.

L'Occupant s'engage à solliciter l'obtention d'un subside, et, en cas d'issue favorable, à en avvertir la Régie foncière. Les conditions d'occupation pourront alors être revues.

L'Occupant s'engage à payer les charges (eau, électricité et chauffage) par paiement d'une provision mensuelle de 60,00 euros versée sur le compte BE61 0910 0597 4017 de la Régie foncière.

Article 9 : Conditions de jouissance et entretien

La Régie foncière s'engage à mettre à disposition de l'Occupant le bien dans un bon état d'entretien et de réparations et à lui en assurer la libre jouissance. La Régie foncière ainsi que ses mandataires, architectes, entrepreneurs, etc. auront accès au bien pour le visiter et s'assurer de l'exécution correcte des obligations des Parties. Elle informera l'Occupant de la visite moyennant le respect d'un délai de 3 jours ouvrables, sauf si des circonstances impérieuses l'en empêchent.

L'Occupant s'oblige, sous peine de dommages et intérêts s'il y a lieu, à veiller en *personne prudente et raisonnable* (« bon père de famille ») à la garde et à la conservation du bien mis à disposition. Il l'utilisera suivant la destination convenue à l'article 2 de la présente convention, et ce conformément à la nature des lieux, dans le respect de la législation et du droit des tiers.

L'Occupant est tenu d'entretenir le bien et le maintenir en bon état de sécurité et de salubrité. Il est notamment tenu des obligations faites par le Règlement général de police en cas de chute de neige ou de verglas sur le domaine public attenant au bien mis à disposition.

L'utilisation de gaz propane ou butane en bonbonnes par l'Occupant est interdite sous peine de résiliation immédiate de la présente convention.

La Régie foncière ne peut en aucun cas être tenue responsable des vols, dommages ou autres actes délictueux qui surviendraient dans le bien mis à disposition.

L'Occupant restituera le bien en parfait état au terme de l'occupation.

Article 10 : Conditions d'occupation

Afin de respecter la finalité sociale de la présente convention, l'Occupant veillera à :

- Accueillir les personnes défavorisées issues, pour une large mesure, du territoire etterbeekois ;
- Tenir au minimum deux distributions alimentaires par semaine, à l'exception de 12 semaines par an où ce nombre peut être diminué ;
- Collaborer avec les travailleurs sociaux du CPAS d'Etterbeek dans l'accompagnement social des personnes et, s'il y a lieu, l'ouverture de leurs droits ;
- Permettre, au minimum deux fois par mois, la présence de l'équipe sociale mobile du CPAS d'Etterbeek, dans le cadre de l'organisation de permanences sociales.

Article 10 : Clés

Deux clés d'entrée seront remises à l'Occupant. En cas de perte de l'une de ces clés, la Régie foncière sera immédiatement avertie et le cylindre remplacé aux frais de l'Occupant. Les autres frais liés aux reproductions multiples (autres occupants, ...) seront également à charge de l'Occupant.

Article 11 : Accès

Les responsables de l'Occupant veilleront à ce que n'entrent dans le bâtiment que ses membres ou ses visiteurs. La porte d'entrée au rez-de-chaussée ne pourra en aucun cas rester ouverte. Ils veilleront à ce que la porte d'entrée soit fermée à double tour au moment où ils quittent les lieux.

Ils s'assureront également de la prise de mesures adéquates en matière de prévention contre le Covid-19.

Article 12 : Assurances

La Régie foncière a souscrit auprès de sa compagnie d'assurance une clause d'abandon de recours en faveur de l'a.s.b.l. Par conséquent, l'Occupant est exonéré de sa responsabilité en matière de risque incendie et périls connexes tels que définis par le contrat d'assurance.

S'il s'avère, sur base des conclusions de l'expert de l'assurance que la responsabilité exclusive de l'Occupant est engagée dans un sinistre, celui-ci s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance.

L'Occupant s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance belge ou agréée en Belgique :

- une police d'assurance type intégrale incendie garantissant ses meubles et ses marchandises ; les risques suivants doivent être couverts :
 - incendie et périls accessoires, frais de démolition et d'évacuation éventuels

- tempête et grêle, dégâts des eaux, bris de vitrage
- assurance vol
- une police d'assurance de type RC générale.

L'Occupant devra produire une preuve de la conclusion de ces contrats avant l'entrée dans les locaux. Il devra maintenir le bien constamment assuré en justifiant du paiement des primes à toute demande de la Régie foncière.

Article 13 : Précompte immobilier

La Régie foncière supportera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien.

Article 14 : Cession et sous-occupation

La présente convention est accordée à titre strictement personnel et ne pourra en aucun cas être cédée à quiconque, de quelque manière que ce soit.

Article 15 : Élection de domicile

L'Occupant déclare élire domicile dans les lieux pendant toute la période d'occupation précaire. Il en sera de même pour toutes les suites de la convention, même après qu'elle aura quitté les lieux si elle n'a pas notifié à la Régie foncière l'existence d'un nouveau domicile en Belgique.

Article 16 : Enregistrement

L'enregistrement de la présente convention est obligatoire. Il y sera procédé par la Régie foncière.

Article 17 : Litige

Les Parties conviennent que tout litige sera de la compétence exclusive des cours et tribunaux de l'Arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Fait à Etterbeek, en quatre exemplaires, le 2021.

Pour la Régie foncière d'Etterbeek,

La Secrétaire communale f.f., Annick PETIT	Le Bourgmestre, Vincent DE WOLF
---	------------------------------------

Pour la Société Saint-Vincent de Paul – Conseil régional de Bruxelles,

Le Président, Olivier LENDO	Xxx, xxx
--------------------------------	-------------

Precaire bezettingsovereenkomst voor Saint-Vincent de Paul.

De gemeenteraad,

overwegende dat de gezondheidscrisis en de sociale gevolgen daarvan hebben geleid tot een grote toevloed van gezinnen die een beroep doen op noodvoedselhulp waardoor er nu aanzienlijk meer categorieën zijn van mensen die een beroep doen op die hulp (studenten, kunstenaars, mensen zonder papieren of die op onzekere basis op het grondgebied verblijven, grote gezinnen die geconfronteerd worden met een aanzienlijke vermindering van hun inkomen, enzovoort);

overwegende dat het OCMW van Etterbeek de sociale kruidenierswinkel van de Espace Libellule open heeft gehouden en de categorieën van personen die er terechtkunnen voor voedselpakketten of om tegen een symbolische prijs basisproducten aan te kopen heeft uitgebreid;

overwegende dat de vereniging Société de Saint-Vincent de Paul de belangrijkste particuliere en associatieve partner van het OCMW is die voedselhulp verdeelt afkomstig van het Europees Fonds voor hulp aan de meest behoeftigen (FEAD);

overwegende dat deze vereniging een opzegging heeft gekregen voor het gebouw waarin zij haar begunstigden ontvangt, waardoor zij genoodzaakt is haar activiteiten ten gunste van kwetsbare gezinnen te onderbreken;

overwegende dat het belangrijk is om deze vereniging te helpen bij het vinden van een nieuwe locatie om haar activiteiten te hervatten; dat het, gezien de ligging van de sociale kruidenierswinkel van het OCMW in het hart van de Jachtwijk, verstandig was om een locatie te zoeken bij voorkeur in de wijken Jourdan of Sint-Pieter met als doel om de sociale kruidenierszaken zo goed mogelijk te spreiden over het grondgebied van Etterbeek; dat het OCMW tevergeefs heeft gezocht naar een oplossing op de particuliere huurmarkt;

overwegende dat deze samenwerking met de vereniging Saint-Vincent de Paul voor alle partijen gunstig zal zijn, omdat zij een betere multidisciplinaire zorg voor de begunstigden mogelijk maakt;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117;

BESLIST om de onderstaande bruikleenovereenkomst (commodaat) goed te keuren:

Bruikleenovereenkomst (commodaat)

TUSSEN, enerzijds:

De Regie van Grondbeleid van Etterbeek (0364.966.062), waarvan de zetel is gelegen Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf en mevrouw Annick Petit, respectievelijk burgemeester en waarnemend gemeentesecretaris,

Hierna “Regie van Grondbeleid” genoemd,

EN, anderzijds:

De vereniging zonder winstoogmerk SOCIETE SAINT-VINCENT DE PAUL - CONSEIL REGIONAL DE BRUXELLES (0410.914.071), waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Albert Giraudlaan 21/b in 1030 Schaarbeek, vertegenwoordigd door de heer Olivier LENDO en de heer Olivier de BEAUFORT,

respectievelijk voorzitter en bestuurder, die handelt voor rekening van haar lokale vereniging “SAINTE-GERTRUDE” in Etterbeek;

Hierna “de bezetter” genoemd,

Hierna samen “de partijen” genoemd,

In aanwezigheid van het OCMW VAN ETTERBEEK (0212.347.252), waarvan de zetel is gelegen Beekersstraat 4 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Arnaud Van Praet en de heer Gino Roosendans, respectievelijk voorzitter en secretaris-generaal,

En de heer Jean DE SPOT, verantwoordelijke van de lokale vereniging “SAINT-VINCENT DE PAUL - SAINTE-GERTRUDE”, die gedomicilieerd is Tervurenlaan 31 in 1040 Brussel (Etterbeek), en de heer Cédric DROYERS, beheerder van de voedselverdeling, gedomicilieerd Giraudlaan 21b in 1030 Brussel (Schaarbeek),

WORDT VOORAF UITEENGEZET WAT VOLGT:

Deze overeenkomst wordt gesloten in het kader van het feit dat de vereniging “Saint-Vincent De Paul - Sainte-Gertrude” sinds 1 januari 2021 niet meer beschikt over een lokaal voor de voortzetting van haar activiteiten in verband met de verdeling van voedselhulp aan de meest behoeftigen.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1: Onderwerp

In overeenstemming met artikels 1875 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, geeft de Regie van Grondbeleid aan de bezetter, die het aanvaardt, een bruikleen (commodaat), dat herroepelijk is, voor het goed gelegen op de benedenverdieping van de Waversesteeweg 295 in 1040 Etterbeek.

Het goed waarvan sprake is bestaat uit een lokaal van 66 m² waarvan het plan is bijgevoegd.

Artikel 2: Bestemming

Het goed wordt ter beschikking gesteld met de bedoeling om:

- Voedselhulp te verdelen aan de meest behoeftigen;
- Producten te verdelen die voorzien in de basisbehoeften om mensen in staat te stellen een menswaardig leven te leiden;
- Levensmiddelen en producten die nodig zijn voor de bovengenoemde verdelingen op te slaan;
- Sociale spreekuren te organiseren.

De bestemming mag niet worden gewijzigd zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Regie van Grondbeleid, die zich het recht voorbehoudt deze overeenkomst te beëindigen als de bezetter het goed gebruikt voor een ander doel dan waarvoor het bestemd is.

Artikel 3: Staat van het goed

De bezetter verklaart dat hij het hem ter beschikking gestelde goed kent. Hij neemt het goed in de staat waarin het zich bevindt op het ogenblik van de ingebruikneming, zonder verhaal tegen de Regie van Grondbeleid.

Op eenvoudig verzoek van de Regie van Grondbeleid kan een plaatsbeschrijving worden opgemaakt.

Artikel 4: Herstellingen en onderhoud

De bezetter is ertoe verplicht om de gehuurde lokalen in alle opzichten in goede staat van onderhoud te houden.

De Regie van Grondbeleid kan per aangetekend schrijven van de bezetter eisen dat ze alle herstellingswerken uitvoert die voor haar rekening zijn en deze te beëindigen binnen twee maanden na verzending van het aangetekend schrijven.

De bezetter moet toegang verlenen aan de Regie van Grondbeleid, haar beambten of elke andere persoon die door de Regie van Grondbeleid wordt aangesteld om de nodige inspecties en herstellingswerken uit te voeren en de algemene staat van de lokalen te controleren.

Als een onderbreking van de diensten in het gebouw te wijten is aan een reden die niet te wijten is aan de Regie van Grondbeleid en voor zover zij blijkt geeft van redelijke zorgen om de werking van de diensten of het herstel ervan te garanderen, kan de bezetter geen schadevergoeding eisen voor de nadelen die er voor haar uit voortvloeien.

Artikel 5: Werkzaamheden

De bezetter brengt de Regie van Grondbeleid onmiddellijk op de hoogte van elk ongeluk waarvoor die laatste aansprakelijk zou kunnen worden gesteld.

Hetzelfde geldt in geval van schade aan de ruwbouw van het gebouw, waarvan de herstelling voor rekening van de Regie van Grondbeleid is. Als hij dit niet doet, zal de bezetter zijn verantwoordelijkheid opnemen.

De bezetter moet grote herstellingswerken opgelegd door de eigenaar toelaten, zelfs als die meer dan veertig dagen duren. Hij moet de installaties beschermen tegen de gevolgen van vorst en erop toezien dat het sanitair, de leidingen en de rioleringen niet verstopt raken door de bezetters. Hij mag de leidingen niet als aardcontact gebruiken.

De bezetter mag noch het dak, noch de gevel van het gebouw gebruiken om er een antenne te installeren of er in meer algemene zin wat dan ook aan te bevestigen, behalve met uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de eigenaar.

De Regie van Grondbeleid is niet verantwoordelijk voor ongemakken of beschadigingen die kunnen voortvloeien uit de distributie van water, gas en elektriciteit.

Artikel 6: Veranderingen, wijzigingen

De bezetter mag geen enkele verandering, wijziging, bouw of afbraak aanbrengen aan de lokalen zonder

voorafgaande, speciale en schriftelijke toestemming van de Regie van Grondbeleid. Als de Regie van Grondbeleid toestemming geeft, dan kunnen de werkzaamheden bovendien enkel uitgevoerd worden op kosten van de bezetter en dat enkel op haar verantwoordelijkheid, met uitsluiting van die van de Regie van Grondbeleid.

Artikel 7: Duur en einde van de overeenkomst

De terbeschikkingstelling vangt aan op 1 juni 2021 onder voorbehoud van ondertekening door de partijen.

Deze overeenkomst wordt gesloten voor een periode van bepaalde duur die eindigt op 30 juni 2022. Ze kan stilzwijgend worden verlengd voor opeenvolgende periodes van 1 jaar.

De overeenkomst kan, gezien haar precaire karakter, op elk ogenblik voor de overeengekomen datum door elk van de partijen worden herroepen, zonder dat de Regie van Grondbeleid of de bezetter de reden daarvoor moeten rechtvaardigen en zonder dat de bezetter aanspraak kan maken op enige vergoeding. In dat geval beëindigt de Regie van Grondbeleid of de bezetter de overeenkomst met een opzeggingstermijn van één maand per aangetekende brief.

Als de bezetter ernstig tekortkomt aan zijn verplichtingen, kan de Regie van Grondbeleid een einde maken aan de bezetting zonder opzeggingstermijn of vergoeding.

Artikel 8: Prijzen en kosten

Het goed wordt kosteloos ter beschikking gesteld.

De bezetter verbindt zich ertoe een subsidie aan te vragen en, in geval van een gunstig antwoord, de Regie van Grondbeleid daarvan op de hoogte te brengen. De voorwaarden voor het gebruik kunnen in dat geval worden herzien.

De bezetter verbindt zich ertoe de kosten (water, elektriciteit en verwarming) te betalen met een maandelijks provisie van 60,00 euro die wordt gestort op het rekening nummer BE61 0910 0597 4017 van de Regie van Grondbeleid.

Artikel 9: Gebruiksvoorwaarden en onderhoud

De Regie van Grondbeleid verbindt zich ertoe het goed in goede staat van onderhoud en reparatie ter beschikking van de bezetter te stellen en ervoor te zorgen dat het vrij voor gebruik ter beschikking staat. De Regie van Grondbeleid en haar gemachtigden, architecten, aannemers, enzovoort hebben toegang tot het goed om het te bezichtigen en erop toe te zien dat de verplichtingen van de partijen correct worden uitgevoerd. Ze brengt de bezetter 3 werkdagen op voorhand op de hoogte van het bezoek, tenzij dwingende omstandigheden dit niet mogelijk maken.

De bezetter verbindt zich ertoe, in voorkomend geval op straffe van schadevergoeding en interesten, het ter beschikking gestelde goed als een *voorzichtig en redelijk persoon* (“goede huisvader”) te gebruiken. Hij zal het gebruiken volgens de bestemming overeengekomen in artikel 2 van deze overeenkomst, en dit in overeenstemming met de aard van de lokalen, met inachtneming van de wetgeving en de rechten van derden.

De bezetter is verplicht het eigendom te onderhouden en het in een goede staat van veiligheid en gezondheid te houden. In het bijzonder is hij gebonden aan de verplichtingen die door het Algemeen Politierglement worden opgelegd in geval van sneeuw of ijzel op het openbaar domein grenzend aan het

ter beschikking gestelde goed.

Het gebruik van propaangas of butaangas in flessen door de bezetter is verboden op straffe van onmiddellijke opzegging van deze overeenkomst.

De Regie van Grondbeleid kan in geen geval aansprakelijk worden gesteld voor diefstal, beschadiging of strafbare feiten die zich in het ter beschikking gestelde goed zouden voordoen.

De bezetter zal het goed aan het einde van de bezetting in perfecte staat teruggeven.

Artikel 10: Voorwaarden voor de bezetting

Om het sociale oogmerk van deze overeenkomst te respecteren, zal de bezetter erop toezien om:

- De meest behoeftige mensen te ontvangen die hoofdzakelijk afkomstig zijn uit Etterbeek;
- Minstens twee voedselverdelingen per week te organiseren, met uitzondering van 12 weken per jaar waarin dat aantal lager mag liggen;
- Samen te werken met de sociaal assistenten van het OCMW van Etterbeek in het kader van hun maatschappelijke begeleiding van mensen en, indien nodig, de opening van hun rechten;
- Minstens twee keer per maand de aanwezigheid van het mobiele sociale team van het OCMW van Etterbeek mogelijk te maken in het kader van de organisatie van sociale spreekuren.

Artikel 10: Sleutels

De bezetter ontvangt twee sleutels. In geval van verlies van een van die sleutels wordt de Regie van Grondbeleid onmiddellijk op de hoogte gebracht en wordt de cilinder vervangen op kosten van de bezetter. De andere kosten voor het bijmaken van sleutels (andere bezetters...) zijn ook ten laste van de bezetter.

Artikel 11: Toegang

De verantwoordelijken van de bezetter zien erop toe dat enkel zijn leden of zijn bezoekers het gebouw betreden. De toegangsdeur op de benedenverdieping mag in geen geval openblijven. Zij zien erop toe dat de toegangsdeur gesloten wordt door de sleutel tweemaal om te draaien wanneer zij de lokalen verlaat.

Zij zorgen er ook voor dat de correcte preventiemaatregelen worden genomen in het kader van de coronacrisis.

Artikel 12: Verzekeringen

De Regie van Grondbeleid heeft bij haar verzekeringsmaatschappij een clause tot afstand van verhaal ten behoeve van de vzw afgesloten. Bijgevolg wordt de bezetter vrijgesteld van zijn aansprakelijkheid op het vlak van brand en aanverwante gevaren zoals bepaald in de verzekeringsovereenkomst.

Als op basis van de conclusies van de verzekeringsdeskundige blijkt dat de exclusieve aansprakelijkheid van de bezetter ontstaan is bij schade, dan verbindt hij zich ertoe de geïndexeerde franchise die voorzien is in de verzekeringsovereenkomst voor haar rekening te nemen.

De bezetter verbindt zich ertoe bij een Belgische of in België erkende verzekeringsmaatschappij de

volgende verzekeringen af te sluiten:

- een verzekeringspolis van het type globale brand die zowel haar meubels als haar goederen dekt. De volgende risico's moeten gedekt zijn:
 - brand en aanverwante gevaren, eventuele slopings- en evacuatiekosten
 - storm en hagel, waterschade, glasbraak
 - diefstalverzekering
- een verzekeringspolis van het type algemene burgerlijke aansprakelijkheid

Voor ze de lokalen betreedt, moet de bezetter een bewijs voorleggen dat deze contracten afgesloten werden. Hij moet ervoor zorgen dat het goed steeds verzekerd blijft door op verzoek van de Regie van Grondbeleid de betaling van de premies te bewijzen.

Artikel 13: Onroerende voorheffing

De Regie van Grondbeleid betaalt de onroerende voorheffing en alle andere belastingen met betrekking tot het goed.

Artikel 14: Overdracht en ondergebruikgeving

Deze overeenkomst wordt op strikt persoonlijke basis gesloten en kan op geen enkele wijze aan wie dan ook worden overgedragen.

Artikel 15: Domiciliekeuze

De bezetter verklaart domicilie te kiezen in de lokalen tijdens de hele periode van de preciaire bezetting. Hetzelfde geldt voor alle gevolgen van de overeenkomst, zelfs nadat hij de lokalen verlaten zal hebben als hij bij de Regie van Grondbeleid geen nieuwe woonplaats in België aangegeven heeft.

Artikel 16: Registratie

De registratie van deze overeenkomst is verplicht. De Regie van Grondbeleid zal hiervoor zorgen.

Artikel 17: Geschillen

De partijen komen overeen dat alle geschillen onder de exclusieve bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel vallen.

Opgemaakt in Etterbeek, in vier exemplaren, op xx 2021.

Voor de Regie van Grondbeleid van Etterbeek,

De waarnemend gemeentesecretaris, Annick PETIT	De burgemeester, Vincent DE WOLF
---	-------------------------------------

Voor de vereniging Saint-Vincent de Paul – Conseil régional de Bruxelles,

De voorzitter,	XXX
Olivier LENDO	xxx

3 annexes / 3 bijlagen

RF - Wavre 295 - Façade Wavre.pdf, RF - Wavre 295 - Plan RDC.pdf, RF - Wavre 295 - Façade Etang.pdf

6 Ordonnance de police du 19.10.2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 – Abrogation.

Le Conseil communal,

Considérant que le coronavirus Covid-19, qualifié de pandémie en mars 2020, est une maladie infectieuse très contagieuse touchant généralement les poumons et les voies respiratoires ; qu'il se transmet d'un individu à un autre par voie aérienne ; que sa transmission semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Considérant que le risque de la propagation rapide de la pandémie et la nécessité de la contenir afin de préserver la santé des citoyens ainsi que la capacité d'accueil des infrastructures hospitalières requiert une intervention rapide des autorités publiques ;

Considérant que l'ensemble des autorités sont vigilantes et mettent tous les moyens en œuvre pour préserver la santé publique ; qu'à cet égard la phase fédérale du plan d'urgence national a été déclenchée le 13 mars 2020 et qu'elle entraîne la prise de mesures contraignantes imposées aux différents niveaux de l'état ; que des mesures urgentes pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ont, depuis cette date, été adoptées ;

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu les différents arrêtés pris aux niveaux fédéral et régional portant notamment l'obligation de porter un masque à tout moment sur le domaine public et tout lieu privé mais accessible au public, ou sur certaines portions de territoire déterminées par les autorités locales ;

Considérant qu'en date du 19.10.2020, le conseil a pris une ordonnance imposant :

1. dans certaines zones du territoire communal et pendant certaines tranches horaires, de se couvrir intégralement la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu ;
2. en dehors de ces zones, de détenir en tout temps un masque buccal ou une alternative, afin de pouvoir le présenter à tout moment, sur injonction d'un agent qualifié.

Considérant que l'arrêté du 4 mai 2021 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID 19 - port du masque et interdiction d'alcool de 22h à 5h imposait notamment, sous certaines conditions, le port d'un masque couvrant le nez et la bouche pour toute personne âgée de 13 ans et plus dans les lieux publics et dans les

lieux privés accessibles au public sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du 07.06.2021 du Ministre-Président abrogeant ledit arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2021 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28.10.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 prévoit toujours notamment que toute personne, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, est dans tous les cas obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dans certains lieux qu'il énumère, dont « les rues commerçantes, les marchés et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, déterminés par les autorités locales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation s'applique » ;

Considérant que, bien que tous les indicateurs relatifs à la gestion de la pandémie en Belgique soient depuis peu dans le vert, la gravité de la maladie et la situation épidémiologique actuelle nécessitent toujours une attention importante en matière de contacts sociaux et de respect des « gestes barrières » et des distances sociales ;

Considérant cependant que les dernières évaluations de la situation épidémiologique réalisées par les différentes instances compétences la situation sanitaire sur le territoire de l'agglomération bruxelloise n'impose plus qu'il y ait des mesures particulières et complémentaires à celles établies par la ministre de l'Intérieur et reprises dans son arrêté ministériel du 28 octobre 2020 ;

Considérant qu'à Etterbeek, il n'est donc plus nécessaire d'imposer de telles zones de port du masque obligatoire sur la voie publique ;

Vu la balance des intérêts en présence ;

Vu les motifs susmentionnés ;

ORDONNE CE QUI SUIT

Article 1^{er}

La présente ordonnance abroge celle du 19.10.2020.

Article 2

La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Article 3

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Politieverordening van 19.10.2020 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie - Opheffing.

De gemeenteraad,

overwegende dat het coronavirus Covid-19, dat in maart 2020 als een pandemie werd gekwalificeerd, een zeer besmettelijke ziekte is die doorgaans de longen en de luchtwegen aantast; dat het door de lucht wordt overgedragen van het ene individu op het andere; dat de overdracht van het virus lijkt plaats te vinden via alle mogelijke vormen van lozing via de mond en de neus;

overwegende dat het risico op de snelle verspreiding van de pandemie en de noodzaak om deze te onderdrukken om de gezondheid van de burgers en de opvangcapaciteit van de ziekenhuisinfrastructuur te beschermen een snelle tussenkomst van de overheden vereist;

overwegende dat alle overheden waakzaam zijn en alles in het werk stellen om de volksgezondheid te beschermen; dat in dit verband de federale fase van het nationale noodplan werd afgekondigd op 13 maart 2020 en dat deze fase het nemen van dwingende maatregelen op verschillende niveaus van het land met zich meebrengt; dat er sindsdien dringende maatregelen zijn genomen om de verspreiding van het Covid-19-coronavirus te beperken;

gelet op artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; en met name het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötiën te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden;

gelet op de verschillende besluiten die werden genomen op federaal en regionaal niveau, in het bijzonder de invoering van een mondkemperplicht in de openbare ruimte en op publiek toegankelijke privéplaatsen of in bepaalde delen van het grondgebied die zijn vastgelegd door de lokale overheden;

overwegende dat de gemeenteraad op 19.10.2020 een verordening heeft uitgevaardigd:

1. houdende de verplichting om in bepaalde zones in de gemeente en tijdens bepaalde uren de mond en de neus volledig te bedekken met een masker of een ander stoffen alternatief;
2. houdende de verplichting om buiten die zones op elk moment een mondkemper of een alternatief bij zich te hebben om het op vraag van een bevoegde ambtenaar te kunnen voorleggen;

gelet op het besluit van 4 mei 2021 houdende aanvullende maatregelen op de maatregelen van de minister van Binnenlandse Zaken met als doel om de verspreiding van het coronavirus Covid-19 te beperken – mondkemperplicht en een verbod op alcohol tussen 22 uur en 5 uur – die onder bepaalde voorwaarden het dragen van een masker dat de neus en de mond bedekt verplichtte voor elke persoon van 13 jaar en ouder op openbare plaatsen en publiek toegankelijke private plaatsen op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat het besluit van 7 juni 2021 van de minister-president het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 mei 2021 opheft;

overwegende dat het ministerieel besluit van 28.10.2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus Covid-19 te beperken met name voorziet dat elke persoon, met uitzondering van kinderen tot de volle leeftijd van 12 jaar, verplicht is om de mond en de neus te bedekken met een masker of een ander stoffen alternatief op bepaalde plaatsen die het opnoemt, waaronder “de

winkelstraten, de markten en elke private of publieke druk bezochte plaats, bepaald door de bevoegde lokale overheid en afgebakend met een aanplakking die de tijdstippen preciseerd waarop de verplichting van toepassing is”;

overwegende dat, hoewel alle indicatoren met betrekking tot het beheer van de pandemie in België de laatste tijd in het groen staan, de ernst van de ziekte en de huidige epidemiologische situatie nog steeds aanzienlijke aandacht vereisen op het vlak van de sociale contacten en de naleving van de barrièregebaren en de sociale afstand;

overwegende evenwel dat de meest recente evaluaties van de epidemiologische situatie die zijn uitgevoerd door de verschillende instanties die verantwoordelijk zijn voor de gezondheidssituatie op het grondgebied van de Brusselse agglomeratie niet langer vereisen dat specifieke maatregelen worden genomen als aanvulling op de maatregelen die de minister van Binnenlandse Zaken heeft vastgesteld en die in zijn ministerieel besluit van 28 oktober 2020 zijn opgenomen;

overwegende dat het dus niet langer noodzakelijk is om in Etterbeek in bepaalde zones een mondkemperplicht in te voeren op de openbare weg;

gelet op de afweging van de belangen;

gelet op de bovenstaande motieven;

VERORDENT WAT VOLGT

Artikel 1

Deze verordening heft die van 19.10.2020 op.

Artikel 2

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking.

Artikel 3

In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van deze ordonnantie ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

2 annexes / 2 bijlagen

20201019_Ordonnance masque F.pdf, 20201019_Ordonnance masque N.pdf

Convention entre la Commune d'Etterbeek et la Région Bruxelloise en vue de l'octroi de subsides à la

7 **réalisation de divers travaux de sécurisation des voiries**

Le Conseil communal,

Vu que la sécurisation des voiries est une priorité communale depuis plusieurs décénies;

Vu l'instauration de la Ville 30 par la Région Bruxelloise,

Vu que dans ce cadre, le gouvernement régional a augmenté le budget alloué aux communes en vue de la réalisation de petits aménagements de sécurisation de l'espace public, et a permis à ces dernières de réaliser des projets également en voirie régionale;

Vu que ce subside couvre 100% de l'aménagement, et que le collège a introduit une demande pour plusieurs aménagements, y compris en voirie régionale;

Vu le projet de convention joint en annexe en vue de l'octroi desdits subsides :

DECIDE d'approuver la convention :

CONVENTION

Entre :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité Routière, Madame Elke Van den Brandt,

Dénommée ci-après « *La Région* »

Et

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région, d'un montant de 699.000,00 € conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'organisation et l'exécution de petits travaux d'infrastructures dans le cadre du projet d'investissement pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales en 2021.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- **Chaussée de Wavre/Avenue du Préau** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Avenue de la Chasse/Rue Colonel Van Gele/Rue Général Wangermée** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Rue des Coquelicots/Rue du Ruanda** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Rue Baron Lambert/Rue Antoine Gautier** : Sécurisation traversées piétonnes + Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
- **Rue du Cornet/Rue Sainte-Gertrude** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Rue de Theux** : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
- **Avenue Commandant Lothaire** : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
- **Rue de Linthout (à l'angle Henri de Braekeleer)** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Avenue de la Chasse (à l'angle de la Rue des Boers)** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Rue du Cornet (carrefour Rue Dekens et Rue Jonniaux)** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Rue des Trévires (carrefour Rue des Morins)** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Chaussée de Wavre (carrefour Rue Fétis et Rue Peter Benoit)** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Divers endroits de la commune** : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
- **Axe Rue Baron de Castro – Avenue Joseph Vandersmissen – Avenue Edouard Lacomblé/Axe Place Jourdan – Rue Froissart/Axe Rue Gérard – Rue Batonnier Braffort/Axe Rue des Aduatiques/Axe Père de Deken - Rue Sneessens 3 et Rue Louis Titz 16** : marquages cyclables

Article 2 - Durée

La convention couvre les frais exposés sur une **période de 2 ans** à partir de l'entrée en vigueur de la convention. Cette période peut être prolongée en fonction des procédures de marché public, et de l'évolution des travaux de réaménagement moyennant l'accord de la Ministre chargée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité Routière, endéans la période de couverture de la subvention.

Article 3 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement

La subvention de 699.000,00 € sera liquidée en deux tranches :

- Une première tranche de 524.250,00 € sur la base d'une déclaration de créance, après la notification au Bénéficiaire de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale lui octroyant la subvention ;
- Le solde de 174.750,00 € sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée du décompte final des dépenses et recettes, appuyée de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues dans le budget prévisionnel et des recettes. Chaque justificatif présenté devra obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense.

Le dossier complet doit être introduit au plus tard trois mois après la fin de la période de couverture du subside **selon les modalités reprises ci-dessous**. Si le dossier final est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

Les **déclarations de créance** sont à envoyer sous format électronique PDF à invoice@sprb.brussels avec copie adressée à aldepeint@sprb.brussels (chaque e-mail ne contenant qu'une demande de paiement unique, dans un seul fichier PDF).

Les **documents suivants** sont à envoyer sous format papier au Service public régional de Bruxelles : Iris Tower, Bruxelles Mobilité - Direction Support (3ème étage), à l'attention de Madame Alexandra Depeint, Place Saint-Lazare 2 à 1035 Bruxelles:

- copie de la déclaration de créance (pour chaque tranche de la subvention) ;
- déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside ;
- tableau récapitulatif des pièces justificatives ;
- décompte final des dépenses et recettes ;
- pièces justificatives en un exemplaire **original** (avec extrait de compte ou ticket prouvant la dépense) ;
- fascicule relatif à la présentation des pièces justificatives.

Une copie **électronique** des pièces justificatives est également à envoyer à aldepeint@sprb.brussels

Article 4 - Présentation des pièces justificatives

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidants, la ventilation entre pouvoirs subsidants devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 5 - Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par la bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Article 6 - Paiements

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.
Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 7 - Maîtrise d'ouvrage et principes d'aménagement

1. Les objectifs des aménagements sont les suivants :
2. Chaussée de Wavre/Avenue du Préau : Sécurisation traversées piétonnes

→ *aménagement d'un trottoir traversant et d'un passage piéton*

- Avenue de la Chasse/Rue Colonel Van Gele/Rue Général Wangermée : Sécurisation traversées piétonnes → *extensions de trottoirs, amélioration de la visibilité des traversées, placement de rampes sinusoïdales, mise aux normes PAVE, plantation arbres*
- Rue des Coquelicots/Rue du Ruanda : Sécurisation traversées piétonnes

→ *aménagement oreilles de trottoir, création de deux passages piétons sécurisés, mise en accessibilité PMR, plantation*

- Rue Baron Lambert/Rue Antoine Gautier : Sécurisation traversées piétonnes + Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30 → *création d'un passage piéton sécurisé et d'un trottoir traversant + oreille et élargissement de trottoir + verdurisation*
- Rue du Cornet/Rue Sainte-Gertrude : Sécurisation traversées piétonnes
 - *création de 4 passages piétons sécurisés, de 10 places de stationnement vélo, élargissement et oreilles de trottoirs, asphaltage du carrefour, pose de 2 coussins berlinois, plantation*
- Rue de Theux : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30 → *création de 2 casse-vitesses (dos d'âne)*
- Avenue Commandant Lothaire : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
 - *placement de 2 coussins berlinois*
- Rue de Linthout (à l'angle Henri de Braekeleer) : Sécurisation traversées piétonnes → *extension de trottoirs*
- Avenue de la Chasse (à l'angle de la Rue des Boers) : Sécurisation traversées piétonnes → *extension de trottoirs*
- Rue du Cornet (carrefour Rue Dekens et Rue Jonniaux) : Sécurisation traversées piétonnes → *création de 4 passages piétons sécurisés et adaptation du plateau ralentisseur*
- Rue des Trévires (carrefour Rue des Morins) : Sécurisation traversées piétonnes
 - *création d'un trottoir traversant*
- Chaussée de Wavre (carrefour Rue Fétis et Rue Peter Benoit) : Sécurisation traversées piétonnes → *raccourcissement traversée piétonne*
- Divers endroits de la commune : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
 - *création et rafraîchissement des marquages traversées piétonnes et 30*
- Axe Rue Baron de Castro – Avenue Joseph Vandersmissen – Avenue Edouard Lacomblé/Axe Place Jourdan – Rue Froissart/Axe Rue Gérard – Rue Batonnier Braffort/Axe Rue des Aduatiques/Axe Père de Deken - Rue Sneessens 3 et Rue Louis Titz 16 : marquages cyclables
- Le Bénéficiaire est tenu de respecter les principes suivants :
 - ordonnance du 3 juillet 2008 relative aux chantiers en voirie ;
 - ordonnance du 26 juillet 2013 relative à l'accès et à l'échange d'informations sur les câbles souterrains et sur les conduites et les canalisations souterraines ;
 - recommandations des vade-mecum régionaux, dont le Cahier de l'accessibilité ;
 - recommandations du plan d'actions de sécurité routière 2011-2020 ;
 - Code du gestionnaire ;
 - RRU ;
 - En particulier, les traversées piétonnes, même suggérées dans le cas des trottoirs traversant, seront équipées de dalles podotactiles et se feront sans ressaut (cf. cahier de l'accessibilité piétonne).
- Le Bénéficiaire est en tant que maître d'ouvrage l'unique responsable de la procédure d'attribution des marchés publics.

Le maître d'ouvrage exécute les opérations suivantes :

- il rédige, approuve et publie les avis de marché (ou appel à candidats) et les cahiers des charges ;
- il rédige et approuve les décisions motivées de sélection et/ou d'attribution ;
- il notifie les marchés et/ou tranches et donne les ordres de services pour les différentes phases ;
- il désigne en son sein le fonctionnaire dirigeant et ses adjoints ;
- il assure le suivi des marchés, notamment par l'établissement et l'approbation des éventuels avenants et/ou décomptes, la rédaction et la notification des procès-verbaux de constat ainsi que leur traitement ultérieur, etc. ;
- il contrôle et approuve les déclarations de créance et procède au paiement des factures;
- il accorde les réceptions techniques, provisoires et définitives.
- Le Bénéficiaire assure la coordination des travaux des impétrants.

Article 8 - Responsabilité

Le Bénéficiaire est l'unique responsable comme maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des travaux et s'engage à garantir la Région contre tout recours de tiers ou des participants ou les adjudicataires qui trouvent son origine dans l'exécution des travaux, des services ou fournitures pour la réalisation des travaux.

La Région ne peut en aucun cas être tenue ou liée par des obligations contractuelles, quasi contractuelles délictuelles ou quasi délictuelles qui ont été conclues par le Bénéficiaire dans le cadre des marchés de services, de fournitures et de travaux.

Article 9 – Communication

Toute communication aux riverains, à la population, aux usagers de la route, ainsi que les communiqués et conférences de presse relatifs aux travaux de réaménagement, sont organisés en concertation avec le cabinet de la Ministre de la Mobilité, des Travaux Publics et de la Sécurité Routière. Tout support de communication devra obligatoirement faire mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité.

Article 10 – Réception des travaux

Le Bénéficiaire invite Bruxelles Mobilité à participer aux réceptions provisoires et définitives des travaux.

Article 11 – Imputation budgétaire

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 17.007.28.01.6321 EF du budget 2021 de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 12 – Litiges

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

Article 13 - Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Iris Tower

Bruxelles Mobilité - Direction Mobilité et Sécurité Routière
A l'attention de Monsieur Kristof De Mesmaeker, Directeur
Place Saint-Lazare 2
1035 BRUXELLES

2. Pour le Bénéficiaire

La commune d'Etterbeek
Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre
Avenue des Casernes 31/1
1040 Bruxelles

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le

Pour la commune d'Etterbeek
la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité Routière

La Ministre du Gouvernement de

Vincent De Wolf, Annick Petit,
Bourgmestre Secrétaire communale

Elke Van den Brandt

Overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de toekenning van subsidies voor diverse verkeersveiligheidswerken

De Gemeenteraad,

overwegende dat de veiligheid van de wegen al tientallen jaren een prioriteit van de gemeente is;

gelet op de invoering van "Stad 30" door het Brussels Gewest;

overwegende dat de gewestregering in dit kader de budgetten voor de gemeenten heeft verhoogd met het oog op de verwezenlijking van kleine inrichtingen om de openbare ruimte veiliger te maken en dat zij de gemeenten de toelating heeft gegeven om ook projecten op gewestwegen uit te voeren;

overwegende dat deze subsidie 100% van de inrichting dekt en dat het college een aanvraag heeft ingediend voor verschillende inrichtingen, ook op gewestwegen;

gelet op de bijgevoegde ontwerpovereenkomst voor de toekenning van die subsidies;

BESLIST de overeenkomst goed te keuren :

OVEREENKOMST

Tussen:

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid, Elke Van den Brandt,

Hierna « het Gewest » genoemd,

En

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, waarvoor gezamenlijk optreden de heer Vincent De Wolf, burgemeester en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, met de opschortende voorwaarde van goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en van de niet-vernietiging binnen de wettelijke termijn van de bedoelde goedkeuringsbeslissing door de toezichhoudende overheid op de plaatselijke besturen,

Hierna « de Begunstigde » genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 699.000,00 € overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van

De subsidie wordt toegekend aan de Begunstigde voor de organisatie en uitvoering van kleine infrastructuurwerken in het kader van het investeringsproject voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen in 2021.

In geen enkel geval mag het toepassingsveld van bovenvermeld besluit gewijzigd, ingeperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

De uitgaven die door deze subsidie kunnen gedekt worden zijn de volgende:

- Waversesteenweg/Pandhoflaan: Beveiliging oversteekplaatsen
- Jachtlaan/Kolonel Van Gelestraat/Generaal Wangerméestraat: Beveiliging oversteekplaatsen
- Kollebloemenstraat/Ruandastraat: Beveiliging oversteekplaatsen
- Baron Lambertstraat/Antoine Gautierstraat: Beveiliging oversteekplaatsen + Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30
- Hoornstraat/Sint-Geertruidestraat: Beveiliging oversteekplaatsen
- De Theuxstraat: Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30
- Kommandant Lothairelaan: Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30
- Linthoutstraat (hoek Henri de Braekeleerstraat): Beveiliging oversteekplaatsen
- Jachtlaan (hoek Boerenstraat): Beveiliging oversteekplaatsen
- Hoornstraat (kruispunt Dekensstraat en Jonniauxstraat): Beveiliging oversteekplaatsen
- Trevierenstraat (kruispunt Morinenstraat): Beveiliging oversteekplaatsen
- Waversesteenweg (kruispunt Fétisstraat en Peter Benoitstraat): Beveiligde oversteekplaatsen
- Op verschillende plaatsen in de gemeente: Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30
- As Baron de Castrostraat – Joseph Vandersmissenlaan – Edouard Lacomblélaan/As Jourdanplein – Froissartstraat/As Gérardstraat – Stafhouder Braffortstraat/As Aduatukersstraat/As Pater de Dekenstraat - Sneessensstraat 3 en Louis Titzstraat 16: fietsmarkeringen

Artikel 2 - Duur

De subsidie dekt de kosten die over een periode van 2 jaar werden gemaakt vanaf de datum van ingang van de overeenkomst. Deze periode kan verlengd worden in functie van de openbare aanbestedingen en van het vorderen van de werken van heraanleg, mits akkoord, binnen de geldigheidsperiode van de subsidie, van de minister die door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast is met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid.

Artikel 3 - Betalingsmodaliteiten en te bezorgen stukken bij de aanvraag tot betaling

De subsidie van 699.000,00 € wordt in twee schijven uitbetaald :

- een eerste schijf van 524.250,00 € op basis van een schuldvordering, na kennisgeving aan de Begunstigde van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van de subsidie aan de Begunstigde;
- het saldo van 174.750,00 € na het indienen van een schuldvordering samen met de eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven, gestaafd met alle verantwoordingsstukken van de in aanmerking komende, in de begrotingsraming opgenomen uitgaven en van de ontvangsten. Elk verantwoordingsstuk dat voorgelegd wordt, moet vergezeld worden van een rekeninguittreksel of een ticket dat de uitgave bewijst.

Het volledige dossier moet worden ingediend ten laatste drie maanden na het einde van de door de subsidie gedekte periode, volgens de hieronder opgegeven modaliteiten. Indien het einddossier op een latere datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de subsidie; de desbetreffende verplichting tot betaling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De schuldvorderingen moeten verzonden worden in elektronisch PDF-formaat naar invoice@gob.brussels, met kopie aan aldepeint@gob.brussels (elke e-mail mag slechts één enkele betalingsaanvraag bevatten, in één PDF-document).

De volgende documenten moeten verzonden worden in papieren formaat naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel: Iris Tower, Brussel Mobiliteit - Directie Support (3de verdieping), ter attentie van Mevrouw Alexandra Depeint, Sint-Lazarusplein 2 te 1035 Brussel:

- kopie van de schuldvordering;
- verklaring op erewoord betreffende het goede gebruik van de subsidie;
- samenvattende tabel van de bewijsstukken;
- eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven;
- verantwoordingsstukken in één origineel exemplaar (met rekeninguittreksel of ticket dat de uitgave bewijst);
- lijst betreffende de voorlegging van de bewijsstukken.

Een elektronisch kopie van de verantwoordingsstukken moet ook verzonden worden naar aldepeint@gob.brussels.

Artikel 4 - Indiening van de verantwoordingsstukken

In geval van meerdere financieringen van diverse oorsprong, dient de Begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling

tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief BTW en desgevallend het bedrag inclusief BTW, d.w.z. als er BTW verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de Begunstigde.

Artikel 5 - De controle op de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso overgenomen :

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art. 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art. 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde :

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend ;
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert ;
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 : Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in

artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Artikel 6 - Betalingen

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de budgettaire kredieten.

Ze gebeuren zo spoedig mogelijk, rekening houdende met de voorwaarden inzake controle.

Artikel 7 - Opdrachtgeverschap en principes voor de invoering

1. Dit zijn de doelstellingen van de aanleg :

- Waversesteenweg/Pandhoflaan: Beveiliging oversteekplaatsen

→ aanleggen van een doorlopend trottoir en een oversteekplaats

- Jachtlaan/Kolonel Van Gelestraat/Generaal Wangerméestraat: Beveiliging oversteekplaatsen → uitbreiden van de trottoirs, verhogen van de zichtbaarheid van de oversteekplaatsen, aanbrengen van sinusvormige hellingen, in overeenstemming brengen met de PAVE-normen, aanplanting van bomen

- Kollebloemenstraat/Ruandastraat: Beveiliging oversteekplaatsen

→ aanleggen van trottoiruitstulpingen, aanleggen van twee beveiligde oversteekplaatsen, toegankelijk maken voor PBM's, aanplantingen

- Baron Lambertstraat/Antoine Gautierstraat: Beveiliging oversteekplaatsen+ Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30 → aanleggen van een beveiligde oversteekplaats en een doorlopend trottoir + uitstulping + verbreding van het trottoir + vergroening

- Hoornstraat/Sint-Geertruidestraat: Beveiliging oversteekplaatsen

→ aanleggen van vier beveiligde oversteekplaatsen, tien fietsparkeerplaatsen, verbreding en uitstulpingen trottoirs, asfaltering van het kruispunt, plaatsen van twee Berlijnse kussens, aanplantingen

- De Theuxstraat: Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30

→ aanleggen van twee snelheidsremmers (verkeersdrempels)

- Kommandant Lothairelaan: Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30 → plaatsen van twee Berlijnse kussens

- Linthoutstraat (hoek Henri de Braekeleerstraat): Beveiliging oversteekplaatsen → uitbreiding van de trottoirs

- Jachtlaan (hoek Boerenstraat): Beveiliging oversteekplaatsen → uitbreiding van de trottoirs

- Hoornstraat (kruispunt Dekensstraat en Jonniauxstraat): Beveiliging oversteekplaatsen → Aanleggen van vier beveiligde oversteekplaatsen en aanpassing van het verkeersplateau

- Trevierenstraat (kruispunt Morinenstraat): Beveiliging oversteekplaatsen

→ aanleggen van een doorlopend trottoir

- Waversesteenweg (kruispunt Fétisstraat en Peter Benoitstraat): Beveiligde oversteekplaatsen → verkorting oversteekplaats
- Op verschillende plaatsen in de gemeente: Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30 → aanbrengen en opfrissen van markeringen voor oversteekplaatsen en zone 30
- As Baron de Castrostraat – Joseph Vandersmissenlaan – Edouard Lacomblélaan/As Jourdanplein – Froissartstraat/As Gérardstraat – Stafhouder Braffortstraat/As Aduatukersstraat/As Pater de Dekenstraat - Sneessensstraat 3 en Louis Titzstraat 16: fietsmarkeringen

2. De begunstigde moet de volgende principes naleven :

- de ordonnantie van 3 juli 2008 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg
- de ordonnantie van 26 juli 2013 betreffende de toegang tot en de uitwisseling van informatie over ondergrondse kabels, buizen en leidingen.
- de aanbevelingen van de gewestelijke vademecums, waaronder het Cahier voetgangerstoegankelijkheid.
- de aanbevelingen van het Actieplan verkeersveiligheid 2011-2020.
- de Code van de wegbeheerder.
- GSV.
- in het bijzonder moeten de oversteekplaatsen voor voetgangers, zelfs die welke gesuggereerd worden in het kader van de doorlopende trottoirs, uitgerust worden met podotactiele tegels en zonder opstand zijn (cf. cahier voetgangerstoegankelijkheid).

3. De begunstigde is als opdrachtgever de enige verantwoordelijke voor de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten.

- De opdrachtgever voert de volgende verrichtingen uit :
- hij/zij stelt de aankondigingen van de opdracht (of oproepen tot kandidaten) op, keurt ze goed en publiceert ze, alsook de bestekken ;
- hij/zij stelt de gemotiveerde selectie- en/of gunningsbeslissingen op en keurt ze goed ;
- hij/zij betekent de opdrachten en/of schijven en geeft de dienstorders voor de verschillende fasen ;
- hij/zij duidt intern de leidende ambtenaar en zijn/haar medewerkers aan;
- hij/zij volgt de opdrachten op, onder meer door eventuele addenda en/of afrekeningen op te stellen en goed te keuren, door processen-verbaal van bevinding op te stellen en te betekenen en verder af te handelen, enz. ;
- hij/zij controleert de schuldvorderingen, keurt die goed en betaalt de facturen ;
- hij/zij kent de technische, voorlopige en definitieve oplevering toe.

4. De begunstigde coördineert de werken van de nutsbedrijven.

Artikel 8 – Verantwoordelijkheid

Als opdrachtgever blijft de Begunstigde de enige verantwoordelijke voor de uitvoering van de werken. Hij verbindt zich ertoe het Gewest te vrijwaren van elke vordering van derden, deelnemers of opdrachtnemers waaraan de uitvoering van de werken, met inbegrip van de eraan verbonden levering en diensten, ten grondslag ligt.

Het Gewest kan onder geen beding gehouden of verbonden worden geacht door contractuele, quasi-contractuele,

delictuele of quasi-delictuele verbintenissen die door de Begunstigde zijn aangegaan in het kader van overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten.

Artikel 9 – Communicatie

Alle mededelingen aan de omwonenden, aan de bevolking en aan de weggebruikers alsook de perscommuniqués en -conferenties over de heraanlegwerken moeten georganiseerd worden in overleg met de kabinetten van de minister van Mobiliteit en Openbare Werken en van de staatssecretaris bevoegd voor Verkeersveiligheid. Elke communicatiedrager moet verplicht de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vermelden, alsook het logo van het Gewest en/of het logo van Brussel Mobiliteit.

Artikel 10 - Oplevering van de werken

In overeenstemming met het hierboven vermelde protocol wordt Brussel Mobiliteit uitgenodigd om deel te nemen aan de voorlopige en definitieve oplevering van de werken.

Artikel 11 - Budgettaire aanrekening

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 17.007.28.01.6321 EF van de begroting 2021 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 12 - Geschillen

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Artikel 13 - Bezorgen van de documenten

Alle notificaties en kennisgevingen die krachtens deze overeenkomst gegeven moeten worden, dienen door de partijen op geldige wijze te worden verstuurd naar de volgende adressen:

1. Voor het Gewest

Iris Tower
Brussel Mobiliteit - Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid
Ter attentie van de heer Kristof De Mesmaeker, Directeur
Sint-Lazarusplein 2
1035 BRUSSEL

2. Voor de begunstigde

Gemeente Etterbeek
De heer Vincent De Wolf, Burgemeester
Kazernenlaan 31/1
1040 Brussel

Opgemaakt in twee exemplaren, Brussel

Elke
Van
den
Bran

Vincent De Annick Petit,
Wolf, wn
Burgemeester Gemeentesecretaris

2 annexes / 2 bijlagen

SUP21.350_ETT_convNl.docx, SUP21.350_ETT_convFr.docx

8 **Convention de partenariat entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek - Inventaire du Patrimoine Culturel bruxellois**

Le Conseil communal,

Considérant que depuis la VI^e réforme de l'État, la Région de Bruxelles-Capitale est compétente en matière de patrimoine culturel mobilier et de patrimoine immatériel ;

Considérant que la Région s'est dotée, le 25 avril 2019, d'une ordonnance relative au patrimoine mobilier et immatériel (MB 17/05/2019) qui définit les outils et procédures pour mettre en œuvre ces nouvelles compétences. ;

Considérant qu'une base de données destinée à diffuser sur le web l'inventaire du patrimoine culturel mobilier bruxellois a été développée par Urban.brussels (<https://collections.patrimoine.brussels>);

Considérant que suite à l'inventaire des objets d'art de la commune dans le cadre du déménagement vers les JDLC, le Département Patrimoine Mobilier de la Direction du Patrimoine Culturel d'Urban nous propose de documenter, valoriser et faire connaître notre collection et que celle-ci pourrait être publiée, en tout ou en partie, sur le site <https://collections.patrimoine.brussels>;

Considérant que l'accès à cette plateforme est entièrement gratuit, mais qu'une convention est de partenariat est requise ;

Considérant que l'encodage des données pourra être réalisé en interne ;

Considérant que par ailleurs, le Département Patrimoine Mobilier de la Direction du Patrimoine Culturel d'Urban travaille en partenariat avec l'Institut Royal du Patrimoine Artistique (L'IRPA) qui avait réalisé en 1980 un reportage et un inventaire de la collection communale d'Etterbeek et que ce serait également

l'occasion d'actualiser et d'enrichir cet inventaire :

<http://balat.kikirpa.be/results.php?linkthrough=BA&linkval=Maison+Communale%5B Etterbeek%5D>

DECIDE

D'approuver le partenariat

Entre

La Région de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommée la Région, représentée par Pascal Smet, Secrétaire d'État en charge du patrimoine culturel, avenue du Roi Albert II 37, 12e – 1030 Bruxelles
d'une part

Et

La Commune d'Etterbeek, représentée par son Bourgmestre, M. Vincent Dewolf, et sa secrétaire communale f.f, Annick Petit, d'autre part

Préambule

Suite à la VI^e réforme de l'Etat, et en vertu des articles 135bis de la Constitution et 4bis de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 (entré en vigueur le 1er juillet 2014) la Région de Bruxelles-Capitale est dorénavant compétente en matière de patrimoine culturel mobilier et immatériel.

La Région a adopté une ordonnance relative au patrimoine mobilier et immatériel le 25 avril 2019 (MB 17/5/2019) entrée en vigueur le 1er juillet 2019.

Dans le cadre de cette compétence, la Direction du Patrimoine culturel (DPC) de la Région de Bruxelles-Capitale procède à l'inventaire du patrimoine mobilier bruxellois.

Fort de son expérience en matière de bases de données et de sites internet consacrés à l'inventaire des biens culturels, architecturaux et naturels, la Direction du Patrimoine culturel a développé une base de données et un site internet consacrés à l'inventaire des biens culturels mobiliers bruxellois, dont la mise en ligne est effective depuis avril 2020.

Cet outil permettra de mettre en valeur la richesse et la diversité du patrimoine culturel bruxellois, présenter les collections publiques et privées et sensibiliser les publics à la conservation de ce patrimoine et son rôle dans notre héritage culturel. Il permettra également, si elles le souhaitent, aux institutions conservatrices de gérer leurs collections et de les présenter sous forme de fiches d'inventaire descriptives illustrées.

La Région de Bruxelles-Capitale (Direction du Patrimoine culturel) et la Commune d'Etterbeek ont comme objectif commun d'inventorier et de valoriser les collections du patrimoine culturel mobilier, à savoir dans ce cas-ci, des objets et œuvres d'art et leur présentation au public en vue de le sensibiliser à la richesse et la diversité de notre patrimoine commun.

La Commune d'Etterbeek dispose d'un inventaire de son patrimoine sous format Excell.

Vu l'intérêt des collections communales et leur importance pour le patrimoine bruxellois, la DPC a proposé à la Commune d'Etterbeek d'utiliser sa base de données comme outil de gestion de ses collections et de les diffuser au public via le site web qui y est associé.

Article 1. Objet de la convention

§1. La Région de Bruxelles-Capitale (ci-après « La Région ») et la Commune d'Etterbeek s'engagent mutuellement à poursuivre l'objectif commun d'inventorier et de valoriser les collections du patrimoine culturel mobilier en présentant au public les collections communales.

§2. La Commune d'Etterbeek accepte de partager ses données et de les actualiser.

§3. La Région de Bruxelles-Capitale abrite gratuitement les fiches de la Commune d'Etterbeek sur sa base de données consacrée à l'inventaire des biens culturels mobiliers de l'ensemble de la Région bruxelloise.

§4. La Région de Bruxelles-Capitale met à disposition la base de données et assure la prise en charge du stockage des données et la mise en place de backups réguliers sur des serveurs sécurisés et hébergés par la Région. La Région devra fournir la preuve de la bonne mise en place de ces backups.

§5. La Région s'engage à assurer la traduction en NL des contenus. Par ailleurs, la base de données permettra la possibilité de l'ajout d'une troisième langue, telle que l'anglais dans le cadre d'un développement futur.

§6. La Commune d'Etterbeek s'engage à encoder l'inventaire de ses collections dans la base de données (via un logiciel dont elle reçoit les droits d'utilisateur spécifique), à actualiser régulièrement les fiches d'inventaire de ses collections et à les illustrer avec des photos de qualité. Elle participe à l'amélioration de l'outil aux côtés de la DPC en signalant les éventuels dysfonctionnement ou améliorations à apporter.

Article 2. Propriété intellectuelle et droit de diffusion

§1. La Commune d'Etterbeek est et reste propriétaire de tous les contenus qu'elle génère dans l'inventaire du patrimoine mobilier bruxellois.

§2. La Commune d'Etterbeek est responsable du contenu des encodages et maîtrise l'accessibilité publique ou non des données encodées.

§3. L'élaboration et la mise en ligne de l'inventaire étant une réalisation à but à la fois critique, scientifique et pédagogique, sans finalité commerciale aucune, destinée à répertorier l'ensemble du patrimoine mobilier bruxellois, sa publication et sa communication au public peuvent bénéficier d'exceptions au droit de reproduction et de communication au public de l'auteur en vertu desquelles aucune rémunération ne sera due^[1].

Les partenaires de la Région, agissant dans un objectif commun et étant astreint aux mêmes principes non lucratifs et de promotion du patrimoine culturel, et, subsidiairement, d'archivage et de recherche scientifique, bénéficient, sans préjudice de conventions particulières régissant les relations entre eux et les éventuels titulaires de droits d'auteur, des mêmes exceptions que la Région dans le cadre de son action.

Article 3. Financement

Cette convention ne comporte pas de volet financier. La collaboration consiste en un apport de travail et une fourniture de données, électroniques ou autres, par chacune des parties en échange de la mise à disposition d'un outil informatique.

Article 4. Equipement

Aucun achat de matériel n'est nécessaire dans le cadre de cette convention, chaque partie utilisant ses propres ressources.

Article 5. Frais de fonctionnement

Chaque partie assume ses propres frais de fonctionnement.

Article 6. Durée

§1. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

§2. La présente convention est d'application à partir de la date de la dernière signature.

§3. Elle peut être résiliée par chacun des partenaires sans indemnités, moyennant un préavis de trois mois. En cas de désistement, la Commune d'Etterbeek récupèrera l'ensemble de ses données sous forme d'un fichier informatique au format de son choix.

Pour la Région Bruxelles-Capitale

Pour la Commune d'Etterbeek,

Pascal SMET
Secrétaire d'État

Vincent DEWOLF
Bourgmestre

Annick PETIT
Secrétaire communale f.f.

Date et signature

Date et signature

[1] En vertu de l'exception de « citation » (article XI.189, § 1er du Code du droit économique (CDE)), la reproduction des œuvres dans le cadre de l'inventaire peuvent être considérées comme « travaux scientifiques » pour autant que l'œuvre reproduite soit accompagnée d'un commentaire critique et que la publication soit accompagnée de la source et du nom de l'auteur de l'œuvre

Partnershipovereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek - Inventaris van het Brusselse culturele erfgoed

De gemeenteraad,

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds de zesde staatshervorming bevoegd is voor roerend cultureel erfgoed en immaterieel erfgoed;

overwegende dat het Gewest op 25 april 2019 een ordonnantie betreffende het roerend en immaterieel erfgoed (SB 17/05/2019) heeft uitgevaardigd dat de middelen en procedures vastlegt om die nieuwe bevoegdheid uit te voeren;

overwegende dat Urban.brussels een databank heeft ontwikkeld om op het web de inventaris van het roerend cultureel erfgoed in Brussel te verspreiden (<https://collections.heritage.brussels>);

overwegende dat het departement Roerend Erfgoed van de directie Cultureel Erfgoed van Urban ons naar aanleiding van de inventaris van kunstobjecten van de gemeente in het kader van de verhuis naar het Jachthof aanbiedt om onze collectie te documenteren, te valoriseren en bekend te maken en om onze collectie volledig of gedeeltelijk te publiceren op de website <https://collections.heritage.brussels>;

overwegende dat de toegang tot dat platform volledig gratis is, maar dat er een partnerschapsovereenkomst moet worden gesloten;

overwegende dat de gegevens intern kunnen worden ingevoerd;

overwegende dat het departement Roerend Erfgoed van de directie Cultureel Erfgoed van Urban bovendien samenwerkt met het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium (KIK) dat in 1980 een reportage en een inventaris heeft gemaakt over de collectie van de gemeente Etterbeek en dat dit ook een gelegenheid zou zijn om die inventaris bij te werken en uit te breiden:

<http://balat.kikirpa.be/results.php?linkthrough=BA&linkval=Maison+Communale%5B Etterbeek%5D>

BESLIST

om het partnershipovereenkomst goed te keuren

Tussen

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door Pascal Smet, Staatssecretaris belast met cultureel Erfgoed, Koning Albert II-laan 37, 12e – 1030 Brussels, enerzijds,

en

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar Burgemeester Vincent De Wolf en haar wv Gemeentesecretaris Annick Petit, anderzijds,

Voorwoord

Naar aanleiding van de zesde staatshervorming en krachtens de artikelen 135bis van de Grondwet en 4bis

van de bijzondere wet van 12 januari 1989 (van kracht op 1 juli 2014) is het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voortaan bevoegd voor het roerende en immateriële culturele erfgoed.

Het Gewest heeft een ordonnantie betreffende het roerende en immateriële culturele erfgoed aangenomen op 25 april 2019 (BS 17.05.2019), die in werking getreden is op 1 juli 2019.

In het kader van deze bevoegdheid maakt de directie Cultureel Erfgoed (DCE) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de inventaris op van het Brusselse roerende erfgoed.

Gewapend met ervaring met databanken en websites aangaande de inventaris van culturele, architecturale en natuurlijke goederen, heeft de directie Cultureel Erfgoed een databank en een website ontwikkeld voor de inventaris van het Brusselse roerende culturele erfgoed, die ze begin 2020 online zal plaatsen.

Deze tool draagt bij tot de opwaardering van de rijkdom en de diversiteit van het Brusselse culturele erfgoed, de voorstelling van de openbare en private collecties en de sensibilisering van het publiek voor het behoud van dit erfgoed en voor zijn rol in onze culturele erfenis. Bovendien helpt hij de bewarende instellingen bij het beheer van hun collecties en bij de voorstelling ervan in de vorm van geïllustreerde beschrijvende inventarisfiches.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (directie Cultureel Erfgoed) en de gemeente Etterbeek beogen allebei de inventarisatie en de valorisatie van de verzamelingen roerend cultureel erfgoed, in dit geval van voorwerpen en kunstwerken en hun voorstelling om het publiek te sensibiliseren voor de rijkdom en de diversiteit van ons gemeenschappelijke erfgoed.

De gemeente Etterbeek beschikt over een inventaris van haar erfgoed in Excell-format.

Gelet op het belang van de gemeentelijke verzamelingen en hun belang voor het Brusselse erfgoed, heeft de DCE voorgesteld dat de gemeente Etterbeek haar databank zou gebruiken als beheertool voor haar collecties. Ze kan deze overigens via de bijhorende website bekendmaken bij het publiek.

Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomst

§ 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (directie Cultureel Erfgoed) en de gemeente Etterbeek verbinden zich ertoe dat ze de gemeenschappelijke doelstelling blijven nastreven, nl. de inventarisatie en de valorisatie van het roerende culturele erfgoed en de voorstelling van de gemeentelijke collecties aan het publiek.

§ 2. De gemeente Etterbeek verklaart zich bereid haar gegevens te delen en te actualiseren.

§ 3. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest plaatst de fiches van de gemeente Etterbeek gratis op zijn databank over de inventaris van de roerende culturele goederen van het hele Brusselse Gewest.

§ 4. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest stelt de databank ter beschikking en neemt de gegevensopslag op zich, evenals het maken van geregelde back-ups op beveiligde, door het Gewest gehoste servers. Het Gewest dient het bewijs te leveren van de goede realisatie van deze back-ups.

§ 5. Het Gewest verbindt zich tot de Nederlandse vertaling van de inhoud. In het kader van een toekomstige ontwikkeling kan in de databank overigens een derde taal zoals het Engels toegevoegd worden.

§ 6. De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe de inventaris van haar collecties in de databank in te voeren (via een software waarvan zij de specifieke gebruiksrechten krijgt). Ze verbindt zich tot de geregelde actualisering van de inventarisfiches van haar verzamelingen en tot de illustratie ervan met kwaliteitsvolle foto's. Ze werkt samen met de DCE aan de verbetering van de tool en meldt wat voor verbetering vatbaar is.

Artikel 2. Intellectuele eigendom en publicatierecht

§ 1. De gemeente Etterbeek is en blijft de eigenaar van de volledige inhoud die zij in de inventaris van het Brusselse roerende erfgoed creëert.

§ 2. De gemeente Etterbeek is verantwoordelijk voor de inhoud van wat ingevoerd wordt en beheert de openbare toegankelijkheid van de ingevoerde gegevens.

§ 3. De inventaris opstellen en online plaatsen heeft tegelijk een kritisch, wetenschappelijk en pedagogisch doel. Deze lijst van alle onroerend erfgoed in Brussel heeft evenwel geen enkele commerciële doelstelling. Daarom zijn er uitzonderingen van toepassing op de publicatie en de bekendmaking ervan bij het publiek,

op grond waarvan geen enkele vergoeding verschuldigd is^[1].

De partners van het Gewest, die dezelfde doelstelling hebben en verplicht worden tot dezelfde principes voor niet-lucratieve promotie van het culturele erfgoed en, in bijkomende orde, voor archivering en wetenschappelijk onderzoek, genieten, zonder afbreuk aan de bijzondere overeenkomsten voor de regeling van hun relaties met de eventuele houders van auteursrechten, dezelfde uitzonderingen als het Gewest in het kader van zijn actie geniet.

Artikel 3. Financiering

Deze overeenkomst bevat geen financieel luik. De samenwerking behelst de inbreng van werk en de levering van digitale of andere gegevens, door elke partij, in ruil voor de terbeschikkingstelling van een informaticatool.

Artikel 4. Uitrusting

Er dient in het kader van deze overeenkomst geen materieel aangekocht te worden, want iedere partij gebruikt haar eigen middelen.

Artikel 5. Werkingskosten

Elke partij staat in voor haar eigen werkingskosten.

Artikel 6. Duur

§ 1. Deze overeenkomst wordt voor onbepaalde duur gesloten.

§ 2. De huidige overeenkomst is van toepassing vanaf de datum van de laatste handtekening.

§ 3. Ze kan door elk van de partners zonder kosten na een vooropzeg van drie maanden ontbonden worden. In geval van terugtrekking recupereert de gemeente Etterbeek al haar data in de vorm van de informaticabestand in het format van haar keuze.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Voor de gemeente Etterbeek

Pascal SMET,
Staatssecretaris
Gemeentesecretaris

Vincent DEWOLF,
Burgemeester

Annick PETIT
wn.

Datum en handtekening

Datum en handtekening

^[1] Met uitzondering van het 'citaat' (Wetboek van Economisch Recht, art. XI.189, § 1) kan de reproductie van werken in het kader van de inventaris beschouwd worden als 'wetenschappelijke werk', mits het gereproduceerde stuk vergezeld wordt van een kritische commentaar en dat bij de publicatie de bron en de naam van de auteur van het werk vermeld worden

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

9 Personnel - Arrêté organique pour le personnel communal - Annexe III : Tableau des conditions

d'accès aux niveaux et aux grades - Modifications.

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Vu en particulier l'Annexe III : Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades ;

Considérant que ces dernières années notre administration rencontre de plus en plus de difficultés au niveau du recrutement du personnel technique ;

Considérant qu'en plus des difficultés de recrutement notre statut n'est pas attractif au niveau de l'évolution de la carrière professionnelle;

Considérant qu'actuellement il existe également une grande différence au niveau des conditions d'accès, par promotion, à partir de A4 entre le personnel administratif et technique ;

Considérant que pour le personnel technique et en particulier pour la fonction d'architecte aucune évolution de carrière n'est prévue au-delà du grade d'architecte principal ;

Considérant que cette possibilité d'évolution de carrière existe pour les postes d'architectes au cadre de la régie foncière ;

Considérant qu'afin de pouvoir maintenir ce personnel en place il serait judicieux de revoir les conditions d'accès à ces grades afin de pouvoir offrir un plan de carrière plus favorable ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales relatives aux niveaux, rangs et grades du personnel communal ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE De modifier, tel que repris ci-dessous :

- L'annexe III : Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades

ANNEXE III - TABLEAU DES CONDITIONS D'ACCES AUX NIVEAUX ET AUX GR

ANCIEN TEXTE

Personnel technique

COLONNE I	Qualification particulière	COLONNE II	Conditions particulières pour l'accès aux grades mentionnés dans la colonne I		
		Grades dont les titulaires ont accès aux grades mentionnés dans la colonne I	COLONNE III Par recrutement	COLONNE IV par changement de grade Codes E4 / D4 / C4/ B4	COLONNE V Par promotion Changement de niveau
A1 Architecte	---	---	Diplôme d'architecte + Être inscrit à l'ordre des architectes + Prouver une expérience professionnelle de 3 ans dans le secteur privé ou public + Examen de recrutement	---	---
A1 Inspecteur	Urbanisme	Secrétaire technique Secrétaire technique chef OU A DEFAUT Assistant technique Assistant technique chef	Diplôme de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur (postgradué) en urbanisme et aménagement du territoire + Examen de recrutement (= brevet technique)	---	Compter minimum 3 ans d'ancienneté dans le niveau B OU Compter minimum 5 ans d'ancienneté dans le niveau C + Examen de promotion

A1 Inspecteur	Environnement	Secrétaire technique Secrétaire technique chef + titulaires du titres requis ci-contre col. III	Diplôme d'ingénieur agronome et du brevet d'éco-conseiller OU diplôme de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long en environnement OU diplôme d'ingénieur industriel + formation dans le domaine de l'environnement ET prouver une expérience de 3 ans dans ce domaine. + Examen de recrutement	---	Compter minimum 3 ans d'ancienneté dans le niveau B OU Compter minimum 5 ans d'ancienneté dans le niveau C + Examen de promotion
A1 Inspecteur (suite)	Bâtiments/ Garage/ Voirie	Secrétaire technique Secrétaire technique chef OU A DEFAULT Assistant technique Assistant technique chef	Diplôme d'ingénieur industriel ou civil des constructions + Examen de recrutement	---	Compter minimum 3 ans d'ancienneté dans le niveau B OU Compter minimum 5 ans d'ancienneté dans le niveau C + Examen de promotion
A2 Ingénieur	---	Assistant technique Assistant technique chef, Secrétaire technique Secrétaire technique chef Inspecteur + titulaire du diplôme requis ci-contre colonne III.	Titre d'ingénieur civil des constructions + Prouver une expérience professionnelle de 3 ans dans le secteur privé ou le secteur public + Examen de recrutement	---	Compter minimum 3 ans d'ancienneté dans le niveau B OU Compter minimum 5 ans d'ancienneté dans le niveau C + Examen de promotion

A4 Architecte principal	---	Architecte	---	---	Après 3 ans de fonction dans le grade d'architecte sous réserve d'évaluation favorable
A4 Inspecteur principal	---	Inspecteur	---	---	Au grand choix à un inspecteur particulièrement méritant comptant au moins 3 ans de fonction dans le grade
A5 Ingénieur principal	---	Ingénieur	---	---	Après 9 ans d'ancienneté de service au sein de l'administration dans le grade d'ingénieur
A6 Ingénieur principal chef de service	---	Ingénieur principal	---	---	Après 18 ans d'ancienneté de service au sein de l'administration dont 9 ans dans le grade d'ingénieur et 9 ans dans le grade d'ingénieur principal

A6 Inspecteur en chef	---	Inspecteur principal	---	---	Au grand choix à un inspecteur principal particulièrement méritant comptant au moins 4 ans d'ancienneté de service au sein de l'administration
A8 Ingénieur en chef - directeur	---	Ingénieur principal chef de service	---	---	Après 27 ans d'ancienneté de service au sein de l'administration dont 9 ans dans le grade d'ingénieur principal chef de service et avoir suivi une formation en ressources humaines

Les agents qui ont satisfait à un examen de promotion pour l'accès au niveau supérieur - dont une des épreuves inclut les ressources humaines - sont dispensés de l'examen de qualification pour l'accès au code 4 (anciens examens : épreuve c).

ANNEXE III - TABLEAU DES CONDITIONS D'ACCES AUX NIVEAUX ET AUX GR

NOUVEAU TEXTE

Personnel technique					
Conditions particulières pour l'accès aux grades mentionnés dans la colonne I					
COLONNE I		COLONNE II	COLONNE III	COLONNE IV	COLONNE V
Liste des niveaux et des grades	Qualification particulière	Grades dont les titulaires ont accès aux grades mentionnés dans la colonne I	Par recrutement	par changement de grade Codes E4 / D4 / C4/ B4	Par promotion Changement de niveau

A1 Architecte	---	---	Diplôme d'architecte + Être inscrit à l'ordre des architectes + Prouver une expérience professionnelle de 3 ans dans le secteur privé ou public + Examen de recrutement	---	--
A1 Inspecteur	Urbanisme	Secrétaire technique Secrétaire technique chef OU A DEFAULT Assistant technique Assistant technique chef	Diplôme de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur (postgradué) en urbanisme et aménagement du territoire + Examen de recrutement (= brevet technique)	---	Compter minimum d'ancien le niveau Compter minimum d'ancien le niveau + Exame promotio
A1 Inspecteur	Environnement	Secrétaire technique Secrétaire technique chef + titulaires du titres requis ci-contre col. III	Diplôme d'ingénieur agronome et du brevet d'éco-conseiller OU diplôme de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long en environnement OU diplôme d'ingénieur industriel + formation dans le domaine de l'environnement ET prouver une expérience de 3 ans dans ce domaine. + Examen de recrutement	---	Compter minimum d'ancien le niveau Compter minimum d'ancien le niveau + Exame promotio

A1	Inspecteur (suite)	Bâtiments/ Garage/ Voirie	Secrétaire technique Secrétaire technique chef OU A DEFAULT Assistant technique Assistant technique chef	Diplôme d'ingénieur industriel ou civil des constructions + Examen de recrutement	---	Compter minimun d'ancien le niveau OU Com minimun d'ancien le niveau + Exame promotio
A2	Ingénieur	---	Assistant technique Assistant technique chef, Secrétaire technique Secrétaire technique chef Inspecteur + titulaire du diplôme requis ci- contre colonne III.	Titre d'ingénieur civil des constructions + Prouver une expérience professionnelle de 3 ans dans le secteur privé ou le secteur public + Examen de recrutement	---	Compter minimun d'ancien le niveau OU Com minimun d'ancien le niveau + Exame promotio
A4	Architecte principal	---	Architecte	---	---	Après 3 a fonction grade d'a sous rése d'évaluat favorable
A4	Inspecteur principal	---	Inspecteur	---	---	Après 3 a fonction grade d'inspect réserve d évaluatio favorable
A5	Ingénieur principal	---	Ingénieur	---	---	Après 5 a fonction grade d'i sous rése d'une év: favorable

A6 Chef de service principal	---	Ingénieur principal Inspecteur principal Architecte principal	---	---	Après 2 ans de fonction grade d'ingénieur principal dans le grade d'inspecteur principal. Architecte principal réserve d'évaluation favorable
A8 Directeur général des Travaux Publics	---	Ingénieur principal chef de service Inspecteur principal chef de service Architecte principal chef de service	---	---	Après 4 ans de fonction grade de directeur principal réserve d'évaluation favorable

Les agents qui ont satisfait à un examen de promotion pour l'accès au niveau supérieur - dont une des épreuves inclut les ressources humaines - sont dispensés de l'examen de qualification pour l'accès au code 4 (anciens examens : épreuve c).

Personeel - Organiek besluit voor het gemeentepersoneel - Bijlage III : Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden - Wijzigen.

De Gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

gezien, meer bepaald bijlage III : Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden;

overwegende dat de laatste jaren onze administratie meer en meer moeilijkheden ondervindt op niveau van de aanwerving van technisch personeel;

overwegende dat bijkomend aan de aanwervingsproblematiek ons statuut niet attractief is op niveau van de evolutiemogelijkheden van de professionele loopbaan;

overwegende dat er momenteel ook een groot verschil bestaat op niveau van de toegangsvoorwaarden, per bevordering, vanaf de graad A4 tussen het administratief en technisch personeel;

overwegende dat voor het technisch personeel en in het bijzonder voor de functie van architect er geen loopbaanevolutie voorzien is na de graad van eerstaanwezend architect;

overwegende dat deze evolutiemogelijkheid bestaat voor de betrekkingen van architect voorzien in het kader van het grondbeleid;

overwegende dat om te vermijden dat dit personeel onze administratie constant verlaat het noodzakelijk zou zijn om de toegangsvoorwaarden te herzien van het technisch personeel om hen een gunstiger loopbaanplan te kunnen aanbieden;

overwegende dat het dan noodzakelijk is om Bijlage III : Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden te wijzigen;

Gelet het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de niveaus, de rangen en graden van het gemeentepersoneel;

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondsorganisaties waarvan protocol in de bijlage;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST Te wijzigen, zoals vermeld hieronder :

- De Bijlage III : Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden

BIJLAGE III - TABELLEN VAN DE TOEGANGSVOORWAARDEN TOT DE NIVEAUS EN TOT DE GRADEN.

OUDE TEKST

TECHNISCH PERSONEEL					
KOLOM I		KOLOM II	Bijzondere toegangsvoorwaarden tot de graden verkolom I		
Lijst van de niveaus en graden	Bijzondere beroepsbekwaamheid	Graden waarvan de titularissen toegang hebben tot de graden vermeld in kolom I	Kolom III Per aanwerving	Kolom IV Door overgang naar de hogere graad - Codes E4, D4, C4, B4 et A4	Kolom V Per bevoorovergang hoger niv
A1 Architect	---	---	Diploma van architect + Ingeschreven zijn in de orde van architecten + 3 jaar beroepservaring in het privaat of openbaar sector + Aanwervingsexamen	---	---

A1 Inspecteur	Stedenbouw	Technisch secretaris Technisch hoofdsecretaris Of bij gebrek Technisch assistent Technisch hoofdassistent	Diploma van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs (postgraduaat) in stedenbouw en ruimtelijke ordering + Aanwervingsexamen (= technisch brevet)	---	Minimum anciënnit het nivea Minimum anciënnit het nivea + bevorderi
	Leefmilieu	Technisch secretaris Technisch hoofdsecretaris + titularissen van de titel hiernaast vereist in kol. III	Diploma van landbouwingenieur en brevet van milieuadviseur OF diploma van het universitaire onderwijs of van het hoger onderwijs van lange duur in leefmilieu OF diploma van industriële ingenieur + vorming in het domein van het leefmilieu EN 3 jaar beroepservaring bewijzen in dit domein. + Aanwervingsexamen	---	Minimum anciënnit het nivea Minimum anciënnit het nivea + bevorderi
A1 Inspecteur (vervolg)	Gebouwen / Garage / Wegenis	Technisch secretaris Technisch hoofdsecretaris Of bij gebrek Technisch assistent Technisch hoofdassistent	Diploma van industrieel of burgerlijk ingenieur in het Bouwen + Aanwervingsexamen	---	Minimum anciënnit het nivea Minimum anciënnit het nivea + bevorderi
A2 Ingenieur	---	Technisch secretaris Technisch hoofdsecretaris Technisch assistent Technisch hoofdassistent Inspecteur + titularissen van de titel hiernaast vereist in kol. III	Diploma van burgerlijk ingenieur in het Bouwen + 3 jaar beroepservaring bewijzen in de prive- of openbare sector + Aanwervingsexamen	---	Minimum anciënnit het nivea Minimum anciënnit het nivea + bevorderi

A4 Eerstaanwendend Architect	---	Architect	---	---	Na 3 jaren de graad onderaan van een g evaluatie.
A4 Eerstaanwendend Inspecteur	---	Inspecteur	---	---	Naar grote een bijzonder verdiens inspecteur minstens functie te graad
A5 Eerstaanwendend Ingenieur	---	Ingenieur	---	---	Na 9 jaar dienstanc de admin de graad Ingenieur
A6 Eerstaanwendend Ingenieur Diensthoofd	---	Eerstaanwendend Ingenieur	---	---	Na 18 jaar dienstanc de admin waarvan graad var en 9 jaar van Eerst Ingenieur
A6 Hoofdinspecteur	---	Eerstaanwendend Inspecteur	---	---	Naar grote een bijzonder verdiens Eerstaanv Inspecteur minstens dienstanc de admin de graad
A8 Hoofdingenieur Directeur	---	Eerstaanwendend Ingenieur Diensthoofd	---	---	Na 27 jaar dienstanc de admin waarvan graad var Eerstaanv Ingenieur Dienstho vorming hebben ir resources

De personeelsleden die geslaagd zijn voor een bevorderingsexamen voor de toegang tot het hoger niveau

waarvan een van de proeven de human resources omvat, worden vrijgesteld van het bekwaamheidsexamen voor de toegang tot code 4.

BIJLAGE III - TABELLEN VAN DE TOEGANGSVOORWAARDEN TOT DE NIVEAUS EN TOT DE GRADEN.

NIEUWE TEKST

TECHNISCH PERSONEEL					
KOLOM I		KOLOM II	Bijzondere toegangsvoorwaarden tot de graden ver kolom I		
Lijst van de niveaus en graden	Bijzondere beroeps-bekwaamheid	Graden waarvan de titularissen toegang hebben tot de graden vermeld in kolom I	Kolom III Per aanwerving	Kolom IV Door overgang naar de hogere graad - Codes E4, D4, C4, B4 et A4	Kolom V Per bevord Overgang hoger nive
A1 Architect	---	---	Diploma van architect + Ingeschreven zijn in de orde van architecten + 3 jaar beroepservaring in het privaat of openbaar sector + Aanwervingsexamen	---	---
A1 Inspecteur	Stedenbouw	Technisch secretaris Technisch hoofdsecretaris Of bij gebrek Technisch assistent Technisch hoofdassistent	Diploma van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs (postgraduaat) in stedenbouw en ruimtelijke ordening + Aanwervingsexamen (= technisch brevet)	---	Minimum anciënniteit het niveau Minimum anciënniteit het niveau + bevorder

	Leefmilieu	Technisch secretaris Technisch hoofdsecretaris + titularissen van de titel hiernaast vereist in kol. III	Diploma van landbouwingenieur en brevet van milieuadviseur OF diploma van het universitaire onderwijs of van het hoger onderwijs van lange duur in leefmilieu OF diploma van industriële ingenieur + vorming in het domein van het leefmilieu EN 3 jaar beroepservaring bewijzen in dit domein. + Aanwervingsexamen	---	Minimum anciënniteit het niveau Minimum anciënniteit het niveau + bevorder
A1 Inspecteur (vervolg)	Gebouwen / Garage / Wegenis	Technisch secretaris Technisch hoofdsecretaris Of bij gebrek Technisch assistent Technisch hoofdassistent	Diploma van industrieel of burgerlijk ingenieur in het Bouwen + Aanwervingsexamen	---	Minimum anciënniteit het niveau Minimum anciënniteit het niveau + bevorder
A2 Ingenieur	---	Technisch secretaris Technisch hoofdsecretaris Technisch assistent Technisch hoofdassistent Inspecteur + titularissen van de titel hiernaast vereist in kol. III	Diploma van burgerlijk ingenieur in het Bouwen + 3 jaar beroepservaring bewijzen in de prive- of openbare sector + Aanwervingsexamen	---	Minimum anciënniteit het niveau Minimum anciënniteit het niveau + bevorder
A4 Eerstaanwend Architect	---	Architect	---	---	Na 3 jaren graad van : onder voor een gunstig

A4 Eerstaanwezend Inspecteur	---	Inspecteur	---	---	Na 3 jaren graad van] onder voor een gunstig
A5 Eerstaanwezend Ingenieur	---	Ingenieur	---	---	Na 5 jaren graad van] onder voor een gunstig
A6 Eerstaanwezend Diensthoofd	---	Eerstaanwezend Ingenieur Eerstaanwezend Architect Eerstaanwezend Inspecteur	---	---	Na 2 jaren graad van Eerstaanwe Ingénieur (] dienst in de Eerstaanwe Inspecteur/ zend Archi voorbehou gunstige ev
A8 Directeur- generaal Openbare Werken	---	Eerstaanwezend Diensthoofd	---	---	Na 4 jaren graad van Eerstaanwe Diensthoofd voorbehou gunstige ev

De personeelsleden die geslaagd zijn voor een bevorderingsexamen voor de toegang tot het hoger niveau waarvan een van de proeven de human resources omvat, worden vrijgesteld van het bekwaamheidsexamen voor de toegang tot code 4.

10 **Personnel communal– Arrêté organique pour le personnel technique – Annexe I – Cadres du personnel – Cadre statutaire du personnel technique - Modifications.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Revu plus particulièrement l'annexe I, cadre du personnel technique ;

Considérant, au niveau plus particulièrement du personnel technique, l'augmentation du nombre de projets requérant l'intervention de techniciens qualifiés dans des matières en constante évolution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales relatives aux niveaux, rangs et grades du personnel communal ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir, au cadre technique, un plus grand nombre de grades d'encadrement de niveau A8, A6, A5 et A4 afin de mieux refléter la réalité du terrain et de permettre au personnel technique exerçant des responsabilités croissantes de connaître une évolution de carrière ;

Considérant qu'il serait judicieux de créer deux emplois supplémentaires de niveau A1 à temps plein afin d'augmenter les possibilités de recrutement d'un coordinateur PLAGE à la cellule énergie et d'un conseiller en mobilité et de mieux correspondre aux besoins de ces départements et garantir une qualité optimale des services rendus à la population etterbeekoise ;

Considérant qu'il serait judicieux de créer trois emplois supplémentaires de secrétaire technique afin de permettre une certaine flexibilité dans les processus de ces deux recrutements ainsi que dans celui de technicien logement en permettant aux diplômés tant de niveau master que bachelor de se porter candidats à ces emplois ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide

De modifier, tel que repris en annexe :

- l'annexe I de l'arrêté organique pour le personnel technique – Cadres du personnel – Cadre statutaire du personnel technique.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Service du Personnel.

Gemeentepersoneel – Organiek besluit voor het technisch personeel – Bijlage I – De personeelsformaties – Statutair kader van het technisch personeel - Wijzigingen.

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

Herzien, meer in het bijzonder, bijlage I, kader van het technisch personeel ;

Overwegende, meer bijzonder, op niveau van het technisch personeel, de verhoging van het aantal projecten die de tussenkomst van bekwame technici vereisen ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de niveaus, rangen en graden van het gemeentepersoneel ;

Overwegende dat er in het technisch kader personeel een grotere aantal leidinggevende graden op niveau A8, A6, A5 en A4 moeten worden voorzien om de realiteit op het terrein beter weer te geven en om het

technisch personeel dat steeds meer verantwoordelijkheden uitoefent de mogelijkheid te geven om hun loopbaan te ontwikkelen;

Overwegende dat het verstandig zou zijn om twee bijkomende voltijdse functies van inspecteur te scheppen om de aanwervingmogelijkheden te vergroten binnen de cel Energie en Mobiliteit en zodat deze beter de behoeften van deze afdelingen weerspiegelen om een optimale dienstkwaliteit te verzekeren aan de Etterbeekse bevolking ;

Overwegende dat het aangewezen is om drie extra betrekkingen van technisch secretaris te creëren om enige flexibiliteit mogelijk te maken in de processen van deze twee aanwervingen alsook in die van huisvestingstechnicus door afgestudeerden op zowel master- als bachelorniveau de mogelijkheid te geven om zich kandidaat te stellen voor deze betrekkingen;

Overwegende dat er over het onderwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakorganisaties waarvan het protocol in de bijlage opgenomen werd ;

Gelet op artikels 100, 117 et 145 van de nieuwe gemeentewet ;

Beslist

te wijzigen, zoals vermeld in de bijlage :

- bijlage I van het organiek besluit van het technisch personeel – De personeelsformaties – Statutair kader van het technisch personeel.

Afschrift van deze beraadslaging zal verzonden worden naar de minister-president van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de personeelsdienst.

4 annexes / 4 bijlagen

cadre personnel technique ancien texte.pdf, cadre personnel technique nouveau texte.pdf, NL cadre personnel technique ancien texte.pdf, NL cadre personnel technique nouveau texte.pdf

11 **Modifications du statut pécuniaire au 1er juillet 2020 suite aux arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 relatifs au personnel local.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26 mai 1997 modifiant le statut pécuniaire suite à l'application de la Charte sociale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière de statut pécuniaire et d'échelles de traitement du personnel communal ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales relatives aux niveaux, rangs et grades du personnel communal ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière de formation du personnel communal ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière d'évaluation du personnel communal ;

Vu les fiches d'informations 1 à 5 émises par Bruxelles Pouvoirs Locaux ;

Vu le rapport de visite du 12 novembre 2019 de la Direction du Personnel local de Bruxelles Pouvoirs Locaux ;

Considérant que les conditions de rémunérations doivent être attractives pour les candidats à un emploi et que la limitation à six ans de l'ancienneté acquise dans le secteur privé ne contribuent pas à cette attractivité ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis au comité d'accompagnement ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la Nouvelle loi communal ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Le Statut pécuniaire de la commune d'Etterbeek est modifié comme suit :

"STATUT PECUNIAIRE - CHARTE SOCIALE"

(les échelles de traitement sont disponibles sur le site <https://www.pdos-sdpsp.fgov.be/app/dmfa/fr/salary/search> . Le numéro d'entreprise de la commune d'Etterbeek est le 0207365610)

CHAPITRE I

Section 1 – Champ d'application

Article 1 :

le présent statut pécuniaire s'applique aux membres du personnel :

- administratif,
- technique
- ouvrier,
- de la crèche et des prégarde-nats, pour autant que leur traitement ne soit pas payé directement par une autorité supérieure.
-

Article 2 :

Sont exclus de la présente délibération :

- le personnel enseignant,
- les membres du personnel rémunérés directement par une autorité supérieure,
- les étudiants
- les modèles vivants
- les moniteurs et encadrants des stages sportifs

Section 2 – Philosophie du projet

Article 3 :

la présente délibération applique, au niveau de la commune d'ETTERBEEK, la Charte sociale du 28 avril 1994 visant harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale et les arrêtés du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière de statut pécuniaire et d'échelles de traitement du personnel communal, fixant les dispositions générales relatives aux niveaux, rangs et grades du personnel communal et fixant les dispositions générales en matière de formation du personnel communal.

Article 4 :

le salaire est lié, outre au grade et à l'ancienneté, à l'évaluation des agents, telle qu'elle est organisée par le statut administratif.

Section 3 – Déroulement de la carrière pécuniaire

Article 5 :

Les agents sont classés aux niveaux A, B, C, D ou E. Les niveaux B, C, D et E comprennent une carrière fonctionnelle (rangs 1 à 3) et des rangs d'expert et/ou chef (rang 4 et rang 5). A chaque grade correspond un niveau et des échelles de traitement et un régime barémique.

Article 6 :

§ 1^{er} : Chaque membre du personnel commence sa carrière fonctionnelle dans l'échelle de traitement (rang 1) du grade de recrutement correspondant. Cette échelle évolue sur base d'augmentations intercalaires. Ces échelles sont reprises dans l'annexe 1 du présent statut.

§ 2 : Sous réserve d'une évaluation « favorable » ou, pour une fonction relevant de la liste des fonctions critiques publiée par ACTIRIS, « favorable » ou « sous réserve » tout membre du personnel bénéficie après six ans d'ancienneté de grade, d'une échelle de traitement repris sous le rang 2 des tableaux de l'annexe 1.

§3 : supprimé.

§4 : Après quinze ans d'ancienneté de grade, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement rang 3, repris dans les tableaux de l'annexe 1, pour autant qu'il obtienne une évaluation « favorable » ou, pour une fonction relevant de la liste des fonctions critiques publiée par ACTIRIS, « favorable » ou « sous réserve ».

§5 : supprimé.

§6 : supprimé.

§7 : L'agent dont l'évaluation est « sous réserve » ou « insuffisant » ou, s'il exerce une fonction relevant de la liste des fonctions critiques publiées par ACTIRIS, « insuffisant », retombe au rang 1 de la carrière fonctionnelle.

Le retour à l'échelle de traitement inférieure intervient à la date d'anniversaire de l'entrée en service de l'agent, qui a servi d'échéance à l'évaluation.

Les recours prévus au statut organique ne suspendent pas l'application de la décision.

§8 : La dernière évaluation avant la mise à la pension d'un membre du personnel ne peut pas entraîner la perte de l'échelle de traitement supérieure rang 2 ou rang 3.

Article 7 :

En cas de changement de niveaux vers les niveaux D, C, B ou A, un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire.

Sans préjudice des § 7 et 8 de l'article 6, le membre du personnel qui accède à un niveau supérieur continue à bénéficier de l'ancienneté de niveau qui lui donnait accès aux échelles de traitement rang 2 ou rang 3.

Le membre du personnel qui bénéficiait d'une échelle de traitement rang 4 ou rang 5 reçoit, dans son nouveau niveau, l'échelle de traitement rang 3.

Article 8 : régime transitoire.

§ 1^{er} : La bonification pour la connaissance et l'application des deux langues nationales s'élève, à l'indice 138,01 à :

niveau 4 / E : 551,81 €

niveau 3 / D : 841,10 €

niveau 2 / C : 1.372,01 €

niveau 1 / A : 2.183,63 €

niveau 1 approfondi / A partir d'A7 : 3.129,82 €

§ 2 : L'agent obtient la bonification linguistique qui correspond à l'examen le plus élevé qu'il a réussi. Cette bonification ne peut toutefois pas dépasser le montant de la bonification directement supérieure à celle exigée pour le niveau auquel appartient l'agent.

§ 3 : Cet article s'applique aux agents en possession d'un brevet ou des brevets linguistiques délivrés avant le 01/09/2009. Les agents entrés en fonctions après le 01/01/2010, et n'étant en possession que d'un seul brevet linguistique délivré avant le 01/09/2009 (connaissance écrite ou orale), obtiendront la moitié de la bonification linguistique prévue aux §§ 1 et 2. »

Article 8 bis : nouveau régime.

§ 1^{er} : Tous les montants mentionnés dans cet article sont liés à l'indice 138,01.

§ 2 : Le membre du personnel qui possède le brevet de réussite de l'examen prévu à l'article 8 (connaissance élémentaire écrite) de l'A.R. du 12/07/2009 bénéficie d'une allocation de bilinguisme de 686,00 € relié à l'indice pivot 138,01.

§ 3 : Le membre du personnel qui possède le brevet de réussite de l'examen prévu à l'article 9 § 1 alinéa 2 (connaissance élémentaire orale) de l'A.R. du 12/07/2009 bénéficie d'une allocation de bilinguisme de 686,00 € relié à l'indice pivot 138,01.

§ 3bis : Le membre du personnel qui possède le brevet de réussite de l'article 9 § 2 – connaissance élémentaire – prévu à l'arrêté royal du 8 mars 2001, bénéficie d'une allocation de bilinguisme de 1.372,00 € relié à l'indice pivot 138,01.

§ 4 : Le membre du personnel qui possède le brevet de réussite de l'article 9 § 2 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 – connaissance suffisante – ou, simultanément, les brevets de réussite des examens prévus aux articles 8 (connaissance élémentaire écrite) et 9 § 1 alinéa 1 (connaissance suffisante orale) de l'A.R. du 12/07/2009 bénéficie d'une allocation de bilinguisme de 2.183,63 € relié à l'indice pivot 138,01.

§ 5 : Le membre du personnel qui possède simultanément les brevets de réussite des examens prévus aux articles 11 et 9 § 1 alinéa 1 (connaissance suffisante orale) de l'A.R. du 12/07/2009 ou 9 § 2 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 – connaissance suffisante - bénéficie d'une allocation de bilinguisme de 3.129,82 € relié à l'indice pivot 138,01. Cette prime est toutefois réservée aux agents de niveau A4 ou supérieurs.

§ 6 : Les primes prévues aux §§ 2 et 3 sont cumulables.

§ 7 : Les agents bénéficiant des primes prévues à l'article 8 du régime transitoire peuvent bénéficier des primes prévues à l'article 8 bis du régime nouveau en cas d'obtention des brevets délivrés après le 01/09/2009.

§ 8 : § 8 : Le personnel ouvrier, les gens de métiers et le personnel engagé dans un cadre unilingue francophone ou néerlandophone ne peuvent bénéficier que des primes prévues aux §§ 2, 3 ou 3 bis. »

Article 9 :

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en la matière, les agents contractuels bénéficient des mêmes échelles de traitement que les agents statutaires. Ils entrent en considération pour l'octroi des échelles de traitement rang 2 ou 3, dans les mêmes conditions que pour les statutaires.

Article 10 :

Le personnel communal bénéficie de l'allocation de foyer et de résidence dans les mêmes conditions que le personnel de l'Etat fédéral.

Article 11 :

Le traitement de l'agent définitif est payé mensuellement et par anticipation à raison d'un douzième du traitement annuel ; il prend cours à la date de l'entrée en fonction. Le traitement des agents contractuels et des agents stagiaires est payé à terme échu. Il doit être payé au plus tard le cinq du mois qui suit le mois de prestation. Si ce jour tombe un week-end ou un jour férié, le traitement est payé au plus tard le jour qui précède immédiatement ce week-end ou jour férié. Si l'entrée en fonction a eu lieu au cours d'un mois, l'agent obtient, pour ce mois, autant de trentième du traitement mensuel qu'il reste de jours à courir à partir de celui de l'entrée en fonction inclusivement.

Article 12 :

Pour les fonctions incomplètes non pourvues d'un traitement unique ou approprié, la rétribution horaire est égale à 1/1976è.

Article 13 :

§ 1^{er} : Le personnel contractuel, ainsi que les agents statutaires en attente d'une nomination définitive bénéficient du double pécule de vacances calculé conformément aux Lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés et à l'Arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

§ 2 : Les éléments de rémunération et le pourcentage qui ont servi au calcul du double pécule de vacances pour le personnel contractuel et pour les agents statutaires en attente d'une nomination définitive servent également de base au calcul du double pécule de vacances du personnel statutaire et contractuel subventionné, indépendamment de leur assujettissement ou non à la sécurité sociale.

§3 : Par dérogation au § 2 ci-dessus, le nombre « 92 » de l'article 38, 2° de l'Arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés est remplacé par le nombre repris dans le tableau ci-dessous :

NIVEAU/ANNEE	2004	2005	2006	2007	2008
A	Ancien calcul	Ancien calcul	80	80	92
B	Ancien calcul	Ancien calcul	80	80	92
C	Ancien calcul	80	80	92	92
D	80	80	80	92	92
E	80	80	80	92	92

Les en-têtes de colonnes indiquent l'année de vacances. Les en-têtes de lignes indiquent le niveau qu'occupe le membre du personnel, conformément à son grade.

Durant la période 2003-2008, les pécules de vacances de sortie de service sont calculés suivant le pourcentage repris dans le tableau ci-dessus. L'année à prendre en compte est l'année de vacances pour laquelle le pécule de vacances de sortie de service est calculé.

Article 14 :

Les dispositions de l'Arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public sont applicables mutatis mutandis aux membres du personnel de la commune d'Etterbeek, à savoir :

1) Pour l'application du présent article, il faut entendre :

a. Par « rémunération », tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire,

compte non tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation ;

- b. Par « rétribution », la rémunération telle qu'elle est visée au a) augmentée éventuellement de l'allocation de foyer ou de résidence ;
- c. Par « rétribution brute », la rétribution telle qu'elle est visée au b), compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation ;
- d. Par « prestations complètes », les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale ;
- e. Par « période de référence », la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 30 septembre de l'année considérée ;

2) Dans la mesure prévue par les dispositions du présent arrêté, sont soumises à ces dispositions les personnes qui appartiennent ou ont appartenu pendant tout ou partie de la période de référence au personnel de la commune d'Etterbeek, à l'exception de celles qui ont été engagées comme étudiant ou comme instituteur à charge du budget communal.

3) Les personnes visées au point 2 bénéficient pour l'année 2016 et les années suivantes, aux conditions et modalités fixées dans le présent arrêté, d'une allocation dite de fin d'année.

4) a. Bénéficie de la totalité du montant de l'allocation prévue au point 6, l'intéressé qui, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes, a bénéficié de la totalité de sa rémunération pendant toute la durée de la période de référence.

b. Lorsque l'intéressé n'a pas bénéficié de la totalité de sa rémunération visée au a), en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou des prestations incomplètes, le montant de l'allocation est réduit au prorata de la rémunération qu'il a effectivement perçue.

c. Si durant la période de référence, l'intéressé, titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou incomplètes a bénéficié d'un congé parental, ces périodes sont assimilées à des périodes durant lesquelles il a bénéficié de la totalité de sa rémunération.

5) a. Lorsque les membres du personnel cumulent dans le secteur public deux ou plusieurs fonctions comportant des prestations complètes ou incomplètes, le montant des allocations de fin d'année qui leur est octroyé de ce chef, ne peut être supérieur au montant correspondant à l'allocation la plus élevée, qui est obtenu lorsque les allocations de toutes les fonctions sont calculées sur base de prestations complètes.

b. Si le montant visé au a) est dépassé, la partie excédentaire est soustraite de l'allocation de fin d'année ou des allocations de fin d'année qui, calculées sur base de prestations complètes, sont les moins élevées en commençant par la plus basse.

c. Le membre du personnel qui cumule des allocations de fin d'année est tenu de communiquer par une déclaration sur l'honneur au service de Gestion des Ressources Humaines de la commune.

6) a. Le montant de l'allocation de fin d'année est composée d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

b. Le montant de l'allocation de fin d'année est calculé comme suit :

i. pour la partie forfaitaire :

Pour l'année 2016 : 367,7683 €. Une cotisation du secteur des soins de santé pour les membres du personnel statutaire est due sur le montant de la partie fixe de l'allocation de fin d'année qui est supérieur au montant octroyé en 1990, soit 30,4036 €. Ce montant est la différence entre le montant octroyé en 2016 et le montant octroyé en 1990 indexé (soit 337,3647 €).

Pour les années suivantes, le montant de la partie forfaitaire octroyée l'année précédente, augmenté d'une fraction dont le dénominateur est l'indice lissé du mois d'octobre de l'année précédente et le numérateur l'indice lissé du mois d'octobre de l'année considérée ; le résultat obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement.

ii. pour la partie variable :

La partie variable s'élève à 2,5 pourcent de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

iii. Si l'intéressé n'a pas bénéficié de sa rétribution pour le mois d'octobre de l'année considérée, la

rétribution annuelle brute à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rétribution pour ce mois, si celle-ci avait été due.

7) Pour le membre du personnel qui bénéficie de la rétribution garantie conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères, le montant à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation de fin d'année est celui de la rétribution garantie.

8) L'allocation de fin d'année est payée en une fois.

9) La présente modification produit ses effets à partir de l'année 2016.

Article 14bis :

§ 1^{er} : une prime mensuelle brute sera versée aux lauréats des cours de formation en management communal (cycle de base) organisés à l'initiative de la Région de Bruxelles-Capitale au terme de chaque année réussie et aux lauréats des cours de droit administratif organisés par la communauté française (Institut LALLEMAND) et la communauté néerlandophone (COOVI) (Enseignement Supérieur Economique de Promotion Sociale de Type Court).

§ 2 : Les montants de cette prime, qui ne pourront être cumulés, sont fixés comme suit :

- première année réussie : 49,58 € mensuels bruts à l'indice 138,01

- deuxième année réussie : 74,37 € mensuels bruts à l'indice 138,01

- troisième année réussie : 123,95 € mensuels bruts à l'indice 138,01 (obtention du diplôme).

Ces montants suivent les règles d'indexation applicables aux traitements. Ils sont accordés dans leur intégralité, indépendamment du temps de travail prévu au contrat ou d'une éventuelle réduction du temps de travail.

§ 3 : Le versement de cette prime sera interrompu dans les hypothèses suivantes :

1. Le versement de la prime de 123,95 € prendra fin lors de l'accession à un grade de niveau A à condition que la rémunération nette du lauréat ne soit pas inférieure à sa rémunération antérieure augmentée de la prime. Dans ce cas, la partie de la prime permettant de répondre à cette condition sera due jusqu'au moment où la rémunération antérieure sera atteinte.

2. Le versement des indemnités intermédiaires de 49,58 € et 74,37 € prendra fin en cas d'échec respectivement de la deuxième et de la troisième année de cours.

§ 4 : Bénéficient également de la prime mensuelle de 123,95 € brut qui ne pourra être cumulée avec une indemnité de diplôme prévue au statut pécuniaire et pour autant qu'ils ne soient pas titulaires d'un grade de niveau A : les membres du personnel communal qui sont en possession d'un des diplômes universitaires ou assimilés (Institut Cooremans ou HIBA), repris au règlement arrêté le 26 mai 1997, fixant les conditions d'accession au grade de secrétaire d'administration.

§ 5 : La présente délibération entre en vigueur aux 01 janvier 2001. La situation individuelle des agents sera revue à cette date.

Article 15 :

La Loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération est d'application au personnel soumis au présent statut.

Article 16 :

Le traitement est soumis au même régime de mobilité, en raison des fluctuations de l'indice des prix à la consommation, que les traitements du personnel des services publics.

Les échelles de traitement figurant dans l'annexe 1, ainsi que tous les montants renseignés dans le présent statut, sont rattachés à l'indice 138,01 des prix à la consommation.

CHAPITRE II

PERSONNEL ADMINISTRATIF, TECHNIQUE, OUVRIER ET DE SOIN

Article 17 :

Dénomination des grades – niveaux et barèmes correspondants.

Chaque membre du personnel est classé dans l'un des grades repris ci-dessous. La première colonne reprend le niveau de l'agent, la deuxième colonne, la dénomination du grade, la troisième colonne, le niveau du barème.

NIV.	GRADE	Barème
A	Secrétaire communal	A11
	Receveur communal	A10
	Directeur général ingénieur en chef (*)	A8
	Directeur	A7
	Conseiller, Chef de service principal, Ingénieur principal chef de service	A6
	Chef de division	A5
	Attaché principal, inspecteur principal	A4
	Ingénieur, Médecin (*)	A2,1-2-3
	Attaché, architecte, inspecteur, ingénieur industriel, ingénieur, médecin	A1,1-2-3
	B	Secrétaire chef / directrice cheffe de la crèche Aimé Dupont.
Secrétaire chef ou expert / Directrices de crèches et prégardiennat / Assistant social chef / Expert au niveau du personnel d'encadrement psycho-médico-social		B4
Secrétaire / Infirmier / Assistant social / psychopédagogues		B1-2-3
C	Assistant chef	C5
	Assistant chef ou expert / Puéricultrice cheffe	C4
	Assistant / Puéricultrice	C1-2-3
D	Adjoint chef	D4 ou D5
	Adjoint	D1-2-3
E	Auxiliaire chef	E4 ou E5
	Auxiliaire	E1-2-3

(*) en extinction.

Article 18 :

Les échelles de promotion sont plafonnées par les échelles A10 et A11 attribuées au receveur et secrétaire communaux, établies sur base de l'article 28 et 65 de la Nouvelle Loi communale.

Article 19 :

Les services prestés antérieurement dans le secteur public sont pris entièrement en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire. Comme service prestés dans le secteur public il y a lieu de comprendre tous les services prestés par l'agent à quelque titre que ce soit, comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes ou partielles :

- dans les services de l'Union européenne,
- dans les services de l'Etat fédéral, des communautés, des régions, de la Commission

communautaire commune, de la commission communautaire française, de la commission communautaire flamande ou d'autres services publics ;

- dans les administrations locales ;
- dans les services d'Afrique ;
- dans les établissements d'enseignement des communautés, dans les établissements d'enseignement subventionnés par une subvention-traitement, dans les offices d'orientation scolaire et professionnelle ou les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés par une subvention traitement ;
- dans les universités de droit public et libres quelle que soit leur source de financement ;
- dans un service public comparable à l'un de ceux énumérés ci-dessus, dans un Etat de l'Union européenne.

Article 19 bis :

Les services effectifs rendus auprès d'une commune, d'un C.P.A.S. ou d'une association hospitalière de la Région de Bruxelles-Capitale sont, pour le calcul des anciennetés de grade et de niveau, considérés comme ayant été prestés auprès de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 20 :

Les services prestés dans le secteur privé peuvent être pris en considération en vue du calcul de l'ancienneté pécuniaire à raison de six ans. Une valorisation supérieure à six ans, mais de maximum douze ans, demeure possible pour les fonctions ci-dessous, à condition que ces années aient une utilité directe et incontestable pour la fonction :

- toutes les fonctions de niveau A, du cadre administratif et technique ;
- les fonctions spécialisées de niveau B (comptable, assistant social, informaticien, bibliothécaire, psychopédagogue, logopède, infirmier gradué, dessinateur, géomètre-expert, graphiste, secrétaire technique).

Moyennant une motivation spécifique relative aux emplois en pénurie, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut valoriser une ancienneté supérieure soit à six ans soit à douze ans et décider de la prendre en considération soit uniquement en tant qu'ancienneté pécuniaire, soit également en tant qu'ancienneté de grade.

La modification de l'article 20 entre en vigueur au 01 juillet 2021. La situation individuelle des agents sera revue à cette date.

Article 21 :

Les années de service utiles exigées comme condition d'admission ne sont en aucun cas, ni pour le secteur privé, ni pour le secteur public, prises en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire.

Article 22 :

Sans préjudice du Règlement communal relatif au pointage du personnel communal, le paiement et la récupération des heures supplémentaires, dominicales et nocturnes sont soumises à l'Arrêté royal du 12 février 1963 relatif à l'octroi d'une allocation pour prestations exceptionnelles au personnel des provinces et des communes.

Article 23 :

Une allocation pour exercice de fonctions supérieures peut être octroyée sur base de l'Arrêté royal du 19 avril 1962 relatif à l'octroi d'une allocation pour exercice de fonctions supérieures aux agents provinciaux

et communaux.

Article 23 bis :

L'article 52 § 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} alinéas et l'article 71, 2^{ème} alinéa dans sa référence à l'article 52 § 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} alinéas de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, ne sont pas d'application pour le personnel ouvrier contractuel, A.C.S. ou statutaire en attente d'une nomination définitive et pour le personnel employé à l'essai, engagé pour une durée déterminée de moins de trois mois ou pour un travail nettement défini dont l'exécution requiert normalement une occupation de moins de trois mois. Cette mesure est stipulée, le cas échéant, dans le contrat de travail.

Article 23 ter : carrière des concierges.

§1^{er}. Aux agents de niveau E qui exercent la profession de concierge ou d'agent logistique avec logement de fonction et qui sont domiciliés dans les conciergeries est accordé, après six mois d'essai, le barème E4.

§2. L'agent qui perd l'une des deux conditions (profession de concierge et domiciliation à la conciergerie) mais reste en service à l'Administration communale bénéficie de l'échelle barémique E et éventuellement des échelles de traitement rang 2 ou 3, conformément aux dispositions de l'article 6.

Toutefois, le Collège des Bourgmestre et Echevins appréciera in specie s'il continuera à bénéficier éventuellement de l'échelle E4.

CHAPITRE III

MESURES TRANSITOIRES

Article 24 :

Un membre du personnel ne peut recevoir un traitement inférieur à celui rattaché à son statut pécuniaire antérieur, y compris une allocation éventuelle de diplôme ou une biennale économique. La comparaison avec le traitement dans le nouveau régime se fait à 100 % et en tenant compte de la suppression des allocations de diplôme, dans le nouveau statut. Les barèmes en vigueur au moment de l'insertion et qui servent à la comparaison avec le nouveau statut pécuniaire sont :

- Pour le personnel entré avant le 1^{er} janvier 1987 : la modification au statut pécuniaire tel qu'arrêté par le Conseil communal du 20 octobre 1994.
- Pour le personnel entré à partir du 1^{er} janvier 1987 : la modification au statut pécuniaire tel qu'arrêté par le conseil communal du 13 mai 1996.

En cas de revalorisation barémique, le traitement rattaché à l'ancien grade, ainsi que l'éventuelle allocation de diplôme, sont également revalorisés, afin de procéder à la comparaison décrite dans le premier alinéa.

Article 25 :

Les membres du personnel entrés en service avant la mise en vigueur de la Charte sociale, conservent, dans le nouveau régime, leur ancienneté pécuniaire, y compris la biennale économique pour les agents qui en bénéficiaient.

Article 26 :

Toutefois, et sans préjudice de l'article 24, chaque membre du personnel qui sera promu à un niveau supérieur se trouvera intégré à ce moment dans le nouveau statut pécuniaire, de manière irréversible. Il conservera toujours au moins le traitement rattaché à son grade de promotion dans l'ancien statut pécuniaire.

Article 27 :

Tous les membres du personnel en service au 31 décembre 1996 sont supposés avoir satisfait, au moment de l'insertion, à la double condition pour pouvoir bénéficier des suppléments de traitement (code 2 et code 3), à savoir : avoir suivi une formation traditionnelle et avoir été favorablement évalués.

CHAPITRE IV **MESURES ABROGATOIRES ET FINALES**

Article 28 :

Les articles 2, 4-7, 13, 13ter, 14-24, 37, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 50, 51 et 58 du statut pécuniaire du 1^{er} juillet 1978 (Conseil communal du 10 mai 1979) sont abrogés. Ils restent néanmoins en vigueur pour l'application des articles 24 à 26.

Article 29 :

Les articles 8, 9, 11, 12, 25-29, 34-36, 38, 41, 49, 59-61, 63, 64, 66 et 67 du même statut pécuniaire sont abrogés.

Article 30 :

Le présent statut entre en vigueur au 1^{er} janvier 1997 pour les niveaux E, D et C, au 1^{er} juillet 1997 pour les niveaux B et au 1^{er} juillet 1998 pour les niveaux A.

Annexe : Personnel enseignant (instituteurs) non subventionné par la Communauté Française

Article 1^{er}

Le présent règlement s'applique aux instituteurs ne relevant pas du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné.

Article 2

Les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique sont applicables *mutatis mutandis* au personnel visé à l'article 1^{er}.

Article 3

Sont applicables *mutatis mutandis* au personnel visé à l'article 1^{er} les dispositions contenues dans :

- L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements ;
- L'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire et d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat ;
- L'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaires spécialisé et primaire spécialisé ;

Article 4

Les dispositions contenues dans l'arrêté ministériel du 20 août 1959 fixant la durée des services

admissibles prestés à titre intérimaire par les membres du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique sont applicables *mutatis mutandis* au personnel visé à l'article 1^{er}.

Article 5

Complémentaire aux dispositions contenues dans l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire et d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, les barèmes des fonctions suivantes sont attribués comme suit :

FONCTION DE RECRUTEMENT

Personnel enseignant

Chargé de cours

Grade	Barème
Instituteur – titre de pénurie – Puériculteur	301-1a- 1b
Instituteur porteur d'un diplôme de baccalauréat d'instituteur primaire et/ou maternel	301
Instituteur porteur d'un diplôme de master en science de l'éducation	501

Article 6

Les membres du personnel visé à l'article 1^{er} du présent règlement, affectés à l'école « Les Carrefours » et porteurs d'un certificat d'aptitude à l'éducation des élèves à besoins spécifiques bénéficient d'un supplément de traitement égal à celui qui est alloué aux membres du personnel subventionné par la Communauté française sur la base de l'arrêté de l'exécutif de la communauté française du 3 septembre 1991 accordant un supplément de traitement aux membres du personnel de l'enseignement spécialisé porteur du certificat d'aptitude à l'éducation des élèves à besoins spécifiques.

Le supplément de traitement est liquidé en même temps que le traitement et selon le même mode de rémunération.

Article 7

Une allocation de foyer ou une allocation de résidence est octroyée aux membres du personnel visé à l'article 1^{er} aux mêmes conditions que celles d'application pour les agents communaux.

Article 8

Le pécule de vacances octroyé aux membres du personnel visé à l'article 1^{er} est calculé et liquidé conformément aux dispositions contenues au chapitre VII du titre 1^{er} du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente.

Article 9

L'allocation de fin d'année octroyée aux membres du personnel visé à l'article 1^{er} est calculée et liquidée conformément aux dispositions contenues dans l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public.

Article 10

En cas de revalorisation barémique ou de révision du barème attaché à une fonction par le Gouvernement de la Communauté française, l'application des articles 2 à 10 du présent règlement est préalablement

soumise à la négociation auprès du Comité particulier de négociation de la commune et à l'approbation du Conseil communal.

Article 11

Le barème 301-1a-1b est ajouté aux barèmes d'application à la commune d'Etterbeek et se développe comme suit :

Minimum : 15.620,90 €

Maximum : 28.210,34 €

1 annale de 546,49 €

1 triennale de 1.092,98 €

1 annale de 896,33 €

1 biennale de 913,04 €

10 biennales de 914,06 €

Le barème 301 est ajouté aux barèmes d'application à la commune d'Etterbeek et se développe comme suit :

Minimum : 17.081,45 €

Maximum : 29.670,89 €

1 annale de 546,49 €

1 annale de 1.092,98 €

1 triennale de 896,33 €

1 biennale de 913,04 €

10 biennales de 914,06 €.

Le barème 501 est ajouté aux barèmes d'application à la commune d'Etterbeek et se développe comme suit :

Minimum : 21.333,02 €

Maximum : 37.680,18 €

1 annale de 691,13 €

1 annale de 1.382,26 €

1 triennale de 1.293,07 €

10 biennales de 1.293,07 €.

ANNEXE : TITRES REPAS

Article 1^{er}

Le présent règlement s'applique à tous les membres du personnel, quel que soit le statut, à l'exclusion du personnel enseignant, pour lequel la commune bénéficie d'une subvention-traitement ainsi que pour les instituteurs pour lesquels la commune ne bénéficie pas d'une subvention-traitement et du personnel bénéficiant d'un contrat d'étudiant.

Article 2

§1. Les agents visés à l'article 1^{er} bénéficient de l'octroi de titres repas d'une valeur faciale unitaire de 5,00 €.

§2. Chaque journée de travail effectivement prestée donne droit à l'octroi d'un titre repas. Sont considérés comme jours de travail effectif, les jours de récupération dus à l'horaire flottant, les jours de congé de compensation, et les jours de formation, de mission de service ou de mission syndicale, pour autant qu'aucun repas n'ait été fourni à titre gratuit au membre du personnel en formation ou en mission.

§3. Les membres du personnel qui fournissent des prestations à temps partiel bénéficient d'un nombre de titres repas équivalant au nombre de titres repas dont bénéficierait un membre du personnel qui travaille à temps plein multiplié par le nombre d'heures effectivement prestées par le travailleur à temps partiel et divisé par le nombre d'heures prestées par un travailleur à temps plein. S'il résulte de cette opération un nombre décimal, il est arrondi à l'unité supérieure.

Article 3

La commune prend en charge une participation financière de 3,76 € dans le coût de chaque titre repas octroyé. La quote-part du bénéficiaire est quant à elle fixée à 1,24 € par titre repas reçu. Cette participation est déduite automatiquement, chaque mois, de son traitement net.

Article 4

Les titres repas sont crédités chaque mois sur le compte titres repas du travailleur en fonction du calcul effectué conformément à l'article 2 sur les prestations du mois précédent. Les titres repas électroniques sont censés être octroyés au travailleur au moment où son compte titres repas est crédité.

Article 5

Les données relatives aux titres repas (nombre et montant brut diminué de la part personnelle du travailleur) figurent au compte individuel du travailleur.

Article 6

Le titre repas électronique a une durée de validité de douze mois, à compter du moment où le titre repas est placé sur le compte titres repas. Il ne peut être accepté qu'en paiement d'un repas ou pour l'achat d'aliments prêts à la consommation.

Article 7

bon état. Néanmoins, en cas de perte, le coût du support de remplacement sera déduit du salaire net de l'intéressé. Ce coût est équivalent à la valeur nominale d'un titre repas.

En cas de perte ou de vol de sa carte, le travailleur est tenu d'en informer CARDSTOP (070/344 344) dans les plus brefs délais. Toutes les transactions exécutées avant la déclaration de perte ou de vol sont irrévocables, sans possibilité de recours du travailleur contre l'employeur ou la société de titres-repas. »

Article 2

Les échelles de traitement suivantes sont ajoutées aux barèmes existants applicables au personnel de la commune d'Etterbeek :

B5 (Secrétaire chef / directrice cheffe de la crèche Aimé Dupont.)

Minimum : 22.856,64

Maximum : 35.246,36

1 x 1 - 884,98

13 x 2 – 884,98

C5 (Assistant chef)

Minimum : 19.978,89

Maximum : 28.000,47

1 x 1 – 572,97

13 x 2 – 572,97

D5 (adjoint chef)

Minimum : 17.813,90

Maximum : 25.106,22

1 x 1 – 520,88

13 x 2 – 520,88

E5 (auxiliaire chef)

Minimum : 15.574,15

Maximum : 20.678,83

1 x 1 – 364,62

13 x 2 – 364,62

Article 3

Les modifications apportées par la présente délibération entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2020. Les dossiers des agents seront revus à cette date.

Article 4

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, aux Services des Finances et de la GRH.

Wijzigingen van het geldelijk statuut op 1 juli 2020 ten gevolge van de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 betreffende het gemeentepersoneel.

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26 mei 1997 tot wijziging van het geldelijk statuut naar aanleiding van de toepassing van het sociaal handvest en zijn latere wijzigingen;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de niveaus, rangen en graden van het gemeentepersoneel;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de opleiding van het gemeentepersoneel;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de evaluatie van het gemeentepersoneel;

gelet op infofiches 1 tot 5 uitgegeven door Brussel Plaatselijke Besturen;

gelet op het verslag van het bezoek van 12 november 2019 van de Directie Lokaal Personeel van Brussel Plaatselijke Besturen;

overwegende dat de loonvoorwaarden aantrekkelijk moeten zijn voor de kandidaten voor een betrekking en dat de beperking tot zes jaar van de anciënniteit verworven in de privésector daar niet toe bijdraagt;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd voorgelegd aan het begeleidingscomité;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd overlegd met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Artikel 1

Het geldelijk statuut van de gemeente Etterbeek wordt als volgt gewijzigd:

“GELDELIJK STATUUT – SOCIAAL HANDVEST”

(De weddenschalen zijn beschikbaar op de website <https://www.pdos-sdpsp.fgov.be/app/dmfa/nl/salary/search> . Het ondernemingsnummer van de gemeente Etterbeek is 0207365610.)

HOOFDSTUK I

Sectie 1 – Toepassingsveld

Artikel 1:

Dit geldelijk statuut is van toepassing op de leden van het:

- administratief personeel,
- technisch personeel
- werkliedenpersoneel,
- personeel van de crèche en peuterspeelzalen op voorwaarde dat hun wede niet rechtstreeks wordt betaald door een hogere overheid.

Artikel 2:

Zijn uitgesloten van deze beraadslaging:

- het onderwijzend personeel,
- de personeelsleden die rechtstreeks worden bezoldigd door een hogere overheid,
- studenten,
- levende modellen,
- animatoren en begeleiders van de sportstages.

Sectie 2 – Filosofie van het ontwerp

Artikel 3:

Deze beraadslaging is op het niveau van de gemeente Etterbeek de toepassing van het sociaal handvest van 28 april 1994 tot harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de besluiten van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel, tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de niveaus, rangen en graden van het gemeentepersoneel en tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de opleiding van het gemeentepersoneel.

Artikel 4:

De bezoldiging is behalve aan de graad en de anciënniteit ook gebonden aan de evaluatie van de ambtenaren zoals die wordt georganiseerd door het administratief statuut.

Sectie 3 – Verloop van de geldelijke loopbaan

Artikel 5:

De ambtenaren worden ingedeeld in de niveaus A, B, C, D of E. De niveaus B, C, D en E omvatten een functionele loopbaan (rang 1 tot 3) en de rangen expert en/of chef (rang 4 en rang 5). Elke graad komt overeen met een niveau en weddenschalen en een bezoldigingsregel.

Artikel 6:

§ 1. Elk personeelslid begint zijn functionele loopbaan in de weddenschaal (rang 1) van de overeenkomstige aanwervingsgraad. Die schaal evolueert op basis van tussentijdse verhogingen. Die weddenschaalen zijn opgenomen in bijlage 1 van dit statuut.

§ 2. Onder voorbehoud van een "gunstige" evaluatie of, in het geval van een functie die voorkomt op lijst van kritische functies die ACTIRIS heeft gepubliceerd, een "gunstige" evaluatie of een evaluatie "onder voorbehoud" heeft elk personeelslid na een anciënniteit van zes jaar in de rang recht op een weddeschaal uit rang 2 van de tabellen in bijlage 1.

§3: geschrapt.

§4. Na een anciënniteit van vijftien jaar krijgt het personeelslid de weddeschaal uit rang 3 van de tabellen in bijlage 1 op voorwaarde dat hij een "gunstige" evaluatie krijgt of, in het geval van een functie die voorkomt op lijst van kritische functies die ACTIRIS heeft gepubliceerd, een "gunstige" evaluatie of een evaluatie "onder voorbehoud".

§5: geschrapt.

§6: geschrapt.

§7. De ambtenaar van wie de evaluatie "onder voorbehoud" of "onvoldoende" is of, als hij een functie uitoefent die voorkomt op lijst van kritische functies die ACTIRIS heeft gepubliceerd, "onvoldoende", valt terug in rang 1 van de functionele loopbaan.

Het terugvallen op de lagere weddeschaal gebeurt op de verjaardag van de indiensttreding van de ambtenaar, die de uiterlijke datum voor de evaluatie is.

De mogelijkheden tot beroep zoals bepaald door het organiek statuut schorsen de toepassing van de beslissing niet.

§ 8. De laatste evaluatie voor de pensionering van een personeelslid kan niet leiden tot een verlies van de hogere weddenschaal van rang 2 of rang 3.

Artikel 7:

Wanneer een personeelslid overgaat naar de niveaus D, C, B of A, behoudt hij zijn volledige geldelijke anciënniteit.

Onverminderd §7 en 8 van artikel 6 blijft het personeelslid dat tot een hoger niveau wordt bevorderd de anciënniteit ontvangen van het niveau dat hem toegang gaf tot de weddeschaalen rang 2 of rang 3.

Het personeelslid dat een weddeschaal rang 4 of rang 5 ontving, geniet in zijn nieuwe niveau een weddeschaal rang 3.

Artikel 8: overgangsregeling

§1. De bonificatie voor de kennis en toepassing van de beide landstalen bedraagt bedraagt, aan een indexcijfer van 138,01:

niveau 4 / E: 551,81 euro

niveau 3 / D: 841,10 euro

niveau 2 / C: 1.372,01 euro

niveau 1 / A: 2.183,63 euro

niveau 1 grondig / vanaf A7: 3.129,82 euro

§2. De ambtenaar ontvangt de taalbonificatie die overeenkomst met het hoogste examen waarvoor hij is geslaagd. Die bonificatie mag echter niet meer bedragen dan het bedrag van de bonificatie die overeenkomt met het niveau net boven het niveau waartoe de ambtenaar behoort.

§3. Dit artikel is van toepassing op de ambtenaren die in het bezit zijn van een of meerdere taalbrevetten uitgereikt voor 01/09/2009. De ambtenaren die in dienst zijn getreden na 01/01/2010 en die niet in het bezit zijn van een taalbrevet uitgereikt voor 01/09/2009 (schriftelijke of mondelinge kennis) ontvangen de helft van de taalbonificatie uit §1 en §2.

Artikel 8 bis: nieuw regeling

§ 1. Alle bedragen vermeld in dit artikel worden geïndexeerd volgens index 138,01.

§2. Het personeelslid dat in het bezit is van het taalbrevet van het examen bedoeld in artikel 8 (elementaire

schriftelijke kennis) van het KB van 12/07/2009 ontvangt een tweetaligheidsvergoeding van 686,00 euro geïndexeerd volgens de spilindex van 138,01.

§3. Het personeelslid dat in het bezit is van het taalbrevet van het examen bedoeld in artikel 9 §1 alinea 2 (elementaire mondelinge kennis) van het KB van 12/07/2009 ontvangt een tweetaligheidsvergoeding van 686,00 euro geïndexeerd volgens de spilindex van 138,01.

§3bis: Het personeelslid dat in het bezit is van het taalbrevet van het examen bedoeld in artikel 9 §2 (elementaire kennis) van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 ontvangt een tweetaligheidsvergoeding van 1.372,00 euro geïndexeerd volgens de spilindex van 138,01.

§4. Het personeelslid dat in het bezit is van het taalbrevet van het examen bedoeld in artikel 9 §2 (voldoende kennis) van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 of gelijktijdig de taalbrevetten van de examens uit artikels 8 (elementaire schriftelijke kennis) en 9 §1 alinea 1 (voldoende mondelinge kennis) van het KB van 12/07/2009 ontvangt een tweetaligheidsvergoeding van 2.183,63 euro geïndexeerd volgens de spilindex van 138,01.

§5. Het personeelslid dat gelijktijdig in het bezit is van de taalbrevetten van de examens bedoeld in artikels 11 en 9 §1 alinea 1 (voldoende mondelinge kennis) van het KB van 12/07/2009 of 9 §2 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 (voldoende kennis) ontvangt een tweetaligheidsvergoeding van 3.129,82 euro geïndexeerd volgens de spilindex van 138,01. Die premie is echter voorbehouden aan ambtenaren van niveau A4 en hoger.

§6. De premies uit §2 en §3 zijn cumuleerbaar.

§7. Ambtenaren die de premie uit artikel 8 van de overgangsregeling ontvangen kunnen de premies uit artikel 8bis van de nieuwe regeling krijgen als zij een taalbrevet halen dat is uitgereikt na 01/09/2009.

§8. Het werkliedenpersoneel, de vaklieden en het personeel dat wordt aangeworven in een eentalig Franstalig of Nederlandstalig kader kunnen de premies uit §2, §3 of §3 bis niet ontvangen.

Artikel 9:

Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen ter zake ontvangen contractuele ambtenaren dezelfde weddeschalen als de statutaire ambtenaren. Zij komen in aanmerking voor de toekenning van de weddenschalen rang 2 of 3 onder dezelfde voorwaarden als statutaire ambtenaren.

Artikel 10:

Het gemeentepersoneel ontvangt de haard- en standplaatstoelage onder dezelfde voorwaarden als het personeel van de federale staat.

Artikel 11:

De wedde van de vastbenoemde ambtenaren wordt maandelijks en vooraf betaald voor een twaalfde van de jaarlijkse wedde; die vangt aan op de datum van de indiensttreding. De wedde van de contractuele ambtenaren en de stagedoende ambtenaren wordt achteraf betaald. Die moet ten laatste op de vijfde van de maand die volgt op de maand van de prestaties betaald worden. Als die dag in een weekend of op een feestdag valt, wordt de wedde ten laatste op de dag juist voor dit weekend of die feestdag betaald. Als de indiensttreding plaatsvond in de loop van een maand, ontvangt de ambtenaar voor die maand evenveel dertigsten van de maandelijksse wedde als er nog dagen te vervullen zijn en dit vanaf de dag van de indiensttreding inbegrepen.

Artikel 12:

Voor de onvolledige functies waarvoor geen enige of aangepaste wedde voorzien is, is de bezoldiging per uur gelijk aan 1/1976e.

Artikel 13:

§1. Het contractueel personeel, evenals de statutaire ambtenaren in afwachting van een vaste benoeming genieten het dubbele vakantiegeld dat wordt berekend overeenkomstig de gecoördineerde wetten van 28 juni 1971 betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers en het koninklijk besluit van 30 maart

1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

§2. De elementen van de wedde en het percentage die als basis voor de berekening van het dubbele vakantiegeld dienden voor het contractueel personeel en voor het statutair personeel in afwachting van een vaste benoeming dienen eveneens als basis voor de berekening van het dubbele vakantiegeld van het statutair en gesubsidieerd contractueel personeel, onafhankelijk van hun al dan niet onderwerping aan de sociale zekerheid.

§3. In afwijking van bovenstaand §2, wordt het getal "92" van het artikel 38, 2° van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers vervangen door het getal uit de onderstaande tabel:

NIVEAU/JAAR	2004	2005	2006	2007	2008
A	Oude berekening	Oude berekening	80	80	92
B	Oude berekening	Oude berekening	80	80	92
C	Oude berekening	80	80	92	92
D	80	80	80	92	92
E	80	80	80	92	92

De kopteksten van de kolommen wijzen op het vakantiejaar aan. De kopteksten van de rijen wijzen op het niveau van het personeelslid overeenkomstig zijn graad.

Gedurende de periode 2003-2008 worden de uitdiensttredingsvakantiegelden berekend volgens het percentage hernomen uit de bovenstaande tabel. Het jaar waarmee rekening gehouden moet worden, is het vakantiejaar waarvoor het uitdiensttredingsvakantiegeld wordt berekend.

Artikel 14:

De bepalingen van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt zijn mutatis mutandis van toepassing op de personeelsleden van de gemeente Etterbeek, namelijk:

1) Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder:

- a. "bezoldiging", elke wedde, elk loon of elke vergoeding in de plaats van wedde of loon, waarbij geen rekening gehouden wordt met de verhogingen of verminderingen ten gevolge van schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen;
- b. "beloning", de bezoldiging zoals deze bedoeld is in a), eventueel vermeerderd met de hardtoelage of met de standplaatstoelage;
- c. "brutobeloning", de beloning zoals deze bedoeld is in b), rekening gehouden met vermeerderingen of verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen;
- d. "volledige prestaties", de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt.
- e. "referentieperiode" : de periode van 1 januari tot en met 30 september van het in aanmerking genomen jaar;

2) In de mate vastgesteld door de bepalingen van dit besluit zijn aan die bepalingen onderworpen de personen die behoren of tijdens de gehele verwijzingsperiode of een gedeelte ervan behoord hebben tot het personeel van de gemeente Etterbeek, met uitzondering van degenen die als student of als onderwijzer ten laste van de gemeentelijke begroting aangeworven werden.

3) De in punt 2 bedoelde personen genieten, voor het jaar 2016 en volgende jaren, een eindejaarstoelage onder de voorwaarden en volgens de regels die in dit besluit worden bepaald.

4) a. De belanghebbende bekomt het volledig genot van het bedrag voorzien in punt 6 bepaalde toelage, indien hij als titularis van een ambt met volledige prestaties het volledig voordeel van zijn bezoldiging heeft genoten tijdens de hele duur van de referentieperiode.

b. Wanneer de betrokkene niet het volledig voordeel van de in a) bedoelde bezoldiging heeft genoten als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, wordt het bedrag van de toelage verminderd naar rata van de bezoldiging die hij werkelijk heeft ontvangen.

c. Wanneer de belanghebbende, als titularis van een ambt met volledige of onvolledige prestaties, tijdens de referentieperiode met ouderschapsverlof was, wordt deze periode gelijkgesteld met periodes waarin hij het volledige voordeel van zijn bezoldiging heeft genoten.

5) a. Wanneer de personeelsleden twee of meer ambten in de openbare sector met volledige of onvolledige prestaties bekleden, mag het bedrag van de eindejaarstoelagen dat hun in hoofde daarvan wordt toegekend niet hoger liggen dan het bedrag dat overeenstemt met de hoogste toelage die verkregen wordt wanneer de toelagen van alle ambten berekend worden op basis van volledige prestaties.

Wanneer het in a) bedoelde bedrag wordt overschreden, wordt het gedeelte dat een teveel aanwijst afgetrokken van de eindejaartoelage(n) die, berekend op basis van volledige prestaties, de minst hoge is (zijn), te beginnen met de laagste.

c. Het personeelslid dat eindejaartoelagen cumuleert moet aan de personeelsdienst van de gemeente een verklaring op erewoord voorleggen met de vermelding van de ambten die het cumuleert.

6) a. Het bedrag van de eindejaartoelage bestaat uit een forfaitair deel en een veranderlijk deel.

6) b. Het bedrag van de eindejaartoelage wordt als volgt berekend:

i. voor het forfaitaire deel:

Voor het jaar 2016: 367.7683 euro. Een bijdrage van de gezondheidszorgsector voor de statutaire personeelsleden is verschuldigd op het bedrag van het vaste deel van de eindejaartoelage dat hoger is dan het bedrag toegekend in 1990, dit is 30,4036 euro. Dat bedrag is het verschil tussen het bedrag toegekend in 2016 en het bedrag toegekend in 1990, geïndexeerd (zijnde 337,3647 euro).

Voor de volgende jaren, wordt het bedrag van het forfaitaire gedeelte toegekend tijdens het vorige jaar telkens vermeerderd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar en de teller het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het bedoelde jaar; het bekomen resultaat wordt berekend tot op vier decimalen.

ii. voor het veranderlijke deel:

Het veranderlijke deel bedraagt 2,5 procent van de jaarlijkse brutobeloning die als basis dient voor de berekening van de beloning die aan de begunstigde is verschuldigd voor de maand oktober van het bedoelde jaar.

iii. Wanneer de betrokkene het voordeel van zijn beloning niet heeft genoten voor de maand oktober van het bedoelde jaar, is de jaarlijkse brutobeloning die in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van het veranderlijke deel van de toelage die beloning die als basis zou hebben gediend voor de berekening van zijn beloning van die maand als die verschuldigd zou zijn geweest.

Voor het personeelslid dat geniet van een gewaarborgde bezoldiging overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juli 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries, zal het bedrag van de gewaarborgde bezoldiging in aanmerking moeten worden genomen voor de berekening van het veranderlijk deel van de eindejaartoelage.

8) De eindejaarstoelage wordt één keer uitbetaald.

9) Deze wijziging heeft uitwerking vanaf het jaar 2016.

Artikel 14 bis:

§1. Een forfaitaire maandelijkse brutopremie zal gestort worden aan de laureaten van de vormingscursussen in gemeentelijk management (basiscyclus) die worden georganiseerd op initiatief van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest op het einde van elk geslaagd jaar en aan de laureaten van de cursussen administratief recht die worden georganiseerd door de Franse Gemeenschap (Institut LALLEMAND) en de Vlaamse Gemeenschap (COOVI) (Hoger Economisch Onderwijs van sociale

promotie van het korte type).

§2. De bedragen van die premie, die niet gecumuleerd mogen worden, zijn vastgesteld als volgt:

- eerste geslaagde jaar: 49,58 euro maandelijks bruto aan de wisselindex 138,01
- tweede geslaagde jaar: 74,37 euro maandelijks bruto aan de wisselindex 138,01
- derde geslaagde jaar: 123,95 euro maandelijks bruto aan de wisselindex 138,01

Die bedragen volgen de indexatieregels die van toepassing zijn op de wedden. Ze worden volledig toegekend, ongeacht de in de overeenkomst vastgelegde arbeidstijd of eventuele arbeidsduurverkortung.

§3. De storting van deze premie zal onderbroken worden in de volgende veronderstellingen:

1. De storting van de premie van 123,95 euro wordt beëindigd indien de begunstigden toegang krijgen tot de graad van niveau A op voorwaarde dat de netto bezoldiging van de laureaat niet lager is dan de vroegere bezoldiging verhoogd met de premie. In dat geval, blijft het gedeelte van de premie dat zou toelaten aan deze voorwaarde te voldoen verschuldigd tot het moment dat de vroegere bezoldiging wordt bereikt.

2. De storting van de tussentijdse vergoedingen van 49,58 euro en 74,37 euro wordt beëindigd in geval van het niet-slagen voor het tweede en het derde jaar van de cursussen.

§4. Genieten eveneens van de maandelijks brutopremie van 123,95 euro die niet gecumuleerd mag worden met een diplomavergoeding voorzien in het geldelijk statuut en voor zover zij geen titularis zijn van een graad van niveau A: de leden van het gemeentelijke personeel die in het bezit zijn van één van de universitaire diploma's of gelijkgestelde (Institut COOREMANS of HIBA), uit het reglement van 26 mei 1997 houdende vaststelling van de toegangsvoorwaarden tot de graad van bestuurssecretaris.

§5. Deze beraadslaging treedt in werking op 1 januari 2001. De individuele situatie van de ambtenaren wordt herzien op die datum.

Artikel 15:

De wet van 12 augustus 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers is van toepassing op het personeel dat onderhevig is aan dit statuut.

Artikel 16:

De wedde is onderworpen aan hetzelfde mobiliteitsstelsel, om reden van de fluctuaties van de prijsindex op de consumptie, als de wedden van het personeel van de openbare diensten.

De weddeschalen uit bijlage 1, alsmede alle bedragen die in dit statuut worden vermeld, zijn verbonden aan de consumptieprijsindex 138,01.

HOOFDSTUK II

ADMINISTRATIEF PERSONEEL, TECHNISCH PERSONEEL, WERKLIEDENPERSONEEL EN VERZOREND PERSONEEL

Artikel 17

Terminologie van de graden - niveaus en bijhorende barema's.

Elk personeelslid wordt onderverdeeld in een van de onderstaande graden. De eerste kolom vermeldt het niveau van de ambtenaar, de tweede kolom de benaming van de graad en de derde kolom het baremaniveau.

NIV.	GRAAD	Barema
A	Gemeentesecretaris	A11
	Gemeenteontvanger	A10
	Directeur-generaal hoofdingenieur (*)	A8
	Directeur	A7
	Adviseur, Eerstaanwendend diensthoofd, Eerstaanwendend ingenieur diensthoofd	A6

	Afdelingshoofd	A5
	Eerstaanwezend attaché, Eerstaanwezend inspecteur	A4
	Ingenieur, Arts (*)	A2,1-2-3
	Attaché, architect, inspecteur, industrieel ingenieur, ingenieur, arts	A1,1-2-3
B	Hoofdsecretaris / hoofddirectrice van de crèche Aimé Dupont	B5
	Hoofdsecretaris of secretaris-deskundige / Directrices van crèches en peuterspeelzalen / Eerstaanwezend sociaal assistent / Deskundige van het psycho-medisch-sociaal ondersteunend personeel	B4
	Secretaris / Verpleegkundige / Sociaal assistent / Psychopedagoog	B1-2-3
C	Hoofdassistent	C5
	Hoofdassistent of assistent-deskundige / Hoofdkinderverzorgster	C4
	Assistent / Kinderverzorgster	C1-2-3
D	Hoofdadjunct	D4 of D5
	Adjunct	D1-2-3
E	Hoofd hulpbediende	E4 of E5
	Hulpbediende	E1-2-3

(*) in uitdoving

Artikel 18:

De bevorderingsschalen gaan tot de schalen A10 en A11, die worden toegekend aan de gemeenteontvanger en de gemeentesecretaris, op basis van de artikelen 28 en 65 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 19:

De diensten die eerder werden gepresteerd in de openbare sector worden volledig in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit. Als diensten gepresteerd in de openbare sector dienen beschouwd te worden alle diensten gepresteerd door de ambtenaar in om het even welke hoedanigheid, als titularis van een bezoldigd ambt met volledige of deeltijdse prestaties:

- in de diensten van de Europese Unie,
- in de diensten van de federale staat, de gemeenschappen, de gewesten, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie of andere openbare diensten,
- in lokale besturen,
- in de Afrikadiensten,
- in de onderwijsinstellingen van de gemeenschappen, de door een weddetoelage gesubsidieerde onderwijsinstellingen, de diensten voor onderwijs- of beroepsoriëntatie of de vrije door een weddetoelage gesubsidieerde psycho-medische-sociale centra;
- in de publiekrechtelijke en vrije universiteiten ongeacht de oorsprong van hun financiën;
- een overheidsdienst die vergelijkbaar is met één van die hierboven genoemde diensten in een lidstaat van de Europese Unie.

Artikel 19 bis:

De effectief gepresteerde diensten een gemeentebestuur, een OCMW of een ziekenhuisvereniging van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden, voor de berekening van de anciënniteit in de graad en het niveau, beschouwd als gepresteerd bij het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 20:

De diensten gepresteerd in de privésector mogen in aanmerking genomen worden voor de berekening van de geldelijke anciënniteit ten belope van zes jaar. Een valorisatie van meer dan zes jaar, maar maximaal twaalf jaar is mogelijk voor de onderstaande functies op voorwaarde dat die jaren van direct en onbetwistbaar nut zijn voor de functie.

- alle functie van niveau A van het administratief en technisch kader;
- de gespecialiseerde functies van niveau B (boekhouder, sociaal assistent, informaticus, bibliothecaris, psychopedagoog, logopedist, gegradueerde verpleegkundige, tekenaar, landmeter-expert, graficus).

Op voorwaarde dat een specifieke reden wordt opgegeven voor de knelpuntberoepen, kan het college van burgemeester en schepenen een anciënniteit ofwel van meer dan zes jaar ofwel van meer twaalf jaar valoriseren en beslissen om die hetzij enkel als geldelijke anciënniteit, hetzij eveneens als anciënniteit in de rang in aanmerking te nemen.

De wijziging van artikel 20 treedt in werking op 1 juli 2021. De individuele situatie van de ambtenaren wordt herzien op die datum.

Artikel 21:

De nuttige dienstjaren die zijn vereist als toelatingsvoorwaarde worden in geen enkel geval, noch voor de privésector, noch voor de openbare sector, in aanmerking genomen worden voor de berekening van de geldelijke anciënniteit.

Artikel 22:

Onverminderd het gemeentelijk reglement met betrekking tot het punten op de prikklok van het gemeentepersoneel, zijn de betaling en de recuperatie van de overuren, zondag- en nachtprestaties onderworpen aan het koninklijk besluit van 12 februari 1963 betreffende de toekenning van een vergoeding wegens buitengewone prestaties aan het provinciaal en gemeentepersoneel.

Artikel 23:

Een vergoeding voor het uitoefenen van hogere functies mag toegekend worden op basis van het koninklijk besluit van 19 april 1962 betreffende de toekenning van een toelage wegens uitoefening van hogere functies aan het provinciaal en gemeentelijk personeel.

Artikel 23 bis:

Artikel 52 §1, 2e en 3e alinea, en artikel 71, 2d alinea in zijn referentie aan het artikel 52 §1, 2e en 3e alinea van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten zijn niet van toepassing voor het contractueel, GECO of statutaire werkliedenpersoneel in afwachting van een vaste benoeming en voor het bediende personeel op proef, aangeworven voor een bepaalde duur van minder dan drie maanden of voor een wel bepaald werk waarvan de uitvoering normaal een bezetting van minder dan drie maanden vereist. Die maatregel wordt in voorkomend geval bepaald in het arbeidscontract.

Artikel 23 ter: loopbaan van de conciërges

§1. Aan ambtenaren van niveau E die het beroep van conciërge of logistiek ambtenaar uitoefenen met dienstwoningen en die gedomicilieerd zijn in de conciërgewoning wordt na een proefperiode van zes

maanden weddenschaal E4 toegekend.

§2. De ambtenaar die één van deze twee voorwaarden verliest (beroep van conciërge en domicilie in de conciërgewoning), maar in dienst blijft van het gemeentebestuur ontvangt weddenschaal E en eventueel weddenschalen rang 2 of 3, in overeenstemming met de bepalingen uit artikel 6.

Het college van burgemeester en schepenen kan echter per geval beoordelen of de ambtenaar eventueel weddenschaal E4 mag behouden.

HOOFDSTUK III **OVERGANGSMAATREGELEN**

Artikel 24 :

Een personeelslid kan geen lagere wedde ontvangen dan die verbonden aan zijn vroegere geldelijk statuut, een eventuele diplomatoeslag of een economische biënnale inbegrepen. De vergelijking met de wedde in het nieuwe systeem gebeurt op basis van 100% en rekening houdend met de opheffing van de diplomabijslagen in het nieuwe statuut. De barema's die van kracht zijn op het moment van de opname en die worden gebruikt voor de vergelijking met het nieuwe geldelijk statuut zijn:

- Voor het personeel dat in dienst is getreden voor 1 januari 1987: de wijziging van het geldelijk statuut zoals vastgelegd door de gemeenteraad op 20 oktober 1994;
- Voor het personeel dat in dienst is getreden vanaf 1 januari 1987: de wijziging van het geldelijk statuut zoals vastgelegd door de gemeenteraad op 13 mei 1996.

In geval van herwaardering van een barema worden de wedde verbonden aan de oude graad en de eventuele diplomabijslag eveneens geherwaardeerd om over te gaan tot de vergelijking uit de eerste alinea.

Artikel 25:

De personeelsleden die in dienst zijn getreden voor de invoering van het sociaal handvest behouden, in het nieuwe systeem, hun geldelijke anciënniteit, met inbegrip van de economische biënnale voor de personeelsleden die ervan genoten.

Artikel 26:

Niettemin, en onverminderd het artikel 24, zal elk personeelslid dat wordt bevorderd tot een hoger niveau op dat moment onherroepelijk geïntegreerd worden in het nieuw geldelijk statuut. Het personeelslid behoudt op zijn minst steeds de wedde die verbonden was aan zijn bevorderingsgraad in het oude geldelijk statuut.

Artikel 27:

Alle personeelsleden die in dienst waren op 31 december 1996 worden verondersteld, op het ogenblik van de opname, te voldoen aan de dubbele voorwaarde om te kunnen genieten van weddesupplementen (code 2 en code 3), met name: een traditionele vorming hebben gevolgd en een gunstige evaluatie hebben gekregen.

HOOFDSTUK IV **HERROEPENDE BEPALINGEN EN SLOTBEPALINGEN**

Artikel 28:

Artikels 2, 4-7, 13, 13ter, 14-24, 37, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 50, 51 en 58 van het geldelijk statuut van 1 juli 1978 (gemeenteraad van 10 mei 1979) worden herroepen. Ze blijven echter van kracht voor de toepassing van artikels 24 tot 26.

Artikel 29:

Artikels 8, 9, 11, 12, 25-29, 34-36, 38, 41, 49, 59-61, 63, 64, 66 en 67 van datzelfde geldelijk statuut

worden herroepen.

Artikel 30:

Dit statuut treedt in werking op 1 januari 1997 voor niveaus E, D en C, op 1 juli 1997 voor niveaus B en op 1 juli 1998 voor niveaus A.

Bijlage: Onderwijzend personeel (onderwijzers) dat niet wordt gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Artikel 1

Dit reglement is van toepassing op de onderwijzers die niet vallen onder het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

Artikel 2

De bepalingen uit het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het ministerie van Openbaar Onderwijs zijn *mutatis mutandis* van toepassing op het personeel uit artikel 1.

Artikel 3

Zijn *mutatis mutandis* van toepassing op het personeel uit artikel 1 de bepalingen uit:

- het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen;
- Het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat.
- Het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon voorschools- en lager onderwijs.

Artikel 4

De bepalingen uit het ministerieel besluit van 20 augustus 1959 tot vaststelling van de duur der in aanmerking komende diensten welke de leden van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs als waarnemer gepresteerd hebben, zijn *mutatis mutandis* van toepassing op het personeel uit artikel 1.

Artikel 5

Aanvullend op de bepalingen uit het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, worden de volgende functiebarema's als volgt toegekend:

FUNCTIE BIJ AANWERVING

Onderwijzend personeel
Belast met cursussen

Graad	Barema
Onderwijzer - Schaarstebekwaamheidsbewijs - Kinderverzorger	301-1a- 1b
Onderwijzer met een bachelordiploma lager en/of kleuteronderwijs	301
Onderwijzer met een masterdiploma opvoedingswetenschappen	501

Artikel 6

De personeelsleden uit artikel 1 van dit reglement die tewerkgesteld worden in school “Les Carrefours” en houder zijn van een getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van leerlingen met specifieke behoeften krijgen een bijkomende wedde die gelijk is aan de bijkomende wedde die toegekend wordt aan de leden van het personeel die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap op basis van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 september 1991 tot toekenning van een bijkomende wedde aan de personeelsleden van het bijzonder onderwijs die houder zijn van het getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van leerlingen met specifieke behoeften.

De bijkomende wedde wordt op hetzelfde moment betaald als de wedde en volgens dezelfde vergoedingswijze.

Artikel 7

Een haard- of standplaatstoelage wordt toegekend aan de personeelsleden bedoeld in artikel 1 onder dezelfde voorwaarden als de voorwaarden die van toepassing zijn voor de gemeenteambtenaren.

Artikel 8

Het vakantiegeld dat toegekend wordt aan de personeelsleden uit artikel 1 wordt berekend en betaald in overeenstemming met de bepalingen uit hoofdstuk VII van titel 1 van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding.

Artikel 9

De eindejaarstoelage die wordt toegekend aan de personeelsleden uit artikel 1 wordt berekend en betaald in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt.

Artikel 10

In geval van een opwaardering van een barema of een herziening van een aan een ambt gekoppeld barema door de regering van de Franse Gemeenschap, wordt de toepassing van de artikelen 2 tot 10 van dit reglement voorafgaand onderworpen aan een onderhandeling in het bijzonder overlegcomité van de gemeente en aan de goedkeuring van de gemeenteraad.

Artikel 11

Barema 301-1a-1b wordt toegevoegd aan de barema's die van toepassing zijn op de gemeente Etterbeek en ontwikkelt zich als volgt:

Minimaal: 15.620,90 euro

Maximaal: 28.210,34 euro

1 eenjarige van 546,49 euro

1 driejaarlijkse van 1.092,98 euro

1 eenjarige van 896,33 euro

1 tweejaarlijkse van 913,04 euro

10 tweejaarlijkse van 914,06 euro

Barema 301 wordt toegevoegd aan de barema's die van toepassing zijn op de gemeente Etterbeek en

ontwikkelt zich als volgt:

Minimaal: 17.081,45 euro

Maximaal: 29.670,89 euro

1 eenjarige van 546,49 euro

1 eenjarige van 1.092,98 euro

1 driejaarlijkse van 896,33 euro

1 tweejaarlijkse van 913,04 euro

10 tweejaarlijkse van 914,06 euro

Barema 501 wordt toegevoegd aan de barema's die van toepassing zijn op de gemeente Etterbeek en ontwikkelt zich als volgt:

Minimaal: 21.333,02 euro

Maximaal: 37.680,18 euro

1 eenjarige van 691,13 euro

1 eenjarige van 1.382,26 euro

1 driejaarlijkse van 1.293,07 euro

10 tweejaarlijkse van 1.293,07 euro

BIJLAGE: MAALTIJDCHQUES

Artikel 1

Dit reglement is van toepassing op alle personeelsleden, ongeacht hun statuut, met uitzondering van het onderwijzend personeel voor wie de gemeente een weddetoelage ontvangt alsook voor de onderwijzers voor wie de gemeente geen weddetoelage ontvangt en het personeel met een arbeidsovereenkomst voor studenten.

Artikel 2

§ 1. De ambtenaren uit artikel 1 krijgen maaltijdcheques toegekend met een nominale eenheidswaarde van 5,00 euro.

§2. Elke effectief gepresteerde werkdag geeft recht op de toekenning van één maaltijdcheque. Worden beschouwd als effectieve werkdagen: recuperatiedagen als gevolg van het glijdende uurrooster, compensatieverlofdagen, opleidingsdagen en dagen waarop de ambtenaar een dienststopdracht of vakbondsopdracht vervult op voorwaarde dat er geen gratis maaltijd geboden wordt aan het personeelslid dat in opleiding of op opdracht is.

§ 3. De personeelsleden die deeltijdse prestaties verrichten ontvangen een aantal maaltijdcheques dat evenredig is aan het aantal maaltijdcheques waarop een voltijds personeelslid recht heeft, vermeerderd met het aantal uren dat de deeltijdse werknemer gepresteerd heeft en gedeeld door het aantal uren dat gepresteerd wordt door een voltijdse werknemer. Als die berekening een decimaal getal oplevert, wordt dat getal naar boven afgerond.

Artikel 3

De gemeente draagt 3,76 euro bij in de kostprijs van elke toegekende maaltijdcheque. De bijdrage van de begunstigde is vastgelegd op 1,24 euro per ontvangen maaltijdcheque. Deze bijdrage wordt elke maand automatisch afgehouden van zijn nettowedde.

Artikel 4

De maaltijdcheques worden elke maand overgemaakt op de maaltijdchequerekening van de werknemer op basis van de berekening van de prestaties van de vorige maand in overeenstemming met artikel 2. De elektronische maaltijdcheques worden geacht toegekend te zijn op het moment dat de maaltijdchequerekening gecrediteerd wordt.

Artikel 5

De gegevens betreffende de maaltijdcheques (aantal en brutobedrag verminderd met de persoonlijke bijdrage van de werknemer) staan vermeld op de individuele rekening van de werknemer.

Artikel 6

De elektronische maaltijdcheque heeft een geldigheidsduur van twaalf maanden, vanaf het moment dat de maaltijdcheque geladen wordt op de maaltijdchequerekening. Hij kan enkel aanvaard worden als betaling voor een maaltijd of voor de aankoop van voedingsmiddelen die klaar zijn voor consumptie.

Artikel 7

In geval van verlies wordt de kostprijs van een nieuwe drager afgehouden van de nettowedde van de betrokkene. Deze kostprijs is gelijk aan de nominale waarde van een maaltijdcheque.

In geval van verlies of diefstal van de kaart dient de werknemer dit zo snel mogelijk te melden aan CARDSTOP (070/344 344). Alle transacties die uitgevoerd werden voorafgaand aan de aangifte van verlies of diefstal zijn onherroepelijk. Er bestaat geen mogelijkheid voor de werknemer om hiervoor een beroep in te stellen tegen de werkgever of het maaltijdchequebedrijf.”

Artikel 2

De volgende weddeschalen worden toegevoegd aan de bestaande barema's die van toepassing zijn op het personeel van de gemeente Etterbeek:

B5 (hoofdsecretaris/hoofddirectrice van de crèche Aimé Dupont)

Minimaal: 22.856,64

Maximaal: 35.246,36

1 x 1 – 884,98

13 x 2 – 884,98

C5 (hoofdassistent)

Minimaal: 19.978,89

Maximaal: 28.000,47

1 x 1 – 572,97

13 x 2 – 572,97

D5 (hoofdadjuunct)

Minimaal: 17.813,90

Maximaal: 25.106,22

1 x 1 – 520,88

13 x 2 – 520,88

E5 (hoofd hulpbediende)

Minimaal: 15.574,15

Maximaal: 20.678,83

1 x 1 – 364,62

13 x 2 – 364,62

Artikel 3

De wijzigingen die worden aangebracht door deze beraadslaging treden in werking op 1 juli 2020. De dossiers van de ambtenaren worden herzien op die datum.

Artikel 4

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de gemeenteontvanger en aan de diensten Financiën en Personeel.

- 12 **Personnel communal– Arrêté organique pour le personnel de la régie foncière – Personnel administratif et technique - Annexe I – Cadres du personnel – Annexe III - Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades - Modifications.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Considérant qu'il serait judicieux de créer un emploi de secrétaire administratif afin d'assumer le rôle de gestionnaire locatif et de remplir des missions en constante évolution ainsi qu'en prévision du prochain départ à la pension de plusieurs membres du personnel administratif ;

Considérant, au niveau plus particulièrement du personnel technique, l'augmentation du nombre de projets requérant l'intervention de techniciens qualifiés ;

Considérant qu'il serait judicieux de modifier le cadre du personnel technique par la création d'un emploi de secrétaire technique et d'un emploi d'architecte afin de mieux correspondre aux besoins de ce département et de garantir une qualité optimale des services rendus à la population etterbeekoise ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales relatives aux niveaux, rangs et grades du personnel communal ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir, au cadre de la régie foncière, deux grades d'encadrement de niveau A6 afin de mieux refléter la réalité du terrain, à savoir la création du grade de chef de service administratif principal de la régie foncière et celui de chef de service technique principal de la régie foncière ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide :

De modifier, tel que repris en annexe :

- L'annexe I de l'arrêté organique pour le personnel – Cadres du personnel – Cadre statutaire du personnel de la régie foncière – Personnel administratif et technique ;

- L'annexe III de l'arrêté organique pour le personnel – Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades – Personnel de la régie foncière – Personnel administratif et technique.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Service du Personnel.

Gemeentepersoneel – Organiek besluit voor het personeel van het grondbeleid – Administratief en technisch personeel - Bijlage I – De personeelsformaties - Bijlage III - Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden - Wijzigingen.

De Gemeenteraad,

Gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

Overwegende dat het verstandig zou zijn om een functie van bestuurssecretaris te creëren om de rol van huurbeheerder op zich te nemen en voortdurend evoluerende taken uit te voeren alsook met het oog op de aanstaande pensionering van verscheidene administratieve personeelsleden;

Overwegende, meer bijzonder, op niveau van het technisch personeel, de verhoging van het aantal projecten die de tussenkomst van gekwalificeerde technici vereisen ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het kader van het technisch personeel van het Grondbeleid te wijzigen door de schepping van een functie van technisch secretaris en een functie van architect zodat deze beter de behoeften van deze afdeling weerspiegelt om een optimale dienstkwaliteit te verzekeren aan de Etterbeekse bevolking ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de niveaus, rangen en graden van het gemeentepersoneel ;

Overwegende dat in het kader van de Regie van Grondbeleid twee leidinggevende graden op niveau A6 moeten worden voorzien om de realiteit op het terrein beter weer te geven, namelijk door de graad van eerstaanwendend administratief diensthoofd van de Regie van Grondbeleid en de graad van eerstaanwendend technisch diensthoofd van de Regie van Grondbeleid te creëren;

Overwegende dat er over het ontwerp van onderhavige beraadslaging overlegd werd met de representatieve vakorganisaties waarvan het protocol in de bijlage opgenomen werd ;

Gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

Beslist :

te wijzigen, zoals vermeld in de bijlage :

- bijlage I van het organiek besluit voor het personeel – De personeelsformaties – Statutair kader van het personeel van het grondbeleid – administratief en technisch personeel ;

- bijlage III van het organiek besluit voor het personeel – Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en de graden – Personeel van het grondbeleid – Administratief en Technisch personeel.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal verstuurd worden naar de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en naar de Personeelsdienst.

6 annexes / 6 bijlagen

Annexe III nl personnel technique conditions acces grade régie foncière modifications 2021.pdf, Annexe I modifications cadre régie foncière 3 emplois et 2 grades .pdf, Annexe III personnel administratif conditions acces grade régie foncière modifications 2021.pdf, NL Annexe I modifications cadre régie foncière 3 emplois et 2 grades .pdf, Annexe III nl personnel administratif conditions acces grade régie foncière modifications 2021.pdf, Annexe III personnel technique conditions acces grade régie foncière modifications 2021.pdf

Planification d'urgence - Noodplanning

13 **Extension de jardins privés entre l'avenue Nouvelle le long de la ligne ferroviaire 161 - tronçon entre le 89 et le 141 avenue Nouvelle – convention d'occupation – approbation du renouvellement de la convention**

Considérant le permis d'urbanisme délivré par l'AATL à la SNCB pour la mise à quatre voies de la ligne 161 (derrière l'avenue Nouvelle) ;

Considérant que la société Infrabel, propriétaire du Fond, a contracté avec la commune une convention d'occupation pour une durée de trente ans, relative au terrain entre la voie ferrée L161 et l'arrière des jardins de l'avenue Nouvelle du 89 au pont du Bd Général Jacques ;

Considérant que la commune a reçu d'Infrabel par emphytéose la gestion de cette bande de terre et y a créé des jardins participatifs ainsi qu'une zone d'extensions de jardins privés pour la zone la plus étroite et également inaccessible depuis la voie publique (du 89 au 141 avenue Nouvelle), et ce depuis 2008 ;

Considérant que les extensions de jardins de l'avenue Nouvelle sont couvertes par une convention, adoptée par le Conseil le 04 mai 2009, devant être renouvelée ;

Considérant que les quatorze bénéficiaires des extensions de jardins sont tous demandeurs de la reconduction de la convention d'occupation;

Considérant que les conventions sont identiques à la période d'occupation précédente ;

Considérant la proposition de convention-cadre d'occupation ci-jointe et la liste des bénéficiaires;

Décide:

1. d'adopter la convention d'occupation des parcelles au bénéfice des bénéficiaires repris sur l'annexe2. ;
2. de donner délégation au collègue quant à la signature de la convention d'occupation.

Uitbreiding van privétuinen op de Nieuwelaan langs spoorlijn 161 – gedeelte tussen Nieuwelaan 89 en 141 – Gebruiksovereenkomst – Goedkeuring van de vernieuwing van de overeenkomst

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning die het BROH heeft uitgereikt aan de NMBS om spoorlijn 161 op vier sporen te brengen (achter de Nieuwlaan);

Overwegende dat het bedrijf Infrabel, dat eigenaar is van het terrein, een gebruiksovereenkomst voor een periode van dertig jaar heeft gesloten met de gemeente voor het terrein tussen spoorweg L161 en de achterkant van de tuinen van de Nieuwelaan 89 tot aan de brug van de Generaal Jacqueslaan;

Overwegende dat de gemeente van Infrabel via een erfpacht het beheer heeft gekregen over die strook grond en er participatieve tuinen heeft aangelegd alsook een zone met uitbreidingen van privétuinen voor de smalste zone die niet toegankelijk is vanaf de openbare weg (Nieuwelaan 89 tot 141) en dat sinds 2008;

Overwegende dat er voor de uitbreidingen van de tuinen op de Nieuwelaan een overeenkomst werd gesloten, die de gemeenteraad heeft goedgekeurd op 4 mei 2019 en die nu vernieuwd moeten worden;

Overwegende dat de veertien begunstigden van de tuinuitbreidingen vragende partij zijn om de gebruiksovereenkomst te verlengen;

Overwegende dat de overeenkomsten identiek zijn aan de vorige gebruiksperiode;

gelet op het voorstel van de kadergebruiksovereenkomst en de lijst van begunstigden in bijlage;

BESLIST

1. de gebruiksovereenkomst voor de percelen ten behoeve van de begunstigden in bijlage 2 goed te keuren;
2. het college een delegatie te geven voor de ondertekening van de gebruiksovereenkomst.

3 annexes / 3 bijlagen

extension jardins L161 Overeenkomst NL.docx, extension de jardins L161 annexe 2.docx, extension de jardins L161 convention FR .docx

Contentieux - Geschillen

14 Ordonnance de police relative aux retransmissions des matches de football sur l'espace public et dans les Horeca.

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 117, 134 et 135 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 134, « en cas d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, le bourgmestre peut faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil, en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Considérant que le Bourgmestre a pris, le 4 juin 2021, l'ordonnance ci-dessous en estimant pouvoir se dispenser de recourir au Conseil communal, en raison de l'urgence de la situation, telle que décrite dans le texte de l'ordonnance lui-même ;

Considérant qu'il convient que le Conseil se penche sur la confirmation de ladite ordonnance, sous peine de voir ses effets prendre fin ;

DECIDE de confirmer l'ordonnance prise le 4 juin 2021 par le Bourgmestre, Vincent DE WOLF, et dont le texte est le suivant :

Le Bourgmestre,

Considérant que le coronavirus Covid-19, qualifiée de pandémie en mars 2020, est une maladie infectieuse très contagieuse touchant généralement les poumons et les voies respiratoires ; qu'il se transmet d'un individu à un autre par voie aérienne ; que sa transmission semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Considérant que le risque de la propagation rapide de la pandémie et la nécessité de la contenir afin de préserver la santé des citoyens ainsi que la capacité d'accueil des infrastructures hospitalières requiert une intervention rapide des autorités publiques ;

Considérant que l'ensemble des autorités sont vigilantes et mettent tous les moyens en œuvre pour préserver la santé publique ; qu'à cet égard la phase fédérale du plan d'urgence national a été déclenchée le 13 mars 2020 et qu'elle entraîne la prise de mesures contraignantes imposées aux différents niveaux de l'état ; que des mesures urgentes pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ont, depuis cette date, été adoptées ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux

calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie au Bourgmestre cette compétence réglementaire de police, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 28.09.2020 modifiant l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 août 2020 portant l'obligation de porter un masque à tout moment sur le domaine public et tout lieu privé mais accessible au public sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance de police du Conseil communal du 19 octobre 2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 ;

Vu la circulaire OOP 42quater du 02.06.2021 modifiant la circulaire OOP 42ter relative à la diffusion de rencontres de football sur écran géant sur le territoire belge et l'organisation des événements liés au football ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ;

Considérant que, bien que tous les indicateurs relatifs à la gestion de la pandémie en Belgique soient depuis peu dans le vert, la gravité de la maladie et la situation épidémiologique actuelle nécessitent toujours une attention importante en matière de contacts sociaux et de respect des « gestes barrières » et des distances sociales ;

Considérant qu'il est nécessaire de porter une attention particulière aux situations qui comportent un risque important de propagation du virus ; que certains rassemblements en plein air constituent un danger particulier pour la santé publique dès lors que la densité de population y est très importante et risque de compromettre le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant qu'en juin et juillet 2021 va se dérouler la compétition de football de l'Euro 2020 ; que, dans le passé, des matches ont été retransmis sur la voie publique (écrans géants), ainsi que sur des écrans plus petits, dans les Horeca ;

Considérant que l'expérience des précédentes années démontre que ces deux types de retransmissions, bien qu'étant en plein air pour certaines, constituent un lieu de forte fréquentation présentant un risque accru de contamination potentielle au covid-19, notamment parce que la distanciation sociale ne peut pas toujours y être respectée ;

Considérant en effet que, de manière générale, et malgré l'avancement de la campagne de vaccination en Belgique, les personnes restent strictement soumises au respect des mesures de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'au moins 1,5 mètre entre chaque personne ;

Considérant que le principe de précaution justifie la prise, par les autorités locales, de mesures permettant de garantir la sécurité de la population ;

Considérant que le Chef de corps de la Zone de Police Montgomery émet un avis négatif quant au placement d'écrans géants, et ce, notamment parce que les mesures sanitaires fédérales et régionales sont toujours strictement d'application et limitent, par exemple, le nombre de participants à ce type

d'événements à 400 personnes jusqu'au 30 juin et à 2.500 à partir du 1er juillet ; le nombre de citoyens se présentant sur le site risque d'être bien supérieur à ce chiffre, provoquant vraisemblablement des rassemblements difficilement gérables dans les environs de celui-ci, dans le contexte sanitaire actuel ;

Considérant, par contre, que cet avis est positif en ce qui concerne le placement d'écrans sur les terrasses des cafés et restaurants qui en feraient la demande, moyennant le respect strict de certaines conditions dont le gérant sera responsable ;

Vu l'avis de la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'en cas d'événements graves, imprévus et qui nécessitent une réaction urgente, le Bourgmestre est fondé à se substituer au Conseil communal pour exercer le pouvoir réglementaire de police communale de ce dernier ;

Considérant que, vu l'urgence et la nécessité de mettre en œuvre la présente ordonnance et d'en informer adéquatement la population, il n'est pas possible de convoquer le conseil communal en temps utile ;

Vu la balance des intérêts en présence ;

Vu les motifs susmentionnés ;

Vu l'urgence ;

ORDONNE CE QUI SUIT :

Article 1

La retransmission des matches de football de l'Euro 2020 sur écran géant est interdite sur le territoire etterbeekois.

Article 2

La retransmission des matches de football de l'Euro 2020 sur des écrans plus petits peut être autorisée dans les Horeca etterbeekois qui en feraient la demande auprès des autorités communales.

Cette retransmission sera soumise au respect strict des conditions suivantes, dont le gérant sera responsable :

- le placement de l'écran doit avoir lieu de préférence à l'intérieur tourné vers l'extérieur ou, à l'extérieur, sur une terrasse ;
- le nombre de spectateurs doit être limité au nombre de places assises possible sur la terrasse, dans le respect des mesures édictées par l'autorité fédérale (tables de 4, distantes de 1,5m...) ;
- l'autorisation devra être délivrée au cas par cas, après une analyse de risque réalisée en étroite collaboration entre la zone de police, la commune et le gérant, et ce, notamment au niveau de:
 - o la taille de l'écran ;
 - o l'endroit où celui-ci sera placé ;
 - o l'orientation de celui-ci en vue d'éviter des regroupements de masse ;
- les boissons devront être servies dans des gobelets en plastique ;
- le gérant devra veiller à ne plus délivrer de boissons/ nourriture en terrasse et faire évacuer sa terrasse pour 23h30 ;
- si la terrasse comprend une capacité supérieure à 100 personnes, un service de sécurité privée doit être présent en vue de faire respecter les mesures ;
- lors de l'analyse de risques, la nécessité de prévoir des mesures physiques particulières pourront être envisagées (exemple : placement de barrières type heras avec film opaque pour empêcher de voir les

matchs hors terrasse, etc) ;

- l'Horeca devra bien entendu respecter l'ensemble des mesures actuellement d'application pour le secteur à partir du 09/06/2021, en ce compris les heures de fermeture, même en cas de prolongation d'un match de foot au-delà de ces heures ;

Article 3

La présente ordonnance vaut injonction. Le non-respect de ce texte sera puni d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 24.06.2013 relatives aux sanctions administratives communales, à savoir maximum 350 €, conformément à l'article 11 du règlement général de police.

Article 4

Les services de police sont chargés de veiller au respect de la présente ordonnance.

Article 5

La présente ordonnance est d'application immédiate.

Article 6

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Politieverordening betreffende de uitzending van voetbalmatchen op openbare ruimte en in horecazaken

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikels 117, 134 en 135;

overwegende dat op grond van artikel 134, "in geval van ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, kan de burgemeester politieverordeningen maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven, met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd";

overwegende dat de burgemeester op 4 juni 2021 onderstaande verordening heeft uitgevaardigd en dat hij van mening was zich niet tot de gemeenteraad te moeten richten gezien de dringendheid van de situatie, zoals beschreven in de tekst van de verordening;

overwegende dat het is aangewezen dat de raad zich buigt over de bevestiging van die verordening, zo niet dan zal die vervallen;

BESLIST om de verordening van 4 juni 2021, die werd uitgevaardigd door burgemeester Vincent DE WOLF en waarvan de tekst de volgende is, te bevestigen:

De burgemeester,

overwegende dat het coronavirus Covid-19, dat in maart 2020 als een pandemie werd gekwalificeerd, een zeer besmettelijke ziekte is die doorgaans de longen en de luchtwegen aantast; dat het door de lucht wordt overgedragen van het ene individu op het andere; dat de overdracht van het virus lijkt plaats te vinden via alle mogelijke vormen van lozing via de mond en de neus;

overwegende dat het risico op de snelle verspreiding van de pandemie en de noodzaak om deze te onderdrukken om de gezondheid van de burgers en de opvangcapaciteit van de ziekenhuisinfrastructuur te beschermen een snelle tussenkomst van de overheden vereist;

overwegende dat alle overheden waakzaam zijn en alles in het werk stellen om de volksgezondheid te beschermen; dat in dit verband de federale fase van het nationale noodplan werd afgekondigd op 13 maart 2020 en dat deze fase het nemen van dwingende maatregelen op verschillende niveaus van het land met zich meebrengt; dat er sindsdien dringende maatregelen zijn genomen om de verspreiding van het Covid-19-coronavirus te beperken;

gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

gelet op artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; en met name het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötieën te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden;

gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, die regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen veroorzaken voor de inwoners;

gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28.09.2020 houdende wijziging van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 augustus 2020 houdende de verplichting van het te allen tijde dragen van een mondmasker op het openbaar domein en elke private maar publiek toegankelijke plaats over het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

gelet op de politieverordening van de gemeenteraad van 19 oktober 2020 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie;

gelet op de omzendbrief OOP 42quater van 02.06.2021 tot wijziging van de omzendbrief OOP 42ter betreffende het uitzenden van voetbalwedstrijden op een groot scherm op het Belgische grondgebied en de organisatie van evenementen gelieerd aan voetbal;

gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus Covid-19 te beperken;

overwegende dat, hoewel alle indicatoren met betrekking tot het beheer van de pandemie in België de laatste tijd in het groen staan, de ernst van de ziekte en de huidige epidemiologische situatie nog steeds aanzienlijke aandacht vereisen op het vlak van de sociale contacten en de naleving van de barrièregebaren en de sociale afstand;

overwegende dat het belangrijk is om bijzondere aandacht te besteden aan situaties die een groot risico op de verspreiding van het virus inhouden; dat sommige samenscholingen in de openlucht een gevaar inhouden voor de volksgezondheid aangezien de bevolking zich daar dicht op elkaar bevindt en het risico bestaat dat de sociale afstand niet wordt nageleefd;

overwegende dat in juni en juli 2021 het Europees kampioenschap voetbal Euro 2020 plaatsvindt; dat de matches in het verleden werden uitgezonden in de openbare ruimte (grote schermen) en op kleinere schermen in horecazaken;

overwegende dat de ervaring van de vorige jaren ons heeft geleerd dat deze twee soorten uitzendingen, ook al vinden sommige daarvan plaats in de openlucht, een grote toeloop met zich meebrengen en daardoor een verhoogd risico vormen op mogelijke besmetting met Covid-19, vooral omdat de sociale afstand er niet altijd kan worden nageleefd;

overwegende dat, over 't geheel genomen, en ondanks de vooruitgang van de vaccinatiecampagne in België, de mensen de maatregelen inzake de sociale afstand, en in het bijzonder een afstand van ten minste 1,5 meter tussen elke persoon, strikt moeten blijven naleven;

overwegende dat het voorzorgsprincipe rechtvaardigt dat de lokale overheden maatregelen nemen om de veiligheid van de bevolking te garanderen;

overwegende dat de korpschef van de politiezone Montgomery een negatief advies geeft voor de plaatsing van grote schermen, voornamelijk omdat de federale en gewestelijke gezondheidsmaatregelen nog steeds strikt van toepassing zijn en het aantal deelnemers voor dit soort evenementen bijvoorbeeld beperkt is tot 400 personen tot 30 juni en tot 2.500 vanaf 1 juli; dat het aantal mensen dat zich meldt op de site veel hoger dreigt te liggen dan dat cijfer waardoor er waarschijnlijk samenscholingen zullen ontstaan die moeilijk in goede banen zijn te leiden in het licht van de huidige gezondheidssituatie;

overwegende dat het advies daarentegen wel positief is voor de plaatsing van schermen op terrassen van cafés en restaurants die daarvoor een aanvraag indienen op voorwaarde dat bepaalde voorwaarden strikt worden nageleefd en dat de uitbater hiervoor verantwoordelijk is;

gelet op het advies van de Conferentie van de burgemeester van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat in geval van ernstige, onvoorziene gebeurtenissen die een dringende reactie vereisen, de burgemeester het recht heeft de gemeenteraad te vervangen om de regelgevende bevoegdheid van de gemeentepolitie uit te oefenen;

overwegende dat het, gezien de dringendheid en de noodzaak om deze verordening uit te voeren en de bevolking adequaat te informeren, niet mogelijk is om de gemeenteraad tijdig bijeen te roepen;

gelet op de afweging van de belangen;

gelet op de bovenstaande motieven;

gelet op de dringendheid;

VERORDENT WAT VOLGT

Artikel 1

De uitzending van voetbalmatchen van Euro 2020 op grote schermen is verboden op het grondgebied van Etterbeek.

Artikel 2

De uitzending van voetbalmatchen van Euro 2020 op kleinere schermen kan worden toegelaten in Etterbeekse horecazaken die daarvoor een aanvraag indienen bij de gemeente.

De volgende voorwaarden moeten strikt worden nageleefd om de matches te mogen uitzenden en de uitbater is hiervoor verantwoordelijk:

- Het scherm wordt bij voorkeur binnen geplaatst en naar buiten gedraaid of buiten op een terras geplaatst.
- Het aantal toeschouwers moet beperkt zijn tot het aantal mogelijke zitplaatsen op het terras in naleving van de maatregelen van de federale overheid (tafels van vier, afstand van 1,50 meter...).
- De vergunning wordt geval per geval uitgereikt na een risicoanalyse die wordt uitgevoerd in nauwe samenwerking tussen de politiezone, de gemeente en de uitbater, en dat in het bijzonder met betrekking tot:
 - • de grootte van het scherm,
 - • de plaats waar dat scherm wordt geïnstalleerd,
 - • de richting van het scherm om grote samenscholingen te vermijden.
- Drank wordt geserveerd in plastic bekertjes.
- De uitbater moet ervoor zorgen dat er geen drank of eten meer wordt geserveerd op het terras en dat iedereen het terras heeft verlaten om 23.30 uur.
- Als het terras een capaciteit van meer dan 100 personen heeft moet een privaat securitybedrijf aanwezig zijn om de maatregelen te doen naleven.
- Bij de risicoanalyse kan worden beslist dat er specifieke fysieke maatregelen noodzakelijk zijn (bijvoorbeeld de plaatsing van Heras-hekken met een ondoorschijnende doek om te vermijden dat de matches ook van buiten het terras zichtbaar zijn).
- De horecazaken moeten uiteraard alle maatregelen respecteren die momenteel van toepassing zijn voor de sector vanaf 09/06/2021, met inbegrip van de sluitingsuren, zelfs wanneer een voetbalmatch wordt verlengd na die uren.

Artikel 3

Deze verordening geldt als bevel. De niet-naleving van deze tekst wordt bestraft met een administratieve boete tegen de tarieven voorzien in de wet van 24.06.2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, met name 350 euro, in overeenstemming met artikel 11 van het algemeen politiereglement.

Artikel 4

De politiediensten zullen toezien op de naleving van deze verordening.

Artikel 5

Deze verordening is onmiddellijk van toepassing.

Artikel 6

In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van deze ordonnantie ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van

State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

15 **Protocole d'accord relatif au centre d'accueil de demandeurs de protection internationale Froissart - Adoption.**

Le Conseil communal,

Considérant le New Samusocial a obtenu de Fedasil la gestion, à partir du 26 mai 2021 et pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 26 novembre 2021, d'un centre d'accueil de demandeurs de protection internationale, situé rue Froissart 38 à 1040 Etterbeek ;

Considérant que la Zone de Police Montgomery et le New Samusocial entendent collaborer pour assurer un fonctionnement aussi harmonieux que possible du Centre d'Accueil en étroite collaboration avec Fedasil et la Commune d'Etterbeek ;

Considérant qu'il convient de fixer les contours de cette collaboration dans un protocole d'accord entre toutes les parties ;

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment son article 117 ;

DECIDE d'adopter le protocole d'accord ci-dessous :

Protocole d'accord relatif au centre d'accueil de demandeurs de protection internationale Froissart

ENTRE :

• **Le New Samusocial** dont le siège social est situé Boulevard Point Carré, 68 à 1070 Bruxelles, représentée par Monsieur Roy Sébastien en sa qualité de Directeur Général.

Dénoté ci-après, le *New Samusocial*

ET :

• **Fedasil**, dont le siège central est situé rue des Chartreux 21 à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Michael Kegels en sa qualité de Directeur général.

Dénoté ci-après, «*Fedasil* »

ET :

• **La Zone de police Montgomery**, dont le siège est situé chaussée Saint-Pierre, 122 à 1040 Bruxelles, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Président du Collège de police et Monsieur Michaël JONNIAUX, Chef de Corps

Dénotée ci-après, la «*Zone de police*»

ET :

• **La commune d'Etterbeek**, située avenue d'Auderghem 115 à 1040 Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale f. f.

Dénommée ci-après la « *Commune D'Etterbeek* »

Les parties au présent protocole d'accord (ci-après, le « *Protocole* ») étant dénommées les « *Parties* ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le New Samusocial a obtenu de Fedasil la gestion, à partir du 26 mai 2021 et pour une durée maximale de 6 mois, soit jusqu'au 26 novembre 2021, d'un centre d'accueil de demandeurs de protection internationale situé rue Froissart 38 à 1040 Etterbeek (ci-après, le « *Centre d'Accueil* »).

La Zone de Police et le New Samusocial entendent collaborer pour assurer un fonctionnement aussi harmonieux que possible du Centre d'Accueil en étroite collaboration avec Fedasil et la Commune d'Etterbeek.

Le présent protocole a pour but de définir les éléments essentiels de cette collaboration entre les Parties concernant la gestion du Centre d'Accueil, et ce, pour une durée maximale de 6 mois.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Responsabilité, représentation et personne de contact

1.1 Il est expressément convenu que le New Samusocial et Fedasil sont solidairement responsables du respect de toutes les obligations mises à charge du Centre d'Accueil par le Protocole.

1.2 Pour les besoins de l'exécution du Protocole et en particulier de son article 6, la Zone de police est représentée par son Chef de Corps, Monsieur Michaël Jonniaux et le Centre d'Accueil est représenté par sa coordinatrice générale, Madame Marina Delhumeau, le tout sans préjudice des dispositions régissant la représentation légale de la Zone de police et du Centre d'Accueil.

1.3 La Zone de police et le Centre d'Accueil désignent chacun un de leurs membres pour effectuer le suivi quotidien de l'exécution du Protocole et pour servir de point de contact et de personne ressource pour toutes les questions liées à la gestion journalière du Centre d'Accueil. Sauf lorsqu'une disposition spécifique en décide autrement, les échanges d'informations prévus dans le Protocole seront adressés aux personnes mentionnées ci-dessous.

Pour la Zone de police, il s'agit du 1er Commissaire de police René Stormacq (ci-après, la « *Personne de Contact de la Zone de police* »), joignable par téléphone au numéro 02/788 9110, par GSM au numéro 0479/394.634 et par mail à l'adresse Rene.Stormacq@police.belgium.eu.

Pour le Centre d'Accueil, il s'agit de Madame Sonia Mendès (ci-après, la « *Personne de Contact pour le Centre d'Accueil* »), joignable par téléphone au numéro 0488.92.07.45 et par mail à l'adresse sonia.mendes@samusocial.be.

1.4 Tant le Chef de Corps que la Personne de Contact de la Zone de police veilleront à avertir le Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek de tout fait significatif porté à leur connaissance dans le cadre de l'exécution du Protocole.

Article 2 - Contrôle et inscription des demandeurs de protection internationale arrivant dans le

Centre d'Accueil

2.1 Le Centre d'Accueil enverra quotidiennement à la Personne de Contact de la Zone de police une liste des demandeurs de protection internationale qui, dans les 24h précédentes, sont arrivés dans le Centre d'Accueil ou ont quitté le Centre d'Accueil. Cette liste doit contenir les noms, prénoms et dates de naissance de ces demandeurs de protection internationale, la composition de leur cellule familiale, leur numéro du registre national, le numéro de la chambre attribuée dans le Centre d'Accueil à chaque personne concernée et les informations relatives à leur statut dans le cadre des procédures justifiant leur présence dans le Centre d'Accueil.

2.2 La Zone de police effectuera, si possible dans la semaine qui suivra l'arrivée de chaque demandeur de protection internationale dans le Centre d'Accueil et pour autant que les documents nécessaires aient été adressés à la Commune d'Etterbeek, les démarches nécessaires pour aider à l'inscription de chaque demandeur de protection internationale à la Commune d'Etterbeek. Afin d'accroître l'efficacité du contrôle de résidence qui doit être effectué dans ce cadre, la Zone de police pourra choisir d'annoncer à l'avance au Centre d'Accueil la date de ce contrôle. Dans ce cas, le Centre d'Accueil informera ensuite chacun des demandeurs de protection internationale visés par le contrôle de résidence et leur demandera d'être présents le jour où ce contrôle doit être effectué.

Article 3 - Identification

3.1 Le Centre d'Accueil demandera à chaque demandeur de protection internationale de se munir en permanence de tous les documents légaux permettant son identification, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Centre d'Accueil.

3.2 À son arrivée au Centre d'Accueil, chaque demandeur de protection internationale reçoit un badge personnel sur lequel figurent son nom, son prénom et sa photo. Ce badge ne constitue en aucun cas un document légal d'identité, mais permet au demandeur de protection internationale d'accéder plus facilement à certains services offerts au sein du Centre d'Accueil.

Le Centre d'Accueil conseillera aux demandeurs de protection internationale de porter leur badge personnel en permanence afin de permettre une identification plus rapide, étant entendu que le port de ce badge personnel ne pourra en aucun cas être imposé.

Article 4 – Informations relatives aux incidents et aux risques potentiels pour la sécurité

Les incidents survenant au sein du centre font l'objet d'une communication permanente entre Fedasil et le New Samusocial.

En outre, chaque incident fait l'objet d'une analyse de risque en interne et d'une fiche incident qui seront rédigées par le New Samusocial.

Fedasil a développé deux procédures de signalement des incidents : « Droit commun » et « Radicalisme » ; ces deux procédures se traduisent concrètement par l'emploi de deux modèles de formulaires (annexe 1 et annexe 2).

De manière générale, toute fiche d'incident est transmise par le New Samusocial à Fedasil et, en parallèle, directement en copie à la Personne de Contact de la Zone de police.

Les formulaires « Radicalisme » sont analysés par Fedasil, qui transforme ensuite ces formulaires en fiches destinées à l'Office des Etrangers. Copie de ces fiches est adressée, en parallèle, à la Personne de Contact de la Zone de police.

Article 5 - Echange d'informations entre le Centre d'Accueil et la Zone de police

5.1 Sans préjudice des dispositions légales applicables, le Centre d'Accueil veillera à communiquer

quotidiennement à la Personne de Contact de la Zone de police toutes les informations dont il dispose concernant les demandeurs de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil. Ces informations comprennent, outre ce qui est indiqué aux points 2.1 et 3.1 du Protocole, les liens de parenté avec d'autres demandeurs de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil, l'état des procédures dans lesquelles le demandeur de protection internationale est engagé et une photo.

5.2 Le Centre d'Accueil tient un registre de toutes les personnes qui pénètrent dans le Centre d'Accueil en tant que visiteurs. Ce registre est rempli sur base de la carte d'identité dont la présentation est demandée à chaque visiteur. Les informations reprises dans ce registre sont transmises à la Zone de police sur simple demande et dans le strict respect des dispositions légales applicables.

Le Centre d'accueil signalera immédiatement et de sa propre initiative à la Personne de Contact de la Zone de Police toutes les personnes et tous les véhicules suspects aperçus à proximité du Centre d'Accueil. S'il estime que la présence de personne(s) et/ou véhicule(s) suspect(s) requière la prise de mesures urgentes, il avertira le Dispatching de la Zone de police conformément à ce qui est stipulé au point 7.3 du Protocole.

5.3 Sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 4 du Protocole, le Centre d'Accueil informe immédiatement la Personne de Contact de la Zone de police de tout incident survenu dans l'espace public impliquant un demandeur de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil et de tous les risques identifiés ou suspectés dans et autour du Centre d'Accueil, notamment en vue d'assurer la sécurité des demandeurs de protection internationale résidant dans le Centre d'Accueil et du personnel du New Samusocial.

Un relevé de ces « incidents et risques de sécurité » sera préparé par le Centre d'Accueil et son contenu sera communiqué de manière quotidienne à la Personne de Contact de la Zone de police, dans le strict respect des dispositions légales applicables.

5.4 Sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 9 du Protocole, le Centre d'Accueil et la Zone de police veilleront à communiquer, par l'intermédiaire de leurs Personnes de Contact, au sujet des activités se déroulant ou des événements survenant à proximité du Centre d'Accueil et qui pourraient justifier une vigilance accrue en matière d'ordre public ou des mesures concernant la sécurité du Centre d'Accueil, des personnes qui y résident ou y travaillent, des riverains ou en matière de mobilité.

Article 6 - Modalités de concertation

6.1 Les Personnes de Contact identifiées au point 1.3 du Protocole prennent contact de manière régulière pour discuter des problèmes quotidiens qui se posent dans le cadre du Protocole et du fonctionnement du Centre d'Accueil ainsi que de toutes les informations, questions et instructions relatives à la sécurité dans et autour du Centre d'Accueil.

6.2 Les représentants du Centre d'Accueil et de la Zone de police identifiés au point 1.2 du Protocole organisent une concertation globale tous les mois. Au cours de cette concertation, tous les aspects de ce Protocole seront évalués. Sur la base d'un résumé des informations pertinentes, les participants à cette concertation globale réaliseront une analyse de la situation du Centre d'accueil et de ses résidents sur le plan de la sécurité.

Le lieu, la date, l'heure et les autres modalités pratiques de cette concertation globale seront déterminés de commun accord par les participants. Les résultats de ces concertations globales ne sont en aucun cas destinés à la publication, mais serviront à améliorer la coopération entre les Parties ainsi qu'à formuler et à mettre en œuvre d'éventuels projets d'amélioration.

Article 7 - Interventions au sein du Centre d'Accueil

7.1 En ce qui concerne les missions et les interventions effectuées ainsi que les mesures prises par la Zone

de police que ce soit de sa propre initiative, à la demande des autorités judiciaires ou administratives ou pour répondre à une demande d'assistance du Centre d'Accueil, une distinction est faite entre les missions, interventions et mesures urgentes et les missions, interventions et mesures non urgentes.

L'urgence existe lorsque des missions et des interventions doivent être effectuées ou des mesures prises, sans délai, par la Zone de police dans le cadre de l'exécution d'une ou plusieurs de ses missions de police administrative ou judiciaire.

7.2 En cas de mission, d'intervention ou de mesure non urgente, la Zone de police se concertera autant que possible avec le Centre d'Accueil. Sans préjudice du strict respect des dispositions légales régissant les missions et interventions effectuées ainsi que les mesures prises par la Zone de police, tant en matière judiciaire qu'administrative, des informations seront échangées entre le Centre d'Accueil et la Zone de police afin de s'assurer que la mission, l'intervention ou la prise de mesures se déroule le mieux possible et dans le respect de la vie privée des demandeurs de protection internationale qui résident dans le Centre d'Accueil. Dans la mesure du possible, la Zone de police tiendra compte à cet égard des recommandations qui pourraient être formulées par le Centre d'Accueil.

Le Centre d'Accueil s'efforcera de prendre, au préalable et dans les limites de ses capacités d'action, des mesures destinées à faciliter la mission, l'intervention ou la prise de mesure annoncée par la Zone de police. Lors de cette mission ou intervention ou lors de la mise en œuvre de cette mesure, le Centre d'Accueil fournira ses meilleurs efforts afin que la Zone de police puisse travailler dans de bonnes conditions. Les actes qui peuvent être posés pour assister la Zone de police comprennent notamment le fait d'accompagner les membres de la Zone de police jusqu'aux locaux occupés par les résidents concernés, l'assistance à la préparation des bagages en cas de transfert d'un ou plusieurs résidents, le maintien des tierces personnes à distance, la désescalade de la communication avec les résidents du Centre d'Accueil, la mise à disposition d'un local permettant à la Zone de police de mener des entretiens ou des auditions dans de bonnes conditions ou toute autre action raisonnablement demandée par les membres de la Zone de police et ce, dans le strict respect des dispositions légales régissant l'activité et les prérogatives de chacune des Parties.

En cas d'intervention destinée à assurer le transfert d'un résident du Centre d'Accueil vers un centre fermé, la Zone de police préparera cette intervention en concertation avec le Centre d'Accueil et l'Office des Etrangers. La Zone de police et le Centre d'Accueil s'efforceront de travailler de manière concertée afin que l'intervention destinée à assurer ce transfert puisse être réalisée dans le respect de la vie privée des résidents du Centre d'Accueil.

7.3 Dans le cadre des interventions, missions ou prises de mesures urgentes, le Centre d'Accueil fournira également ses meilleurs efforts afin que la Zone de police puisse travailler dans de bonnes conditions et la Zone de police s'efforcera, dans la mesure du possible, de respecter la vie privée des demandeurs de protection internationale qui résident dans le Centre d'Accueil.

Les demandes d'interventions, de missions ou de prise de mesures urgentes concernant le Centre d'Accueil seront adressées au Dispatching de la Zone de police, qui est joignable au numéro 02/788.53.43.

Afin de permettre et de faciliter ces interventions, missions ou prises de mesures urgentes, le New Samusocial veillera à ce que la porte principale du Centre d'Accueil soit toujours munie d'un système permettant 24h sur 24 et 7j sur 7 aux membres du Service Intervention de la Zone de police de pénétrer dans le Centre d'Accueil sans délai et sans devoir bénéficier de l'assistance du personnel du New Samusocial ou de toute autre personne se trouvant dans le Centre d'Accueil. Il est évident que cette solution ne sera utilisée que si le garde en principe présent à l'accueil du centre n'est pas en mesure d'y donner accès aux policiers ! En outre, le New Samusocial s'assurera qu'un membre de son personnel est en permanence joignable au numéro 02/267.67.02 pour toute question, demande ou nécessité d'intervention de la zone de police.

Dans le cadre des organes de concertation mentionnés à l'article 6 du Protocole et sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 10 du Protocole, la Zone de police et le Centre d'Accueil s'efforceront d'élaborer conjointement des modalités d'action permettant de faciliter les interventions, missions ou prises de

mesures urgentes de la Zone de police.

7.4 Tous les contacts avec les médias au sujet d'une intervention, mission ou prise de mesures de police administrative ou judiciaire en général et prises par la Zone de police en particulier, concernant le Centre d'Accueil, doivent être renvoyés au Chef de Corps et au Directeur du Centre d'Accueil, qui s'adresseront aux médias après s'être concertés et, en ce qui concerne le Chef de Corps, après consultation des autorités judiciaires et administratives concernées.

Article 8 – Collaboration concernant l'information des demandeurs de protection internationale qui résident dans le Centre d'Accueil

8.1 Le Centre d'Accueil organisera, à chaque nouvelle arrivée de demandeur(s) de protection internationale, une séance d'accueil expliquant les règles de fonctionnement du Centre d'Accueil. Le Centre d'Accueil sensibilisera également ses résidents sur certaines questions spécifiques (par exemple le traitement des déchets, les règles à respecter sur la voie publique ou la sécurité dans les transports) que le Centre d'Accueil considérerait comme particulièrement importantes ou auxquelles la Zone de police lui aurait demandé de prêter une attention particulière. Dans ce dernier cas, le Centre d'Accueil pourra demander l'assistance de la Zone de police pour sensibiliser ses résidents sur cette ou ces questions spécifiques.

8.2 La Zone de police réalisera un flyer d'information destiné aux résidents du Centre d'accueil, détaillant les règles de sécurité qui doivent être suivies au sein de la Commune d'Etterbeek en général et du quartier de la place Jourdan en particulier, notamment lors des événements d'ampleur internationale qui y sont organisés.

8.3 La Zone de police se tient à la disposition du Centre d'Accueil pour organiser, à une date à convenir, un workshop sur le rôle et les missions de la police belge ainsi que les droits et devoirs des citoyens. La Zone de police pourra également aborder à l'occasion de ce workshop des thèmes spécifiques touchant à la sécurité des riverains et des résidents du Centre d'accueil que le Centre d'Accueil aurait portés à son attention.

Article 9 – Sommets européens, événements d'ampleur internationale et vie quotidienne autour du centre

9.1 Lors des sommets européens et événements d'ampleur internationale qui se tiendront à Bruxelles et pour toute la durée de chaque sommet, le New Samusocial peut, en concertation avec la police, mettre à disposition 4 agents pour le contrôle d'accès ou la surveillance d'un périmètre de sécurité qui sera déterminé par le Bourgmestre, sur avis du Chef de Corps.

Ces agents pourront également patrouiller dans ce périmètre.

La mission et les prérogatives précises de ces agents de sécurité seront également déterminées par une ordonnance du Conseil Communal d'Etterbeek et ce, dans le cadre de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.

La Zone de police s'engage à communiquer les dates des sommets européens et événements d'ampleur internationale pour lesquels le New Samusocial devra fournir les services décrits ci-dessus le plus tôt possible et au plus tard 48h avant le moment où ces services sont requis. Ces informations seront communiquées à Madame Sonia Mendès et Madame Marina Delhumeau.

9.2 Durant ces sommets européens et événements d'ampleur internationale, le New Samusocial s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre un déroulement paisible de ceux-ci. Il s'engage notamment à :

- encourager les résidents à ne pas sortir du Centre d'Accueil pendant des créneaux horaires que la Zone de

police considère plus critiques du point de vue de la sécurité, comme par exemple les heures d'arrivée et de départ des délégations étrangères, étant entendu qu'aucune interdiction de sortie ne pourra être imposée.

- encourager les résidents du Centre d'Accueil à ne pas recevoir de visite pendant toute la durée des sommets européens et événements d'ampleur internationale dont les dates auront été communiquées en application de l'article 9.1 du Protocole, étant entendu qu'aucune interdiction de visite ne pourra être imposée.

La Zone de police s'engage à communiquer ces créneaux horaires plus critiques au New Samusocial le plus tôt possible compte tenu de l'ensemble des impératifs de sécurité à considérer. Ces informations seront communiquées à Mme Sonia Mendès.

Pendant ces sommets européens et événements d'ampleur internationale la Personne de Contact de la Zone de police et la personne de contact pour le Centre d'Accueil veilleront à rester en permanence joignables aux numéros de téléphone indiqués au point 1.3 du Protocole pour régler les mouvements et incidents dus aux résidents du Centre d'Accueil.

9.3 Le New Samusocial mettra en place fréquemment, avec une attention particulière les soirs et les week-ends, des maraudes avec plusieurs agents issus de son personnel dans le quartier. Le tout, en collaboration avec le service de la prévention communale, afin de pouvoir sensibiliser les résidents qui se promènent à proximité du centre aux dynamiques sociales et économiques du quartier et prévenir ainsi toute problématique éventuelle.

Article 10 – Plans d'urgence

10.1 Le New Samusocial, en sa qualité de gestionnaire du Centre d'Accueil, transmettra à la Zone de police, dans les meilleurs délais et au plus tard le 14 juin 2021, son Plan Interne d'Urgence ainsi que les plans détaillés du Centre d'Accueil, en ce compris les plans du site une fois finalisé.

10.2 La commune d'Etterbeek évaluera l'opportunité de rédiger, sur cette base, un Plan Particulier d'Urgence et d'Intervention pour le Centre.

Article 11 - Durée de la convention

Le présent protocole prendra fin le 26 novembre 2021.

Fait à ETTERBEEK, le _____, en 4 originaux, chacune des Parties ayant reçu un original.

Pour le New Samusocial,

Pour Fedasil

Pour la Zone de police Montgomery

Pour la Commune d'Etterbeek

Intentieverklaring betreffende het Froissart-opvangcentrum voor verzoekers om internationale

bescherming - Goedkeuring.

De gemeenteraad,

overwegende dat New Samusocial van Fedasil het beheer heeft gekregen over een opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming, dat is gelegen op de Froissartstraat 38 in 1040 Etterbeek, en dat vanaf 26 mei 2021 voor een periode van 6 maanden, met name tot 26 november 2021;

overwegende dat de politiezone Montgomery en New Samusocial willen samenwerken om het opvangcentrum zo vlot mogelijk te laten functioneren, in nauwe samenwerking met Fedasil en de gemeente Etterbeek;

overwegende dat de krijtlijnen van die samenwerking moeten worden vastgelegd in een protocolakkoord tussen alle partijen;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117;

BESLIST om het onderstaande protocolakkoord goed te keuren.

Protocolakkoord betreffende het opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming Froissart

TUSSEN:

- **New Samusocial** waarvan de maatschappelijke zetel is gelegen op de Poincarélaan 68 in 1070 Brussel en dat vertegenwoordigd wordt door de heer Roy Sébastien in zijn hoedanigheid van algemeen directeur,

hierna “New Samusocial” genoemd,

EN:

- **Fedasil** waarvan de maatschappelijke zetel is gelegen op de Kartuizersstraat 21 in 1000 Brussel en dat vertegenwoordigd wordt door de heer Michael Kegels in zijn hoedanigheid van algemeen directeur,

hierna “Fedasil” genoemd,

EN:

- **de politiezone Montgomery**, waarvan de zetel is gelegen op de Sint-Pieterssteenweg 122 in 1040 Brussel en die wordt vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, voorzitter van het politiecollege, en de heer Michaël Jonniaux, korpschef,

hierna de “politiezone” genoemd,

EN:

- **de gemeente Etterbeek**, gelegen Oudergemlaan 115 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris,

hierna de “gemeente” genoemd,

De partijen van dit protocolakkoord (hierna “protocol” genoemd) worden samen “de partijen” genoemd.

WORDT VOORAF UITEENGEZET WAT VOLGT:

New Samusocial heeft van Fedasil het beheer gekregen over een opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming, dat is gelegen op de Froissartstraat 38 in 1040 Etterbeek (hierna “opvangcentrum” genoemd) en dat vanaf 26 mei 2021 voor een periode van maximaal 6 maanden, met name tot 26 november 2021.

De politiezone en New Samusocial willen samenwerken om het opvangcentrum zo vlot mogelijk te laten functioneren, in nauwe samenwerking met Fedasil en de gemeente Etterbeek.

De bedoeling van dit protocol is om de elementen te bepalen die van essentieel belang zijn voor de samenwerking tussen de partijen met betrekking tot het beheer van het opvangcentrum en dat voor een periode van maximaal 6 maanden.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 – Aansprakelijkheid, vertegenwoordiging en contactpersoon

1.1 Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat New Samusocial en Fedasil hoofdelijk aansprakelijk zijn voor de naleving van alle verplichtingen die worden opgelegd aan het opvangcentrum door het protocol.

1.2 Voor de uitvoering van dit protocol en in het bijzonder artikel 6 wordt de politiezone vertegenwoordigd door zijn korpschef, de heer Michaël Jonniaux, en wordt het opvangcentrum vertegenwoordigd door de algemeen coördinatrice, mevrouw Marina Delhumeau, onverminderd de bepalingen die de wettelijke vertegenwoordiging van de politiezone en het opvangcentrum regelen.

1.3 De politiezone en het opvangcentrum duiden elk een van hun leden aan om de uitvoering van het protocol dagelijks op te volgen en om op te treden als contactpersoon en aanspreekpunt voor alle vragen in verband met het dagelijkse beheer van het opvangcentrum. Behalve wanneer een specifieke bepaling anders beslist, gebeurt de uitwisseling van informatie in het kader van dit protocol via de onderstaande personen.

Voor de politiezone gaat het over eerste politiecommissaris René Stormacq (hierna de “contactpersoon van de politiezone” genoemd), die bereikbaar is op het nummer 02 788 91 10, op het gsm-nummer 0479 39 46 34 en via e-mail naar Rene.Stormacq@police.belgium.eu.

Voor het opvangcentrum is dat mevrouw Sonia Mendès (hierna de “contactpersoon van het opvangcentrum” genoemd), die bereikbaar is op het nummer 0488 92 07 45 en via e-mail naar sonia.mendes@samusocial.be.

1.4 Zowel de korpschef als de contactpersoon van de politiezone zullen de burgemeester van de gemeente Etterbeek op de hoogte brengen van alle belangrijke feiten die hen in het kader van de uitvoering van dit protocol ter kennis worden gebracht.

Artikel 2 – Controle en inschrijving van de verzoekers om internationale bescherming die aankomen in het opvangcentrum

2.1 Het opvangcentrum stuurt de contactpersoon van de politiezone elke dag een lijst van de verzoekers om internationale bescherming die in de afgelopen 24 uur zijn aangekomen in het opvangcentrum of die het opvangcentrum hebben verlaten. Die lijst bevat de naam, de voornaam en de geboortedatum van de verzoekers om internationale bescherming, hun gezinssamenstelling, hun rijksregisternummer, het nummer van de kamer die hen werd toegewezen in het opvangcentrum en informatie over hun statuut in het kader van de procedures die hun aanwezigheid in het opvangcentrum rechtvaardigen.

2.2 In de mate van het mogelijke onderneemt de politiezone in de week volgend op de aankomst van elke verzoeker om internationale bescherming in het opvangcentrum, voor zover de nodige documenten aan de gemeente Etterbeek werden bezorgd, de nodige administratieve stappen om te helpen bij de inschrijving van elke verzoeker om internationale bescherming in de gemeente Etterbeek. Om de verblijfscontroles die in dit kader moeten worden uitgevoerd doeltreffend te laten verlopen, kan de politiezone ervoor kiezen om de datum van de controle op voorhand mee te delen aan het opvangcentrum. In dat geval brengt het opvangcentrum vervolgens alle verzoekers om internationale bescherming voor wie de verblijfscontrole wordt uitgevoerd op de hoogte van die datum en vraagt het hen om aanwezig te zijn op de dag van de controle.

Artikel 3 – Identificatie

3.1 Het opvangcentrum vraagt aan elke verzoeker om internationale bescherming om op elk moment alle wettelijke documenten bij zich te hebben die hen kunnen identificeren, zowel in het opvangcentrum als erbuiten.

3.2 Bij aankomst in het opvangcentrum ontvangt elke verzoeker om internationale bescherming een persoonlijke badge met daarop zijn naam, voornaam en foto. Die badge is in geen geval een wettelijk identiteitsdocument, maar hij geeft de verzoeker om internationale bescherming gemakkelijker toegang tot bepaalde diensten die worden aangeboden in het opvangcentrum.

Het opvangcentrum raadt de verzoekers om internationale bescherming aan om hun persoonlijke badge permanent te dragen met het oog op een snelle identificatie met dien verstande dat het dragen van de persoonlijke badge in geen geval kan worden verplicht.

Artikel 4 – Informatie over incidenten en potentiële veiligheidsrisico's

Over incidenten die zich voordoen in het centrum wordt voortdurend gecommuniceerd tussen Fedasil en New Samusocial.

Bovendien wordt van elk incident een interne risicoanalyse en een incidentenfiche gemaakt door New Samusocial.

Fedasil heeft twee procedures uitgewerkt om incidenten te melden: “Gemene recht” en “Radicalisme”. Die twee procedures vertalen zich concreet in het gebruik van twee formuliermodellen.

Over het algemeen bezorgt New Samusocial elke incidentenfiche aan Fedasil en tegelijkertijd ook een kopie aan de contactpersoon van de politie.

De formulieren “Radicalisme” worden geanalyseerd door Fedasil, die deze formulieren vervolgens verwerkt tot fiches voor de dienst Vreemdelingenzaken. Een kopie van die fiches wordt tegelijkertijd bezorgd aan de contactpersoon van de politiezone.

Artikel 5 – Uitwisseling van informatie tussen het opvangcentrum en de politiezone

5.1 Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn, zorgt het opvangcentrum ervoor dat het elke dag alle informatie meedeelt aan de politiezone waarover het beschikt in verband met de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven. Behalve hetgeen wordt vermeld in punten 2.1 en 3.1 van het protocol omvat die informatie ook de familiebanden met andere verzoekers om internationale bescherming die in het centrum verblijven, de status van de procedures waarin de verzoeker om internationale bescherming is betrokken en een foto.

5.2 Het opvangcentrum houdt een register bij van alle personen die het opvangcentrum binnenkomen als bezoeker. Dat register wordt ingevuld op basis van de identiteitskaart die elke bezoeker moet voorleggen. De informatie uit dat register wordt op eenvoudig verzoek doorgestuurd naar de politiezone in strikte navolging van de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn.

Het opvangcentrum brengt de contactpersoon van de politiezone onmiddellijk en op eigen initiatief op de hoogte van alle verdachte personen en voertuigen die worden opgemerkt in de buurt van het opvangcentrum. Als het van mening is dat de aanwezigheid van verdachte perso(o)n(en) en/of voertuig(en) dringende maatregelen vereist, brengt het de dispatching van de politiezone op de hoogte in overeenstemming met punt 7.3 van het protocol.

5.3 Onverminderd de bepaling uit artikel 4 van het protocol brengt het opvangcentrum de contactpersoon van de politiezone onmiddellijk op de hoogte van elk incident dat zich voordoet in de openbare ruimte en waarbij een verzoeker om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijft is betrokken alsook van alle risico's die werden geïdentificeerd of verdacht in en rond het opvangcentrum, in het bijzonder om de veiligheid te garanderen van de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven en van het personeel van New Samusocial.

Het opvangcentrum bereidt een overzicht van die “incidenten en veiligheidsrisico's” voor en de inhoud ervan wordt dagelijks meegedeeld aan de contactpersoon van de politiezone in strikte naleving van de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn.

5.4 Onverminderd de bepaling uit artikel 9 van het protocol communiceren het opvangcentrum en de politiezone via hun contactpersonen met elkaar over activiteiten of evenementen die plaatsvinden in de buurt van het opvangcentrum en die een verhoogde waakzaamheid op het vlak van openbare orde zouden kunnen rechtvaardigen of maatregelen in verband met de veiligheid van het opvangcentrum, van de personen die er verblijven of werken en van de buurtbewoners of in verband met de mobiliteit.

Artikel 6 – Overlegmodaliteiten

6.1 De contactpersonen uit punt 1.3 van het protocol nemen regelmatig contact op met elkaar om de dagelijkse problemen te bespreken die zich voordoen in het kader van het protocol en de werking van het opvangcentrum alsook alle informatie, vragen en instructies in verband met de veiligheid in en rond het opvangcentrum.

6.2 De vertegenwoordigers van het opvangcentrum en de politiezone uit punt 1.2 van het protocol organiseren elke maand een globaal overleg. Tijdens dat overleg worden alle aspecten van dit protocol geëvalueerd. Op basis van een samenvatting van de relevantie informatie maken de deelnemers van het globaal overleg een analyse van de situatie van het opvangcentrum en zijn bewoners op het vlak van de veiligheid.

De plaats, de datum, het uur en de andere praktische afspraken in verband met dat globaal overleg worden onderling afgesproken tussen de deelnemers. De resultaten van het globaal overleg zijn in geen geval bedoeld voor publicatie, maar zullen worden gebruikt om de samenwerking tussen de partijen te verbeteren en eventuele verbeteringen te formuleren en door te voeren.

Artikel 7 – Interventies in het opvangcentrum

7.1 In het kader van de opdrachten en interventies die worden uitgevoerd en de maatregelen die de politiezone neemt op eigen initiatief, op vraag van de gerechtelijke of bestuurlijke autoriteiten of als reactie op een vraag om bijstand van het opvangcentrum, wordt een onderscheid gemaakt tussen dringende opdrachten, interventies en maatregelen en niet-dringende opdrachten, interventies en maatregelen.

Er is sprake van dringendheid wanneer de politiezone onmiddellijk opdrachten of interventies moet uitvoeren of maatregelen moet nemen in het kader van de uitvoering van een of meerdere van haar opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie.

7.2 In het geval van niet-dringende opdrachten, interventies of maatregelen zal de politiezone zoveel mogelijk overleggen met het opvangcentrum. Onverminderd de strikte naleving van de wettelijke

bepalingen die de opdrachten en interventies die worden uitgevoerd en de maatregelen die worden genomen door de politiezone regelen, zowel op gerechtelijk als bestuurlijk vlak, wordt informatie uitgewisseld tussen het opvangcentrum en de politiezone om ervoor te zorgen dat de opdrachten, de interventies en de maatregelen zo goed mogelijk verlopen met respect voor het privéleven van de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven. In de mate van het mogelijke houdt de politiezone in dat opzicht rekening met de maatregelen die het opvangcentrum zou kunnen formuleren.

Het opvangcentrum tracht van tevoren en binnen de grenzen van zijn mogelijkheden maatregelen te treffen om de door de politiezone aangekondigde opdracht, interventie of maatregel te vergemakkelijken. Tijdens die opdracht of interventie of tijdens de uitvoering van die maatregelen, zal het opvangcentrum alles in het werk stellen om ervoor te zorgen dat de politiezone in goede omstandigheden kan werken. De acties die kunnen worden ondernomen om de politiezone bij te staan, zijn met name het begeleiden van de leden van de politiezone naar de lokalen waar de betrokken bewoners verblijven, het helpen bij de voorbereiding van de bagage in geval van overbrenging van één of meer bewoners, het op afstand houden van derden, het de-escaleren van de communicatie met de bewoners van het opvangcentrum, de terbeschikkingstelling van een ruimte waar de politiezone onder goede omstandigheden gesprekken kan voeren of verhoren kan afnemen of elke andere actie waarom de leden van de politiezone redelijkerwijs verzoeken, met strikte inachtneming van de wettelijke bepalingen betreffende de activiteit en de prerogatieven van elk van de partijen.

In het geval van een interventie om een bewoner van het opvangcentrum over te brengen naar een gesloten centrum zal de politiezone die interventie voorbereiden in overleg met het opvangcentrum en de dienst Vreemdelingenzaken. De politiezone en het opvangcentrum zullen alles in het werk stellen om in overleg te werk te gaan zodat de interventie voor de overbrenging kan worden uitgevoerd met respect voor het privéleven van de bewoners van het opvangcentrum.

7.3 In het kader van dringende interventies, opdrachten of maatregelen stelt het opvangcentrum eveneens alles in het werk om ervoor te zorgen dat de politiezone onder goede omstandigheden kan werken en de politiezone zal in de mate van het mogelijke alles in het werk stellen om het privéleven van de verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven te respecteren.

Aanvragen voor dringende interventies, opdrachten of maatregelen in verband met het opvangcentrum worden bezorgd aan de dispatching van de politiezone, die bereikbaar is op het nummer 02 788 53 43.

Om deze dringende interventies, opdrachten of maatregelen mogelijk te maken en te vergemakkelijken, zal New Samusocial ervoor zorgen dat de hoofdingang van het opvangcentrum steeds is uitgerust met een systeem dat de leden van de Interventiedienst van de politiezone 24 uur op 24 en 7 dagen op 7 in staat stelt om het opvangcentrum onmiddellijk te betreden zonder te moeten worden bijgestaan door het personeel van New Samusocial of enig ander persoon in het opvangcentrum. Het spreekt voor zich dat deze oplossing enkel wordt gebruikt als de bewaker die in principe aanwezig is aan het onthaal van het centrum niet in staat is om de politieagenten toegang te geven! Bovendien zal New Samusocial ervoor zorgen dat er altijd een personeelslid bereikbaar is op het nummer 02 267 67 02 voor vragen, verzoeken of interventies van de politiezones.

In het kader van de overlegorganen uit artikel 6 van het protocol en onverminderd de bepaling uit artikel 10 van het protocol zullen de politiezone en het opvangcentrum alles in het werk stellen om samen actiemiddelen uit te werken om de dringende interventies, opdrachten of maatregelen van de politiezone te vergemakkelijken.

7.4 Alle contacten met de media over een interventie, een opdracht of een maatregelen van bestuurlijke of gerechtelijke politie in het algemeen uitgevoerd door de politiezone in het bijzonder betreffende het opvangcentrum, moeten worden doorverwezen naar de korpschef en de directeur van het opvangcentrum, die zich tot de media zullen richten na onderling overleg en, wat de korpschef betreft, na overleg met de bevoegde gerechtelijke en bestuurlijke autoriteiten.

Artikel 8 – Samenwerking in verband met de informatie van verzoekers om internationale bescherming die in het opvangcentrum verblijven

8.1 Het opvangcentrum organiseert voor elke nieuwe verzoeker om internationale bescherming een onthaalsessie waarop de werkingsregels van het opvangcentrum worden uitgelegd.

Het opvangcentrum zal zijn bewoners ook sensibiliseren in verband met bepaalde specifieke zaken (bijvoorbeeld afvalverwerking, regels op de openbare weg of veiligheid in het verkeer) die het opvangcentrum bijzonder belangrijk vindt of waarvoor de politiezone zou hebben gevraagd om er bijzondere aandacht aan te besteden. In dat laatste geval kan het opvangcentrum de hulp van de politiezone vragen om zijn bewoners te sensibiliseren in verband met die specifieke zaken.

8.2 De politiezone maakt een infolyer voor de bewoners van het opvangcentrum. Die flyer geeft een gedetailleerd overzicht van de veiligheidsregels die in de gemeente Etterbeek in het algemeen en in de wijk rond en Jourdanplein moeten worden nageleefd, in het bijzonder wanneer er internationale evenementen worden georganiseerd.

8.3 De politiezone staat ter beschikking van het opvangcentrum om, op een datum die zij overeenkomen, een workshop te organiseren over de rol en de taken van de Belgische politie en over de rechten en plichten van de burgers. De politiezone kan tijdens die workshop ook specifieke thema's aankaarten in verband met de veiligheid van de buurtbewoners of de bewoners van het opvangcentrum waarop het opvangcentrum de aandacht zou hebben gevestigd.

Artikel 9 – Europese toppen, internationale evenementen en dagelijks leven rond het centrum

9.1 Wanneer er Europese toppen of internationale evenementen plaatsvinden in Brussel en voor de volledige duur van elke top kan New Samusocial in overleg met de politie 4 agenten ter beschikking stellen voor toegangscontrole of bewaking van een veiligheidsperimeter, die wordt ingesteld door de burgemeester, op advies van de korpschef.

Die agenten kunnen ook patrouilleren in die perimeter.

De specifieke taken en voorrechten van die veiligheidsagenten worden ook vastgelegd in een verordening van de gemeenteraad van Etterbeek en dat in het kader van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

De politiezone verbindt zich ertoe de datum van de Europese toppen en internationale evenementen waarvoor New Samusocial de hierboven beschreven diensten moet leveren zo snel mogelijk en uiterlijk 48 uur voordat die diensten zijn vereist mee te delen. Die informatie wordt meegedeeld aan mevrouw Sonia Mendès en mevrouw Marina Delhumeau.

9.2 Tijdens die Europese toppen en internationale evenementen verbindt New Samusocial zich ertoe om alle nodige maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat die Europese toppen en internationale evenementen vreedzaam verlopen. New Samusocial verbindt zich er in het bijzonder toe om:

- de bewoners aan te moedigen om het opvangcentrum niet te verlaten tijdens de uren die volgens de politiezone kritiek zijn vanuit veiligheidsoogpunt zoals het uur van aankomst en vertrek van de buitenlandse delegaties, met dien verstande dat er geen enkel uitgaansverbod kan worden opgelegd.

- de bewoners van het opvangcentrum aan te raden om geen bezoek te ontvangen tijdens de volledige duur van de Europese toppen en internationale evenementen waarvan de datums zullen worden meegedeeld in toepassing van artikel 9.1 van dit protocol, met dien verstande dat er geen enkel verbod op bezoek kan worden opgelegd.

De politiezone verbindt zich ertoe die meest kritieke uren zo snel mogelijk mee te delen aan New Samusocial rekening houdend met alle veiligheidsmaatregelen die in acht moeten worden genomen. Die informatie wordt meegedeeld aan mevrouw Sonia Mendès.

Tijdens die Europese toppen en internationale evenementen zorgen de contactpersoon van de politiezone

en de contactpersoon van het opvangcentrum ervoor dat ze permanent bereikbaar zijn op de telefoonnummers die worden vermeld in punt 1.3 van het protocol om de bewegingen en incidenten die te wijten zijn aan bewoners van het opvangcentrum op te lossen.

9.3 New Samusocial zal regelmatig, en met bijzondere aandacht voor avonden en weekenden, patrouilles opzetten met verschillende medewerkers van zijn personeel in de wijk. Dat alles in samenwerking met de gemeentelijke preventiedienst om de bewoners die in de buurt van het centrum rondwandelen te sensibiliseren voor de sociale en economische dynamieken in de week en zo eventuele problemen te vermijden.

Artikel 10 – Noodplannen

10.1 Als beheerder van het opvangcentrum bezorgt New Samusocial zijn intern noodplan en de gedetailleerde plannen van het opvangcentrum, met inbegrip van de plannen van de site zodra die klaar zijn, zo snel mogelijk en uiterlijk op 14 juni 2021 aan de politiezone.

10.2 De gemeente Etterbeek zal op basis daarvan nagaan of het opportuun is om een specifiek nood- en interventieplan op te stellen voor het centrum.

Artikel 11 – Duur van de overeenkomst

Dit protocol eindigt op 26 november 2021.

Opgemaakt in ETTERBEEK op _____ in 4 originele exemplaren waarvan elke partij een origineel heeft ontvangen.

Voor New Samusocial

Voor Fedasil

Voor de politiezone Montgomery

Voor de gemeente Etterbeek

3 annexes / 3 bijlagen

*Meldingsfiche Radicalisme.xlsx, Fedasil - Fiche de Signalement - Radicalisme.xlsx,
201210_fiche_incident_v2.0_blanco_0 - F + N.xlsm*

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

16 Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la

Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 06/05/2021.

Objet : Remplacement des seize portiers vidéos de l'immeuble 2 rue de l'Etang- Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 8.000,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

Date : 06/05/2021.

Objet : Fourniture de bureau - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.700,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06/05/2021 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 06/05/2021.

Onderwerp: Vervanging van de zestien videodeursystemen van het gebouw 2 Vijverstraat - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 8.000,00 € (B.T.W. 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 06/05/2021.

Onderwerp: Levering van kantoorbenodigdheden - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.700,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 06/05/2021 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

17 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Ancien article 236 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **20/05/2021** :

Objet : Contrat de Quartier Durable – Etude pour la construction d'un immeuble à appartements sis rue de l'Orient 7/9 – Approbation de l'avenant 1.

Réestimation de la dépense : 18.500,00 € HTVA – 22.385,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 240.01 du budget extraordinaire 2021 de la Régie Foncière.

Attendu que ce marché est soumis à l'ancienne législation sur les marchés publics et les anciens articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi Communale ;

Attendu qu'en vertu de l'ancien article 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10%;

Attendu que si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10 %, le Collège communiquait sa décision au Conseil Communal pour information lors de sa plus prochaine séance (article 236 alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale);

DECIDE :

en application de l'ancien article 236 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20/05/2021 relative à l'étude pour la construction d'un immeuble à appartements sis 7/9 rue de l'Orient.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Vorige versie van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **20/05/2021** werd genomen:

Onderwerp: Duurzaam Wijkcontract – Studie voor de bouw van een flatgebouw gelegen 7/9 Morgenlandstraat – Goedkeuring van de amendement 1.

Raming van de uitgave: **18.500,00** € zonder B.T.W. – 22.385,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel 240.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid..

Overwegende dat deze opdracht aan de vorige versie van de wet inzake overheidsopdrachten en de vorige versie van artikels 234 à 236 van de Nieuwe Gemeentewet onderworpen is;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 236 van vorige versie van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen iedere wijziging die het bij de uitvoering nodig acht aan de overeenkomst kan aanbrenge, in zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10 % voortvloei;

Overwegende dat indien de wijziging een bijkomende uitgaven van meer dan 10 % veroorzaakt, het College zijn beslissing ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering mededeelt (artikel 236 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet);

BESLIST:

In toepassing van vorige versie van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 februari 2019 betreffende de studie voor de bouw van een flatgebouw gelegen 7/9 Morgenlandstraat.

18 Régie Foncière – Compte 2020.

Le Conseil Communal,

Vu les articles 261 à 263 de la Nouvelle Loi Communale organisant les Régies communales ;

Vu les articles 63 à 69 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06/11/2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'Arrêté Royal du 30 mars 1973 organisant en Régie le Service des achats et des ventes de propriétés communales à partir du 1er janvier 1973 ;

Vu le compte budgétaire 2020 dressé par le Trésorier de la Régie ;

Vu les comptes annuels au 31/12/2020 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10/06/2021 décidant d'approuver l'affectation provisoire du résultat ;

DECIDE :

d'approuver

1. le compte budgétaire 2020
2. le compte de résultat et le bilan au 31/12/2020

Regie van Grondbeleid – Rekening 2020.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 261 tot 263 van de Nieuwe Gemeentewet houdende organisatie van de Gemeentebedrijven ;

Gelet op artikel 63 tot 69 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 06/11/2003 betreffende de begrotingen van de Gemeentebedrijven ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 maart 1973 houdende in bedrijfstelling van de Dienst voor aan- en verkopen van gemeentelijke eigendommen vanaf 1 januari 1973 ;

Gezien de begrotingsrekening over 2020 opgesteld door de penningmeester van de Regie ;

Gezien de jaarlijkse rekeningen op 31/12/2020 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Burgemeester en Schepenen van 10/06/2021 die besloot de voorlopige bestemming van het resultaat goed te keuren;

BESLIST :

1. de begrotingsrekening over 2020
2. de resultatenrekening en de balans op 31/12/2020 goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

Compte 2020.pdf

19 Régie Foncière – Modification budgétaire n° 2.

Le Conseil Communal,

Vu l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 04/02/2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des Régies communales ;

Considérant que des travaux complémentaires sur le chantier de rénovation de l'immeuble sis chaussée de Wavre 508 et sur le chantier de construction du projet intergénérationnel, ont entraîné un dépassement de l'estimation de ces 2 projets ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 15/04/2021 : Régie Foncière - Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray – Travaux de restauration de la Maison Hap – Chaussée de Wavre 508 - Approbation de décomptes divers compris entre n°1 et n°128 ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 23/02/2017 : Contrat de

Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation de l'avenant 1 ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 12/12/2019 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires :

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 13/09/2020 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires – Avenant n°2 :

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 17/06/2021 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires – Avenant 3 ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 24/06/2021 : Régie Foncière - Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray – Travaux pour l'aménagement du Pôle 3 - Intergénération : salle polyvalente avenue d'Auderghem 219, crèche et logements avenue d'Auderghem 221, « Maison des Enfants » et logements avenue d'Auderghem 233, ludothèque avenue du Préau 24 – Approbation de décomptes divers entre n°1 et n°147 ;

Considérant que selon l'article 7 § 2 de l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, toute prévision de dépassement du montant du projet fixé lors de l'adjudication doit faire l'objet d'une modification budgétaire, de même que toute modification du mode de financement ;

Considérant le point 3.1.4 de la circulaire du 04/02/2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif aux modifications budgétaires qui prévoit que l'établissement d'une modification budgétaire est nécessaire lorsque le coût global d'un investissement doit être revu à la hausse en cours d'exercice et que dès lors les points 1, 2 et 3 du tableau du projet doivent être modifiés ;

Considérant que selon l'article 13 de l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, les modifications budgétaires sont soumises aux mêmes procédures que celles applicables au budget et qu'elles sont dûment justifiées pour chaque crédit budgétaire ;

Considérant qu'aucun délai n'est prévu pour l'introduction des modifications budgétaires, ni dans l'Arrêté, ni dans la circulaire ;

DECIDE :

Le budget patrimonial est modifié conformément aux fiches de projets d'investissements « Rénovation de l'immeuble 508 chaussée de Wavre » et « Projet intergénérationnel » ci annexées et le nouveau résultat du budget patrimonial est arrêté aux chiffres figurant au tableau 1 ci-après :

Article budgétaire	Budget initial	Augmentation	Diminution	Résultat
240 – Plans et études	459.490,00 €	64.500,00 €		523.990,00 €

242 – Travaux de construction et d'aménagement	5.748.000,00 €	1.262.000,00 €		6.740.000,00 €
151 – Subsidies de la Région	2.961.552,00 €	500.000,00 €		2.946.080,00 €
1710 – Emprunts à charge de la Régie	2.904.130,00 €	200.000,00 €		3.104.130,00 €
1711 – Emprunts à charge de la Commune	5.214.340,00 €	629.000,00 €		5.917.285,00 €

Regie van Grondbeleid – Begrotingswijziging nr 2.

De Gemeenteraad,

Gezien het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gezien de omzendbrief van 04/02/2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het financieel beheer van de Gemeentebedrijven;

Overwegende dat aanvullende werken op de renovatiewerf van het gebouw gelegen 508 Waversesteenweg en de bouwwerf van de intergenerationeel project, een overschrijding van de schatting van deze 2 projecten hebben veroorzaakt;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021: Regie van Grondbeleid – Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Restauratie van het Haphuis – Waversesteenweg 508 – Goedkeuring van diverse afrekeningen tussen nummer 1 en nummer 128;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 23 februari 2017: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Goedkeuring van aanhangsel 1;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 12 december 2019: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Goedkeuring van bijkomende erelonen;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 3 september 2020: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Aanhangsel 2;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 17 juni 2021: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Aanhangsel 3;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 14 juni 2021: Regie van Grondbeleid – Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Werken voor de

inrichting van Pool 3 “Intergeneraties”: polyvalente zaal Oudergemlaan 219, crèche en woningen Oudergemlaan 221, “Maison des Enfants”, speltheek Oudergemlaan 233, speltheek Pandhoflaan 24 – Goedkeuring van diverse afrekeningen tussen nummer 1 en nummer 147;

Overwegende dat volgens artikel 7 § 2 van het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, elke kredietoverschrijding van het bij de gunning gekende bedrag het voorwerp moet uitmaken van een begrotingswijziging; ook voor elke wijziging in de financieringswijze;

Overwegende dat punt 3.1.4 van de omzendbrief van 04/02/2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de begrotingswijzigingen, dat voorziet dat een begrotingswijziging dient opgemaakt te worden wanneer de totale kosten van een investering opwaarts herzien moeten worden tijdens het dienstjaar en bijgevolg de punten 1,2 en 3 van de projecttabel gewijzigd moeten worden;

Overwegende dat volgens artikel 13 van het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de begrotingswijzigingen aan dezelfde procedures zijn onderworpen als deze die toepasbaar zijn op de begroting, en dat zij voor elk krediet behoorlijk gerechtvaardigd moeten worden;

Overwegende dat geen enkel termijn voor de invoering van de begrotingswijzigingen wordt bepaald, noch in het besluit, noch in de omzendbrief;

BESLUIT de patrimoniale begroting wordt gewijzigd overeenkomstig met de hierbijgevoegde steekkaarten van de investeringsprojecten "Renovatie van het gebouw gelegen 508 Waversesteenweg" en "Intergenerationeel project" en het nieuwe resultaat van de patrimoniale begroting wordt vastgelegd in de cijfers die in de hierna vermelde tabel 1 voorkomen:

Begrotingsartikel	Oorspronkelijke begroting	Verhoging	Vermindering	Resultaat
240 – Studiekosten	459.490,00 €	64.500,00 €		523.990,00 €
242 – Bouw- en inrichtingswerken	5.748.000,00 €	1.262.000,00 €		6.740.000,00 €
151 – Subsidies Gewest	2.961.552,00 €	500.000,00 €		2.946.080,00 €
1710 – Leningen van de Regie	2.904.130,00 €	200.000,00 €		3.104.130,00 €
1711 – Leningen van de Gemente	5.214.340,00 €	629.000,00 €		5.917.285,00 €

2 annexes / 2 bijlagen

Projet Wavre 508.pdf, Proje Intergénérationnel.pdf

Coordination du projet Jardins de la Chasse - Coördinatie van het Jachthofproject

20 Etudes et construction de la nouvelle crèche sainte Geneviève et d'appartements. - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/JDC/01/2021 relatif au marché "Etudes et construction de la nouvelle crèche Sainte Geneviève et d'appartements." ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.403.793,94 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 104/72212-60 ;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/LG/JDC/01/2021 (en ce compris le programme de la crèche Ste Geneviève et des appartements) et le montant estimé du marché "Etudes et construction de la nouvelle crèche Sainte Geneviève et d'appartements.". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 3.403.793,94 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 104/72212-60.

Studies en opbouw van een nieuwe creche “Sainte Geneviève” en van appartementen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Studies en opbouw van een nieuwe creche Sainte Geneviève en van twee appartementen” een bestek met nr. TP/LG/JDC/01/2021 werd opgesteld ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 3.403.793,94 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikel 104/72212-60 van de buitengewone dienst;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/LG/JDC/01/2021 (inclusief het programma van de crèche van Ste Geneviève en de appartementen) en de raming voor de opdracht “Studies en opbouw van een nieuwe creche Sainte Geneviève en van appartementen”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 3.403.793,94 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikel 104/72212-60 van de buitengewone dienst.

6 annexes / 6 bijlagen

Checklist-Infrastructure-et-equipements.pdf, Infrastructure-2019.pdf, 2021_05_27_CCH - Modele 3P vdef.pdf, Qualite_sonore_2018.pdf, Controle_d_acces_-_L_accueil_de_l_enfance.pdf, Des-equipements-au-service-du-projet-d-accueil.pdf

Jeunesse - Jeugd

21 Asbl Atout Projet:comptes 2020 - budget 2021 + participation financière

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adoptés par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017;

Considérant que la participation financière de la commune dans l'asbl Atout Projet s'élève à 12 000€;

Considérant qu'une participation financière de 12 000 euros en faveur de l'asbl "Atout Projet" a été inscrite à l'article budgétaire 761/332-02/03 de 2020;

Considérant que l'asbl "Atout Projet" a introduit ses comptes 2020 et son budget 2021 en bonne et due forme;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle Loi Communale:

DECIDE

1. De prendre acte des comptes 2020 et du budget 2021 de l'asbl "Atout Projet", arrêtés au 31 décembre 2020, tels qu'ils sont repris en annexes.
2. De liquider la participation financière 2021 allouée à cette asbl.

Vzw Atout Projet: rekening 2020 - begroting 2021 + financiële bijdrage

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op de toekenning van subsidies goedgekeurd door de gemeenteraad op 18 september 2017;

overwegende dat een financiële bijdrage van de gemeente voor de vzw Atout Projet 12.000 euro bedraagt;

overwegende dat een financiële bijdrage van 12.000 euro ten gunste van de vzw Atout Projet werd ingeschreven op artikel 761/332-02/03 van de begroting van 2020;

overwegende dat de vzw "Atout Projet" haar rekeningen 2020 en haar begroting 2021 correct heeft ingediend;

gelet op artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

1. akte te nemen van de rekeningen 2020 en de begroting 2021 van de vzw "Atout Projet", afgesloten op 31 december 2020, zoals die in bijlage opgenomen zijn;
2. om de financiële bijdrage 2021 die wordt toegekend aan deze vzw te betalen

4 annexes / 4 bijlagen

201209 Atout projet - Budget 2021.ods, facture.pdf, ATOUT PROJET REALISATION 31122020.xlsx, ATOUT PROJET BILAN PROVISoire 31 12 2020.pdf

Crèches - Crèches

22 Crèche communale "Aimé Dupont" - Convention avec ladite crèche et "La Guise" asbl - 2021/2022

Le Conseil communal,

Considérant que l'asbl. « La Guise » propose d'organiser des séances de psychomotricité relationnelle pour les enfants fréquentant la crèche Aimé Dupont que, lors de ces séances les enfants sont accompagnés de leur puéricultrice ;

Considérant que des réunions de formations aux techniques de psychomotricité pour les puéricultrices sont également organisées ;

Considérant qu'il convient de préciser les modalités pratiques de l'organisation de ces séances et formations ;

Considérant qu'il convient également de préciser les modalités financières et notamment la participation des parents ;

DECIDE

D'approuver la convention entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl « La Guise » reprise en annexe.

Gemeentelijke kribbe "Aimé Dupont" - Overeenkomst tussen de zogenaamde kribbe en de vzw. "La Guise" - 2021/2022.

2 annexes / 2 bijlagen

CONVENTION_CRECHE_AIME_DUPONT_LA_GUISE_2021_2022_VF.pdf, CONVENTION_CRECHE_AIME_DUPONT_CONVENTION_20212022_NL_VF-BE.pdf

Participation - Participatie

23 Associations in'Etterbeek

Le Conseil Communal,

Considérant la note d'orientation politique 2019-2021 qui vise à créer un conseil des résidents européens et non européens à Etterbeek ;

Considérant le règlement relatif à l'instauration de ce conseil instauré et validé par le Conseil communal le 16 mars 2020 ;

Considérant qu'un tirage au sort des membres effectifs de ce conseil et leurs suppléants a eu lieu le 28 avril 2021 sous l'égide de la secrétaire communale et de la DPO communale ;

Considérant que des associations feront partie du Conseil ;

Considérant que nous voulons échanger avec des associations qui travaillent avec le public cible ;

Considérant que l'on a sélectionné 10 associations à contacter ;

Considérant que nous n'avons eu un retour que de 5 associations ;

Considérant que seulement 3 sur les 5 sont pertinentes et intéressées de collaborer avec nous ;

Décide d'acter la nomination des 3 associations suivantes :

- Welcome ULB
- Eupatria
- Brussels Commissionners

Ces associations feront partie du Conseil Consultatif d'In'Etterbeek. Ces dernières auront une voie consultative et non délibérative.

Associations in'Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de politieke oriëntatienota 2019-2021 die de oprichting beoogt van een raad van Europese en niet-Europese inwoners in Etterbeek;

gelet op het reglement houdende de oprichting van die raad dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 16 maart 2020;

overwegende dat een loting van de gewone leden van die raad en hun plaatsvervangers heeft plaatsgevonden op 28 april 2021 onder toezicht van de gemeentesecretaris en de DPO van de gemeente;

overwegende dat er verenigingen deel uitmaken van de raad;

overwegende dat we willen samenwerken met verenigingen die met de doelgroep werken;

overwegende dat we 10 verenigingen hebben geselecteerd om te contacteren;

overwegende dat we slechts van 5 verenigingen reactie hebben gekregen;

overwegende dat slechts 3 van de 5 relevant zijn en interesse hebben om met ons samen te werken;

BESLIST om akte te nemen van de benoeming van de 3 volgende verenigingen:

- Welcome ULB
- Eupatria
- Brussels Commissionners

Deze verenigingen zullen deel uitmaken van de adviesraad In'Etterbeek. Zij hebben een raadgevende stem en geen stemrecht.

1 annexe / 1 bijlage

Microsoft Outlook - Mémo.pdf

Achats - Aankopen

24 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit de marchés de faible montant ou par procédure négociée sans publication préalable dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 139.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 6 mai 2021

Objet : Complexe scolaire « La Farandole – Les Marronniers » - Acquisition de matériels divers

Estimation de la dépense : € 33.600,00 TVA comprise

Article budgétaire : 722/741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 6 mai 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Placement d’interphones pour le guichet « accueil » du CPAS
Estimation de la dépense : € 3.100,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 6 mai 2021

Objet : Informatique – Acquisition d’un logiciel de caisse (CPAS)
Estimation de la dépense : € 5.414,27 TVA comprise
Article budgétaire : 831/742-53 du budget extraordinaire de 2021

Date : 6 mai 2021

Objet : Informatique – Acquisition d’une licence Medius supplémentaire (CPAS)
Estimation de la dépense : € 381,15 TVA comprise
Article budgétaire : 831/742-53 du budget extraordinaire de 2021

Date : 6 mai 2021

Objet : Economat – Acquisition d’outils de manutention logistique
Estimation de la dépense : € 9.583,20 TVA comprise
Article budgétaire : 104/74-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 6 mai 2021

Objet : Informatique – Acquisition de packs biométriques
Estimation de la dépense : € 30.628,13 TVA comprise
Article budgétaire : 104/742-53 du budget extraordinaire de 2021

Date : 6 mai 2021

Objet : Informatique – Acquisition d’un logiciel « Schémas unifilaires
Estimation de la dépense : € 605,00 TVA comprise
Article budgétaire : 831/742-53 du budget extraordinaire de 2021

Date : 6 mai 2021

Objet : Informatique – Centre PMS et école « Les Carrefours » - Frais d’installation et d’activation Internet (Connectivity pack)
Estimation de la dépense : € 4.225,97 TVA comprise
Article budgétaire : 104/742-53 du budget extraordinaire de 2021

Date : 20 mai 2021

Objet : Informatique – Acquisition de speakerphones pour réunions et de microcasques
Estimation de la dépense : € 2.325,08 TVA comprise
Articles budgétaires : 104/742-53 et 831/742-53 du budget extraordinaire de 2021

Date : 20 mai 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Hôtel communal – Plaques signalétiques pour salles de réunion
Estimation de la dépense : € 1.463,91 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 20 mai 2021

Objet : Service de Prévention – Modification des caméras urbaines en place sur le site des Jardins de Fontenay-sous-Bois
Estimation de la dépense : € 23.344,47 TVA comprise
Article budgétaire : 300/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 27 mai 2021

Objet : Garage communal – Acquisition d’outillages divers selon besoins

Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 136/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 27 mai 2021

Objet : Propriétés communales – Intervention sur diverses toitures en fonction des besoins

Estimation de la dépense : € 29.481,65 TVA comprise

Article budgétaire : 124/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 27 mai 2021

Objet : Organisation de stages sportifs et d’éveil – Acquisition de vélos 14" (tranches d’âges 3,5 – 4 ans)

Estimation de la dépense : € 3.078,00 TVA comprise

Article budgétaire : 763/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 27 mai 2021

Objet : Institut Ernest Richard (St-Pierre) – Acquisition de matériels de gymnastique

Estimation de la dépense : € 9.093,69 TVA comprise

Article budgétaire : 735/741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 27 mai 2021

Objet : Complexe scolaire « La Farandole – Les Marronniers » - Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 20.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 722/741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 27 mai 2021

Objet : Hôtel communal – Acquisition d’une penderie pour le personnel d’accueil

Estimation de la dépense : € 385,98 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 27 mai 2021

Objet : Ecole « Paradis des Enfants » - Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 19.300,00 TVA comprise

Article budgétaire : 722/741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 3 juin 2021

Objet : Ecole « Paradis des Enfants » - Travaux sur l’installation de chauffage

Estimation de la dépense : € 3.500,00 TVA comprise

Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 10 juin 2021

Objet : Institut Ernest Richard (St-Pierre) – Acquisition de kits verreries et becs bunsen pour le cours de sciences

Estimation de la dépense : € 2.100,00 TVA comprise

Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 10 juin 2021

Objet : Propreté publique – Acquisition de poubelles de rue rigides avec couvercle

Estimation de la dépense : € 2.080,00 TVA comprise

Article budgétaire : 875/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 10 juin 2021

Objet : Centre culturel « Senghor » - Mise en conformité des installations scéniques

Estimation de la dépense : €18.986,11 TVA comprise

Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

**Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten –
Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving**

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van de artikelen 42 §1 1° a) en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betref met beperkte waarde of gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaand bekendmaking waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 139.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 6 mei 2021

Voorwerp : Schoolcomplex « La Farandole – Les Marronniers » - Aankoop van allerlei materiaal

Raming van de uitgave : €33.600,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 6 mei 2021

Voorwerp : Jachthof – Plaatsen van intercoms voor loket « onthaal » van het OCMW

Raming van de uitgave : €3.100,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 6 mei 2021

Voorwerp : Informatica – Aankoop van software kassa (OCMW)

Raming van de uitgave : €5.414,27 BTW incl.

Begrotingsartikel : 831/742-53 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 6 mei 2021

Voorwerp : Informatica – Aankoop van een bijkomende licentie Medius (OCMW)

Raming van de uitgave : €381,15 BTW incl.

Begrotingsartikel : 831/742-53 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 6 mei 2021

Voorwerp : Economaat – Aankoop van logistieke afhandelingstools

Raming van de uitgave : €9.583,20 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/74-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 6 mei 2021

Voorwerp : Informatica – Aankoop van biometrische pakketten

Raming van de uitgave : €30.628,13 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/742-53 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 6 mei 2021

Voorwerp : Informatica – Aankoop van een software « Eendraadsschema »

Raming van de uitgave : €605,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 831/742-53 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 6 mei 2021

Voorwerp : Informatica – PMS centrum en school « Les Carrefours » - Installatie- en activatiekosten Internet (Connectivity pack)

Raming van de uitgave : €4.225,97 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/742-53 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 20 mei 2021

Voorwerp : Informatica – Aankoop van speakerphones voor vergaderingen en van koptelefoons

Raming van de uitgave : €2.325,08 BTW incl.

Begrotingsartikelen : 104/742-53 et 831/742-53 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 20 mei 2021

Voorwerp : Jachthof – Gemeentehuis – Naamplaten voor vergaderruimtes

Raming van de uitgave : €1.463,91 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 20 mei 2021

Voorwerp : Dienst Preventie – Wijziging van de stadscamera's op de site Tuinen van Fontenay-sous-Bois

Raming van de uitgave : €23.344,47 BTW incl.

Begrotingsartikel : 300/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 27 mei 2021

Voorwerp : Gemeentelijke garage – Aankoop van allerlei gereedschap volgens behoeften

Raming van de uitgave : €10.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 136/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 27 mei 2021

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Interventie op verschillende daken volgens behoeften
Raming van de uitgave : € 29.481,65 BTW incl.
Begrotingsartikel : 124/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 27 mei 2021

Voorwerp : Organisatie van sport- en ontwakingsstages – Aankoop van fietsen 14" (leeftijdsgroep 3,5 – 4 jaar)
Raming van de uitgave : € 3.078,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 763/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 27 mei 2021

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (St-Pieters) – Aankoop van turnmateriaal
Raming van de uitgave : € 9.093,69 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 27 mei 2021

Voorwerp : Schoolcomplex « La Farandole – Les Marronniers » - Aankoop van allerlei meubilair
Raming van de uitgave : € 20.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 722/741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 27 mei 2021

Voorwerp : Gemeentehuis – Aankoop van een kleerkast voor onthaalpersoneel
Raming van de uitgave : € 385,98 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 27 mei 2021

Voorwerp : School « Paradis des Enfants » - Aankoop van allerlei meubilair
Raming van de uitgave : € 19.300,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 722/741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 3 juni 2021

Voorwerp : School « Paradis des Enfants » - Werken aan de verwarmingsinstallatie
Raming van de uitgave : € 3.500,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 10 juni 2021

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (St-Pieters) – Aankoop de kits glazenwerk et bunsenbranders voor de les wetenschappen
Raming van de uitgave : € 2.100,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 10 juni 2021

Voorwerp : Openbare netheid – Aankoop van stijve straatvuilnisbakken met deksel
Raming van de uitgave : € 2.080,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 875/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 10 juni 2021

Voorwerp : Cultureel centrum « Senghor » - In conformiteit stellen van de podium installaties
Raming van de uitgave : € 18.986,11 BTW inclusief

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

25 Convention de marché conjoint - fourniture de fondants chimiques pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 234, al. 2 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestres et Echevins, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 7° b) de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2 de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4 de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'il est dans l'intention du Service public Régional de Bruxelles (Bruxelles Mobilité – Direction Régie des Routes) d'organiser un marché public pour l'acquisition de fondants chimiques prochainement pour la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il serait judicieux pour la Commune de se rattacher à cette centrale d'achats afin de bénéficier de prix intéressants ;

Vu le cahier spécial des charges n° R21.048 du SPRB (Bruxelles Mobilité) ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

DÉCIDE :

1. D'approuver la convention de marché conjoint entre, d'une part, la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles Mobilité, Direction Régie des Routes et, d'autre part, la Commune d'Etterbeek en vue de l'adhésion à la centrale d'achats de la Région portant sur le regroupement de commandes relatives à la fourniture de fondants chimiques destinés au traitement hivernal des réseaux cyclables, routier et autoroutier de la Région de Bruxelles-Capitale, en annexe la présente délibération.

2. D'imputer le montant des dépenses à l'article 421/124-02 du budget ordinaire de 2021 et 2022.

Overeenkomst voor een gezamenlijke opdracht - levering van chemische smeltmiddelen voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Gemeenteraad

Gezien de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, ondermeer de artikelen 234, al.2 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en de daaropvolgende wijzigingen;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat artikel 2, 7° b) van de wet van 17 juni 2016 een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gedecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (Brussel Mobiliteit) binnenkort een overheidsopdracht wenst te organiseren voor de aankoop van chemische smelt voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest;

Overwegende dat het interessant zou zijn voor de Gemeente toe te treden tot de aankoopcentrale om te kunnen genieten van voordelige prijzen;

Gezien het bijzonder lastenboek n° R21.048 van de GOB (Brussel Mobiliteit);

Op voorstel van College van Burgemeester en schepenen,

BESLIST :

1. De overeenkomst voor een gezamenlijke opdracht, in bijlage van huidige beraadslaging, tussen, enerzijds, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Brussel Mobiliteit, Directie Regie der Wegen en, anderzijds, de Gemeente Etterbeek goed te keuren, in zicht toe treden tot de aankoopcentrale van het Gewest met doel de groepering van bestellingen betreffende de levering van chemische smelt bestemd voor de winterse behandelingen van de fiets, weg- en wegenrekeer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
2. Het bedrag van de uitgaven te imputeren op het artikel 421/124-02 van de gewone begroting van 2021 en 2022.

2 annexes / 2 bijlagen

R21.048 CSC-BB.pdf, Convention-Convention.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

26 Mise à disposition de deux bus communaux (aller/retour) à l'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque (CBGS) en vue de se rendre le 15 août 2021 à Banneux.

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux (aller-retour) à l'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque le dimanche 15 août 2021 en vue de se rendre à Banneux ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL Centre du Génocide Syriaque.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et l'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque

Avenue d'Auderghem 140

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de deux bus communaux destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 100 personnes, faisant partie du public de l'ASBL Centre du Génocide Syriaque, entre Etterbeek et la Commune de Banneux.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque »

L'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre

2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL Centre Bruxellois du Centre du Génocide Syriaque devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL Centre Bruxellois du Génocide Syriaque est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van twee gemeentebussen (heen- en terugrit) aan VZW Centre Bruxellois du Génocide Syriaque (CBGS) op 15 augustus 2021 naar Banneux te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Centre Bruxellois du Génocide Syriaque (C.B.G.S.) gevraagd heeft om op zondag 15 augustus 2019 over twee gemeentebussen (heen- en terugrit) te beschikken om naar Banneux te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque (C.B.G.S.) goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque

Ouderghemlaan 140
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 100 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque, tussen Etterbeek en de gemeente Banneux. Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque

De vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobUSDiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE TRANSPORT ES AZIZ DESTINATION BANNEUX.pdf

27 **Mise à disposition d'un bus communal à la BC25 St Benoit les 3 et 13 juillet 2021 en vue de se rendre à Vielsalm**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal à la BC25 St Benoit les 3 et 13 juillet 2021 en vue de se rendre à Vielsalm ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la BC25 St Benoit

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la BC25 St Benoit

Rue du Cornet 35
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter les 3 et 13 juillet 2021 un groupe de maximum 25 personnes, faisant partie du public de la BC25 St Benoit, entre Etterbeek et la Commune de Vielsalm.

Un chauffeur est également mis à disposition de la BC25 St Benoit.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La BC25 St Benoit intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la BC25 St Benoit

La BC25 St Benoit s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la BC25 St Benoit devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la BC25 St Benoit est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La BC25 St Benoit est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la BC25 St Benoit est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la BC25 St Benoit ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La BC25 St Benoit est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van een bus op 3 en 13 juli 2021 aan de BC25 St Benoit om naar Vielsalm te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de BC25 St Benoit gevraagd heeft om op 3 en 13 juli 2021 over een gemeentebus te beschikken om naar Vielsalm te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de BC25 St Benoit goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de BC25 St Benoit

Hoornstraat 35
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van voor het vervoer van groepen van maximaal 25 personen, die deel uitmaken van het publiek van de BC25 St Benoit. Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de BC25 St Benoit.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De BC25 St Benoit komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de BC25 St Benoit

De BC25 St Benoit verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bussen van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de BC25 St Benoit de bussen terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de BC25 St Benoit aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De BC25 St Benoit moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de BC25 St Benoit de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de BC25 St Benoit of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De BC25 St Benoit is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

28 **Mise à disposition d'un bus communal à la 2^{ème} Meute des Ardents de Saint-Michel le 20 juillet 2021 en vue de se rendre à Ciney**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller uniquement) à la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel le dimanche 18 juillet 2021 en vue de se rendre à Léglise ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la 2^{ème} Meute des Ardents de Saint-Michel

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

c/o Monsieur Gabriel MEESEN
Rue Père Eudore Devroye 12
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller uniquement) le dimanche 18 juillet 2021 un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel, entre Etterbeek et la Commune de Ciney.

Un chauffeur est également mis à disposition de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

La 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la

voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La 2^{ème} Meute des Ardents de Saint-Michel est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van een bus op 20 juli 2021 aan de 2^{ème} Meute 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel om naar Ciney te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel gevraagd heeft om op 18 juli 2021 over een gemeentebus te beschikken om naar Léglise te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

c/o de Hee rGabriel MEESSEN
Pater Eudore Devroyestraat 12
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van voor het vervoer van groepen van maximaal 40 personen, die deel uitmaken van het publiek van de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

De 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bussen van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel de bussen terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel aangifte doen bij de politie. Ze

bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De 35ème des Ardents de Saint-Michel moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de 35ème des Ardents de Saint-Michel de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de 35ème des Ardents de Saint-Michel of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De 35ème des Ardents de Saint-Michel is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

29 **Mise à disposition de bus communaux (aller/retour) à l'ASBL Chambéry en vue de se rendre les 8, 13 et 15 juillet et 23 et 25 août 2021 à Huizingen, Mechelen, Gand et Teuven .**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition de bus communaux (aller/retour) à VZW CHAMBERY les 8, 13 et 15 juillet et 23 et 25 août 2021 en vue de se rendre à Huizingen, Mechelen, Gand et Teuven ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et VZW CHAMBERY

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et VZW CHAMBERY

c/o Monsieur Edwin VANHOLLEBEKE
rue de Chambéry24
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) les 8, 13 et 15 juillet et 23 et 25 août 2021 un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de VZW CHAMBERY, entre Etterbeek et Huizingen, Mechelen, Gand et Teuven. Un chauffeur est également mis à disposition de VZW CHAMBERY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

VZW CHAMBERY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de VZW CHAMBERY

VZW CHAMBERY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, VZW CHAMBERY devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, VZW CHAMBERY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

VZW CHAMBERY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, VZW CHAMBERY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de VZW CHAMBERY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

VZW CHAMBERY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van gemeentebussen (heen- en terugrit) aan VZW Chambery op 8, 13 en 15 juli en 23 en 25 augustus 2021 over twee gemeentebussen (heen- en terugrit) te beschikken om naar Huizingen, Mechelen, Gand en Teuven te gaan

De Gemeenteraad,

Overwegende dat VZW Chambery gevraagd heeft om op 8, 13 en 15 juli en 23 en 25 augustus 2021 over twee gemeentebussen (heen- en terugrit) te beschikken om naar Huizingen, Mechelen, Gand en Teuven te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw

Chambery goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

En de VZW CHAMBERY

c/o de Heer Edwin VANHOLLEBEKE

Chamberystraat24

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 100 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw Chambery, tussen Etterbeek en Huizingen, Mechelen, Gand en Teuven.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Chambery.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Chambery komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Chambery

De vzw Chambery verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw Chambery de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Chambery aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Chambery moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Chambery de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Chambery of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Chambery is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

30 **Mise à disposition d'un bus communal à la 86^{ème} St Michel le 16 juillet 2021 en vue de se rendre à Denée**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller uniquement) à la 86^{ème} Saint-Michel le 16 juillet 2021 en vue de se rendre à Denée ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la 86^{ème} Saint-Michel

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

Et la 86^{ème} Saint-Michel

c/o Mlle Maude DUHEIN
Rue Père Eudore Devroye 27
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller uniquement) le dimanche 18 juillet 2021 un groupe de maximum 30 personnes, faisant partie du public de la 86ème Saint-Michel, entre Etterbeek et la Commune de Denée.

Un chauffeur est également mis à disposition de la 86ème Saint-Michel.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La 86ème Saint-Michel intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 86ème Saint-Michel

La 86ème Saint-Michel s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la 86ème Saint-Michel devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clés nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la 86^{ème} Saint-Michel est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La 86ème Saint-Michel est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la 86ème Saint-Michel est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la 86ème Saint-Michel ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 86ème Saint-Michel est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van een bus op 16 juli 2021 aan de 86de St Michel om naar Denée te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de 86ème Saint-Michel gevraagd heeft om op 16 juli 2021 over een gemeentebus te beschikken om naar Denée te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de 86ème Saint-Michel goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de 86ème Saint-Michel

c/o Juf. Maude DUYHEIN

Pater Eudore Devroyestraat 27

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van voor het vervoer van groepen van maximaal 30 personen, die deel uitmaken van het publiek van de 86ème Saint-Michel om naar Denée te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de 86ème Saint-Michel.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De 86ème Saint-Michel komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de 86ème Saint-Michel

De 86ème Saint-Michel verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bussen van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de 86ème Saint-Michel de bussen terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de 86ème Saint-Michel aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De 86ème Saint-Michel moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de 86ème Saint-Michel de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de 86ème Saint-Michel of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij

voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De 86ème Saint-Michel is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

31 **Mise à disposition de bus communaux (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre les 5, 6, 9, 19, 20, 26 et 27 juillet et 2, 3, 6, 13, 20, 23 et 24 août 2021 en vue de se rendre à Huizingen, Pairi Daïza, Kessel Lo, Wavre, Durbuy, Beloeil, Aqualibi.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition de bus communaux (aller/retour) à Centre culturel Senghor les 5, 6, 9, 19, 20, 26 et 27 juillet et 2, 3, 6, 13, 20, 23 et 24 août 2021 en vue de se rendre à Huizingen, Pairi Daïza, Kessel Lo, Wavre, Durbuy, Beloeil, Aqualibi;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et Centre culturel Senghor

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et Centre culturel Senghor

Avenue du Maelbeek
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de bus communaux destiné à transporter (aller/retour) les 5, 6, 9, 19, 20, 26 et 27 juillet et 2, 3, 6, 13, 20, 23 et 24 août 2021 un groupe de maximum 43 personnes, faisant partie du public de Centre culturel Senghor, entre Etterbeek et Huizingen, Pairi Daïza, Kessel Lo, Wavre, Durbuy, Beloeil, Aqualibi.

Un chauffeur est également mis à disposition de Centre culturel Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Centre culturel Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de Centre culturel Senghor

Centre culturel Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Centre culturel Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Centre culturel Senghor est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Centre culturel Senghor est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Centre culturel Senghor est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de Centre culturel Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de

prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Centre culturel Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek, le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van gemeentebussen (heen- en terugrit) aan Cultureel Centrum Senghor op op 5, 6, 9, 19, 20, 26 et 27 juli et 2, 3, 6, 13, 20, 23 et 24 augustus 2021 om naar Huizingen, Pairi Daïza, Kessel Lo, Wavre, Durbuy, Beloeil, Aqualibi.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat CULTUREEL CENTRUM SENGHOR gevraagd heeft om op 5, 6, 9, 19, 20, 26 et 27 juli et 2, 3, 6, 13, 20, 23 et 24 augustus 2021 over gemeentebussen (heen- en terugrit) te beschikken om naar Huizingen, Pairi Daïza, Kessel Lo, Wavre, Durbuy, Beloeil, Aqualibi te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Cultureel Centrum Senghor goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de CULTUREEL CENTRUM SENGHOR

Maalbeeklaan
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 43 personen, die deel uitmaken van het publiek van de Cultureel Centrum Senghor, tussen Etterbeek en Huizingen, Pairi Daïza, Kessel Lo, Wavre, Durbuy, Beloeil, Aqualibi.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de Cultureel Centrum Senghor.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De Cultureel Centrum Senghor komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de Cultureel Centrum Senghor

De Cultureel Centrum Senghor verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de Cultureel Centrum Senghor de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de Cultureel Centrum Senghor aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De Cultureel Centrum Senghor moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de Cultureel Centrum Senghor de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de Cultureel Centrum Senghor of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in

artikel 1

De Cultureel Centrum Senghor is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

32 **Mise à disposition de bus à l'asbl LHS les 6 et 15 juillet, 24 août, 7 septembre et 5 novembre 2021 en vue de se rendre à Aqualibi, Mechelen, Pairi Daïza, Blankenberg, et Frameries;**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition de bus communaux (aller/retour) à LHS asbl les 6 et 15 juillet, 24 août, 7 septembre et 5 novembre 2021 en vue de se rendre à Aqualibi, Mechelen, Pairi Daïza, Blankenberg, et Frameries;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et LHS asbl

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et asbl LHS

c/o Neal Burton

rue Général Tombeur 47

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de bus communaux destiné à transporter

(aller/retour) les 6 et 15 juillet, 24 août, 7 septembre et 5 novembre 2021 un groupe de maximum 33 personnes, faisant partie du public de LHS asbl, entre Etterbeek et Aqualibi, Mechelen, Pairi Daïza, Blankenberg, et Frameries

Un chauffeur est également mis à disposition de LHS asbl.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

LHS asbl intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de LHS asbl

LHS asbl s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, LHS asbl devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, LHS asbl est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

LHS asbl est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, LHS asbl est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de LHS asbl ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

LHS asbl est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis

en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek, le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling over gemeentebussen aan VZW LHS van bussen op 6 et 15 juli, 24 augustus, 7 september et 5 november 2021 om naar Aqualibi, Mechelen, Pairi Daïza, Blankenberg, en Frameries te gaan

De Gemeenteraad,

Overwegende dat VZW LHS gevraagd heeft om op 6 et 15 juli, 24 augustus, 7 september et 5 november 2021 over gemeentebussen (heen- en terugrit) te beschikken om naar Aqualibi, Mechelen, Pairi Daïza, Blankenberg, en Frameries te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw LHS goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de VZW LHS

c/o Neal Burton
Generaal Tombeurstraat 47
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 33 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw LHS, tussen Etterbeek en Aqualibi, Mechelen, Pairi Daïza, Blankenberg, en Frameries.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw LHS.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw LHS komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw LHS

De vzw LHS verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw LHS de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw LHS aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw LHS moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw LHS de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw LHS of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw LHS is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

33 **Mise à disposition de bus les 3 et 15 juillet 2021 pour la BC30 Ste Gertrude en vue de se rendre à Bertogne et à Lobbes.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition de bus communaux et de camionnettes à la BC030 Sainte Gertrude les 3 et 15 juillet 2021 en vue de se rendre à Bertogne et à Lobbes ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la BC030 Sainte Gertrude.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et BC030 Sainte Gertrude

c/o Madame Isabelle CANTERO
Rue Doyen Boone 4
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de bus communaux et des camionnettes destinés à transporter les 3 et 15 juillet 2021 des groupes de maximum 15 et 20 personnes, faisant partie du public de la BCO30 Sainte Gertrude, entre Etterbeek et Bertogne et Lobbes.

Un chauffeur est également mis à disposition de la BCO30 Sainte Gertrude .

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La BC030 Sainte Gertrude intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la « BC030 Sainte Gertrude »

La BC030 Sainte Gertrude s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la BC030 Sainte Gertrude devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la BC030 Sainte Gertrude est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La BC030 Sainte Gertrude est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la BC030 Sainte Gertrude est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la BC030 Sainte Gertrude ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La BC030 Sainte Gertrude est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek, le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van bussen op 3 en 15 juli 2021 aan het BC30 Ste Gertrude om naar Bertogne en Lobbes te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de BC30 Ste Gertrude gevraagd heeft om op 3 en 15 juli 2021 over gemeentebussen en vrachtwagen te beschikken om naar Bertogne en Lobbes te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de BC30 Ste Gertrude goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En BC030 Sainte Gertrude

c/o Mevrouw Isabelle CANTERO
Doyen Boonestraat 4
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van voor het vervoer van groepen van maximaal 15 en 20 personen, die deel uitmaken van het publiek van de BC30 Ste Gertrude, tussen Etterbeek en Bertogne en Lobbes.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de BC30 Ste Gertrude.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De BC30 Ste Gertrude komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de BC30 Ste Gertrude

De BC30 Ste Gertrude verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van

richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bussen van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de BC30 Ste Gertrude de bussen terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de BC30 Ste Gertrude aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De BC30 Ste Gertrude moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de BC30 Ste Gertrude de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de BC30 Ste Gertrude of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De BC30 Ste Gertrude is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

34 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL WELCOME-BABELKOT le jeudi 8 juillet 2021 en vue de se rendre à l'Euro Space Center de Redu ;**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL WELCOME-BABELKOT le jeudi 8 juillet 2021 en vue de se rendre à l'Euro Space Center de Redu ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL WELCOME-BABELKOT

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL WELCOME-BABELKOT

c/o Madame Bénédicte FOERSTER
Rue Peter Benoît 23
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) le jeudi 8 juillet 2021 un groupe de maximum 31 personnes, faisant partie du public de l'ASBL WELCOME-BABELKOT, entre Etterbeek et la Commune de Redu.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL WELCOME-BABELKOT .

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL WELCOME-BABELKOT intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL WELCOME-BABELKOT

L'ASBL WELCOME-BABELKOT s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL WELCOME-BABELKOT devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL WELCOME-BABELKOT est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL WELCOME-BABELKOT est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL WELCOME-BABELKOT est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL WELCOME-BABELKOT ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL WELCOME-BABELKOT est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek, le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan de vzw WELCOME-BABELKOT op 8 juli 2021 om naar Redu te gaan

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw WELCOME-BABELKOT gevraagd heeft om op 8 juli augustus 2021 over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken om naar Redu te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw WELCOME-BABELKOT (C.B.G.S.) goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw De vzw WELCOME-BABELKOT

c/o Madame Bénédicte FOERSTER
Rue Peter Benoît 23
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 31 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw De vzw WELCOME-BABELKOT, tussen Etterbeek en Redu.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw WELCOME-BABELKOT.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw WELCOME-BABELKOT komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw De vzw WELCOME-BABELKOT

De vzw WELCOME-BABELKOT verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw WELCOME-BABELKOT de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw WELCOME-BABELKOT aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw WELCOME-BABELKOT moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw WELCOME-BABELKOT de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw WELCOME-BABELKOT of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw WELCOME-BABELKOT is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

35 Mise à disposition d'un camion (aller uniquement) le 10 juillet 2021 pour la 28^e Unité Jacques Plissart en vue de se rendre à Marche-en-Famenne

Le conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un camion (retour uniquement) à la 28^{ème} Unité Jacques

Plissart le samedi 10 juillet 2021 en vue d'assurer le retour à Bruxelles ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Commune de Marche-en-Famenne.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la 28^{ème} Unité Jacques Plissart

c/o Madame Morgiane SUHOROCKO
Rue Nothomb 50
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (retour uniquement) le samedi 10 juillet 2021 du matériel de la 28^{ème} Unité Jacques Plissart, entre Etterbeek et la Commune de Marche-en-Famenne.

Un chauffeur est également mis à disposition de la 28^{ème} Unité Jacques Plissart.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La 28^{ème} Unité Jacques Plissart intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 28^{ème} Unité Jacques Plissart

La 28^{ème} Unité Jacques Plissart s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la 28^{ème} Unité Jacques Plissart devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la 28^{ème} Unité Jacques Plissart est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La 28^{ème} Unité Jacques Plissart est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la 28^{ème} Unité Jacques Plissart est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la 28^{ème} Unité Jacques Plissart ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 28^{ème} Unité Jacques Plissart est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een vrachtwagen (heenrit) op 10 juli 2021 aan het 28e Unité jacques Plissart om naar Marche-en famenne te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Centre Bruxellois du Génocide Syriaque (C.B.G.S.) gevraagd heeft om op zondag 15 augustus 2019 over twee gemeentebussen (heen- en terugrit) te beschikken om naar Banneux te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque (C.B.G.S.) goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

En de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque

Oudergemlaan 140

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 100 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque, tussen Etterbeek en de gemeente Banneux. Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque

De vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusediensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Centre Bruxellois du Génocide Syriaque is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

00206BF43303210615150333.pdf

36 Mise à disposition de bus le 1 juillet 2021 pour la BC28 Plissart en vue de se rendre à Marcouray.

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller uniquement) à la 28^{ème} Unité Jacques Plissart le jeudi 1er juillet 2021 en vue de se rendre à Marcouray;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la BC030 Sainte Gertrude.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL BC28 EME BC Jacques Plissart

c/o Madame Pauline Van Rymenant
Rue Nothomb 50
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller uniquement) le jeudi 1er juillet 2021 un groupe de maximum 35 personnes, faisant partie du public de la 28^{ème} Unité Jacques Plissart, entre Etterbeek et la Commune de Marcouray.

Un chauffeur est également mis à disposition de la BC 28EME Unité Jacques Plissart .

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La 28^{ème} Unité Jacques Plissart intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 28^{ème} Unité Jacques Plissart

La 28^{ème} Unité Jacques Plissart s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

prendra fin, la 28^{ème} Unité Jacques Plissart devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la 28^{ème} Unité Jacques Plissart est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La 28^{ème} Unité Jacques Plissart est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la 28^{ème} Unité Jacques Plissart est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la 28^{ème} Unité Jacques Plissart ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 28^{ème} Unité Jacques Plissart est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek, le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van bus op 1 juli 2021 aan het BC28 Plissart om naar Marcouray te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de BC28 Plissart gevraagd heeft om op 1 juli 2021 over een gemeentebus te beschikken om naar Marcouray te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de BC28 Plissart goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En BC28 Jacques Plissart

c/o Mevrouw Pauline Van Rymenant
Nothombstraat 50
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van voor het vervoer van groepen van maximaal 35 personen, die deel uitmaken van het publiek van de BC28 Plissart. Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de BC28 Plissart.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De BC28 Plissart komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de BC28 Plissart

De BC28 Plissart verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bussen van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de BC28 Plissart de bussen terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de BC28 Plissart aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De BC28 Plissart moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de BC28 Plissart de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de BC28 Plissart of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De BC28 Plissart is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 21 juni 2021

37 **Mise à disposition d'un bus communal (aller uniquement) à la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel le dimanche 18 juillet 2021 en vue de se rendre à Légglise**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller uniquement) à la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel le dimanche 18 juillet 2021 en vue de se rendre à Légglise ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la 2^{ème} Meute des Ardents de Saint-Michel

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

c/o Monsieur Gabriel MEESEN
Rue Père Eudore Devroye 12
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller uniquement) le dimanche 18 juillet 2021 un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel, entre Etterbeek et la Commune de Ciney.

Un chauffeur est également mis à disposition de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

La 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus

brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La 2^{ème} Meute des Ardents de Saint-Michel est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van een bus op zondag 18 juli 2021 aan 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel om naar Léglise te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel gevraagd heeft om op 18 juli 2021 over een gemeentebus te beschikken om naar Léglise te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de 35ème des Ardents de Saint-Michel

c/o de Heer Gabriel MEESSEN
Pater Eudore Devroyestraat 12
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van voor het vervoer van groepen van maximaal 40 personen, die deel uitmaken van het publiek van de 35ème des Ardents de Saint-Michel

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de 35ème des Ardents de Saint-Michel.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De 35ème des Ardents de Saint-Michel komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de 35ème des Ardents de Saint-Michel

De 35ème des Ardents de Saint-Michel verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bussen van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de 35ème des Ardents de Saint-Michel de bussen terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de 35ème des Ardents de Saint-Michel aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De 35ème des Ardents de Saint-Michel moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de 35ème des Ardents de Saint-Michel de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de 35ème des Ardents de Saint-Michel of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De 35ème des Ardents de Saint-Michel is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

38 **Mise à disposition de bus pour l'asbl les 3 pommiers le 14 juillet 2021 (Bois des Rêves), le 20 juillet (Tervuren), le 28 juillet (Kessel Lo), le 29 juillet (La Hulpe), le 5 août (Middelkerke), le 19 août (Genval) et le 24 août (Middelkerke)**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition de bus communaux à la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » le 14 juillet 2021 (Bois des Rêves), le 20 juillet (Tervuren), le 28 juillet (Kessel Lo), le 29 juillet (La Hulpe), le 5 août (Middelkerke), le 19 août (Genval) et le 24 août (Middelkerke);

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et les Communes de

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

Et la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers »

c/o Madame Sylvianne BAYARD
avenue des Casernes 41
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de bus communaux destiné à transporter le 14 juillet 2021 (Bois des Rêves), le 20 juillet (Tervuren), le 28 juillet (Kessel Lo), le 29 juillet (La Hulpe), le 5 août (Middelkerke), le 19 août (Genval) et le 24 août (Middelkerke).

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers »

La Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clés nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van bussen voor asbl les 3 pommiers op 14 juli 2021 (Bois des Rêves), le 20 juli (Tervuren), le 28 juli (Kessel Lo), le 29 juli (La Hulpe), le 5 augustus (Middelkerke), le 19 augustus (Genval) et le 24 augustus (Middelkerke)

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » gevraagd heeft om op 14 juli 2021 (Bois des Rêves), le 20 juli (Tervuren), le 28 juli (Kessel Lo), le 29 juli (La Hulpe), le 5 augustus (Middelkerke), le 19 augustus (Genval) et le 24 augustus (Middelkerke) te beschikken;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers »

Kazernenlaan 41

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van gemeentebussen voor het vervoer van een groep, die deel uitmaken van het publiek van de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers », tussen Etterbeek en Tervuren, Bois des Rêves, Kessel Lo, La Hulpe, Genval, en Middelkerke.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers ».

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers »

De Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » de nodige

formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt op Etterbeek om 28 juni 2021

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

39 Mise à disposition d'un bus communal à la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel le dimanche 15 juillet 2021 en vue de se rendre à Libramont

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller uniquement) à la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel le dimanche 15 juillet 2021 en vue de se rendre à Libramont ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

c/o Monsieur Jacques BENOIT
Rue Père Eudore Devroye 2
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller uniquement) le 15 juillet 2021 un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel, entre Etterbeek et la Commune de Libramont.

Un chauffeur est également mis à disposition de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel

La 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport

de personnes durant toute la période du transport.

La 35ème des Ardents de Saint-Michel est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la 35ème des Ardents de Saint-Michel ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 35ème des Ardents de Saint-Michel est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Fait à Etterbeek le 28 juin 2021

Ter beschikkingstelling van een bus op 15 juli 2021 aan de 35ème des Ardents de Saint-Michel om naar Libramont te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel gevraagd heeft om op 15 juli 2021 over een gemeentebus te beschikken om naar Libramont te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de 35ème des Ardents de Saint-Michel

c/o de Heer Jacques BENOIT
Pater Eudore Devroyestraat 2
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van voor het vervoer van groepen van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de 35ème des Ardents de Saint-Michel

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de 35ème des Ardents de Saint-Michel.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De 35ème des Ardents de Saint-Michel komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de 35ème des Ardents de Saint-Michel

De 35ème des Ardents de Saint-Michel verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bussen van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de 35ème des Ardents de Saint-Michel de bussen terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de 35ème des Ardents de Saint-Michel aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De 35ème des Ardents de Saint-Michel moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de 35ème des Ardents de Saint-Michel de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De 35^{ème} des Ardents de Saint-Michel is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt te Etterbeek op 28 juni 2021

Population - Bevolking

40 Services de l'administration en ligne – clés numériques - acquisition de l'application web LRA (Local Registration Authority) – convention d'utilisation entre la commune d'Etterbeek et la DG Transformation digitale du Service public fédéral Stratégie et Appui

Le Conseil communal,

Considérant que les services population et étrangers de l'administration communale d'Etterbeek reçoivent régulièrement des demandes émanant des citoyens afin d'obtenir des « clés numériques » pour pouvoir accéder aux différents services de l'administration en ligne ;

Considérant que de nombreux Etterbeekois-es n'ont pas de carte eID belge ou de titre de séjour électronique pour étrangers (fonctionnaires européens, non-belges titulaires d'attestation d'immatriculation modèle A, diplomates, etc.), ce qui rend la clé numérique indispensable afin de rester en contact avec les administrations en ligne (Irisbox, Mypension, Myminfin, MyCareer, eHealth, Tax-on-web, etc.) ;

Considérant par ailleurs que l'accès à l'application eHealth est actuellement fortement demandée dans le cadre de la demande d'obtention du certificat de vaccination ;

Considérant que l'application web LRA (Local Registration Authority) permet de remettre une clé numérique aux citoyens (belges et non-belges) qui ne savent pas utiliser la procédure en ligne via eID ou itsme® ;

Considérant que l'application web LRA est une application permettant de remettre au citoyen un code d'activation en vue de l'activation d'une clé numérique avec l'avantage que ce dernier ne doit se présenter qu'une seule fois à l'administration communale ;

Considérant que l'application web LRA développée par la DG TD du SPF BOSA (Service public fédéral Stratégie et Appui) est mise à la disposition des différents services publics (fédéraux, régionaux et communaux) par le biais d'une convention d'utilisation ;

Considérant que l'utilisation de l'application et la formation des agents communaux à l'utilisation de celle-ci sont entièrement gratuites ;

Considérant que la délivrance des codes d'activation en vue de l'obtention d'une clé numérique s'effectuera gratuitement aux guichets de la zone A (démarches rapides sans rendez-vous) de l'hôtel communal ;

Considérant que la publicité de cette nouvelle démarche sera annoncée dans la Nouvelle Vie etterbeekoise ainsi que sur le site web communal

DECIDE :

D'approuver la convention d'utilisation suivante pour le service "Application LRA"

Entre

La DG Transformation digitale du service public fédéral Stratégie et Appui, représentée par Ben Smeets, Directeur général par intérim
d'une part;

Et

La Commune d'Etterbeek, représentée par son Bourgmestre, M. Vincent De Wolf, et sa secrétaire communale f.f, Annick Petit, d'autre part.

Préambule

Une convention d'utilisation est un contrat spécifique à un service qui stipule les conditions liées à l'utilisation d'un service spécifique proposé par la DG Transformation digitale du SPF Stratégie et Appui (« DG TD du SPF BOSA »).

Il s'agit d'un document formel signé par les responsables de la Partie qui fournit le service spécifique et de la Partie qui souhaite utiliser le service spécifique (« utilisateur »). En signant une convention d'utilisation, l'utilisateur se déclare également d'accord avec les conditions générales des services de la DG TD du SPF BOSA.

1. Conditions spécifiques

1.1 Description et fonctionnement de l'application LRA

1.1.1 Objet de la présente convention

La présente convention d'utilisation régit les modalités d'utilisation de l'application LRA (Local Registration Authority = autorité locale d'enregistrement), qui est mise à la disposition de l'utilisateur par la DG TD du SPF BOSA au moyen de la présente convention d'utilisation.

L'application LRA est une application permettant aux utilisateurs d'identifier et enregistrer des personnes

et de leur **remettre un code d'activation en vue de l'activation d'un clé numérique**. Une telle clé numérique est un moyen d'identification électronique qui peut être utilisé par une personne pour accéder au sein du service fédéral d'authentification à un grand nombre d'applications publiques en ligne belges telles que Tax-on-web, MyPension, MyCareer, eHealth.

Les utilisateurs finaux sont les collaborateurs de l'utilisateur qui utiliseront concrètement l'application LRA et remettront les codes d'activation aux personnes se présentant à eux.

1.1.2 Fonctionnement de l'application LRA

Les utilisateurs finaux ont accès à l'application LRA après avoir signé la présente convention et après avoir fourni la preuve qu'ils répondent aux conditions mentionnées au point 1.2.1.

Ils s'identifient sur l'application LRA lorsque des personnes s'adressent à eux pour demander une clé numérique. Les utilisateurs finaux effectuent les tâches suivantes via l'application LRA :

- rechercher des personnes dans le Registre national ou le Registre BIS et les identifier ;
- après une identification correcte, enregistrer ces personnes dans l'application LRA comme demandeurs d'une clé numérique ;
- remettre à ces personnes un lien et d'un code d'activation en vue de l'initiation d'une clé numérique.

1.2 Utilisation de l'application LRA

1.2.1 Conditions d'accès à l'application LRA

L'octroi de ce profil d'application est soumis à la signature de la présente convention d'utilisation par l'utilisateur.

Seuls les fonctionnaires belges (l'accès à l'application LRA n'est possible qu'avec une carte d'identité belge) sous la supervision de l'utilisateur sont éligibles en tant qu'utilisateurs finaux.

L'application est accessible par un navigateur web à l'adresse suivante : <https://iamapps.belgium.be/hma/>.

Pour pouvoir utiliser cette application, les utilisateurs finaux doivent :

1. disposer d'une eID avec des certificats activés et un lecteur de cartes ;
2. disposer du rôle « gestionnaire local d'enregistrement » (= autorisation d'utiliser l'application LRA pour demander et délivrer des codes d'activation pour des clés numériques - accordée par le gestionnaire d'accès chez l'utilisateur) ;
3. s'identifier sur l'application LRA avec son eID. Après l'enregistrement, l'utilisateur final sera invité à accepter les conditions d'utilisation générales.

1.2.2 Rôles et responsabilités liés à l'application

L'application LRA comprend les fonctionnalités suivantes :

- Rechercher des personnes et enregistrer les demandes de codes d'activation dans l'application

LRA

- Fournir un lien et un code d'activation en vue de l'initiation d'une clé numérique pour les personnes identifiées

(Nous renvoyons au manuel de l'utilisateur pour les détails de ces fonctionnalités.)

Principes de base

L'utilisateur prend les mesures organisationnelles et techniques nécessaires pour veiller à ce que l'application LRA soit utilisée conformément à la présente convention d'utilisation et à la législation applicable.

L'utilisateur veille à ce que les utilisateurs finaux utilisent les fonctionnalités dont ils disposent dans ces limites.

Utilisation correcte

L'utilisateur veille à ce que les utilisateurs finaux utilisent l'application de façon appropriée, proportionnelle et en vue de la finalité pour laquelle l'accès leur a été accordé. Les utilisateurs finaux ne peuvent rechercher ou consulter des données à caractère personnel que si cela s'avère strictement nécessaire pour exécuter leurs tâches.

Les actions que les utilisateurs finaux effectuent sont enregistrées et peuvent dès lors être vérifiées et reproduites

ultérieurement. Les journaux sont conservés de manière sécurisée dans une piste d'audit pendant 10 ans.

L'utilisateur de l'application s'engage à former ses utilisateurs finaux et à contrôler l'exécution correcte des processus et autres directives afin de garantir une utilisation correcte et efficace.

L'utilisateur est responsable des erreurs et négligences commises par les utilisateurs finaux lors de l'utilisation de l'application. Il veillera à ce que les utilisateurs finaux s'abstiennent de tout acte qui serait de nature à déstabiliser l'application.

L'utilisateur est tenu de désactiver les rôles des utilisateurs finaux qui n'ont plus besoin d'accéder à l'application, par exemple lorsqu'ils n'exercent plus ce rôle ou lorsqu'ils quittent l'organisation.

La DG TD du SPF BOSA pourra procéder à des audits ou désactiver les droits attribués à l'utilisateur ou aux utilisateurs finaux, après notification préalable et motivée, s'il s'avère que les conditions de la présente convention d'utilisation ne sont pas respectées.

Protection des données à caractère personnel

Le traitement par la DG TD du SPF BOSA et l'utilisateur des données de personnes physiques pour l'identification, l'enregistrement et la fourniture d'un lien et d'un code d'activation en vue de l'initiation d'une clé numérique est justifié sur la base des articles 133 et 134 de la loi-programme du 8 avril 2003. Il s'agit également de la base légale

pour la vérification de documents prouvant l'identité et pour la consultation de banques de données comme le

Registre national et le Registre BIS.

Les données sont traitées en vue de l'identification correcte de personnes physiques afin de pouvoir leur attribuer une clé numérique qu'ils peuvent utiliser pour accéder à des services électroniques via le service fédéral d'authentification.

Les données des personnes physiques qui sont traitées sont : prénoms, nom, date et lieu de naissance, adresse, sexe. Avec le consentement de la personne sont traitées dans une finalité de pouvoir contacter la personne : adresse email, langue et numéro de téléphone.

L'utilisateur agit, pour l'identification et l'enregistrement des données dans l'application LRA, en qualité de responsable du traitement au sens de l'article 4, 7° du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (« RGPD »). Il s'agit du traitement des données qu'il vérifie en vue de l'identification de personnes physiques, de l'enregistrement de données dans l'application LRA et des données pour la fourniture d'un lien et d'un code d'activation en vue de l'initiation d'une clé numérique.

Cela signifie notamment que les mesures nécessaires seront prises pour garantir que seules les personnes compétentes peuvent utiliser les données, que les données ne peuvent être utilisées qu'aux fins préétablies et que le principe de proportionnalité doit être respecté.

Les accès à l'application LRA ainsi que les actions effectuées dans l'application LRA par les utilisateurs finaux sont enregistrés et sauvegardés dans une piste d'audit afin qu'en cas d'examen, à l'initiative d'une instance concernée ou d'un organe de contrôle ou à la suite d'une plainte, il soit possible de reconstituer complètement qui s'est identifié et quand. Ces informations sont conservées pendant 10 ans.

La DG TD du SPF BOSA agit en qualité de responsable du traitement au sens de l'art. 4, 7° du RGPD pour ces traitements en vue d'une piste d'audit et pour le traitement ultérieur des clés numériques dans le service fédéral d'authentification.

La DG TD du SPF BOSA et l'utilisateur se prêtent mutuellement assistance pour l'accomplissement de leur devoir de réponse aux demandes d'exercice des droits de la personne concernée et pour l'exécution des obligations en vertu des articles 32 à 36 du RGPD.

La DG TD du SPF BOSA et l'utilisateur tiennent un registre des activités de traitement. Sur simple demande raisonnable, ils sont tenus de présenter ce registre.

Si la DG TD du SPF BOSA ou l'utilisateur ont connaissance d'une violation en rapport avec les données à caractère personnel mises à disposition, ils s'informeront mutuellement dans les meilleurs délais.

La DG TD du SPF BOSA et l'utilisateur s'engagent à respecter le RGPD et toute autre législation pertinente en matière de traitement des données.

La DG TD du SPF BOSA et l'utilisateur s'engagent à informer les personnes agissant sous son autorité des dispositions du RGPD et de ses arrêtés d'exécution, ainsi que de toute prescription pertinente relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Les deux Parties disposent d'un délégué à la protection des données et d'une politique et d'un plan de sécurité actuels qui seront révisés annuellement.

Les deux Parties s'engagent à prendre les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que contre la modification, l'accès et tout autre traitement non autorisé de données.

Les deux Parties s'engagent à documenter toutes les mesures.

Identification des personnes

Les utilisateurs finaux identifient les demandeurs d'une clé numérique conformément aux procédures prévues en annexe et documentent l'application de ces procédures.

Sont requis :

- la présentation d'un passeport international valable ou
- la présentation d'une carte d'identité valable pour les citoyens de l'UE ou
- une demande de passeport (provisoire) ou de carte d'identité d'un Belge si celui-ci ne dispose pas d'une carte d'identité ou d'un passeport valable

L'utilisateur est responsable des erreurs dues au suivi incorrect ou incomplet des procédures d'identification des personnes et s'organisera afin de pouvoir prouver en tout temps le suivi correct et complet des procédures d'identification des personnes.

Rechercher des personnes dans l'application LRA

Les utilisateurs finaux ne peuvent rechercher des personnes dans le Registre national et dans le Registre BIS (de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale) via l'application LRA que si celles-ci demandent une clé numérique.

Confidentialité

L'utilisateur et les utilisateurs finaux s'abstiendront d'utiliser ou de diffuser de quelque manière que ce soit, en dehors du cadre de cette application, des informations dont ils auraient pris connaissance lors de l'utilisation de l'application LRA.

Gestion des clés numériques

L'utilisateur de l'application LRA ne peut fournir des codes d'activation pour des clés numériques qu'à des personnes identifiées de manière valide, au sens de la présente convention.

1.2.3 Coûts liés à l'utilisation de l'application

L'utilisation de l'application LRA est gratuite pour l'utilisateur.

1.2.4 Autorisations

L'utilisateur confirme disposer des autorisations suivantes pour la finalité « gestion de l'identité et de l'accès » :

- Autorisation d'accès au Registre national
- Autorisation d'accès à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale

1.3 Sécurité

L'utilisateur final ne peut en aucun cas transmettre à des tiers ses données d'authentification pour l'application LRA.

L'utilisateur final prendra les mesures nécessaires afin que des tiers ne puissent obtenir ou prendre connaissance de tout ou partie des éléments nécessaires à l'authentification pour l'application LRA.

La DG TD du SPF BOSA se réserve le droit de suspendre l'accès et les rôles attribués s'il s'avère que les mesures de sécurité en vigueur auprès de l'utilisateur ne sont pas suffisantes.

2.Niveaux de service

2.1 Disponibilité

2.1.1 Disponibilité de l'application

L'application LRA est en principe disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

La DG TD du SPF BOSA met tout en œuvre pour garantir une disponibilité maximale de ses services. Cependant, des interruptions ne sont pas à exclure.

L'application LRA utilise par exemple des services qui sont proposés et maintenus par des tiers. La DG TD du SPF BOSA ne peut pas garantir la disponibilité de ces services.

En cas d'indisponibilité des services, la DG TD du SPF BOSA mettra tout en œuvre pour limiter les inconvénients.

La DG TD du SPF BOSA ne pourra en aucun cas être tenue responsable des conséquences découlant de l'indisponibilité des services.

2.1.2 Indisponibilité planifiée

Dans le cas d'une indisponibilité planifiée, les clients sont informés par e-mail 1 semaine à l'avance. Cet e-mail contient la date, l'heure de début et la durée de l'interruption.

2.1.3 Indisponibilité non planifiée

En cas d'indisponibilité non planifiée, les clients seront informés par e-mail de l'interruption. Dès que l'application est à nouveau disponible, un e-mail sera également envoyé pour annoncer la restauration de la disponibilité.

2.2 Niveaux de service

La prestation de services actuelle s'opère sur la base du « meilleur effort ».

2.3 Support

L'ensemble des incidents sont d'abord notifiés au Service Desk de la DG TD du SPF BOSA. Ce dernier les transfère ensuite à la personne ou au service compétent(e) au sein de la DG TD du SPF BOSA.

Le Service Desk de la DG Transformation digitale est l'interlocuteur unique pour tous les incidents et requêtes de service.

Le Service Desk de la DG Transformation digitale est joignable :

- Par téléphone entre 8h30 et 17h les jours ouvrables de l'Administration fédérale Business NL : 02 740 79 93

Business FR : 02 740 79 94

- Par e-mail, disponible en permanence : servicedesk.dto@bosa.fgov.be
- Par formulaire web, disponible en permanence via https://dt.bosa.be/fr/a_propos_de_bosa/contact/form, <https://eid.belgium.be/fr/contact> et <https://s.help.fedict.belgium.be/fr/formulaire-de-contact>

3. Durée de la présente convention

La présente convention d'utilisation est conclue pour une durée indéterminée, mais les deux Parties peuvent convenir de commun accord d'y mettre un terme à un moment convenu de commun accord.

4. Parties et signature

L'application LRA est proposée à l'utilisateur par le Service public fédéral Stratégie et Appui.

L'utilisation de cette application est soumise à la présente convention d'utilisation et aux conditions générales en annexe.

Utilisateur (organisation)	Administration communale d'Etterbeek
Personne(s) de contact (nom, prénom, e-mail, tél.)	Christel Betrains Christel.betrains@etterbeek.brussels 02/627.26.04
Finalité d'utilisation	Gestion de l'identité et de l'accès
Date de mise à disposition de l'application LRA	Le plus rapidement possible

En signant la présente convention d'utilisation, l'utilisateur se déclare d'accord avec la présente convention d'utilisation, les conditions générales des services de la DG TD du SPF BOSA et les directives techniques et autres de la DG TD du SPF BOSA concernant l'application LRA.

Pour la DG Transformation digitale du service public fédéral Stratégie et Appui
d'Etterbeek,

Ben SMEETS
WOLF

Annick PETIT

Vincent DE

Date et signature

Date et signature

e-overheidsdiensten - digitale sleutels - verwerving van de webtoepassing LRA (Local Registration Authority) - gebruikersovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het DG Digitale Transformatie van de Federale Overheidsdienst Strategie en Ondersteuning

De gemeenteraad,

Aangezien de diensten bevolking en vreemdelingen van het gemeentebestuur van Etterbeek regelmatig verzoeken van burgers ontvangen om "digitale sleutels" te verkrijgen om toegang te krijgen tot de verschillende diensten van het online-bestuur;

Aangezien heel wat Etterbeekenaars niet over een Belgische eID-kaart of een elektronische verblijfsvergunning voor vreemdelingen beschikken (Europese ambtenaren, niet-Belgen met een inschrijvingsbewijs model A, diplomaten, ...), is de digitale sleutel onontbeerlijk om in contact te blijven met de online administraties (Irisbox, Mypension, Myminfin, MyCareer, eHealth, Tax-on-web, ...);

Aangezien de toegang tot eHealth momenteel erg in trek is als onderdeel van de aanvraag om een vaccinatiecertificaat te verkrijgen;

Overwegende dat de webtoepassing van het LRA (Local Registration Authority) het mogelijk maakt een digitale sleutel af te leveren aan burgers (Belgische en niet-Belgische) die niet weten hoe ze de onlineprocedure via eID of itsme® moeten gebruiken;

Aangezien de LRA-webtoepassing een toepassing is waarmee burgers een activeringscode kunnen krijgen om een digitale sleutel te activeren, met het voordeel dat zij zich slechts één keer hoeven te verplaatsen ;

De door DG TD van de FOD BOSA (De Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning) ontwikkelde webapplicatie LRA wordt ter beschikking gesteld van de verschillende overheidsdiensten (federaal, gewestelijk en gemeentelijk) door middel van een gebruikersovereenkomst;

Overwegende dat het gebruik van de toepassing en de opleiding van de gemeenteambtenaren in het gebruik ervan volledig gratis zijn;

De afgifte van de activeringscodes voor het verkrijgen van een digitale sleutel geschiedt gratis aan de loketten van zone A (snelle procedures zonder afspraak) van het gemeentehuis;

Overwegende dat de bekendmaking van deze nieuwe procedure zal worden aangekondigd in "Leven te Etterbeek" en op de gemeentelijke website

BESLUIT :

de goedkeuring van de volgende gebruikersovereenkomst voor de dienst "LRA-toepassing"

Tussen

Het DG Digitale Transformatie van de Federale Overheidsdienst Strategie en Ondersteuning, vertegenwoordigd door Ben Smeets, waarnemend directeur-generaal aan de ene kant;

En

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door zijn burgemeester, de heer Vincent De Wolf, en zijn waarnemend gemeentesecretaris, Annick Petit, anderzijds.

Preambule

Een gebruiksovereenkomst is een dienst-specifiek contract dat de voorwaarden bepaalt voor het gebruik van een specifieke dienst aangeboden door FOD Beleid en Ondersteuning, DG Digitale Transformatie ('FOD BOSA DG DT').

Het is een formeel document dat wordt ondertekend door de verantwoordelijken van de partij die de specifieke dienst levert en de partij die de specifieke dienst wenst te gebruiken ('gebruiker'). Door ondertekening van een gebruiksovereenkomst verklaart de gebruiker zich ook akkoord met de Algemene voorwaarden voor FOD BOSA DG DT diensten.

1.Specifieke voorwaarden

1.1 Beschrijving en werking van de LRA Toepassing

1.1.1 Voorwerp van deze overeenkomst

Deze gebruiksovereenkomst regelt de gebruiksmodaliteiten van de LRA Toepassing (Lokale Registratie Autoriteit Toepassing), middels deze gebruiksovereenkomst ter beschikking gesteld door de FOD BOSA DG DT aan de gebruiker.

De LRA-toepassing is een toepassing waarbij gebruikers personen identificeren, registreren en hen een activatiecode uitreiken met het oog op de activatie van een digitale sleutel. Zo'n digitale sleutel is een elektronisch identificatiemiddel dat door een persoon kan gebruikt worden om binnen de federale authenticatiedienst toegang te krijgen tot een groot aantal Belgische online-overheidstoepassingen zoals bijvoorbeeld Tax-on-Web, mypension, mycareer, ehealth

De eindgebruikers zijn de medewerkers van de gebruiker die concreet de LRA Toepassing zullen gebruiken en de activatiecodes uitreiken aan de personen die zich bij hen presenteren.

1.1.2 Werking van de LRA Toepassing

De eindgebruikers krijgen na ondertekening van deze overeenkomst en na het bewijs hebben geleverd dat ze voldoen aan de voorwaarden vermeld in 1.2.1, toegang tot de LRA Toepassing.

Wanneer personen zich tot hen wenden voor de aanvraag van een digitale sleutel melden zij zich aan bij de LRA Toepassing.

Via de LRA Toepassing voeren de eindgebruikers volgende taken uit:

- opzoeken van personen in het Rijksregister of het BISregister en identificatie van deze personen

- die personen na correcte identificatie registreren in de LRA toepassing, als aanvrager voor een digitale sleutel;
- afgifte van een activatiecode en -link ter initiatie van een digitale sleutel aan die personen.

1.2 Gebruik van de LRA Toepassing

1.2.1 Voorwaarden voor toegang tot de LRA Toepassing

De toekenning van dit toepassingsprofiel is onderworpen aan de ondertekening van deze gebruiksovereenkomst door de gebruiker.

Als eindgebruikers komen alleen Belgische ambtenaren (toegang tot de LRA-toepassing is enkel mogelijk met een Belgische identiteitskaart) onder toezicht van de gebruiker in aanmerking.

De toepassing is toegankelijk via een webbrowser op het volgende adres: <https://iamapps.belgium.be/hma/>.

Om van deze toepassing gebruik te kunnen maken, zullen de eindgebruikers moeten:

1. Beschikken over een eID met geactiveerde certificaten en een kaartlezer.
2. Beschikken over de rol 'Lokale Registratie Officier' (= machtiging tot gebruik van de LRA-toepassing voor het aanvragen en uitreiken van activatiecodes voor digitale sleutels- toegekend door de toegangsbeheerder bij de gebruiker).
3. Zich aanmelden op de LRA-toepassing met zijn of haar eID. Na de registratie zal de eindgebruiker eenmalig gevraagd worden om akkoord te gaan met de algemene gebruiksvoorwaarden.

1.2. 2 Rollen en verantwoordelijkheden verbonden aan de toepassing

De LRA Toepassing omvat volgende functionaliteiten:

- Personen opzoeken en registratie van aanvragen voor activatiecodes in de LRA-toepassing
- Verstrekken van een activatiecode en -link ter initiatie van een digitale sleutel voor de geïdentificeerde personen

(We verwijzen naar de gebruikershandleiding voor details over deze functionaliteiten.)

Basisprincipes

De gebruiker neemt de nodige organisatorische en technische maatregelen om ervoor te zorgen dat de LRA Toepassing gebruikt wordt volgens deze gebruiksovereenkomst en volgens de toepasselijke wetgeving.

De gebruiker waakt erover dat de eindgebruikers de functionaliteiten waarover zij kunnen beschikken, gebruiken binnen deze grenzen.

Correct gebruik

De gebruiker waakt erover dat de eindgebruikers de toepassing gepast, evenredig en met het oog op de finaliteit waarvoor zij toegang kregen, gebruiken. De eindgebruikers kunnen enkel persoonsgegevens opzoeken of raadplegen als dat strikt noodzakelijk is voor het uitvoeren van hun taken.

De acties die de eindgebruikers stellen, worden geregistreerd en kunnen bijgevolg later nagekeken en

gereproduceerd worden. De logs worden in een audit trail beveiligd bewaard gedurende 10 jaar.

De gebruiker van de toepassing verbindt zich ertoe om zijn eindgebruikers op te leiden en om de correcte uitvoering van de processen en andere richtlijnen te controleren om zo een correct en efficiënt gebruik te garanderen.

De gebruiker is verantwoordelijk voor fouten en nalatigheden die begaan worden door de eindgebruikers bij het gebruik van de toepassing. Hij zal erover waken dat de eindgebruikers zich ervan onthouden om handelingen te stellen die van dien aard zijn dat ze de toepassing onstabiel maken.

De gebruiker wordt ertoe gehouden om de deactivering van de rollen door te voeren wanneer zij geen toegang meer nodig hebben tot de toepassing, bijvoorbeeld als zij de rol niet meer uitvoeren of de organisatie verlaten.

FOD BOSA DG DT zal kunnen overgaan tot audits of de toegekende rechten voor de gebruiker of voor eindgebruikers deactiveren, na voorafgaande gemotiveerde kennisgeving, als blijkt dat de voorwaarden in deze gebruiksovereenkomst niet worden nageleefd.

Bescherming van persoonsgegevens

De verwerking door FOD BOSA DG DT en de gebruiker van de gegevens van natuurlijke personen voor identificatie, registratie en het verstrekken van een activatiecode en -link ter initiatie van een digitale sleutel is gerechtvaardigd op basis van de artikelen 133 en 134 van de programmawet van 8 april 2003. Dit is ook de wettelijke basis voor het verifiëren van documenten die de identiteit aantonen en voor het consulteren van gegevensbanken zoals het Rijksregister en het Bisregister.

De gegevens worden verwerkt met het oog op de correcte identificatie van natuurlijke personen zodat hen een digitale sleutel kan toegekend worden die door hen kan gebruikt worden om via de federale authenticatiedienst toegang te krijgen tot elektronische diensten.

De gegevens van de natuurlijke personen die verwerkt worden zijn: voornamen, naam, datum en plaats van geboorte, adres, geslacht. Met de toestemming van de persoon worden ook de volgende gegevens verwerkt met het oog op het contacteren van de persoon: emailadres, taal, telefoonnummer.

De gebruiker treedt voor de identificatie en registratie van de gegevens in de LRA Toepassing op als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van art. 4, 7°, van de VERORDENING (EU) 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (“AVG”). Dit betreft de verwerking van de gegevens die hij verifieert met het oog op de identificatie van natuurlijke personen, de registratie van gegevens in de LRA Toepassing en de gegevens voor het verstrekken van een activatiecode en -link ter initiatie van een digitale sleutel.

Dit betekent onder meer dat de nodige maatregelen zullen genomen worden om te zorgen dat enkel bevoegde personen de gegevens kunnen gebruiken en dat de gegevens enkel mogen gebruikt worden voor de vooraf bepaalde doeleinden en dat het principe van de proportionaliteit moet worden nageleefd.

De toegangen tot de LRA Toepassing als ook de acties die in de LRA Toepassingen gebeuren door de eindgebruikers worden geregistreerd en bewaard in een audit trail zodat bij onderzoek, op initiatief van een betrokken instantie of een controle-orgaan of naar aanleiding van een klacht, een volledige reconstructie kan geschieden van heeft aangemeld en wanneer). Deze informatie wordt gedurende 10 jaar bewaard.

De FOD BOSA DG DT treedt voor deze verwerkingen met het oog op een audit trail en voor de verdere verwerking van de digitale sleutels in de federale authenticatiedienst op als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van art. 4, 7°, van de AVG.

FOD BOSA DG DT en de gebruiker verlenen elkaar bijstand bij het vervullen van hun plicht om verzoeken om uitoefening van de rechten van de betrokkene te beantwoorden en bij het doen nakomen van de verplichtingen uit hoofde van de artikelen 32 tot en met 36 van de AVG.

FOD BOSA DG DT en de gebruiker houden een register bij van de verwerkingsactiviteiten. Op eenvoudig redelijk verzoek zijn zij ertoe gehouden dit register voor te leggen.

Indien FOD BOSA DG DT of de gebruiker kennis nemen van een inbreuk in verband met de ontsloten persoonsgegevens zullen ze elkaar zonder onredelijke vertraging informeren.

FOD BOSA DG DT en de gebruiker verbinden zich ertoe de AVG als ook andere relevante wetgeving inzake de verwerking van de gegevens na te leven.

FOD BOSA DG DT en de gebruiker verbinden zich ertoe de personen die onder zijn gezag werken kennis te geven van de bepalingen van de AVG en haar uitvoeringsbesluiten, alsook van elk ter zake doend voorschrift betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Beide partijen hebben een functionaris voor gegevensbescherming en een actueel veiligheidsbeleid- en plan dat jaarlijks wordt herzien.

Beide partijen verbinden zich ertoe gepaste technische en organisatorische maatregelen te treffen die nodig zijn voor de bescherming van de gegevens tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, tegen toevallig verlies, evenals tegen de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegelaten verwerking van gegevens.

Beide partijen verbinden zich ertoe alle maatregelen te documenteren.

Identificatie van de personen

De eindgebruikers identificeren aanvragers van een digitale sleutel volgens de in bijlage voorziene procedures en documenteren de toepassing van deze procedures.

Zijn vereist:

- de voorlegging van een geldig internationaal paspoort of
- de voorlegging van een geldige identiteitskaart voor EU-burgers of
- een aanvraag voor een (voorlopig) paspoort of een identiteitskaart van een Belg als die niet beschikt over een geldige identiteitskaart of paspoort

De gebruiker is verantwoordelijk voor fouten ten gevolge van het niet correct of volledig volgen van de procedures ter identificatie van personen en zal zich organiseren om het correct of volledig volgen van de procedures ter identificatie van personen ten allen tijde te kunnen aantonen.

Opzoeken van personen in de LRA-toepassing

De eindgebruikers zijn er toe gebonden enkel personen in het Rijksregister en het BISregister (van de

Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid) via de LRA toepassing te zoeken als deze een digitale sleutel aanvragen.

Vertrouwelijkheid

De gebruiker en eindgebruikers onthouden zich ervan om informatie, waarvan kennis genomen bij gebruik van de LRA toepassing, op enige manier buiten het kader van deze toepassing te gebruiken of te verspreiden.

Beheer van de digitale sleutels

De gebruiker van de LRA- toepassing mag enkel activatiecodes voor digitale sleutels verstrekken aan personen die geldig geïdentificeerd werden in de zin van onderhavige overeenkomst.

1.2.3 Kosten verbonden aan het gebruik van de toepassing

Het gebruik van de LRA Toepassing voor de gebruiker is gratis.

1.2.4 Machtigingen

De gebruiker bevestigt te beschikken over de volgende machtigingen voor de finaliteit identiteits- en toegangsbeheer:

- Machtiging voor toegang tot het Rijksregister
- Machtiging voor toegang tot de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid

1.3 Veiligheid

De eindgebruiker kan in geen enkel geval zijn gegevens om zich te authenticeren voor de LRA Toepassing overdragen aan derden.

De eindgebruiker zal de nodige maatregelen treffen zodat derden geen bezit of kennis kunnen nemen van alle of een deel van de elementen die nodig zijn om zich te authenticeren voor de LRA Toepassing.

BOSA DG DT behoudt zich het recht voor om de toegekende toegang en rollen op te schorten als blijkt dat de geldende veiligheidsmaatregelen bij de gebruiker onvoldoende zijn.

2.Service Levels

2.1 Beschikbaarheid

2.1.1 Beschikbaarheid van de toepassing

De LRA-toepassing is in principe 24 uur op 24 en 7 dagen op 7 beschikbaar.

FOD BOSA DG DT stelt alles in het werk om een maximale beschikbaarheid van zijn diensten te garanderen. Er wordt echter niet uitgesloten dat er zich onderbrekingen kunnen voordoen.

De LRA Toepassing maakt met name gebruik van diensten die door derden voorgesteld en onderhouden worden; FOD BOSA DG DT kan de beschikbaarheid ervan niet garanderen.

In het geval de diensten niet beschikbaar zijn, zal FOD BOSA DG DT alles in het werk stellen om de ongemakken te beperken.

FOD BOSA DG DT kan in geen enkel geval verantwoordelijk gehouden worden voor de gevolgen die voortvloeien uit de onbeschikbaarheid van de diensten.

2.1.2 Geplande onbeschikbaarheid

In het geval van geplande onbeschikbaarheid, worden de klanten 1 week op voorhand per e-mail op de hoogte gebracht. Die e-mail bevat de datum, het aanvangsuur en de duur van de onderbreking.

2.1.3 Niet geplande onbeschikbaarheid

In het geval van niet geplande onbeschikbaarheid, zullen de klanten per e-mail op de hoogte gebracht worden van de onderbreking. Zodra de toepassing opnieuw beschikbaar is, zal er ook een e-mail verstuurd worden om de herstelling van de beschikbaarheid aan te kondigen.

2.2 Service Levels

De huidige dienstverlening gebeurt op basis van 'best effort'.

2.3 Ondersteuning

Alle incidenten worden eerst gemeld aan de Service Desk van FOD BOSA DG DT. Die laatste draagt ze vervolgens over aan de bevoegde persoon of dienst binnen FOD BOSA DG DT.

De DG Digitale Transformatie Service Desk is het unieke aanspreekpunt voor alle incidenten en service requests.

De DG Digitale Transformatie Service Desk is bereikbaar via:

- Telefoon tussen 8:30u en 17u op werkdagen van de federale overheid Business NL: 02 740 79 93 Business FR: 02 740 79 94 E-mail, permanent beschikbaar: servicedesk.dto@bosa.fgov.be
- Web form, op permanente basis via https://dt.bosa.be/nl/over_bosa/contact/form, <https://eid.belgium.be/nl/contact> en <https://sma-help.fedict.belgium.be/nl/contactformulier>

3 Duur van deze overeenkomst

Deze gebruiksovereenkomst is van onbepaalde duur, maar beide partijen kunnen onderling overeenkomen ze te beëindigen op een onderling afgesproken tijdstip.

4 Partijen en handtekening

De LRA Toepassing wordt aangeboden aan de gebruiker door de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning.

Het gebruik ervan is onderworpen aan deze gebruiksovereenkomst en aan de algemene voorwaarden in bijlage.

Gebruiker (organisatie)	Gemeentebestuur van Etterbeek
Contactpersoon (-onen) (naam, voornaam, e-mail, tel.)	Christel Betrains Christel.betrains@etterbeek.brussels 02/627.26.04
Gebruiksdoeleinden	Identiteits- en toegangsbeheer
Datum van het ter beschikking stellen van de LRA Toepassing	Zo spoedig mogelijk

Door ondertekening van deze gebruiksovereenkomst verklaart de gebruiker zich akkoord met deze gebruiksovereenkomst, met de algemene voorwaarden voor FOD BOSA DG DT diensten en met de technische en andere richtlijnen van FOD BOSA DG DT met betrekking tot de LRA Toepassing.

Voor Het DG Digitale Transformatie van de gemeente Etterbeek
Federale Overheidsdienst Strategie en Ondersteuning,

Voor de

Ben SMEETS,
WOLF, Annick PETIT
wn. directeur generaal
Burgemeester wn. Gemeentesecretaris

Vincent DE

Datum en handtekening

Datum en handtekening

Finances - Financiën

41 Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique – Exercice 2022

Le Conseil,

Vu la délibération du Conseil Communal du **29 juin 2020** relative au même objet, expirant le 31 décembre 2021 ;

Vu l'article 170, §4, de la constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale,

chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 : Il est établi, au profit de la commune d'Etterbeek, pour l'exercice 2022, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Fait en séance publique à Etterbeek, le **28 juin 2021**.

Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies – Dienstjaar 2022

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van **29 juni 2020** betreffende hetzelfde onderwerp, vervallend op 31 december 2021;

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

Artikel 1: Er worden voor het aanslagjaar 2022 ten voordele van de gemeente Etterbeek, 4384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2: De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3: Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Aldus beslist in openbare zitting te Etterbeek, op **28 juni 2021**.

42 **Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique – Exercice 2022**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2022, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le **30 juin 2021** ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

Article 1^{er}

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2022.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies – Dienstjaar 2022

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 26 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2022 in zoverre de gemeente voor **30 juni 2021** de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2022.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

43 **Convention relative aux missions d'intérêt général entre les hôpitaux IRIS Sud (HIS) et la commune d'Etterbeek - année 2021**

Le conseil communal,

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, dont les articles 106 à 108 ;

Vu la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général ;

Vu la Décision de la Commission du 5 juillet 2016 concernant l'Aide d'Etat SA. 19864 - 2014/C (ex 2009/NN54) mise à exécution par la Belgique relative au Financement des hôpitaux publics IRIS en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, dont l'article 57 § 4 et les Chapitre XII et XIIbis ;

Vu l'Ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les Statuts de l'Association iris-Faîtière qui prévoit que celle-ci est chargée d'établir les critères relatifs à l'octroi des subventions pour financer les missions à caractère public des associations hospitalières locales et la répartition de cette subvention, conformément à l'ordonnance du treize février deux mille trois portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles Capitale, établis par le Comité stratégique ;

Vu les Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Vu le Plan stratégique 2015-2018 des hôpitaux publics et universitaires bruxellois, approuvé le 28 janvier 2015 par le Conseil d'Administration d'iris-Faîtière ;

Vu que la présente convention s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2015-2018 ;

Vu que la compensation visée à l'article 3 de la présente convention intervient sans préjudice de l'article 46 des Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Nature des obligations

La Commune, ainsi que les Communes de Anderlecht, Ixelles et Saint-Gilles, sont des membres associés de HIS afin d'assurer la cohésion sociale. Aussi elle a confié à HIS dont elle est associée des missions d'intérêt général visant notamment et précisément à maintenir un service public hospitalier de qualité qui

consistent notamment en :

- La participation à la politique de santé publique et à la stratégie commune du réseau hospitalier public bruxellois sous la direction générale et la tutelle d'iris-Faïtière, incluant notamment la garantie et la pérennité d'une offre hospitalière diversifiée et de proximité et le maintien d'un statut public des institutions et du personnel ;
- L'accueil en tout temps et la prise en charge de tous les patients qui requièrent des soins hospitaliers quelles que soient leurs conditions sociales et leurs situations administratives, quelles que soient leurs pathologies, aussi lourdes et chroniques soient-elles, y compris l'accompagnement en fin de vie ;
- La mission déléguée des CPAS de l'aide médicale spécialisée aux personnes qui bénéficient de l'aide sociale des CPAS ou qui font appel à eux, ainsi qu'aux personnes en situation illégale, aux candidats réfugiés et aux personnes sans domicile, en ce compris l'assistance aux patients indigents pour l'obtention du remboursement des soins par tout tiers habilité.

Article 2. Charges liées aux obligations

Ces missions de service public spécifiques confiées à HIS entraînent les coûts suivants faisant l'objet de la compensation visée à l'article 3 :

- Les charges liées aux incidences des décisions de la Région de Bruxelles-Capitale d'ajouter et d'actualiser le chapitre XIIbis de la loi organique des CPAS ;
- Les charges liées aux incidences des décisions des Communes-mères de maintenir une offre multi-sites d'activités d'hospitalisation sur de nombreux sites plutôt que de les concentrer sur un nombre restreint de sites ;
- Les charges liées à l'obligation de maintenir le statut public du personnel des hôpitaux ;
- Les charges liées à l'obligation d'accessibilité sans discrimination de tous les patients nécessitant des soins hospitaliers
- Les charges liées à la mission déléguée par certains CPAS bruxellois qui reprennent le coût supplémentaire des procédures avec les CPAS.

Pour décrire précisément et de manière homogène les modalités de calcul des charges liées à ces obligations, l'association iris-Faïtière établit une circulaire approuvée par la Commune selon la procédure visée à l'article 4 de la présente Convention. Cette circulaire adressée à HIS et jointe en annexe à la présente.

Article 3. Compensation

Sans préjudice de l'article 46 des statuts de HIS, en fonction de ses crédits budgétaires et dans la limite des moyens disponibles, la Commune octroie à HIS une compensation financière qui ne dépassera pas le montant de 755.000 euros et destinée à couvrir les charges décrites à l'article 2 ci-dessus.

Cette compensation, cumulée à celles versées par les trois autres Communes, ne peut dépasser 100% des charges de missions d'intérêt général de HIS pour la même année ; l'excédent éventuel doit être remboursé à chacune des quatre Communes, selon la proportion des versements de compensation de chacune d'entre elles pour la même année.

La compensation sera versée dès que les moyens financiers seront disponibles et au plus tard à la fin de l'année civile qui suit l'année pour laquelle la compensation est octroyée

Article 4. Contrôle

Au sein du Conseil d'administration d'iris-Faïtière, la Commune approuve la circulaire adoptée relative aux modalités d'application de la convention et, notamment, aux modalités de calcul des charges de mission d'intérêt général. A défaut, elle établit avec les trois autres Communes de manière autonome quels sont les éléments financiers à prendre en considération pour déterminer les coûts raisonnables correspondant à des charges réelles non subventionnées par un autre pouvoir public telles que décrites à l'article 2. Dans ce dernier cas, l'inventaire de ces éléments financiers est communiqué par les quatre Communes à HIS.

Dans les six mois qui suivent la fin de l'année, HIS établit le décompte des charges de mission d'intérêt général, qui sont inscrites dans les comptes de HIS pour l'exercice clôturé. Ce décompte fera l'objet d'un rapport spécial attesté par le Réviseur d'entreprise de l'hôpital public. L'ensemble est transmis à l'association faïtière iris pour le 15 juillet au plus tard.

Le conseil communal de la Commune désigne les agents de ses services chargés du contrôle des hôpitaux chargés des missions décrites dans la présente convention. HIS garantit à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

À la demande des agents désignés par le conseil communal, HIS présente tous les justificatifs nécessaires pour les frais généraux d'exploitation et pour les autres frais relatifs aux missions et charges visées à l'article 2.

Au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'octroi de la compensation financière accordée en vertu de l'article 3 ci-dessus, sur base du rapport spécial établissant les décomptes des charges liées aux missions d'intérêt général, l'association iris-Faïtière établit un rapport comparatif de la compensation versée en application de l'article 3 ci-dessus et des charges décrites à l'article 2. Ce rapport est transmis à la Commune.

Article 5. Remboursement

S'il ressort du contrôle effectué conformément à l'article 4 que la compensation perçue par HIS dépasse les charges décrites à l'article 2, la Commune adoptera une décision à l'égard de HIS lui imposant de rembourser la partie de la compensation non justifiée dans les trois mois de sa décision en application de l'article 46 des statuts de HIS.

Article 6. Litige

Tout litige entre les parties afférent à la présente convention est soumis à conciliation. La demande de conciliation est adressée par lettre recommandée au Président du conseil d'administration d'iris-Faïtière, dans les sept jours de la décision contestée.

L'introduction de la demande de conciliation suspend l'exécution de la décision contestée. Le président convoque sans délai le Comité stratégique. Celui-ci se réunit dans le mois et propose, endéans le même délai, au conseil d'administration, une résolution au conflit. Lors de sa plus prochaine réunion, le Conseil d'administration statue sur la demande de conciliation introduite à la majorité prévue à l'article 33 des statuts d'iris-Faïtière.

À défaut d'accord ou en cas de désaccord de la Commune ou de HIS, le litige est porté devant les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Article 7. Entrée en vigueur et durée

La présente convention prend ses effets à la date de la signature par les parties. Elle est conclue pour une durée de un an courant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. Toute prorogation doit faire l'objet d'une nouvelle convention.

Overeenkomst betreffende de opdrachten van algemeen nut tussen de Iris ziekenhuizen Zuid (IZZ) en de gemeente Etterbeek - jaar 2021

De gemeenteraad,

Gelet op het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarvan de artikelen 106 tot 108;

Gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 2011 met betrekking tot de toepassing van artikel 106, paragraaf 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie in verband met staatssteun in de vorm van compensaties van de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen;

Gelet op de Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de regels van de Europese Unie inzake staatssteun op de compensaties toegekend voor het verlenen van diensten van algemeen economisch belang;

Gelet op het Besluit van de Commissie van 5 juli 2016 betreffende Steunmaatregel SA. 19864 - 2014/C (ex 2009/NN54) die door België ten uitvoer is gelegd inzake de Overheidsfinanciering van de Brusselse openbare ziekenhuizen van het IRIS-netwerk;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's, waarvan artikel 57, § 4, en de Hoofdstukken XII en XIIbis;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de iris-Koepelvereniging, waarin bepaald wordt dat deze belast is met het vaststellen van de criteria voor de toekenning en de verdeling van de subsidies om de openbare taken van de plaatselijke ziekenhuisverenigingen te financieren, overeenkomstig de ordonnantie van dertien februari tweeduizend en drie houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgesteld door het Strategisch comité;

Gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ;

Gelet op het Strategisch Plan 2015-2018 voor de Brusselse openbare en universitaire ziekenhuizen, goedgekeurd op 28 januari 2015 door de Raad van bestuur van de iris-Koepel;

Overwegende dat de onderhavige overeenkomst past in de uitvoering van het Strategisch Plan 2015-2018;

Overwegende dat de compensatie bedoeld in artikel 3 van onderhavige overeenkomst geldt onverminderd artikel 46 van de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ.

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Aard van de plichten

De Gemeente, evenals de gemeenten Anderlecht, Elsene en Sint-Gillis zijn deelgenoten van IZZ met het oog op de maatschappelijke samenhang. Daarom heeft zij aan IZZ waarvan zij deelgenoot is, opdrachten van algemeen nut toevertrouwd die onder meer en precies beogen een kwalitatieve ziekenhuisdienst te handhaven en inzonderheid bestaan uit:

- De bijdrage aan het volksgezondheidsbeleid en aan de gemeenschappelijke strategie van het openbaar Brussels ziekenhuizenet onder de algemene directie en het toezicht van de Iris-Koepel, wat ook de waarborg en de bestendigheid inhoudt van een gediversifieerd en plaatselijk ziekenhuisaanbod en de instandhouding van het openbare statuut van de instellingen en het personeel;
- De gewaarborgde opvang en de opname van alle patiënten die verpleging nodig hebben, ongeacht hun sociale en administratieve toestand, ongeacht hun aandoeningen, ook indien deze zwaar en chronisch blijken, met inbegrip van levenseindebegeleiding;
- De gedelegeerde opdracht van de OCMW's voor gespecialiseerde geneeskundige hulp aan personen die op hen een beroep doen, aan personen die illegaal in het land verblijven, aan kandidaat-vluchtelingen en aan daklozen, met inbegrip van de bijstand aan behoeftige patiënten voor het verkrijgen van terugbetaling van de zorgen door een gemachtigde derde;

Artikel 2. Lasten verbonden aan de plichten

Deze specifieke opdrachten van openbare dienst toevertrouwd aan IZZ brengen de volgende kosten mee, die gecompenseerd worden zoals bedoeld in artikel 3:

- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het hoofdstuk XIIbis van de organieke wet betreffende de OCMW's toe te voegen en bij te werken;
- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door de voogdijgemeenten om een activiteitenaanbod van hospitalisatie te behouden op meerdere campussen, in plaats van ze te concentreren op een beperkt aantal vestigingen;
- De lasten verbonden aan de verplichting om het openbare statuut van de instellingen en het personeel in stand te houden;
- De lasten verbonden aan de verplichting om de toegang zonder discriminatie te verzekeren voor alle patiënten die nood hebben aan ziekenhuiszorgen.
- De lasten verbonden aan de door bepaalde Brusselse OCMW's gedelegeerde opdracht, die de extra kost omvatten van de procedures met de OCMW's.

Om de berekeningsmodaliteiten van deze lasten precies en gelijkmatig te beschrijven, heeft de iris-Koepel een omzendbrief opgesteld die goedgekeurd werd door de Gemeente volgens de procedure waarvan sprake in artikel 4 van onderhavige overeenkomst. De aan IZZ gerichte omzendbrief bevindt zich in bijlage van deze overeenkomst.

Artikel 3. Compensatie

Onverminderd artikel 46 van de statuten van IZZ, in functie van haar begrotingskredieten en binnen de perken van de beschikbare financiële middelen, kent de Gemeente aan IZZ een financiële compensatie toe die het bedrag van 755.000 euro niet zal overschrijden en bestemd is om de in artikel 2 hierboven

omschreven kosten te dekken.

Deze compensatie die samengevoegd wordt bij deze overgemaakt door de drie andere Gemeenten, mag niet meer bedragen dan 100% van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut van IZZ voor hetzelfde jaar; het eventuele overschot dient terugbetaald te worden aan elk van de vier Gemeenten, in verhouding tot de uitbetaalde compensaties door elk van hen voor datzelfde jaar.

De compensatie wordt uitbetaald van zodra de financiële middelen beschikbaar zijn en ten laatste op het einde van het burgerlijk jaar volgend op dat waarvoor de compensatie is toegekend.

Artikel 4. Controle

Binnen de Raad van bestuur van de iris-Koepel, verleent de Gemeente goedkeuring aan de aangenomen omzendbrief met betrekking tot de uitvoeringsbepalingen en met name, de berekeningsmodaliteiten van de lasten verbonden aan de opdracht van algemeen nut. Zo niet, zal ze samen met de drie andere Gemeenten op autonome wijze vaststellen welke financiële elementen in overweging moeten worden genomen om te bepalen welke redelijke kosten overeenstemmen met de reële kosten die niet worden gesubsidieerd door een andere overheid zoals omschreven in artikel 2. In dit laatste geval, wordt de inventaris van deze financiële elementen door de vier Gemeenten meegedeeld aan IZZ.

Binnen de zes maanden volgend op het einde van het jaar, stelt IZZ een afrekening op van de kosten voor opdrachten van algemeen nut die staan ingeschreven in hun rekeningen voor het afgesloten dienstjaar. Deze afrekening wordt vervat in een bijzonder verslag bekrachtigd door de Bedrijfsrevisor van het openbaar ziekenhuis. Het geheel wordt overgemaakt aan de iris-Koepel uiterlijk tegen 15 juli.

De gemeenteraad van de Gemeente stelt de personeelsleden van zijn diensten aan, die belast worden met het toezicht op de ziekenhuizen die de opdrachten uitvoeren die in deze overeenkomst staan omschreven. IZZ waarborgt deze personeelsleden toegang tot hun lokalen en de mogelijkheid om ter plaatse de stukken en documenten in te zien die noodzakelijk zijn voor het vervullen van hun opdracht.

Op verzoek van de personeelsleden aangesteld door de gemeenteraad, legt IZZ alle noodzakelijke verantwoordingsstukken voor met betrekking tot de algemene exploitatiekosten en de andere onkosten betreffende de opdrachten en lasten bedoeld in artikel 2.

Ten laatste op 30 september van het jaar dat volgt op de toekenning van de krachtens artikel 3 hierboven toegekende compensatie, stelt de iris-Koepelvereniging op grond van het bijzonder verslag waarin de eindafrekeningen van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut worden vastgesteld, een vergelijkend verslag op van de compensatie gestort in toepassing van het voormelde artikel 3 en van de kosten omschreven in artikel 2. Dit verslag wordt toegestuurd aan de Gemeente.

Artikel 5. Terugbetaling

Als uit de controle uitgeoefend overeenkomstig artikel 4 blijkt dat de compensatie ontvangen door IZZ de kosten overschrijdt die omschreven zijn in artikel 2, zal de Gemeente een beslissing treffen waarbij aan IZZ wordt opgelegd om het niet verantwoorde deel van de compensatie terug te betalen binnen drie maanden na haar beslissing, in toepassing van artikel 46 van de statuten van IZZ.

Artikel 6. Geschillen

Elk geschil tussen partijen met betrekking tot de onderhavige overeenkomst wordt onderworpen aan bemiddeling. Het verzoek tot bemiddeling zal gericht worden via aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de Raad van bestuur van de iris-Koepel, binnen de zeven dagen volgend op de betwiste beslissing.

Het indienen van het verzoek tot bemiddeling schort de uitvoering op van de betwiste beslissing. De voorzitter roept het Strategisch Comité onmiddellijk bijeen. Het Comité vergadert binnen de maand en stelt binnen diezelfde termijn aan de Raad van bestuur een oplossing voor het geschil voor. De Raad van bestuur spreekt zich op zijn eerstvolgende vergadering met een meerderheid uit over het ingediende verzoek tot bemiddeling, zoals bepaald in artikel 33 van de statuten van de iris-Koepel.

Indien een akkoord uitblijft of in geval van onenigheid van de Gemeente of IZZ, wordt het geschil voor de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel beslecht.

Artikel 7. Inwerkingtreding en duur

Deze overeenkomst heeft uitwerking op de datum van de ondertekening door de partijen. Ze wordt gesloten voor de duur van een jaar lopende van 1 januari tot 31 december 2021. Voor elke verlenging dient een nieuwe overeenkomst gesloten te worden.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention SIEG 2021 Etterbeek-HIS NL.pdf, Convention SIEG 2021 Etterbeek -HIS.pdf

44 Comptes communaux 2020

Le conseil communal,

Vu le compte budgétaire 2020 dressé par le Receveur Communal ;

Attendu que ce compte se clôture avec un boni de € 34 075 747,88 au service ordinaire et avec un mali de € 65 346 784,20 au service extraordinaire;

Vu le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2020;

Attendu que le compte de résultat se clôture avec un boni de € 2.673.809,17 résultat que l'on retrouve au bilan ;

Attendu que ces documents ont et présentés au collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 17 juin 2021;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

APPROUVE

- 1) les comptes budgétaires 2020 ;
- 2) le compte de résultat 2020 et le bilan au 31 décembre 2020.

Gemeenterekeningen 2020

De gemeenteraad,

gezien de begrotingsrekening over 2020 opgesteld door de Gemeenteontvanger;

overwegende dat deze rekening afgesloten wordt met een tegoed van € 34 075 747,88 op de gewone dienst en een tekort van € 65 346 784,20 op de buitengewone dienst;

gezien de balans en de resultatenrekening op 31 december 2020;

overwegende dat de resultatenrekening afgesloten wordt met een tegoed van € 2.673.809,17 resultaat dat men terugvindt op de balans;

overwegende dat deze documenten aan het college van Burgemeester en Schepenen werd voorgelegd in hun zitting van 17 juni 2021;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

KEURT GOED

1) de begrotingsrekeningen over 2020;

2) de resultatenrekening over 2020 en de balans op 31 december 2020.

5 annexes / 5 bijlagen

bilan fr.pdf, rapport 96 pdf.pdf, bilan nl.pdf, compte budgétaire ordinaire docx.pdf, budgétaire rekening 2020.pdf

45 Budget 2021 – Modification n°2 - services ordinaire et extraordinaire

Begroting 2021 Wijziging nr 2 - Gewone en buitengewone diensten

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

46 Nouveau règlement pour des projets socioculturels dans le cadre de la politique culturelle néerlandophone.

Le conseil communal,

Considérant que, dans sa séance du 18 novembre 2019, le conseil communal a approuvé le plan de politique culturelle locale néerlandophone 2020-2025 (Lokaal Cultuurbeleidsplan);

Vu le règlement du 17.09.2017 relatif au contrôle de l'attribution des subsides ;

Considérant que l'un des objectifs de ce plan d'action est de stimuler et de soutenir les initiatives des citoyens et des organisations à Etterbeek dans le cadre de la politique culturelle néerlandophone ;

Considérant que la dernière version du règlement relatif aux projets socioculturels à été approuvé lors du conseil communal du 7 juin 2004;

Considérant qu'un nouveau règlement a été élaboré en concertation avec les partenaires de la politique culturelle locale néerlandophone et a été soumis à l'avis du Conseil culturel néerlandophone (« Cultuurraad ») lors de sa séance du 6 janvier 2021 ;

Considérant que le nouveau règlement remplace l'ancien règlement (du 7 juin 2004);

DECIDE:

d'approuver le nouveau règlement relatif aux projets socioculturels dans le cadre de la politique culturelle néerlandophone repris ci-dessous :

Règlement relatif aux projets socioculturels dans le cadre de la politique culturelle néerlandophone

Préambule :

Définitions des termes utilisés :

- Le conseil communal est le conseil communal de la commune d'Etterbeek.

- Le collège est le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'Etterbeek.
- Le groupe de régie (« Regiegroep ») est chargé de la politique culturelle locale et constitue le noyau du « Cultuurraad » tel que décrit dans le règlement d'ordre intérieur du conseil culturel néerlandophone d'Etterbeek (« Cultuurraad »).
- Le BKO (« beroepskrachtenoverleg) est la concertation des professionnels des partenaires structurels de la politique culturelle locale à Etterbeek.
- Une organisation néerlandophone est une organisation dont la langue de travail est le néerlandais et/ou qui est reconnue par le gouvernement flamand ou par la Commission communautaire flamande (« VGC »).

Art. 1. Objectif du règlement

L'objectif de ce règlement est de soutenir les projets socioculturels ayant un lien avec la politique culturelle néerlandophone à Etterbeek. Ces projets participent au bien vivre-ensemble dans la commune.

Art. 2. Public cible

Ce règlement vise :

- Les associations, les organisations et les collectifs d'habitants qui sont actifs sur Etterbeek
- Les habitants d'Etterbeek

Art. 3. Conditions

Les projets qui peuvent bénéficier d'un soutien doivent démontrer que la langue néerlandaise occupe une place à part entière dans la communication et le déroulement du projet. C'est notamment le cas pour les projets organisés par une organisation néerlandophone ou en collaboration avec une organisation néerlandophone.

Seuls les projets ouverts au public et se déroulant (en grande partie) dans le domaine des loisirs peuvent bénéficier d'un soutien.

Les projets doivent démontrer comment ils s'inscrivent dans les objectifs du plan de politique culturelle locale et dans les priorités fixées dans le plan d'action annuel.

Le projet pour lequel une demande est introduite doit se réaliser dans les 6 mois suivant l'approbation par le collège.

Art. 4. Procédure

§ 4.1. Demande :

- La demande doit être introduite au plus tard 10 semaines avant le début du projet.
- La demande est introduite auprès du collège des bourgmestre et échevins à l'aide du formulaire ad hoc qui explique le contenu et les aspects financiers du projet.

§ 4.2. Évaluation :

- Le service des Affaires néerlandophones vérifie la recevabilité de toutes les demandes.
- Chaque demande recevable sera examinée par le BKO selon la procédure établie et fera l'objet d'un rapport au « Regiegroep » et au « Cultuurraad ».

§ 4.3. Décision :

- Le collège prendra une décision sur l'octroi du soutien demandé ans les 60 jours qui suivent la réception de la demande.
- La décision du collège sera communiquée par écrit au demandeur et au « Regiegroep » par le service des Affaires néerlandophones.

§ 4.4. Paiement :

- Le paiement du montant octroyé se fait par l'administration communale sur le compte bancaire communiqué par le demandeur à la fin du projet et après la réception des documents prévus dans l'article 6.

Art. 5. Montant

Le montant attribué sera déterminé en fonction de la mesure dans laquelle le projet répond aux objectifs du plan de politique culturelle locale, du budget présenté et sous réserve des budgets disponibles. Un montant de 2.500 euros maximum peut être attribué par projet.

Art. 6. Contrôle

Le service des Affaires néerlandophones demandera les documents suivants pour vérifier l'utilisation du subside accordé :

- Le décompte final des dépenses et des recettes du projet
- L'évaluation du contenu du projet.

Toute organisation qui reçoit un soutien de la part de la commune est soumise au règlement relatif au contrôle de l'attribution des subsides.

Art. 7. Disposition spéciale

Le demandeur s'engage à mentionner le soutien de l'échevin des Affaires néerlandophones et le logo de la commune d'Etterbeek dans ses communications sur le projet, selon les directives qui lui seront fournies au moment de l'approbation du projet.

Art. 8. Clause de non-discrimination

Les auteurs de projets s'engagent à ne tolérer aucune forme de discrimination fondée sur le sexe, la nationalité, la race, la couleur, l'ascendance, les origines nationales ou ethniques, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la religion ou les convictions, les opinions politiques, la langue, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, les caractéristiques physiques ou génétiques ou les origines sociales lors de leurs activités.

Art. 9. Protection des données

§ 1. Les données personnelles recueillies sur le formulaire ne sont traitées qu'en vue de traiter les demandes introduites suite à l'appel de projets et seront utilisées pour la mise en oeuvre des projets.

§ 2. Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers sans consentement qui sera demandé le cas échéant.

§ 3. Les auteurs de projets peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification de leurs données en envoyant un mail à cultuur@etterbeek.brussels ou un courrier à l'administration communale d'Etterbeek à l'attention du service des Affaires néerlandophones.

Art. 10. Entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entrera en vigueur le 15/07/2021.

Nieuw reglement voor socio-culturele projecten binnen het Nederlandstalige cultuurbeleid.

De gemeenteraad,

Gelet dat de gemeenteraad in haar zitting van 18 november 2019 het Lokaal Cultuurbeleidsplan 2020-2025 goedkeurde;

Gelet op het reglement van 17.09.2017 betreffende de controle op de toekenning van toelagen;

Overwegende dat een van de doelstellingen van dat beleidsplan is om initiatieven van burgers en organisaties uit Etterbeek te stimuleren en te ondersteunen binnen het Nederlandstalige cultuurbeleid;

Overwegende dat de laatste versie van het reglement op de socio-culturele projecten goedgekeurd werd op de gemeenteraad van 7 juni 2004;

Overwegende dat een volledig vernieuwd reglement werd opgemaakt in overleg met de partners van het lokaal cultuurbeleid en met advies van de cultuurraad op haar zitting van 6 januari 2021;

Overwegende dat dit nieuw reglement het oude reglement (7 juni 2004) vervangt;

BESLIST:

Het nieuw reglement voor socio-culturele projecten binnen het Nederlandstalige cultuurbeleid hieronder goed te keuren.

Reglement voor socio-culturele projecten binnen het Nederlandstalige cultuurbeleid

Preambule:

Definities van de gebruikte termen:

- De gemeenteraad is de gemeenteraad van de gemeente Etterbeek.

- Het college is het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek.
- De regiegroep houdt de regie van het lokaal cultuurbeleid in handen en vormt de kern van de cultuurraad zoals beschreven in het huishoudelijk reglement van de Nederlandstalige cultuurraad Etterbeek.
- Het BKO (beroepskrachtenoverleg) is het overleg van beroepskrachten van de structurele partners van het lokaal cultuurbeleid in Etterbeek.
- Een Nederlandstalige organisatie is een organisatie waarvan de voertaal het Nederlands is en/of die erkend wordt door de Vlaamse overheid of de VGC voor haar werking.

Art. 1: Doel van het reglement

Het doel van dit reglement is het ondersteunen van socio-culturele projecten met een link met het Nederlandstalige cultuurbeleid in Etterbeek. Dit zijn projecten die bijdragen aan het samenleven in de gemeente.

Art. 2. Wie komt in aanmerking?

Dit reglement richt zich tot

- Verenigingen, organisaties en bewonerscollectieven die actief zijn in Etterbeek
- Inwoners van Etterbeek

Art. 3. Voorwaarden

Projecten die in aanmerking komen tot ondersteuning kunnen aantonen dat het Nederlands een volwaardige plek neemt in de communicatie en het verloop. Van projecten die worden georganiseerd door een Nederlandstalige organisatie of in samenwerking met een Nederlandstalige organisatie wordt aangenomen dat dit het geval is.

Enkel projecten die open zijn voor het publiek en zich (grotendeels) in de vrijetijd afspelen, komen in aanmerking voor ondersteuning.

Projecten moeten aantonen op welke manier ze aansluiten bij de doelstellingen van het lokaal cultuurbeleidsplan en volgens de prioriteiten bepaald in het jaarlijkse actieplan.

Het project waarvoor een aanvraag wordt ingediend, wordt geacht gerealiseerd te zijn binnen de 6 maanden na goedkeuring door het college.

Art. 4. Procedure

§ 4.1. Aanvraag:

- De aanvraag wordt ingediend ten laatste 10 weken voor aanvang van het project.
- De aanvraag wordt ingediend bij het college van burgemeester en schepenen via een daarvoor bestemd formulier [\[VL1\]](#) waarin het project inhoudelijk en financieel wordt toegelicht.

§ 4.2. Beoordeling:

- De dienst Nederlandstalige aangelegenheden controleert elke aanvraag op ontvankelijkheid
- Elke ontvankelijk verklaarde aanvraag wordt besproken door het BKO volgens de hiervoor vastgelegde procedure en teruggekoppeld naar de regiegroep-cultuurraad.

§ 4.3. Beslissing:

- Het college neemt binnen de 60 dagen na ontvangst van de aanvraag een beslissing over het toekennen van gevraagde ondersteuning.
- De beslissing van het college wordt schriftelijk bekend gemaakt aan de aanvrager en de regiegroep door de dienst Nederlandstalige aangelegenheden.

§ 4.4. Uitbetaling:

- De uitbetaling van het toegekende bedrag gebeurt door het gemeentebestuur na afloop van het project en na het indienen van de stukken vermeld onder art.6. op het bankrekeningnummer dat is meegedeeld door de aanvrager.

Art. 5. Bedrag

Het toegekende bedrag wordt bepaald op basis van de mate waarin het project aansluit bij de doelstellingen van het lokaal cultuurbeleidsplan, de ingediende begroting en onder voorbehoud van de beschikbare budgetten. Per project kan maximum €2500 toegekend worden.

Art. 6. Controle

De dienst Nederlandstalige aangelegenheden vraagt volgende stukken op ter controle van de besteding van de toegekende subsidie:

- Eindafrekening van uitgaven en inkomsten van het project
- Inhoudelijke evaluatie van het project.

Elke organisatie die een ondersteuning ontvangt van de gemeente, is onderhevig aan het reglement betreffende de controle op de toekenning van toelagen.

Art. 7. Bijzondere bepaling

De aanvrager engageert zich om in haar communicatie over het project de ondersteuning van de schepen van Nederlandstalige aangelegenheden en het logo van de gemeente Etterbeek te vermelden volgens de richtlijnen die bezorgd zullen worden bij de goedkeuring van het project.

Artikel 8 – Non-discriminatieclausule

De projectdragers verbinden zich ertoe om tijdens hun activiteiten geen enkele vorm van discriminatie te tolereren op grond van geslacht, nationaliteit, ras, huidskleur, afstamming, nationale of etnische afkomst, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, godsdienst of levensovertuiging, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, handicap, fysieke of genetische kenmerken of sociale afkomst.

Artikel 9 – Gegevensbescherming

§ 1. De gegevens die op het formulier worden vermeld worden enkel gebruikt om de aanvragen te verwerken die werden ingediend naar aanleiding van de projectoproep en zullen worden gebruikt om de projecten uit te voeren.

§ 2. Er worden geen gegevens gedeeld met derden zonder toestemming, die zo nodig gevraagd zal worden.

§ 3. Projectdragers kunnen hun recht op toegang en verbetering van hun gegevens uitoefenen door een e-mail te sturen naar cultuur@etterbeek.brussels of per brief naar het gemeentebestuur van Etterbeek ter attentie van de dienst Nederlandstalige Aangelegenheden.

Artikel 10 start van het subsidiereglement

Dit reglement treedt in werking op 15/07/2021

2 annexes / 2 bijlagen

Formulier projectoproep 2020 1_fre-BE.xls, Formulier projectoproep 2020 1.xls

Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

47 Eglise Anglicane Unifiée Compte 2020

Le Conseil communal,

Attendu que la Commune d'Ixelles nous a transmis le compte 2020 du Culte Protestant de l'Eglise Anglicane Unifiée en date du 14/05/2021 dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune ;

Attendu cependant que certains crédits budgétaires en dépenses ont été dépassés sans qu'une modification budgétaire ait été introduite en cours d'année par l'autorité fabricienne ;

Attendu que le compte se clôture par un excédent en recettes ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P. , gestionnaires de la paroisse ;

Vu l'article 255 9° de la loi communale.

Attendu que ce document arrêté par le Conseil de Fabrique se présente comme suit ;

RECETTES

Ordinaires	159.082,38 €
extraordinaires	61.663,43 €
TOTAL	220.745,81 €

DEPENSES

relatives au culte	14.430,95 €
Ordinaires	163.770,87 €
extraordinaires	0,00 €
TOTAL	178.201,82 €

SOIT AVEC UN BONI DE 42.543.99 €

DECIDE d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité supérieure du compte 2020 du Culte Protestant de l'Eglise Anglicane Unifiée.

Verenigde Anglikaanse Kerk Rekening2020

De gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeente van Elsene ons de rekening 2020 van de Verenigde Anglikaanse Kerk "Holy Trinity" op 14/05/2021, waarvan de gebiedsomschrijving gedeeltelijk op het grondgebied van onze gemeente ligt, heeft toegestuurd ;

Overwegende niettemin dat sommige begrotingskredieten werden overschreden zonder dat een begrotingswijziging in de loop van het jaar werd ingediend door de kerkfabriek;

Overwegende dat de rekening met een overschot afsluit zonder tussenkomst van de gemeente.

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten :

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeentenaauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de A.O.P. , beheerders van de parochie ;

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet :

ONTVANGSTEN

gewone	159.082,38 €
buitengewone	61.663,43 €
TOTAAL	220.745,81 €

UITGAVEN

betreffende de eredienst	14.430,95 €
gewone	163.770 87 €
buitengewone	0,00 €
TOTAAL	178.201,82 €

HETZIJ MET EEN OVERSCHOT VAN 42.543,99 €

BESLIST een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring door de Hogere Overheid van de rekening over 2020 van de Verenigde Anglicaanse Kerk “ Holy Trinity”.

1 annexe / 1 bijlage

00206BF43303210518115621.pdf

48 **Eglise Saint Henri - Budget 2021**

Le Conseil communal,

Attendu que l’administration communale de Woluwé St Lambert nous a transmis le budget 2021 de l’Eglise St.Henri dont la circonscription territoriale s’étend partiellement sur le territoire de notre commune ;

Vu l’ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les Fabriques d’Eglise ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu qu’il est par ailleurs impossible de vérifier l’intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P., gestionnaires de la paroisse ;

Vu l’article 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l’ordonnance régionale du 18/07/2002 portant sur diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget modifié pour l’exercice 2021 de la Fabrique d’Eglise Saint-Henri qui a été soumis à l’avis du Conseil communal du 14 décembre 2020 ;

Ce budget initial présente un déficit présumé de l’exercice précédent (D52) de 18.695,00 € et une intervention communale à l’ordinaire (R17) de 48.700,00 € ;

Après avoir analysé ce budget parallèlement avec l’avis favorable sur le compte 2019 par le Conseil Communal de Woluwe Saint Lambert du 19 :10/2020 et le budget 2020 approuvé par l’Arrêté ministériel de la Région bruxelloise du 03/07/2020, il y a lieu d’apporter certaines modifications ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s’étend sur le territoire des communes de Woluwe Saint Lambert, Woluwe Saint Pierre et Etterbeek ;

Considérant qu’il y a lieu de remplacer le montant inscrit en D.52 « déficit présumé de l’exercice précédent » par le montant de 0,00 € ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer le montant inscrit en R.17 « supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte » par le montant de 30.005,00 € ;

Considérant que ce budget adapté est présenté en équilibre moyennant une intervention communale des 3 communes pour un montant de 30.005,00 € au service ordinaire et de 410.606,71 € au service extraordinaire ;

Considérant que la quote-part d'Etterbeek s'élève à 2.343,39 € au service ordinaire et à 32.068,39 € au service extraordinaire ;

Considérant alors que le budget 2020 modifié est clôturé en équilibre ;

RECETTES

Ordinaires	31.505,00 €
extraordinaires	1.520.308,70 €
TOTAL	1.551.813,70 €

DEPENSES

relatives au culte	16.445,00 €
Ordinaires	15.060,00 €
extraordinaires	1.520.308,70 €
TOTAL	1.551.813,70 €

SOIT EN EQUILIBRE **0,00 €**

DECIDE d'émettre un avis défavorable à l'approbation par l'autorité supérieure du budget modifié de l'exercice 2021 de la fabrique d'Eglise Saint-Henri qui est présenté en équilibre moyennant une intervention communale globale de 30.005,00 € au service ordinaire et de 410.606,71 € au service extraordinaire, la quote-part d'Etterbeek s'élevant à ((R17) = 30.005 € X 7,81% = 2.343,39 €) au service ordinaire et à ((R25) = 410.606,71 € X 7,81 % = 32.068,39 €) au service extraordinaire.

Sint Hendrikskerk - Begroting 2021

De gemeenteraad,

Overwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe ons de gewijzigde begroting voor het boekjaar 2021 van de kerk van Sint-Henri, waarvan het territorium zich gedeeltelijk uitstrekt over het grondgebied van onze gemeente, aan ons heeft bezorgd;

Gelet op de regionale verordening van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk besluit van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op de tijd van de eredienst;

Overwegende dat het evenmin mogelijk is om de gemeentelijke tussenkomst nauwkeurig te verifiëren gezien het niet meedelen van de rekeningen van de P.O.P., beheerders van de parochie;

Gelet op de artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de regionale verordening van 18/07/2002 betreffende verschillende hervormingen in het kader

van de bijzondere wet van 13/07/2001 die verschillende bevoegdheden overdraagt aan regio's en gemeenschappen;

Gelet op het gewijzigde budget voor het boekjaar 2021 van de Kerkfabriek Saint-Henri dat op 14 december 2020 ter advies werd voorgelegd aan de gemeenteraad;

Dit initiële budget vertoont een verondersteld tekort van vorig jaar (D52) van € 18.695, - en een gewone gemeentelijke tussenkomst (R17) van € 48.700, -;

Na deze begroting te hebben geanalyseerd parallel met het gunstig advies over de rekening 2019 door de gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe van 19/10/2020 en de begroting 2020 goedgekeurd door het ministerieel besluit van het Brussels Gewest van 03/07/2020, er moeten wijzigingen worden aangebracht;

Overwegende dat het kiesdistrict van deze parochie zich uitstrekt over het grondgebied van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek;

Overwegend dat het in D.52 opgenomen bedrag "vermoedelijk tekort van het voorgaande jaar" moet worden vervangen door een bedrag van € 0,00;

Overwegend dat het gepast is om het bedrag dat is opgenomen in R.17 "gemeentetoeslag voor gewone eredienstkosten" te vervangen door een bedrag van € 30.005,00;

Overwegend dat dit aangepaste budget in evenwicht wordt voorgesteld door middel van een gemeentelijke tussenkomst van de 3 gemeenten voor een bedrag van € 30.005,00 voor gewone dienst en € 410.606,71 voor buitengewone dienst;

Gezien het feit dat het aandeel van Etterbeek € 2.343,39 bedraagt voor gewone dienst en € 32.068,39 voor buitengewone dienst;

Gezien het feit dat de gewijzigde begroting voor 2021 in evenwicht is gesloten;

ONTVANGSTEN

Gewone	€ 31.505,00
Buitengewone	€ 1.520.308,70
TOTAAL	€ 1.551.813,70

UITGAVEN

Betreffende de eredienst	€ 16.445,00
Gewone	€ 15.060,00
Buitengewone	€ 1.520.308,70
TOTAAL	€ 1.551.813,70

HETZIJ IN EVENWICHT: € 0,00

BESLIST een ongunstig advies uitbrengen voor de goedkeuring door de hogere overheid van de gewijzigde begroting voor het boekjaar 2021 van de Saint-Henri kerk-fabriek die in evenwicht wordt voorgesteld via een globale gemeentelijke bijdrage van € 30.005,00 voor de gewone dienst en € 410.606,71 voor de buitengewone dienst, aandeel Etterbeek ten belope van ((R17) = € 30.005 X 7,81% = € 2.343,39) voor de gewone dienst en ((R25) = 410.606, € 71 X 7,81% = € 32.068,39) voor de buitengewone

dienst.

1 annexe / 1 bijlage

00206BF43303210526101025.pdf

49 Eglise Notre Dame du Sacré Coeur - Budget 2021

Le Conseil communal,

Vu le budget 2021 arrêté du Conseil de fabrique de l'Eglise Notre Dame du Sacré Cœur.

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P. ; gestionnaires de la paroisse ;

Vu l'article 155, 9° de la loi communale ;

Attendu que ce document se présente comme suit :

RECETTES

Ordinaires (dont
intervention communale €
de 5.972,27 € voir R17 19.472,27
soit 100 % de 1.160,87 et
de 4.811,40 €)

Extraordinaires €
19.410,16

Total €
38.882,43

DEPENSES

Relatives au culte € 14.550,00
Ordinaires € 19.754,27
Extraordinaires € 4.578,16

Total € **38.882,43**

SOIT EN EQUILIBRE : € **0,00**

Attendu qu'après analyse, des montants ont été inscrits en dépenses sans concertation avec la Commune :

Attendu d'autre part, qu'il y a une inscription au budget ordinaire de 1.388,40 € pour la rémunération du Sacristain ; que suivant la Tutelle, il n'y a aucune obligation de prise en charge par la Commune ;

Vu que la Commune a néanmoins une compétence d'avis en la matière ; qu'elle peut émettre un avis négatif le cas échéant et que ce sera à la Région de trancher ;

DECIDE d'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2021 de l'Eglise N.D. du Sacré-Cœur, compte tenu de l'intervention communale sollicitée par la fabrique en R 17 de 5.972,27 €.

Kerk van O.L.V. van het Heilig Hart - Begroting 2021

De gemeenteraad,

Gezien de begroting 2021 van de Raad van Vervaardiging van de Onze-Lieve-Vrouwekerk van het Heilig Hart.

Gezien het decreet van 30 december 1809 betreffende kerkfabrieken;

Met het oog op de wet van 4 maart 1870 betreffende de tijd van sekten;

Overwegende dat het ook onmogelijk is de gemeenschappelijke interventie nauwkeurig te verifiëren, gezien de niet-openbaarmaking van de rekeningen van de A.O.P.; Wijkmanagers;

Gelet op artikel 155, eerste lid, van de gemeentewet; /

Overwegende dat dit document als volgt is:

Ontvangsten

Gewone ((**inclusief**
gemeentelijke
tussenkost van 5.972,27 €
€ zie R17 of 100% van € 19.472,27
1.160,87 en 4.811,40 €)

Buitengewone €
19.410,16

Totaal €
38,882.43

Uitgaven

Betreffende de eredienst € 14.550,00
Gewone € 19.754,27
Buitengewone € 4.578,16

Totaal € **38,882,43**

HETZIJ IN EVENWICHT : € **0,00**

Overwegende dat, na analyse, de bedragen in de uitgaven zijn opgenomen zonder overleg met de Gemeente:

Aan de andere kant, overwegende dat er een inschrijving in de reguliere begroting van 1.388,40 € is voor het salaris van de Sacristain; dat er volgens de Tutelage geen verplichting is om het over te nemen door de Gemeente;

Aangezien de Gemeente niettemin bevoegd is over haar advies op dit gebied; dat zij zo nodig een negatief advies kan uitbrengen en dat het aan de regio is om te beslissen;

Besluit een ongunstig advies uit te brengen dat is ingegeven door de goedkeuring van de begroting 2021 van de Kerk N.D. van het Heilig Hart, rekening houdend met de door de fabriek gevraagde gemeenschappelijke interventie in R17 van 5.972,27 €

1 annexe / 1 bijlage
00206BF43303210526101210.pdf

Solidarité et coopération internationales - Internationale Solidariteit en Samenwerking

50 Convention entre la Commune d'Etterbeek et l'association Pro-Action Développement dans le cadre du projet en Haïti « Sante se richès mwen »

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 29 janvier 2021 le collège et le conseil ont marqué leur approbation quant à la création d'un partenariat entre la commune d'Etterbeek et l'asbl Pro-Action Développement afin de déposer un projet commun pour l'appel à projet Vivaqua ;

Considérant que ce projet commun a été sélectionné par la Région de Bruxelles-Capitale, via le Fond de Solidarité internationale de Vivaqua;

Considérant qu'en date du 25 janvier 2021, le Conseil Communal a approuvé la signature de la convention entre BRUXELLES ENVIRONNEMENT, VIVAQUA et l'Administration communale d'Etterbeek pour le financement du projet « Sante se richès mwen : amélioration de l'hygiène, l'accès à l'eau et l'assainissement pour les communes de Corail et de Pestel, Département de la Grande Anse, Haïti. »;

Considérant que la Convention de collaboration entre la commune d'Etterbeek et l'asbl Pro-Action développement est la suivante :

DECIDE d'approuver la convention de collaboration entre la commune d'Etterbeek et l'asbl PAD :

Article 1 Terminologie

- a. L'association Pro-Action Développement, ci-après « PAD »
- b. L'administration communale d'Etterbeek, ci-après « la commune d'Etterbeek » ou « la commune »
- c. Le nom du projet « Sante se richès mwen : amélioration de l'hygiène, l'accès à l'eau et l'assainissement pour les communes de Corail et de Pestel, Département de la Grande Anse,

Haïti. », ci-après « le projet « Santé se richès mwen » » ou « le projet ».

- d. L'appel à projets d'aide au développement liés au secteur de l'eau de l'année 2020 publié conjointement par Vivaqua et Bruxelles environnement, ci-après « l'appel à projets ».
- e. Le dossier rédigé conjointement par la commune d'Etterbeek et PAD dans le cadre de l'appel à projets organisé conjointement par Vivaqua et Bruxelles Environnement d'aide au développement liés au secteur de l'eau de l'année 2020, ci-après « le dossier » (annexe 1).
- f. L'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mai 2014 relatif à l'affectation de la part des recettes générées par la tarification de l'eau à des fins de solidarité internationale, ci-après « l'Arrêté » (annexe 3)

Article 2 Objet de la convention

La présente convention vise à détailler les modalités de la collaboration entre la commune d'Etterbeek et PAD dans la mise en œuvre du projet « Sante se richès mwen », dans le cadre du subside octroyé par Vivaqua et Bruxelles Environnement.

Les activités et les dépenses couvertes par la présente convention sont liées au dossier remis dans le cadre de l'appel à projets (annexes 1 et 2).

Article 3 Durée de la convention

La convention prend cours à la date de signature de la présente, et se termine le 28/02/2023.

La commune d'Etterbeek peut anticipativement mettre un terme à la présente convention et se réserve le droit d'intenter toute action en vue de récupérer toute somme versée à PAD si des manquements majeurs de PAD aux dispositions des articles 5 et 9 de la présente convention sont constatés et qu'elle n'y a pas remédié dans un délai raisonnable.

A l'inverse, les parties peuvent convenir de prolonger la durée de la convention si des motifs sérieux et étayés entraînent un retard non prévisible dans l'exécution du projet. Un avenant sera alors signé entre les Parties.

Article 4 Engagement de la commune

La commune d'Etterbeek s'engage à transférer le subside octroyé par Vivaqua et Bruxelles Environnement dans le cadre de l'appel à projets à PAD, afin que les sommes puissent être dépensées pour la réalisation des missions et des objectifs décrites dans le dossier.

Les objectifs et les missions pour lesquelles le subside sera reversé à PAD sont ceux qui figurent dans la Partie III (description détaillée du projet), du dossier disponible en annexe1.

Article 5 Engagement de PAD

PAD s'engage à dépenser les fonds conformément aux objectifs et aux missions prévues dans la Partie III du dossier (description détaillée du projet) et de son budget (annexe2).

Toutes les augmentations ou diminutions de plus de 10% par rapport au budget prévisionnel devront obtenir la validation de la commune.

PAD s'engage à ce que le coût total du projet ne dépasse pas l'enveloppe budgétaire prévue dans le cadre de l'octroi du subside par Vivaqua et Bruxelles Environnement (annexe2).

Article 6 - Montant alloué

Le Comité de sélection, Vivaqua, en tant que gestionnaire du Fonds de solidarité internationale, attribue un cofinancement pour la réalisation du projet d'un montant total maximum de 71.594,00€, sur une période s'étalant du 01/03/2021 au 28/02/2023.

Ce budget sera transféré par la commune d'Etterbeek à PAD pour la réalisation du projet sur place et pour le paiement des équipes sur place.

Article 7 - modalité de liquidation

§1 Le montant repris ci-avant sera octroyé par Vivaqua à la commune d'Etterbeek en 3 tranches, comme suit :

- La 1^{ère} tranche : 40% du montant alloué, soit 28.637,60€
- La 2^{ème} tranche : 50% du montant alloué, soit 35.797,00€
- La 3^{ème} tranche : 10% du montant alloué, soit 7.159,40€

§2 Une fois que les montants seront disponibles sur le compte de la commune, celle-ci s'engage à les verser à PAD dans le mois qui suit afin que les montants puissent être alloués au projet sur place.

§ 3. Le montant mentionné est calculé sur la base du budget tel que décrit dans le dossier repris en annexe 1 pour faire partie intégrante de la présente. Si PAD est assujettie à la T.V.A, les montants à prendre en considération sont hors T.V.A.

§ 4. Dans l'hypothèse où le coût final du Projet serait inférieur au budget annexé au dossier de candidature, sans que la nature du Projet ou son périmètre n'en soit affecté, le montant prévu à l'article 3 sera le cas échéant réduit de manière à ce que :

1. l'intervention de VIVAQUA n'excède pas 80 % du coût total réel du Projet ;
2. les frais administratifs ne représentent pas plus de 10 % du coût final du Projet ;

§ 5. Une déclaration sur l'honneur sera transmise par PAD avec possibilité de contrôle de tous les documents nécessaires.

§ 6. PAD accepte les termes de liquidation des montants susmentionnés repris ci-après :

1. la première tranche sera versée dans le mois qui suit la signature de la présente convention.
2. la deuxième tranche définie dans la présente convention sera versée après réception :
 - d'un état d'avancement du Projet,
 - de la justification des dépenses pour un montant au moins égal à 75% de la première tranche ou deuxième tranche, le cas échéant ;
3. le solde restant sera liquidé après l'achèvement du Projet, de la remise du rapport d'activités propre au Projet et d'un bilan financier reprenant les recettes et dépenses de celui-ci ainsi qu'une

copie des pièces justificatives, avec la possibilité d'un contrôle de tous les documents nécessaires.

En dehors de la première tranche, le montant de l'intervention financière accordée, mentionné dans la présente convention, ne sera en état de cause liquidé qu'à concurrence des dépenses admissibles effectuées par PAD.

§ 7. Si les factures laissent apparaître que le Projet a été modifié, le montant alloué sera recalculé, sans pouvoir excéder le montant initialement alloué. Sans qu'il ne soit porté atteinte aux objectifs du Projet, le transfert des montants entre rubriques budgétaires fera l'objet d'un accord du gestionnaire du Fonds de solidarité internationale.

§ 8. Ces paiements sont versés au compte bancaire dont les références auront été communiquées par PAD.

§ 9. Les dépenses sont libellées dans l'unité monétaire dans laquelle elles ont été réalisées et sont converties en euros. Le taux de change appliqué doit être mentionné et justifié par un document probant. Le Comité de sélection peut, pour autant que les marges budgétaires le permettent, modifier le montant qu'il alloue au projet sur base des variations des taux de change en vigueur.

Article 8 - Dépenses éligibles

Pour être acceptées, les dépenses doivent être reprises dans le budget prévisionnel (annexe2) et répondre aux conditions suivantes :

- les dépenses doivent être directement attribuables au Projet ;
- les frais administratifs sont limités à 10 % du montant total du Projet ;
- les dépenses ont été effectuées en direct par PAD ou par son partenaire local ;
- pour les dépenses effectuées par le partenaire local, il est apporté la preuve du transfert d'argent fait par PAD;
- l'engagement des dépenses effectuées a lieu entre la date du début et de fin du Projet;
- les dépenses font l'objet de copie de pièces justificatives répondant aux conditions de forme mentionnées dans la liste des dépenses éligibles telle que reprise en annexe 3 « dépenses admissibles » du règlement d'appel à projets.

Article 9 – Contrôle de l'octroi et de l'emploi des montants alloués

Dans le cadre de l'octroi du financement/subside pour le projet, le Comité d'accompagnement instauré en vertu de l'Arrêté se réserve le droit d'exiger à la commune d'Etterbeek le remboursement des montants alloués ou de revoir les montants à allouer lors des tranches ultérieures dans l'hypothèse où l'évaluation annuelle qu'il réalise révèle un quelconque manquement dans le chef de la commune, que celle-ci fait obstacle au contrôle ou que celle-ci ne respecte plus les critères énoncés à l'article 8 de l'Arrêté.

PAD en tant que partenaire de la commune d'Etterbeek dans l'exécution du projet s'engage à rembourser à la commune d'Etterbeek, les montants réclamés par le comité, dans le cas où l'évaluation annuelle réalisée par le comité révèle des manquements attribuables à PAD, ou que PAD fait obstacle au contrôle ou que celle-ci ne respecte pas les critères énoncés à l'article 8 de l'Arrêté.

Article 10 – Personnes de contact

§ 1. Pour la commune d'Etterbeek :

Pour l'exécution de la présente convention, la personne de contact est Amélie Chevalier :

Amélie Chevalier
02/627.27.73
amelie.chevalier@etterbeek.brussels
Avenue des Casernes, 31/1 à 1040 Etterbeek

Tout courrier adressé au service de Solidarité Internationale de la commune d'Etterbeek porte la référence « solidarité internationale « Sante se richès mwen» et sera envoyé de préférence par e-mail au :

Service de Solidarité Internationale
solidariteinternationale@etterbeek.brussels

L'adresse postale est :

Administration communale d'Etterbeek
Service de Solidarité Internationale
Avenue des Casernes, 31/1, à 1040 Etterbeek

§ 2. Pour le chargé de mission :

La personne qui sera en charge de l'exécution de la mission auprès de PAD est Laura Steenhaut :

Laura Steenhaut
0473/46.97.75
laura@proactiondev.org
Rue Camille Cals, 24 à 5030 Gembloux

Le service de Solidarité Internationale doit être informé de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Tout courrier adressé à PAD porte la référence « solidarité internationale– « Sante se richès mwen » et sera envoyé de préférence par e-mail à :

Laura Steenhaut
laura@proactiondev.org

L'adresse postale est :

Pro-Action Développement asbl
Rue Camille Cals, 24 à 5030 Gembloux

Article 11 – Réunion de suivi entre les partenaires

Des réunions bimensuelles sont organisées entre les représentants de la commune d'Etterbeek et de PAD afin de pouvoir coordonner le suivi du projet.

Des tableaux de suivis doivent également être complétés préalablement à ces réunions, afin de faciliter le suivi et le reporting du projet auprès des instances finançantes.

Article 12 – Comité d'accompagnement

§ 1 Dans le cadre de l'octroi du subsidie, pour veiller à la bonne exécution du Projet et conformément au cadre prédéfini par l'Arrêté et l'Appel à projets, il sera institué un Comité d'accompagnement composé de la manière suivante :

- un représentant du Ministre ayant la Politique de l'Eau dans ses attributions ;
- un représentant du Ministre-Président ;
- un représentant du Ministre ayant les Relations Extérieures dans ses attributions ;
- un ou deux représentants de l'Organisation porteuse du Projet ;
- un ou plusieurs représentants de Bruxelles Environnement;
- un ou plusieurs représentants de VIVAQUA.

Dans le cadre de la collaboration entre la commune d'Etterbeek et PAD, un-e représentant-e de PAD s'engage à prendre part au comité de suivi conjointement avec la-le représentant-e de la commune d'Etterbeek.

La commune ainsi que PAD s'engagent à se conformer aux instructions et recommandations qui lui sont données par le Comité d'accompagnement dans le cadre de l'exécution de la présente convention. Le non-respect de ces instructions/recommandations est considéré comme une infraction aux stipulations de la présente convention.

§ 2 . Tenue des réunions :

Le Comité d'accompagnement se réunit au minimum une fois par an et autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre ayant la Politique de l'Eau dans ses attributions étant prépondérante. Le(s) représentant(s) d'Organisation sont invité(s) à y participer mais ne prennent pas part au processus décisionnel.

Le Comité d'accompagnement peut demander au(x) représentant(s) de la commune de ne pas être présent(s) lors de toute discussion ou délibération sur des objets auxquels ce(s) dernier(s) a (ont) un intérêt direct, dans un tel cas le-la représentant-e de PAD ne pourra pas être présent-e.

§ 3. Documents à transmettre au Comité d'accompagnement :

Préalablement à chacune des réunions du Comité d'accompagnement, la commune d'Etterbeek conjointement avec PAD fournit au Secrétariat du Fonds de solidarité internationale, au moins 15 jours ouvrables avant la date de la réunion, un ordre du jour et un état d'avancement des travaux sous forme de rapports intermédiaires abordant tant les aspects opérationnels que financiers. Ceux-ci sont rédigés (et illustrés) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils servent donc de base de discussion.

La commune d'Etterbeek et PAD fournissent chaque année suivant celle de mise en œuvre du projet, au Secrétariat du Fonds de solidarité internationale au plus tard le 30 avril et au moins 15 jours ouvrables avant la date de la réunion, un rapport d'activités et un bilan financier tels que repris ci-avant dans la présente convention et visés à l'article 6, § 3, de l'Arrêté.

Article 13 – Responsabilité

PAD se porte garant de la bonne exécution du Projet.

La commune d'Etterbeek n'est en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation du Projet.

PAD ne peut rendre responsable la commune d'Etterbeek d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Article 14 – Communication sur le projet co-financé

§1. Dans toutes ses communications relatives à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2, PAD fait usage du logo « be water be.brussels » lorsqu'il est fait mention du présent co-financement.

§2. Dans toutes les communications relatives à la mise en place du projet visé à l'article 2, PAD mentionne que le projet est réalisé en collaboration avec la commune d'Etterbeek, et fait usage du logo de la commune d'Etterbeek.

Ces logos seront transmis par voie électronique par le service de Solidarité internationale de la commune d'Etterbeek sur simple demande.

Article 15 – Validité et nullité éventuelle

L'éventuelle nullité de l'une ou plusieurs dispositions de la présente convention n'entraîne pas la nullité du reste de la disposition et/ou des autres dispositions de la présente convention, qui demeure en vigueur entre Parties pour le surplus.

Article 16 – Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit belge dans toutes ses dispositions. Tout différend relatif à son existence, son interprétation ou son exécution (y compris ses éventuelles annexes et avenants futurs) sera, le cas échéant, de la compétence exclusive des juridictions de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, après que les parties se soient efforcées de trouver une solution à l'amiable.

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vereniging “Pro-Action Développement” in het kader van het project in Haïti “Sante se richès mwen”

Het college van burgemeester en schepenen,

overwegende dat het college en de raad op 29 januari 2021 hun goedkeuring hebben gegeven voor een partnerschap tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Pro-Action Développement om een gemeenschappelijk project in te dienen voor de projectoproep van Vivaqua;

overwegende dat dit gemeenschappelijke project geselecteerd werd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via het Fond voor internationale solidariteit van Vivaqua;

overwegende dat de gemeenteraad op 25 januari 2021 goedkeuring heeft gegeven voor de ondertekening van de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel, Vivaqua en het gemeentebestuur van Etterbeek voor de financiering van het project “Sante se richès mwen: verbetering van de hygiëne, de toegang tot water en de watersanering voor de gemeenten Corail en Pestel, departement Grande Anse, Haïti”;

overwegende dat de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Pro-Action Développement de volgende is:

BESLIST om de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw PAD goed te keuren.

**Specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vereniging “Pro-Action Développement” in het kader van het internationaal samenwerkingsproject:
“Sante se richès mwen: verbetering van de hygiëne, de toegang tot water en de watersanering voor de gemeenten Corail en Pestel, departement Grande Anse, Haïti”**

TUSSEN

het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door mevrouw Annick PETIT, waarnemend gemeentesecretaris, en de heer Karim SHEIKH HASSAN, schepen van Internationale Solidariteit, met maatschappelijke zetel op de Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek,

EN

de vereniging “Pro-Action Développement”, vertegenwoordigd door de voorzitter van de raad van bestuur, Benoit Michaux, met maatschappelijke zetel op de rue Camille Cals 24 in 5030 Gembloux,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1. Terminologie

- a. De vereniging Pro-Action Développement, hierna “PAD”.
- b. Het gemeentebestuur van Etterbeek, hierna “de gemeente Etterbeek” of “de gemeente”.
- c. De naam van het project “Sante se richès mwen: verbetering van de hygiëne, de toegang tot water en de watersanering voor de gemeenten Corail en Pestel, departement Grande Anse, Haïti”, hierna “het project Santé se richès mwen” of “het project”.
- d. Projectoproep voor projecten inzake ontwikkelingshulp die verband houden met de watersector van het jaar 2020 gepubliceerd door Vivaqua en Leefmilieu Brussel, hierna “de projectoproep”.
- e. Het dossier dat de gemeente Etterbeek en PAD samen hebben opgesteld in het kader van de projectoproep voor projecten inzake ontwikkelingshulp die verband houden met de watersector van het jaar 2020 gepubliceerd door Vivaqua en Leefmilieu Brussel, hierna “het dossier” (bijlage 1).
- f. Het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 23 mei 2014 betreffende de toewijzing van het deel van de inkomsten afkomstig van de tarifiering van water voor doeleinden inzake internationale solidariteit, hierna “het besluit” (bijlage 3)

Artikel 2. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst bepaalt de voorwaarden van de samenwerking tussen de gemeente Etterbeek en PAD voor de uitvoering van het project “Sante se richès mwen” in het kader van de subsidie die wordt uitgereikt door Vivaqua en Leefmilieu Brussel.

De activiteiten en de uitgaven die worden gedekt door deze overeenkomst houden verband met het dossier dat werd ingediend in het kader van de projectoproep (bijlagen 1 en 2).

Artikel 3. Duur van de overeenkomst

De overeenkomst begint bij de ondertekening ervan en eindigt op 28/02/2023.

De gemeente Etterbeek kan de overeenkomst voortijdig beëindigen en behoudt zich het recht voor om een rechtsvordering in te stellen met als doel het bedrag terug te krijgen dat aan PAD werd gestort in het geval dat PAD ernstig tekortkomt bij de uitvoering van de bepalingen uit artikels 5 en 9 van deze overeenkomst en hier niets aan doet binnen een redelijke termijn.

Omgekeerd kunnen de partijen overeenkomen om de duur van de overeenkomst te verlengen als er ernstige en gegronde redenen zijn voor een onvoorzienbare vertraging bij de uitvoering van het project. Er wordt dan een aanhangsel ondertekend tussen de partijen.

Artikel 4. Verbintenis van de gemeente

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe de subsidie die werd toegekend door Vivaqua en Leefmilieu Brussel in het kader van de projectoproep door te storten naar PAD zodat de bedragen kunnen worden uitgegeven voor de uitvoering van de opdrachten en de doelstellingen die zijn beschreven in het dossier.

De doelstellingen en opdrachten waarvoor de subsidie wordt doorgestort naar PAD zijn die uit deel III (gedetailleerde beschrijving van het project) van het dossier in bijlage 1.

Artikel 5. Verbintenis van PAD

PAD verbindt zich ertoe de middelen te besteden in overeenstemming met de doelstellingen en opdrachten die zijn omschreven in deel III van het dossier (gedetailleerde beschrijving van het project) en de begroting (bijlage 2).

Alle verhogingen of verlagingen van meer dan 10% ten opzichte van het geplande budget moeten worden goedgekeurd door de gemeente.

PAD verbindt zich ertoe dat de totale kostprijs van het project niet hoger zal liggen dan het budget dat is voorzien in het kader van de toekenning van de subsidie door Vivaqua en Leefmilieu Brussel (bijlage 2).

Artikel 6. Toegekend bedrag

Het selectiecomité, Vivaqua, als beheerder van het fonds voor internationale solidariteit, kent een medefinanciering toe voor de uitvoering van het project voor een maximumbedrag van 71.594,00 euro over een periode die loopt van 01/03/2021 tot en met 28/02/2023.

Dat budget wordt door de gemeente Etterbeek overgemaakt aan PAD voor de uitvoering van het project ter plaatse en voor de betaling van de teams ter plaatse.

Artikel 7. Betalingsvoorwaarden

§1. Het bovengenoemde bedrag wordt door Vivaqua toegekend aan de gemeente Etterbeek in 3 schijven, met name als volgt:

- De 1e schijf: 40% van het toegekende bedrag, ofwel 28.637,60 euro
- De 2e schijf: 50% van het toegekende bedrag, ofwel 35.797,00 euro
- De 3e schijf: 10% van het toegekende bedrag, ofwel 7.159,40 euro

§2. De gemeente verbindt zich ertoe om, zodra de bedragen beschikbaar zijn op haar rekening, deze door te storten aan PAD in de daaropvolgende maand zodat de bedragen kunnen worden gebruikt voor het

project ter plaatse.

§ 3. Het vermelde bedrag wordt berekend op basis van het budget zoals dat wordt beschreven in het dossier in bijlage 1 om volledig deel uit te maken van deze overeenkomst. Als PAD btw-plichtig is dan zijn de bedragen waarmee rekening moet worden gehouden zonder btw.

§ 4. Als de definitieve kostprijs van het project lager zou uitvallen dan de bij het aanvraagdossier gevoegde begroting, zonder dat dit van invloed is op de aard of de omvang van het project, wordt het in artikel 3 bedoelde bedrag in voorkomend geval zodanig verlaagd dat:

1. de tussenkomst van Vivaqua niet meer bedraagt dan 80% van de totale werkelijke kostprijs van het project;
2. de administratieve kosten niet meer dan 10% van de totale kostprijs van het project bedragen;

§ 5. PAD bezorgt een verklaring op eer, met de mogelijkheid alle nodige documenten te controleren.

§ 6. PAD aanvaardt de voorwaarden voor de betaling van de bovengenoemde bedragen zoals hieronder toegelicht:

1. de eerste schijf wordt gestort in de maand volgend op de ondertekening van deze overeenkomst
2. de tweede schijf die is vastgelegd in deze overeenkomst wordt gestort na ontvangst van:
 - een verslag over de voortgang van het project,
 - de bewijsstukken van de uitgaven voor een bedrag dat minstens gelijk is aan 75% van de eerste schijf of de tweede schijf naargelang het geval,
3. het resterende bedrag wordt betaald na de voltooiing van het project en na ontvangst van het activiteitenverslag van het project, van een financiële balans met een overzicht van de inkomsten en uitgaven van het project en van een kopie van de bewijsstukken, met de mogelijkheid alle nodige documenten te controleren.

Afgezien van de eerste schijf wordt het bedrag van de toegekende financiële steun, zoals vermeld in deze overeenkomst, in ieder geval slechts betaald ten bedrage van de uitgaven van PAD die in aanmerking komen.

§ 7. Als uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, wordt het toegekende bedrag opnieuw berekend zonder mogelijkheid om het oorspronkelijk toegekend bedrag te overschrijden. Zonder afbreuk te doen aan de doelstellingen van het project, is voor de overdracht van bedragen tussen begrotingsonderdelen de toestemming van de beheerder van het Fonds voor internationale solidariteit vereist.

§ 8. De bedragen worden overgeschreven op het rekeningnummer waarvan PAD de referenties bezorgt.

§ 9. De uitgaven worden uitgedrukt in de valuta waarin zij zijn gedaan en omgerekend in euro. De toegepaste wisselkoers moet worden vermeld en met bewijsstukken worden gestaafd.

Het selectiecomité kan, voor zover de begrotingsmarges dit toelaten, het bedrag dat het aan het project toekent wijzigen op basis van wijzigingen in de geldende wisselkoersen.

Artikel 8. Uitgaven die in aanmerking komen

Om aanvaard te worden, moeten de uitgaven opgenomen zijn in de voorlopige begroting (bijlage 2) en aan de volgende voorwaarden voldoen:

- de uitgaven moeten rechtstreeks toe te schrijven zijn aan het project;
- de administratieve kosten mogen niet hoger zijn dan 10% van het totaalbedrag van het project;
- de uitgaven werden gedaan door PAD of door zijn lokale partner;
- voor uitgaven door de lokale partner wordt het bewijs geleverd van de overmaking van geld door PAD;
- de uitgaven moeten gedaan zijn tussen de begindatum en de einddatum van het project;
- de uitgaven moeten gestaafd worden met bewijsstukken die voldoen aan de formele criteria vermeld in de lijst van uitgaven die in aanmerking komen zoals opgenomen in bijlage 3 “uitgaven die in aanmerking komen” van het reglement van de projectoproep.

Artikel 9. Controle van de toekenning en het gebruik van de toegekende bedragen

In het kader van de toekenning van de financiering/subsidie van het project behoudt het begeleidingscomité, dat is opgericht op grond het besluit, zich het recht voor van de gemeente Etterbeek de terugbetaling te eisen van de toegekende bedragen of de in volgende schijven toe te kennen bedragen te herzien als uit de jaarlijkse evaluatie die het uitvoert een tekortkoming van de gemeente blijkt, als de gemeente de controle belemmert of als de gemeente niet meer voldoet aan de criteria uit artikel 8 van het decreet.

Als partner van de gemeente Etterbeek bij de uitvoering van het project, verbindt PAD zich ertoe de gemeente Etterbeek de door het comité gevorderde bedragen terug te betalen, als uit de jaarlijkse evaluatie van het comité zou blijken dat PAD tekortkomingen vertoont of als PAD de controle belemmert of niet meer voldoet aan de criteria uit artikel 8 van het besluit.

Artikel 10. Contactpersonen

§ 1. Voor de gemeente Etterbeek:

Voor de uitvoering van deze overeenkomst is Amélie Chevalier de contactpersoon:

Amélie Chevalier

02 627 27 73

amelie.chevalier@etterbeek.brussels

Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek

Elke brief die naar de dienst Internationale Solidariteit van de gemeente Etterbeek wordt gestuurd vermeldt de referentie “Internationale solidariteit Sante se richès mwen” en wordt bij voorkeur via e-mail verstuurd naar:

Dienst Internationale Solidariteit

internationalesolidariteit@etterbeek.brussels

Het postadres is:

Gemeentebestuur van Etterbeek

Dienst Internationale Solidariteit

Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek

§ 2. Voor de projectverantwoordelijke:

De persoon die verantwoordelijk is voor de uitvoering van het project bij PAD is Laura Steenhaut:

Laura Steenhaut

0473 46 97 75

laura@proactiondev.org

Rue Camille Cals 24 in 5030 Gembloux

De dienst Internationale Solidariteit moet op de hoogte worden gebracht wanneer de bovengenoemde personeelsleden worden vervangen.

Elke brief die naar PAD wordt gestuurd vermeldt de referentie “Internationale solidariteit Sante se richès mwen” en wordt bij voorkeur via e-mail verstuurd naar:

Laura Steenhaut
laura@proactiondev.org

Het postadres is:

Pro-Action Développement vzw
Rue Camille Cals 24 in 5030 Gembloux

Artikel 11. Opvolgingsvergadering met de partners

Twee keer per maand is er een vergadering tussen de vertegenwoordigers van de gemeente Etterbeek en PAD om de opvolging van het project te coördineren.

Voorafgaand aan die vergaderingen moeten er opvolgingstabellen worden ingevuld om de opvolging en de rapportering van het project bij de financierende instanties te vergemakkelijken.

Artikel 12. Begeleidingscomité

§1. In het kader van de toekenning van de subsidie wordt, met het oog op de goede uitvoering van het project en overeenkomstig het kader dat is vastgelegd in het besluit en in de projectoproep, een begeleidingscomité opgericht dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de minister die bevoegd is voor het waterbeleid,
- een vertegenwoordiger van de minister-president,
- een vertegenwoordiger van de minister die bevoegd is voor internationale betrekkingen,
- een of twee vertegenwoordigers van de projectdragende organisatie,
- een of meer vertegenwoordigers van Leefmilieu Brussel,
- een of meer vertegenwoordiger van Vivaqua.

In het kader van de samenwerking tussen de gemeente Etterbeek en PAD verbindt een vertegenwoordiger van PAD zich ertoe om samen met de vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek deel uit te maken van het begeleidingscomité.

De gemeente en PAD verbinden zich ertoe zich te houden aan de instructies en aanbevelingen die hen door het begeleidingscomité in het kader van de uitvoering van deze overeenkomst worden gegeven. Niet-naleving van deze instructies/aanbevelingen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van deze overeenkomst.

§2. Vergaderingen

Het begeleidingscomité komt minstens één keer per jaar samen en zo vaak als nodig is voor de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van onenigheid worden zij genomen met meerderheid van stemmen van de leden, waarbij de vertegenwoordiger van de minister die bevoegd is voor het waterbeleid de beslissende stem heeft. De vertegenwoordiger(s) van de organisatie(s) wordt (worden) uitgenodigd om de vergaderingen bij te wonen, maar neemt (nemen) niet deel aan het besluitvormingsproces.

Het begeleidingscomité kan de vertegenwoordiger(s) van de gemeente vragen om niet aanwezig te zijn bij besprekingen of beraadslagingen over aangelegenheden waarbij deze een rechtstreeks belang heeft (hebben), in dergelijk geval mag de vertegenwoordiger van PAD niet aanwezig zijn.

§ 3. Documenten die aan het begeleidingscomité moeten worden bezorgd

Vóór elke vergadering van het begeleidingscomité bezorgt de gemeente Etterbeek, samen met PAD, het secretariaat van het Fonds voor internationale solidariteit ten minste 15 werkdagen vóór de vergaderdatum een agenda en een voortgangsverslag in de vorm van tussentijdse verslagen waarin zowel operationele als financiële aspecten aan bod komen. Deze worden geschreven (en geïllustreerd) met het oog op de directe voorbereiding van de hoofdstukken van het eindverslag. Die verslagen vormen de basis voor de besprekingen.

De gemeente Etterbeek en PAD bezorgen het secretariaat van het Fonds voor internationale solidariteit elk jaar na het jaar van uitvoering van het project, uiterlijk op 30 april en ten minste 15 werkdagen voor de datum van de vergadering, een activiteitenverslag en een financiële balans zoals hierboven vermeld in deze overeenkomst en bedoeld in artikel 6, §3, van het besluit.

Artikel 13. Aansprakelijkheid

PAD staat in voor de goede uitvoering van het project.

De gemeente Etterbeek is in geen geval aansprakelijk voor schade die wordt veroorzaakt aan personen of goederen en die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten in verband met de uitvoering van het project.

PAD kan de gemeente Etterbeek niet aansprakelijk stellen voor schade die wordt veroorzaakt aan derden door de uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 14. Communicatie over het gezamenlijk gefinancierde project

§ 1. In al zijn communicatie over de uitvoering van het project uit artikel 2 gebruikt PAD het logo “be water be.brussels” wanneer het deze gezamenlijke financiering vermeldt.

§2. In al zijn communicatie over de uitvoering van het project uit artikel 2 vermeldt PAD dat het project wordt uitgevoerd in samenwerking met de gemeente Etterbeek en gebruikt PAD het logo van de gemeente Etterbeek.

De dienst Internationale Solidariteit van de gemeente Etterbeek bezorgt die logo's in digitaal formaat op eenvoudig verzoek.

Artikel 15. Geldigheid en eventuele nietigheid

De eventuele nietigheid van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst heeft niet de nietigheid tot

gevolg van de rest van de bepaling en/of de andere bepalingen van deze overeenkomst, die voor het overige van kracht blijft tussen de partijen.

Artikel 16. Regeling van geschillen

Deze overeenkomst is in al haar bepalingen onderworpen aan het Belgische recht. Alle geschillen in verband met het bestaan, de interpretatie of de uitvoering van de overeenkomst (met inbegrip van eventuele bijlagen en toekomstige aanhangsels) vallen onder de exclusieve bevoegdheid van de rechtbanken en hoven van het gerechtelijk arrondissement Brussel nadat de partijen alles in het werk hebben gesteld om een oplossing in der minne te vinden.

Opgemaakt in Brussel op 28/06/2021 in drie originele exemplaren waarbij elke partij erkent haar exemplaar te hebben ontvangen.

Secrétariat - Secretariaat

51 Question orale de Monsieur Vincent Biauçe concernant le parc de la maison de repos Beauport

Les riverains ont récemment pu constater que, depuis plusieurs mois, le parc de la maison de repos Beauport est toujours fermé au public.

Cet espace vert est, pour beaucoup de voisins, le seul espace vert accessible à distance piétonne raisonnable. A noter que le Parc Hap n'est pas accessible par la chaussée de Wavre.

Pouvez-vous nous préciser :

1/ sur quelle base/arrêté la fermeture repose?

2/ quelles sont les éléments qui permettront la réouverture de ce parc?

3/ avons-nous une vue sur les périodes de sur-fréquentation de ce parc avant le début de la pandémie?

Mondelinge vraag van Mijnheer Vincent Biauçe betreffende het park van het rusthuis Beauport

52 Interpellation de Monsieur Vincent Biauçe sur les rues scolaires

La rue scolaire a fait son apparition dans le code de la route en 2018. Il s'agit d'un nouveau procédé d'utilisation de la chaussée qui permet de réserver la voie publique à proximité des écoles à des fins de sécurité.

Une rue scolaire est donc une rue d'école, qui aux heures de pointes, aux entrées et sorties des classes, est fermée temporairement à la circulation des véhicules motorisés. Durant ces périodes, les usagers ne peuvent emprunter cette rue qu'à pied ou à vélo. Ni voiture ni mobylette n'y sont autorisées à circuler. Toutefois, il est permis aux conducteurs de véhicules à moteur habitant dans la rue concernée ou à ceux dont le garage se trouve dans la rue d'y circuler à faible vitesse. Une exception est également prévue pour les services de secours et d'utilité publique.

L'article 22 du code de la route prévoit une signalisation appropriée à savoir le signal C3 flanqué d'un additionnel spécifique.

La note d'orientation politique d'Etterbeek indique souhaiter "Adapter la mobilité autour des écoles

pendant les jours et heures scolaires par la création de rues scolaires/schoolstraten, zones piétonnes ou zones 20 km/h entre 8h et 18h pour améliorer la sécurité mais aussi la qualité de l'air"

Pouvez-vous nous dire:

- quelles ont été les réactions des écoles face à cette proposition et quelles sont les écoles qui ont réagi ?
- quelles sont les ressources, gardiens de la paix et forces de police, nécessaires à la mise en place des rues scolaires?
- dans quelles rues le projet va-t-il démarrer, le cas échéant, et quand ?
- quels seront la méthodologie et le calendrier pour évaluer ce dispositif?

Interpellatie van Mijnheer Vincent Biauce over de schoolstraten

53 Interpellation de Monsieur Thierry Mommer relative au projet d'agrandissement de la résidence ORPEA place du Rinsdelle

Le groupe commercial de résidences pour personnes âgées ORPEA a été autorisé à construire il y a quelques années un bâtiment à front de la place du Rinsdelle. A l'époque, le demandeur a pu bénéficier de plusieurs dérogations concernant :

- la hauteur du bâtiment : 5 étages (ou 4 étages sur le coin de la rue des Boers) pour un bâti dans la place ne dépassant pas 3 étages ;
- la profondeur du bâtiment en intérieur d'ilot.

Cette société ayant acquis l'immeuble jouxtant la résidence, elle a introduit une nouvelle demande de permis d'urbanisme pour démolir cet immeuble et en construire un nouveau qui serait connecté au précédent.

Selon les informations dont je dispose, cette première demande a fait l'objet d'un avis défavorable. Un projet alternatif a dès lors été introduit par ORPEA, moins large que l'initial puisque le groupe n'a pu acquérir un des terrains formant le parking de l'ancien supermarché. Toutefois, il demande toujours plusieurs dérogations.

La commission de concertation s'est réunie le 15 juin dernier ; c'est la raison pour laquelle je souhaiterais poser quelques questions et connaître le point de vue de la commune sur ce projet. Les voici :

1. Pouvez-vous me confirmer que c'est bien le Collège qui délivrera le permis après avis du fonctionnaire délégué de la Région ?
2. Le permis d'urbanisme pourrait-il être refusé au motif que le projet rompt l'équilibre générationnel de la place et du quartier ou bien, dès lors que l'affectation de logement est respectée, la commune n'a pas de pouvoir d'appréciation sur le type de logements créés ?
3. La commune peut-elle imposer à ORPEA une architecture s'apparentant à celle du bâtiment actuel afin, au moins, d'avoir une unicité visuelle ?
4. Plus important, la commune compte-t-elle octroyer une nouvelle dérogation et permettre à ORPEA d'ériger ce nouvel édifice de 5 étages, en contradiction avec le respect des gabarits de la place mais en s'appuyant sur la dérogation déjà octroyée pour le 1^{er} bâtiment, la première dérogation en engendrant par cascade une deuxième ?
5. La commune compte-t-elle octroyer une nouvelle dérogation pour permettre à ORPEA à s'étendre

en profondeur en intérieur d'îlot, en contradiction avec le RRU mais sur la base de la dérogation déjà octroyé pour le 1^{er} bâtiment, cette première dérogation en engendrant également une deuxième par cascade ?

6. Qu'est-il prévu pour vérifier, avant tout octroi d'un quelconque permis, que l'ensoleillement de la place du Rinsdelle – en été (longue course du soleil) comme en hiver (courte course du soleil) - ne sera pas durablement affecté par cette nouvelle construction plus large et plus haute que l'existant ?
7. Qu'est-il prévu pour vérifier, avant tout octroi d'un quelconque permis, que l'ensoleillement en intérieur d'îlot ainsi que les luminosités en intérieur d'îlot ne seront pas durablement affectés , en été comme en hiver, par cette nouvelle construction, plus profonde que l'existant ?
8. Qu'en est-il de l'intégration dans l'immeuble nouveau d'une surface de 500m² de commerces de proximité – et de quels commerces parle-t-on précisément - pour rétablir en quelque sorte l'équilibre des fonctions dans le quartier alors qu'ORPEA ne semble toujours proposer que 300m² de commerces pour les seuls habitants de ses résidences, sans citer ceux qu'il envisage ?
9. Le réaménagement projeté par la commune à la place du Rinsdelle, annoncé aux habitants, sera-t-il repoussé après l'érection de la nouvelle construction ?

Interpellatie van Mijnheer Thierry Mommer betreffende de uitbreiding van de residentie ORPEA op het Rinsdelleplein